
Bernardo Kucinski & Italo Tronca

“Pau de Arara”
La Violence Militaire au Brésil



Obra nunca publicada ne Brésil.
Há uma edição em espanhol, pela Siglo XXI, por Flávio Tavares, que também será disponibilizada neste site.

1971

[próxima página](#)

[índice](#)

Ficha Técnica

Publicação Original

1971 - Cahiers Libres 215-216

Autor

Bernardo Kucinski de Italo Tronca

Editoração Digital

EccentricDuo

La Violence Militaire au Brésil

Table

Epigrafe	1	II - Le Povoir Militare	35
Avant-propos.....	2	1 - La valse institutionelle.....	36
Introduction	4	1. Acte n° 2	36
		2. Le «bouillon ».....	37
I - Les Origines	7	3. Un soldat à la président	38
1 - Les premières manouvres.....	8	4. Le général et l'étudiant	39
1. Quelques acteurs dy drame.....	8	5. Le colonel et l'ouvrier	44
2. L'Estado Novo	8	6. Dernier acte	47
3. La farce démocratique	12	2- Opération torturé.....	52
4. La répression dans les casernes	14	1. L'Escalade	52
5. Le putsch	16	2. Coup d'Etat dans coup d'Etat	58
6. Nouveau personnages.....	18	3. Solution finale où pressue.....	62
7. 1956-1961, L'entrance.....	19	4. Le Jeu dé la verité.....	68
2 - La grande conspiration.....	20	5. Perspectives	71
1. Porto Alegre	20	III - Dossier	73
2. La Phalange antiréformiste	22		
3. Une option de classe.....	26		
3 - Les aspects du coup d'Etat.....	28		
1. Recife	30		
2. Goias.....	31		
Le CENIMAR	32		

Epígrafe

Esta edição digital é dedicada ao jornalista Luiz Merlino, assassinado pela ditadura militar, o qual teve papel decisivo na feitura e publicação da edição impressa.

Avant-propos

“Les ouvriers socialistes de tout les pays savent parfaitement que si la violence soutient l’exploitation, elle ne l’a pas fait naître et que l’origine de cette exploitation réside dans les rapports du capital et du travail salarié, rapports résultant d’une situation de base purement économique et non de la violence.”

F. ENGELS, *Anti-Dühring*.

La terre et le peuple

Si l’on classe les pays par leur superficie, le Brésil vient au cinquième rang. Ses 8,5 millions de km² sont repartis en vingt-deux Etats, quatre territoires et un district fédéral, Brasília. Son climat est doux, sa terre fertile, riche en minerais, schiste et pétrole. L’eau y est abondante, excepté dans le Nordeste affecté de sécheresses cycliques.

95 millions de personnes l’occupent, à raison de 12 au km². 44 millions sont des paysans où issus de familles de ruraux. Mais 50,8 94 des terres cultivées font partie des Brands *latifundios*¹.

Le Brésilien a une moyenne de vie de 46 ans. De 27 ans dans le Nordeste. L’une des plus faibles du monde. Sur dix enfants nés viables, deux meurent avant un an; des huit restants, trois n’atteignent pas thug ans d’âge². En dépit de cela la population augmente au rythme annuel de 2,9 % et 53 % des Brésiliens ont moins de 20 ans³. Cependant l’offre d’emploi n’a augmenté annuellement que de 2,6 %.

De 1965 à 1969, le produit national brut a augmenté annuellement de 6%.

451 millions de dollars ont été investis au Brésil par des groupes étrangers pendant cette période, ces mêmes groupes exportant simultanément à l’extérieur 1 229,5 millions de dollars de profits et paient des services⁴. Le capital étranger contrôle directement 35 % de l’économie du pays et plus de 50 % des sociétés de capitaux et des industries de biens de consommation durables⁵.

Le revenu annuel moyen d’un Brésilien est de 250 dollars. De 120 dans le Nordeste où vivent 18 millions d’habitants⁶. De 440 dollars à São Paulo qui est la région la plus développée, celle où se concentre l’industrie. Sur les 18 millions d’habitants de l’Etat de São Paulo, 3 millions sont condamnés à une vie purement végétative⁷.

De 1965 à 1969, le coût de la vie a augmenté au Brésil de 200 %, les salaires de 130 %⁸. Le pouvoir d’achat des travailleurs non spécialisés a baissé de 45 %. En 1969, un kilo de viande coûtait 5 h 47 mn de travail; contre 4 h 24 mn en 1965. Un kilo de pain 2 h 27 mn contre 1 h 18 mn en 1965⁹.

51 millions d’habitants vivent dans les villes, dont 15 millions dans six métropoles: São Paulo, 6,1 — Rio de Janeiro, 4,4 — Belo Horizonte, 1,3 — Recife, 1,2 — Porto Alegre, 1,0 — Salvador, 1,0¹⁰.

A Rio de Janeiro, un million de personnes vit dans les favelas, 400 000 à Recife, 400 000 à Belo Horizonte, 80 000 à São Paulo et 60 000

1. F.A.O. (1959); de 1960 à 1970 la concentration des propriétés a augmenté.
2. Franklin de OLIVEIRA: *Evolution et contre-révolution* aux Editions Cadernos de Povo,
3. Banque Centrale.

4. Id
5. A.D.E.C.I.F.
6. Franklin de OLIVEIRA, op. cit.
7. L’Estado de São Paulo.
8. Fondation Getulio Vargas.
9. D.I.E.E.S.E.
10. Evaluation approximative.

Avant-propos

à Salvador”. 11 manque Sept millions de logements dans les vines. 18 millions de Brésiliens souffrent de goitre endémique; 3,5 millions sont atteints de la maladie de Chagas¹¹. Le pays compte 3 235 hopitaux et 4 464 prisons.

Entre 7 et 12 ans, 70 % à peine des enfants sont scolarisés¹². Deux enfants sur dix vont à l'école le ventre vide; huit sur dix dans le Nordeste¹³. Sur dix inscrits, deux atteignent la quatrième année de scolarisation. Trois cent mille jeunes fréquentent les Universités, soit 6 % des effectifs nationaux. 16 millions de Brésiliens adultes sont analphabètes”.

L'armée brésilienne est la plus importante d'Amérique latine: 195 000 hommes. 239 généraux commandant à 13 000 officiers¹⁴. L'armée absorbe 21 % du budget national¹⁵.

11. Institut national des endémies rurales.

12. Estimation approximative.

13. Campagne pour l'alimentation à Nicole.

14. Estimation approximative.

15. L'Estado de São Paulo

Introduction

Introduction

Ce qu'il est nécessaire d'expliquer

Les contradictions profondes de la société brésilienne sont mises à jour par les statistiques dont les chiffres n'ont proportionnellement pas varié durant les dix dernières années. Le développement qui, en 1969, atteint le chiffre record de 8 % de croissance n'a fait qu'accentuer les différences entre classes et régions, tandis que montaient en flèche des chiffres qui ne figuraient pas dans les statistiques officielles: soit 900 prisonniers politiques en juin 1970, cinq mille citoyens dénoncés ou recherchés en vertu de la loi de Sécurité nationale; plus de dix mille prisonniers politiques depuis avril 1964, date à laquelle le président Goulart fut déposé après un coup d'État militaire. D'avril 1964 à octobre 1969 4 382 personnes, hommes politiques, fonctionnaires publics, militaires, leaders syndicalistes et étudiants se virent déchoyés de leurs droits politiques. À partir de décembre 1969, date de la promulgation de l'Acte institutionnel n° 5 qui supprimait bon nombre de garanties, les prisonniers politiques furent presque tous soumis à des tortures physiques et psychologiques. Au cours des trois dernières années, treize militants de gauche appartenant pour la plupart à la guérilla urbaine furent assassinés dans les prisons brésiliennes. Certains de ces meurtres sont bien connus, d'autres sont dénoncés dans ce livre pour la première fois. Nous essaierons de montrer ici que, sauf à de rares intervalles où la violence des conflits de classes fut contenue par la démocratie corrompue et les barrières socio-économiques, l'histoire de la «démocratie» brésilienne n'est qu'une série de coups d'État militaires «à froid» imposés par l'oligarchie locale alliée à une poignée de généraux usant, éventuellement, de la cavalerie contre les masses et de la liquidation physique des leaders politiques.

Dans ce ballet de la violence, la torture systématique surgit à deux époques bien précises: d'abord pendant les huit ans de l'Estado Novo, de 1937 à 1945, où elle fut généralisée pour la première fois. Les victimes étaient des intellectuels et des militants du parti communiste brésilien puis les membres

des fractions éclairées de la classe ouvrière, dans leur lutte contre le fascisme. Aujourd'hui la violence l'ortionnaire «extra D est exercée au nom de la sûreté 'rationale définie par les manuels militaires comme l'«ensemble des conditions qui permettent d'atteindre les objectifs nationaux permanents D. Ces objectifs ne sont autres qu'un développement capitalistes centre:4e qui alimente le grand capital sans libérer les forces sociales «dangereuses En d'autres termes, sans intégrer à l'économie les vastes couches des populations marginalisées, de façon à maintenir les structures de l'oligarchie brésilienne et la domination du capital étranger. La nécessité d'inclure l'armée dans l'application forcée de cette stratégie de «développement» contrôle à sa tour pour tragique conséquence la répression à l'intérieur même des forces armées transformées en garde prétorienne quasi monolithique du grand capital. L'expulsion de centaines d'officiers progressistes ou nationalistes, emprisonnement et la torture des sergents eurent pour conséquence inévitable la promotion des colonels les plus atteints de la phobie anticommuniste et — ce qui est symptomatique — les moins qualifiés sur le plan intellectuel.

Nous tenterons ici de situer cette génération de colonels formée par les anciens généraux du ballet des coups d'État qui va de l'Estado Novo, en 1937, jusqu'à la démission de Janio Quadros, en 1961. Un grand nombre des acteurs de l'Estado Novo jouent un rôle important dans la mise en place de la dictature actuelle. Le capitaine Mouraolho qui, en falsifiant le plan Cohen, fournit un prétexte au coup d'État de l'Estado Novo, fut le premier général à lancer ses troupes contre Jango en 1964. Le capitaine Filinto Muller, chef de la police de Rio de Janeiro, responsable direct des tortures de 1937 à 1942 et de dizaines d'assassinats, est aujourd'hui le chef de la majorité au Sénat et de ce fait membre du Conseil de défense des droits de la personne humaine.

Nous voulons montrer aussi que sous l'actuelle dictature la torture n'a pas retrouvé automatiquement un «statut Les premières tentatives de 1964,

Introduction

quoique brutales et nombreuses, furent suivies d'enquêtes de rarmée, mais sans être jamais sanctionnées. Tres vite les poursuites n'eurent plus aucun effet et, à partir de l'Acte institutionnel n° 5, il ne jut pratiquement plus possible d'en faire. Cet Acta n° 5 met la dernière main à la miss en place de la torturé systematique en assurant à rappareil le silence d'une presse censurée et une absolue tranquillité puisque les victime.s sont gardées au secret et ne peuvent beneficier de Illabeas corpus. Tres vite la torturé va devenir un rouage du régime à ce point cssentiel qu'elle defnira de nouveaux degres dans la répression; le régime devra se durcir, par exemple pour empêcher les dénonciations de tortures devant les tribunaux où à l'étranger.

Ce système de répression, fonds d partir de 1969 sur vestigation par la torturé, est justifie theoriquement, dans les ordres du jour des commandés militaires, comme étant le support d'une vision eschatologique de la guerre contre la subversion ». Dans la pratique, les résultats obtenus par une méthode qui cette fois, à l'inverse de 1937, fut appliquée à des jeunes relativement peu prepares et sans traditions de lutte clandestine, eurent raison des derniers scrupules de la dictature; chacun de ses membres, à un moment où un autre de la répression, en est venu à accepter la torturé en plain accord avec ses principes personnels. De même les forces armées qui pendant et après rEstado Novo abandonnaient à la police politique la /Ache abjecte de la répression, s'adonnent maintenant à la torturé dans toutes les casernes du Brésil. Violence du coup d'Etat et torturé systematique ant revels mieux qua jamais le rôle répressif des forces armées. Cela devrait être utile à ceux qui imaginent que soft par la gauche, soil de l'intérieur, la dictature puisse evoluer viers le nationalisme.

Les faits ici rapportés representent une très faible part de la réalité, mais ils sent prouvs avec la plus grande rigtteur possible sous an régime dictatorial. Cala explique que de rassassinat de Mario Alves, leader du parti communiste brésilien révolutionnaire où de celui de re.x-sergent João Lucas Alves, seals les détails essentiels soient rapportés, alors qua le meurtre

de Virgilio Genies Da Silva., militant de l'Action de libération nationale, perpetr(an centre modèle de torturé de, São Paulo, siège de l'opération Bandeirantes, est relate minutieusement.

La période historique, considérée dans la première partie cht livre, (gam fait rob jet d'analyses et de recits nombreux, où ne trouvera Met qu'une vision synthetique des actes ale violence ouverte où dissimulée. Citons les principaux ottvrages utilisée Histoire vcriclique de la R6publique de Leoncio Basbaum; Histoire -rtilitaire du Brésil par le .général Nelson Werneck Sodre (ouvrage interdit par l'actuel gouvernement); La Révolution des poltrons, Tons les criminels ne sent pas à Nuremberg, La révolution auto-engendrée de Davi Nasser, Tortionnaires et Victimes de Marcio Moreira Alves (également d l'index), Le coup d'Etat de Goias par Mauro Borges et Le gCnral Goés temoigne, de Lourival Couthino.

La seconde partie, qui relate des faits tout recents et non encore analyses, s'appuie sur les journaux et les revues. On l'à volontairement limitée au récit journalistique. Nous y aeons utilise les publications imprimées à rétranger par les organisations bresiliennes clandestines ainsi qua certains témoignages des personnes encore emprisonnées, témoignages toujours rigoureusement verifiés.

La troisième partie de cet ouvrage est un dossier des tortures à partir de documents qui ne sauraient être mis en doute. Certains sont des extraits d'attestations officielles, d'autres portent la signature des témoins; tous ont été confrontés à d'autres sources d'information. Wine ainsi, étant donné les difficultes inherentes à ce genre d'ouvrage, il est possible que le texte comporte de petites inexactitudes. Il faudra attendre de nombreuses années avant d'avoir un tableau complet des crimes commis par la dictature actuellement au pouvoir.

Ce livre est dedie à ses victimnes.

Septembre 1970.

I

Les Origines

Les premières manoeuvres

« 1 »

Les premières manoeuvres

1- Quelques acteurs du drame

De 1920 à 1935 les jeunes officiers de l'armée brésilienne se soulevèrent à trois reprises contre pouvoir central. Ce mouvement, dit «des lieutenants», naquit de la convergence de divers facteurs; soudaine croissance démographique des centres urbains, chute du prix du café sur le marché international, aggravation de la crise structurelle et subordination accrue au grand capital étranger. Le mouvement «des lieutenants» balançait entre un vague nationalisme de gauche et la solution fasciste. En 1924, ses leaders sont Juarez Tavora, Eduardo Gomes, Cordeiro de Farias, Filinto Muller, Estilac Leal et Luis Carlos Prestes. La rébellion échoua et Pon vult se former la Colonne Prestes, qui se dissout en 1927 après une marche de 36 000 km à travers le sertão. Filinto Muller (expulsé de la Colonne pour malversations) et Juarez Tavora participent à une nouvelle conspiration d'officiers tandis que Prestes adhère au parti communiste brésilien. En 1930 le général Goés Monteiro et le caudillo Getulio Vargas, à la tête des lieutenants, s'emparent du pouvoir. Vargas président, il nommera Juarez commandant de la zone nord, Goés chef de l'état-major, Filinto Muller chef de la police et Francisco Campos, un adepte du fascisme, ministre de l'Education.

En 1934, les communistes fondent l'Alliance nationale pour la libération, plate-forme progressiste et anti-imperialiste. En 1935 ils échouent dans une tentative de coup d'Etat. Le sergent Gregorio Beserra est fait prisonnier

à Recife, Prestes est arrêté également. Filinto déclenche une répression massive contre les communistes et les membres de l'Alliance. Getulio pense à l'avenir...

2 - L'Estado Novo

Le 3 décembre 1935, un mois après l'échec du coup d'Etat communiste, la répression fut déclenchée par le capitaine Flint^o Strubling Muller; elle devait paralyser longtemps le mouvement des masses; la police, extrêmement mobile, était partout, et avait à sa solde des collaborateurs dans toutes les classes de la société. L'Alliance nationale pour la libération avait disparu et le parti communiste, dont presque tous les leaders étaient en prison, n'existait pratiquement plus en tant qu'organisation.

Cependant Getulio Vargas et ses généraux cherchaient un prétexte plus valable que la mince révolte de 1935 pour renforcer leur pouvoir. Car la Constitution était encore en vigueur, selon laquelle Getulio Vargas allait devoir en 1938 laisser la place à un successeur élu. L'Assemblée fonctionnait et la presse restait relativement libre. «La légalité nous tue», disait Vargas, reprenant les paroles de Barrot à propos de la Commune de Paris. Ayant condamné d'un mot cette embarrassante légalité, Vargas et ses généraux mirent au point leur coup d'Etat.

Les généraux sont réunis dans le cabinet de Dutra, ministre de la Guerre. Le chef de l'état-major des forces armées, Goés Monteiro, se lève, dans son fauteuil et déclare posément: «Je donne mon soutien intégral à Monsieur le ministre de la Guerre. L'heure des décisions suprêmes est venue, et *si nous laissons fuir cette occasion, je crois que tout sera perdu...* Actuellement le gouverneur n'a plus guère que trois issues: à)

Les premières manoeuvres

le coup d'Etat; b) le suicide que suivra l'anarchie sociale et militaire e) la proclamation de l'état de siège¹...

C'est au juriste fasciste Francisco Campos que Getulio Vargas confia, fin 1936, le 'soin de mettre au point la nouvelle charte qui devait remplacer la Constitution libérale de 1934. Cependant il devenait nécessaire de créer un état d'esprit qui amenât le peuple à souhaiter la prolongation de la dictature gouvernementale. Les généraux se souvinrent alors à point nommé des intégralistes, groupe fasciste (leur devise était «Travail, famille, patrie») qui avait spontanément collaboré avec la police lors de la répression du complot de 1935. L'alliance des généraux de Vargas et de l'intégralisme va donner naissance à l'une des plus fantastiques conspirations de l'histoire du Brésil, le plan Cohen, qui servit de prétexte à l'instauration de la dictature de *l'Estado Novo*.

«En août 1937, au service secret de l'intégralisme, un capitaine découvre le brouillon dactylographié d'un document intitulé *Bulletin d'information* n° 4; il examine soigneusement le texte et ajoute une signature au bas du second chapitre: Bela Cohen; le 30 septembre, on ne parla plus 'que du *Document Cohen*, «plan terroriste d'origine communiste découvert par l'état-major²».

Le plan Cohen, dont la presse publia des extraits terrifiants, se proposait de mettre le pays à feu et à sang; quelques rares députés prétendirent que le document était apocryphe. La presse et les politiciens du gouvernement, se faisant les porte-parole des forces armées, en garantissaient l'authenticité. Atterré et 'incrédule, le peuple lisait dans les journaux les programmes d'action des terroristes démasqués.

...Les instructions allaient de la liste des personnes proches du gouvernement qui devaient être assassinées, aux techniques modernes de la grève. Ce plan d'action recommandait aux communistes la modification des méthodes pourtant fructueuses de 1935... Ce plan minutieux préparait scientifiquement un coup d'Etat qui, par l'action d'une minorité, visait à paralyser totalement Rio de Janeiro que l'incendie et la confusion finiraient par mettre à la merci des révolutionnaires...³

Le matin du 10 novembre 1937 l'état de siège est proclamé et *l'Estado Novo* promulgué, dont le nom est emprunté par Francisco Campos au régime de Salazar. Euphoriques et tranquilles les généraux de Getulio Vargas se [rot-tent les mains; laissons la parole au chef de l'état-major:

«Je me rendis au cabinet du général Dutra, ministre de la Guerre; Dutra sortit sa montre de sa poche et lit: «Dans dix minutes le pays aura une nouvelle Constitution. En effet la Carta Magna parut dix minutes plus tard au *Journal officiel*. En un clin d'oeil le Brésil avait changé de régime. Je sortis. Le président m'avait fait convoquer d'urgence au Palacio Guanabara où je fus reçu immédiatement... Je le trouvai très content, souriant, en compagnie de sa femme, de ses deux filles et de son aide de camp; accourut pour me donner l'accolade et insista pour m'offrir à déjeuner d'un plat de langoustes fort appétissantes que venait de lui envoyer Alencastro Guimarães. Je me rappelai, ensuite, qu'il avait été nommé directeur des Chemins de fer brésiliens. Ah ! quelles langoustes !... »

Getulio Vargas et ses généraux n'avaient désormais plus rien à craindre de la légalité, elle était morte et enterrée («La légalité nous tué... »⁴). La nouvelle Constitution, prêté depuis un an, dissolvait l'Assemblée, «appareil

1. Comte rendu de la réunion de l'état-major de l'Armée du 3-12-1935.

2. Revue *Manchette*, 22-11-1958.

3. *Manchette*, 22-11-1958.

4. Lourival COUTHINO, *Le général Goés témoigne*, Ed. Nationale.

Les premières manœuvres

inadequat et coateux », liquidait le fédéralisme (les gouverneurs d'Etat furent remplacés par des « médiateurs »), l'activité des syndicats dépendait désormais d'une autorisation du ministère du Travail. Un peu plus tard ce fut le coup final: Pinter-diction des partis politiques.

Pour en finir avec les mécontents, il y avait la police de Filinto Muller, capitaine à l'époque et aujourd'hui chef de la majorité sénatoriale. Parmi ces mécontents se trouvait le jeune Carlos Marighela né à Bahia, futur ingénieur et membre du parti communiste brésilien. Pris avec des dynamites d'autres, Marighela fut battu et supplicié dans les prisons de la dictature de *l'Estado Novo*.

La véritable histoire du plan Cohen, prétexte à huit années de dictature, ne fut révélée que dix-huit ans plus tard, de la bouche même de son auteur et du général Goés Monteiro: «... Un officier de l'état-major de l'armée, Caiado Castro, surprit un de ses collègues, le capitaine Olimpio Mourão Filho, en train de copier avec soin un document à la machine... C'était la dernière partie d'un plan de subversion communiste... Caiado s'étonna qu'ou ne m'ait pas⁵ immédiatement communiqué ce document; l'officier retourna que transmis par un intégraliste, donc adversaire des communistes, ce plan, tout simplement signé Cohen, pourrait passer pour un faux... J'appelai immédiatement le capitaine Mourito Filho qui me confirma toute l'affaire et me remit une copie dudit document... Je visai alors le général Dutra, ministre de la Guerre... Pour moi, ce plan qui accumulait les objectifs de violences en tout genre, était entièrement faux.» (*Le général Goés témoigne.*)

En 1956, convoqué par le tribunal d'honneur des forces armées qui l'invitait à se justifier des accusations du général Goés, le général Mourito

Filho fut blanchi. Mourão confirma qu'il avait élaboré le plan sur les ordres de Plínio Salgado, chef de l'intégralisme. Personne ne fit allusion aux terribles conséquences de cette falsification et au coup d'Etat qui avait suivi.

Les années 1937-1940 voyaient triompher le fascisme nazi. Au Brésil, la répression violente, la terreur policière et les déportations écrasaient toute tentative de résistance. C'est ainsi que *l'Estado Novo*, d'essence fasciste, s'établit sur des bases solides. Le corporatisme était l'avenir du monde. Hitler affirmait que son régime durerait mille ans; en septembre 1939, les troupes allemandes entrent en Pologne; puis au Danemark, en Norvège, en Belgique, en Hollande. Paris est occupée. Getúlio Vargas se met à théoriser: «Nous avons senti que les vieux systèmes et les formules anciennes détalent sur leur déclin. Une ère nouvelle va s'ouvrir. Il devient nécessaire d'enterrer les restes des idées mortes et des idées stériles.» (Discours de Vargas en 1940.) Dans la période, Vargas lance les bases du corporatisme brésilien qui subsisteront encore après son suicide et la défaite des forces de l'Axe; ce sont celles qui soutiennent le fascisme et *l'Estado Novo* va créer un syndicalisme coiffé par l'Etat, avec demandé d'autorisation au ministère du Travail, l'enregistrement et cotisation obligatoires. Vargas créa encore deux partis: le parti travailliste brésilien censé donner satisfaction aux réclamations des travailleurs, et le parti social-démocrate, représentant l'oligarchie terrienne. La suppression des manifestations, reflet de la lutte des classes, est à la base de la politique sociale de Vargas. Dans le même temps, les dirigeants qui refusent l'alignement sont implacablement poursuivis par la police de Filinto Muller. Les récits des tortures de l'époque ne furent connus que des années après la chute de *l'Estado Novo*. En 1946, Carlos Marighela, député élu par le parti communiste brésilien qui jouit alors d'une courte période de légalité, témoigna sur ces moments

5. Le général Goés, alors chef de l'état-major. Les premières manœuvres

Les premières manoeuvres

tragiques devant la Chambre des Députés.

«Et je peux ajouter que j'ai été témoin des tortures des prisonniers auxquels on arrachait la plante des pieds. Cela se faisait encore en 1940 dans la Police fédérale qui arrêtait et torturait plus de cent personnes à Rio de Janeiro. Aujourd'hui, en 1946, j'étais un marin nommé Faustino qui manque un morceau de fessier, défilé de son corps par des procédés spéciaux des tortures de la police...» «On arrachait les pods avec des pincettes entre autres choses — à vous faire dresser les cheveux sur la tête - réservées aux femmes; la compagnie de Sebastiao Francisco, un militant qu'ils avaient déjà pris, recussa à se suicider après être passée par là. Lorsqu'en octobre 1940, arrivant de São Paulo, je fus logé à la prison militaire de Rio de Janeiro, j'ai pu entrer en contact avec tous les prisonniers qui étaient passés entre les mains de la Police fédérale. Le spectacle était terrible: les uns étaient bridés, les autres pleins d'ecchymoses dues aux matras de caoutchouc. (...) Le procédé des «adelphes» consistait à enfoncer sous les ongles des stylets ou des épingles. La méthode «à l'américaine» consistait à obliger le prisonnier à rester debout, un masque bouclé sur le visage, sans air; l'application de reponge enduite de moutarde pour les femmes. Les enfants n'étaient pas à l'abri, -Lemont le cas de la fille d'Antonio Xavier arrêtée avec sa mère en 1940 et surnommée il d'horribles tortures⁶. »

Ces prisonniers étaient des leaders communistes (Marighela, le sergent Gregorio Bezerra ou encore le capitaine

Agildo Barata, Luis Carlos Prestos), des intellectuels (Graciliano Ramos, José Lins de Rego) et des centaines d'ouvriers et de soldats qui prirent part

6. Documents de la Commission parlementaire d'enquête sur les actes répressifs de la dictature; déposition de Carlos Marighela.

d'une manière où d'une autre à la résistance organisée contre la dictature de *l'Estado Novo*⁷.

Tous sont traités avec la même cruauté: «Reginaldo da Rocha n'arrêtaient pas de gemir; on lui demandait ce qu'il avait et il répondait qu'il ne pouvait tenir dans son lit à cause de son corps qui n'était qu'une plaie... Il conservait dans une boîte d'allumettes les ongles qu'on lui avait arrachés... On lui avait aussi bridé le chalumau...⁸»

Quand les États-Unis entrent en guerre, ils ont déjà solidement implantés leurs capitaux au Brésil, obligés de ce fait de fournir une aide militaire. En 1942, trois sous-marins allemands coulent en trois jours cinq navires marchands brésiliens près de la côte. Trente-sept navires furent torpillés et plus de mille personnes, civils et militaires, tués. Au général Dutra, alors ministre de la Guerre, incombait la tâche de faire embarquer les troupes nécessaires à la construction des bases militaires du Nordeste, à Pernambuco et Rio Grande de Norte, en échange de l'aide financière au gouvernement brésilien. Voici donc le Brésil en guerre et qui envoie des troupes en Italie sous les ordres du général Mascarenhas de Moraes; certains jeunes officiers s'y distingueront aux côtés des Américains.

Cependant 1944 voit la guerre tirer à sa fin et la pression de l'opinion publique en faveur des «dilatés démocratiques» annonce la fin de *l'Estado Novo*, idéologiquement au nazisme. Dès manifestations de rue pour demander l'amnistie des prisonniers politiques ont lieu et la censure ne peut plus empêcher la presse de révéler ce qui se passe réellement

7. Les prisons principales sont: le pénitencier de Dois Rios, Ilh. à Grande dans la baie de Guanabara, avec près de 400 prisonniers politiques (et 300 de droit commun); la Maison de détention de Rio de Janeiro qui peut contenir 800 prisonniers (politiques); l'île de Fernando de Noronha, au large de Recife, où l'on envoie les prisonniers considérés comme dangereux. À l'exception de cette dernière, elles sont encore utilisées par le régime actuel.

8. Témoignages de l'avocat Lauro FONTOURA, arrêté par la Police fédérale de Rio de Janeiro en 1940 et de Heron PINTO dans *Les Sower-rains de l'Estado Novo*.

Les premières manoeuvres

dans le pays. Vargas se voit obligé de se séparer d'un de ses plus proches collaborateurs, Filinto Muller, chef de la Police qui a servi sept ans le régime. L'Estado est à la croisée des chemins: la route du fascisme, qui fut son modèle, est fermée par la (Waite européenne. En échange de l'effort de guerre, la pénétration du capital américain est de jour en jour plus alarmante. Mascarenhas de Moraes et les jeunes officiers de son état-major reviennent des combats aux côtés des Américains: prêts à accepter et à endosser la réalité d'un nouveau et définitif avec l'impérialisme. C'est alors que Vargas montre d'autres projets; il tente de diluer le monopole d'Etat du parole, établit des relations avec l'U.R.S.S. et cède finalement à la pression populaire en amnistiant et en libérant les prisonniers politiques avait pour la plupart lui-même fait condamner à dix, quinze ou vingt-cinq ans de prison au lendemain de 1935.

Première pause dans la carrière de Vargas: en juin 1945 il promulgue la loi antitrust. En août, l'Union démocratique nationale (parti néo-conservateur et pro-américain formé entre autres par Eduardo Gomes) établit ses statuts en définissant sa position: «Encourager le capital étranger nécessaire pour la mise en valeur de nos réserves inexploitées, en laissant équitablement le droit de rapatrier les profits. »

Voilà une opinion clairement exprimée.

Deux mois plus tard, les mêmes généraux qui avaient fait de Getulio Vargas un dictateur fasciste s'opposent à sa politique anti-étrangère. *L'Estado Novo* tombe et son chef fut déposé par le haut commandement militaire aussi froidement qu'il avait été imposé.

«Le 25 octobre 1945 où vint me dire que les généraux étaient en réunion permanente au ministère de la Guerre. J'en informai le président qui était au courant et ajouta que le chef de la conspiration était Goés Monteiro. Je

ne lui cachai pas que la situation me paraissait extrêmement grave. Il me dit, avec le plus grand calme, que j'avais raison. (...) Le 29 octobre, (Al fin d'après-midi, le général Dutra, passa une demi-heure au Palais Guanabara avec le président. (...) A neuf heures du soir survint le général Oswaldo Cordeiro qui voulait s'entretenir d'urgence avec le président; il venait de la part des généraux et après quelques rapides explications, il lui présenta la minute d'un acte de démission. Le président m'appela et me demanda de la dactylographier sur son papier officiel...⁹».

Le même général Goés Monteiro qui avait dîné avec Vargas le 10 novembre 1937 avait dicté in minute de facto à son collègue Cordeiro de Farias, qui devait devenir ministre de l'intérieur après le coup d'Etat de Castello Branco en 1964. Le tourbillon de violences reprenait, et les acteurs en étaient pratiquement les mêmes qu'en 1937.

Vargas déposé, la victoire électorale échut au général Eurico Gaspar Dutra appuyé officiellement par le dictateur sortant¹⁰.

3. La farce démocratique

Les prétoriens qui avaient créé *l'Estado Novo* devaient causer sa chute. Le nouveau président, Eurico Gaspar Dutra, l'un des conjurés du plan Cohen et ministre de l'Intérieur de l'Estado Novo, devait faire face à deux tâches essentielles: 1. rétablir les conditions nécessaires au maintien des privilèges du capital étranger au Brésil; 2. contenir les forces populaires remobilisées par la défaite du nazisme.

L'Assemblée fonctionnait comme par le passé, le passé était libre et le

9. Luis VERGARA, J'ai été secrétaire de Getulio Vargas.

10. Dutra triompha d'un autre militaire, Eduardo Gomes, candidat de l'U.D.N.

Les premières manoeuvres

parti communiste, à nouveau autorisé, pouvait compter sur un quotidien et 50 000 adhérents. On espérait une redémocratisation. Dans la réalité la dictature de Vargas continuait sans lui. En 1946, tandis que l'Assemblée discutait la nouvelle constitution, la police de Dutra se vifiait dans les rues de Rio de Janeiro.

«Obeissant aux ordres de Charles Borer, la camionnette prit l'avenue du Brésil et stoppa au croisement vers Pile du Gouverneur, un endroit désert. Les deux prisonniers, mains "lées, furent jetés à terre, où les types continuaient à les (rapper; puis ils ,lour ,dormerent des coups de poignard, s'amusant de voir cooler le sang. Ils se décidèrent finalement à les liquider de six balles dans le dos tandis que Charles Borer recommandait de «ne pas laisser de traces ». Cam João Trindade donnait encore signs de vie où tira de nouveau (...). Les policiers assassiné, revenus sur le lieu du crime pour brouiller les pistes, furent etormes de ne plus trouver le corps de João Trindad; ils emportèrent Lafaiete, pent-être encore vivant, à Parada de Lucas, dans la zone nord de Rio, où ils Pacheverent de deux coups de revolver¹¹. »

A cette époque, comme presque toujours, le chef de la police était un militaire, en l'occurrence le ,général Antonio José de Lima Camara. Pendant ce temps, la constitution était votée par l'Assemblée et la censure s'était abattue sur la radio, qui resté encore aujourd'hui le principal véhicule d'information de la moitié de la population. Les journaux et les revues n'atteignant que les grandes vines, l'intérieur ne disposait — comme maintenant — que de *l'Heure du Brésil*, programme radiophonique du gouvernement, pour se tenir au courant des événements. Seule la presse d'opposition, encore impressionnae par la censure de *l'Estado Novo*, elevait timidement i.à voix pour tenter de dire la vérité sur ce qui se passait au

Brésil en 1946.

«1500 ouvriers de São Paulo ont été inculpés pour grève, sur la base de in loi de Silreta nationale; les commemorations du premier mai sont interdites; nombreux ouvriers arrêtés. Le colonel Augusto Imbassai, commissaire à l'Ordre politique et social, disperse un rassemblement dans les escaliers de la Chambre des Deputes: les parlementaires protestent; la police, elle, disperse à la mitraillette un méeting populaire à Largo da Carioca: de nombrcuses personnes sont blessées. Le député, Cafe Filho (qui sera président de la République en 1954) dénoncé en pleine assemblée la violence faite an peuple; le gouvernement demet de ses fonctions Aloisio Neiva Filho, un savant de l'Institut OswaldoCruz, accusé d'avoir, en ,sa qualité de médecin, ports secours à deux hommes passés à tabac par la police à Largo da Carioca. Carlos Luz, ministre de la Justice, intcrdit les rassemblements sur tout le territoire national¹¹. »

S'il est exagéré d'affirmer que Dutra fut Clu pour en ter-miner avec 'le parti communiste brésilien, il est certain que in question était au premier plan et qu'il la regla avec empressement. En 1945, le parti communistes et ses 600 000 voix étaient un véritable cauchemar pour la réaction. Il avait en outre quinze ,députés à PAssemblée (dont le jeune Carlos Marighela) et un sénateur, Abel Clermont. Les élections d'Etats preoccupaient encore davantage les maître's au pouvoir: des villes comme Santos et Santo Andre, dans l'Etat de São Paulo, où Recife et Jaboatao dans l'Etat de Pernambuco, caractérisées par une forte concentration de travailleurs et un vote communiste important, furent converties en «stations balneaires¹²» alin que leurs pi-acts respectifs ne fussent pas élus par le peuple, mais par .les

11. Extraits de deux journaux de Rio et de São Paulo, 1946.

12. Villes de grande affluence touristique.

Les premières manoeuvres

gouverneurs d'Etat en raison des «posies de confiance» qui sont les leurs¹³.

Les communistes réussirent cependant à faire élire 23 députés dans l'Etat de São Paulo et dans l'Etat de Rio, 18 conseillers municipaux sur 50.

A la fin de l'année 1946 le Parti avait près de 180 000 membres sans compter les sympathisants. En novembre, le *Correio da Manhã*, journal de Rio, déplorait de ne pas voir «de quelle façon le gouvernement allait enrayer l'épidémie communiste. Mais Dutra voyait très bien. Ce fut le début des provocations contre le Parti de manière à disposer de prétextes à une attitude plus violente. Une première fois en mai, un meeting organisé par les communistes à Largo da Carioca fut dispersé par une fusillade de la police. A la fin du mois d'août, des hommes furent payés par la police pour jeter des pierres dans les vitrines des grands magasins de Rio, ce qui entraîna un redoublement de la répression de la part du gouvernement. Enfin, au début de l'année 1947, le P.C.B. fut accusé à la Chambre des Députés de recevoir de l'argent de Moscou, et un député du gouvernement demanda son interdiction. Les communistes en appelèrent au Tribunal suprême fédéral, alléguant qu'un parti qui compte 200 000 adhérents n'a guère besoin de l'argent d'autrui.

Alceu Barbedo, vice-procureur de la République, exhuma un argument irréfutable: le Parti était officiellement désigné comme *parti communiste du Brésil* (ce qui prouvait son affiliation à une organisation mère) et non parti communiste brésilien. Par trois voix contre deux, le Tribunal suprême décréta l'interdiction du P.C.B. qui ne devait plus jamais sortir de la clandestinité. La Constitution de 1946, en vigueur depuis moins de trois

13. En juin 1968, le colonel-senateur Filinto Muller empêcha les parlementaires eux-mêmes d'entrer à l'Assemblée parce qu'ils s'opposaient aux projets dictatoriaux qui faisaient de 86 municipalités (dont Santos et Santo André) des «zones de sécurité» avec suspension („Décretions; 86 municipalités choisies naturellement parmi celles de forte concentration ouvrière mettes personnages et même technique qu'en 1945.

mois, était manifestement violée pour la première fois. Mais ce n'était que le début d'une longue chaîne de violences.

4. La répression dans les casernes

Le consulat militaire du général Enrico Gaspar Dutra prend fin en 1950. De ce régime, Vecrivain et diplomates Alvaro Lins dira treize ans plus tard: «Ce gouvernement, qui devrait rester dans la mémoire des intellectuels pour la plus grande honte de ceux qui en firent partie, fut le plus violent, le plus brutal et le plus malhonnête de tous les régimes républicains. »¹⁴

En 1951, le slogan nationaliste «le parole est à nous» se répandit dans tout le pays, here riposte aux techniciens des compagnies internationales qui prétendaient le contraire. Une grande partie de l'armée adopta ce mot d'ordre. Getulio Vargas, de nouveau candidat, fondera sa campagne électorale sur la défense du pétrole brésilien contre les monopoles étrangers. Il eut pour concurrent le général de brigade Eduardo Gomes, déjà battu aux élections, et leader éminent de la même U.D.N. qui avait fait appel au capital étranger. Vargas fut nommé ministre du Travail João Goulart, politicien jeune et populaire, dans le but de se rapprocher des travailleurs. Pendant ce temps, le nationalisme progressait; Fun de ses foyers principaux était le Club militaire de Rio de Janeiro qui réunissait des officiers des trois armées et comptait, en 1952, neuf mille membres. Le Club allait également prendre position sur la question du pétrole. Le courant nationaliste, coiffé par le général Newton Estillac Leal, ex-ministre de la Guerre sous Vargas et candidat à la réélection comme président du Club, était taxé de communisme par une partie de la presse qui mettait dans le même sac tous

14. Alvaro Lins, *Les Victimes de Sobre-Casaca*, Rio, 1956.

Les premières manoeuvres

ceux qui voteraient pour le mouvement. On était en pleine «guerre froide» et les généraux Juarez Tavora, Canrobert Perch-à da Costa, le général de brigade Eduardo Games et l'amiral Pena Botto lancerent un plan de «chasse aux sorcieres» au sein de l'armée.

La presse américaine s'inquiete: «Un courant hostile aux Etats-Unis commence à se .developper au sein des forces armées bresiliennes, se cristallisant à partir d'une déclaration de M. Newton Estillac Leal, ancicn ministre de la Guerre qui annonce sa candidature à la présidence du Club militaire du Brésil. Le général Estillac tente de rassembler sous la banniere du nationalis.me tous les éléments pour qui l'étranger convoite les richesses naturell.es du pays. Les tendances les plus diverses y seraient representées, du commu.nisme an nationalisms extrémiste, toutes unies par leur hostilite à l'actuale politique d'atroite collaboration avec les Etats-Unis¹⁵.

Mars 1952: malgré la violente campagne de presse dechainée contre les nationalistes, l'équipe du général Estillac semble devoir triompher. La première phase des élections à commence. Apparenunent la libc.nste.. de vote cxiste, quoique le climat soh dramatique à l'intérieur des forces armées. Mais déjà la tcrrcur entrain dans les casernes où Von avait adopté la methods des enquêtes contre les sympathisants du candidat Estillac Leal sous les prétextes les plus absurdes. Puis l'où tortura dans les casernes.

«Antonio Paulo Andreazzi, 3e sergent de la Force aerienne du Brésil, arrêté le 14 février 1952 à la base aerienne de Natal (Rio Grande de Node) est conduit à l'interrogatoire sous la menacé (...). Parmi les enquêteurs Se trouvc le major Hipolito qui tente de l'etrangler. Le même KA frappé la tête avec une caisse; l'aspirant Magaihaes lui donné des coups de règle sur les oreilles, le capitaine Ivan sur les mains et le lieutenant Camara sur les

genoux, cela pendant plus de 40 minutes. (...)

Eneas de Oliveira Filly), 31 sergent de la F.A.B. arrêté en service le 13 février 1952 est emmene au quartier général de la 2e. zone aerienne et mis au secret (...). Puis il est conduit avec d'autres prisonniers au 16e R.I. sous escorte et toujours avec des menacés de la part du major Hipolito (...). Le lendemain, il est torturé...¹⁶»

Le commando général de la répression se recrutait naturellement parmi les généraux réactionnaires:

«*Le Brésil menacé de crise militaire.* — Le général Estillac à accusé ceux qui font campagne dans le camp opposé d'être payés par des agents des interets antinationaux. (...) Le général Estillac à contre lui un groupe qui se fait appeler «Croisade .démocratique» et qui se bat pour une étroite collaboration économique et militaire avec les Etats Unis en vue de défendre l'hemisphere occidental et de lutter énergiquement contre les communistes au Brésil. Ce groupe présente à la présidence du Club militaire le général Etchegoyen, commandant de l'Artillerie côtière et jadis chef de la Police de Rio de Janeiro.

«Ce mouvement rassemblé les officiers les plus en vue tels le général Pedro Aurelio de Gois Monteiro, chef de l'état-major des Forces armées et le général de brigade Eduardo Gornes¹⁷.

Le groupe nationaliste qui soutenait le général Estillac Leal à l'intéricur des Forces armées, s'il disposait d'une forcé politique considérable, n'était cependant pas assez puissant pour contrebalancer la faction qui optait pour la terreur, du fait même de sa faiblesse politique. De plus, les réactionnaires de l'armée n'agissaient pas seuls. «Ces enquêtes militaires sont supervisées

15. *The New York Times*, cité par Diario Carioca, Rio, 1952.

16. *Témoignages et éclaircissements sur les procès militaires*, Rio, 1953.

17. *The New York Times*, avril 1952

Les premières manoeuvres

par un officier américain, le capitaine Edgar Bundy, dénoncé en pleine tribune par un sénateur de la République; le plan américain à pour but d'empêcher les progrès de la démocratie et de l'unité au sein de l'armée, progrès dus aux généraux Estillac Leal et Horta Barbosa, directeurs du Club militaire. Ces enquêtes terroristes ont d'abord pour objet d'empêcher la libre expression de la pensée¹⁸.

En mai 1952, eurent lieu les élections du Club militaire. L'équipe du général Alcides Etchegoyen de Mello, ex-chef de Police, obtint 8 288 voix, tandis que le groupe nationaliste du général Estillac comptait 4 489 voix malgré la pression menaçante de la réaction. Près de 4 500 officiers eurent donc le courage de soutenir leur point de vue. Plusieurs d'entre eux et des sous-officiers payèrent fort cher ce courage, parfois de leur vie:

«La revue *O Cruzeiro* publia des photos fournies par la police de l'armée elle-même à propos de la mort d'un sous-officier de la Marine, Clarindo Pereira Serpa, dont le témoin à vue le cadavre dans la cour du 2^e Régiment d'Infanterie. Le lendemain le commandant du régiment dit au témoin que le prisonnier décédé avait des fractures du crâne, des jambes et des pieds. Ce sous-officier mort en prison, mis au secret, accusé d'activités subversives, est prétendu mort en service par le *Bulletin* n° 38 (décembre 1952) du ministère de la Marine¹⁹. »

Le responsable des enquêtes de police militaire au sujet des sergents nationalistes était un certain colonel du nom d'Amaury Kruehl qui commençait par là une longue carrière vouée à la répression. Devenu en 1958 chef de la police de Rio de Janeiro, il se rendit célèbre en constituant un groupe de policiers spécialisés dans l'élimination sommaire des soi-disant criminels de

droit commun. Ainsi naquit l'Escadron de la Mort. Commandant la 1^{re} Armée à São Paulo en 1964, le général Kruehl travailla étroitement à la chute de Goulart en unissant ses troupes à celles du général Mourão Filho²⁰.

5. Le putsch

A la fin de l'année 1953, les nationalistes des Forces armées sont sur la défensive; la terreur règne et des centaines d'hommes passent devant les Tribunaux militaires. Les accusations, fort vagues, sont de purs et simples prétextes à exercer des pressions. En juin de la même année, un Conseil judiciaire spécial absout à l'unanimité trente militaires des Forces aériennes accusés d'activités subversives. Mais les terroristes avaient atteint leur but: détruire le soutien militaire de Vargas dont la situation politique s'affaiblit rapidement.

«J'ai contre moi les entreprises privées qui progressent dans tout le Brésil, gagnant en cruzeiros douze fois ce qu'elles investissent en dollars et convertissant ces cruzeiros en dollars envoyés à l'étranger à titre de dividendes²¹.

Un mois plus tard le climat politique s'échauffe encore quand le président, se sentant cerné de tous côtés (tandis que le parti communiste, se trompant une fois de plus, l'accuse à la même époque d'être le représentant de l'impérialisme) à recours au langage irréfutable des chiffres pour préciser ces attaques qui sont purement et simplement des accusations de vol.

18. Correio da Manhã, Rio, 1955.

19. Correio da Manhã, Rio, 1955.

20. Pour une étude exhaustive de la répression au sein des Forces armées, voir l'Histoire militaire du Brésil, du général NELSON WERNECK livre mis à l'index par l'actuelle dictature militaire.

21. Vargas, discours du 20-12-1953.

Les premières manoeuvres

«J'ai fait comparer les déclarations faites par les exportateurs au département du Commerce des U.S.A. et celles faites à nos consulats. On enregistre, pour une période de 18 mois, une augmentation, à travers les factures, qui atteint 150 millions de dollars. Si l'on considère que le système est généralisé, il nous est facile de conclure à une dissimulation de 250 millions de dollars en 18 mois, puisque 55 % de notre commerce se font avec les Etats-Unis²².

Le capital étranger et ses complices brésiliens ont compris la leçon et se préparent à renverser Vargas comme en 1945. En février 1954, les journaux publient un Manifeste des colonels signé par 80 officiers couverts par les généraux du pronunciamiento de 1945 (Góis Monteiro, Dutra, Cordeiro de Farias, Eduardo Gomes). La première signature était celle d'Amaury Kruehl (celui des enquêtes contre les sergents nationalistes). Parmi les 80 noms figurait également celui de Syseno Sarmento, l'un des conspirateurs du coup d'Etat de 1945 à l'Ecole supérieure de la Guerre. Ce manifeste opposait son veto à l'augmentation du salaire minimal des travailleurs que Vargas voulait accorder en raison des prix élevés et exigeait la démission de Joao Goulart, ministre du Travail, qui appuyait cette revendication.

L'agitation fasciste allait bon train, entre autres endroits au club de la Lanterne, foyer de la droite des conservateurs de l'Union démocratique nationale. On y trouvait Carlos Lacerda, futur gouverneur de Guanabara, qui s'était distingué par les moyens employés par sa police pour éliminer la mendicité : noyades des malheureux dans le rio da Guarda en 1952. C'est là qu'il prêchait ouvertement la nécessité d'une dictature. «Si l'U.D.N. ne peut prendre le pouvoir par les élections, qu'elle le prenne par les armes », répétait-il. Ce club réunissait des militaires (comme Syseno Sarmento), des aventuriers et des «dames» de la haute société. Une nuit du mois d'août,

un groupe de tueurs appartenant à la garde personnelle de Vargas tire sur Lacerda et tue un officier de l'Aéronautique qui voulait le protéger. C'est le prétexte qu'attendaient les conspirateurs. Les officiers de la Force aérienne prennent la base de Galeao -dans l'île du Gouverneur - et proclament la «République de Galeao», centre de conspiration et pouvoir parallèle au régime. Ils vont jusqu'à envahir le palais présidentiel à Rio, «à la recherche de l'assassin du major qui accompagnait Lacerda».

Le 21 août l'Armée, la Marine et l'Aéronautique font leur entrée. Le gouvernement pouvait encore mobiliser le peuple pour rester au pouvoir, mais Vargas avait peur : il était ennemi du capital étranger et faisait des concessions progressistes, mais pas au point de faire confiance au peuple. Représentant d'une bourgeoisie nationale qui s'opposait à la colonisation pure et simple du pays, son libéralisme n'allait pas au-delà.

Le 23, un manifesto signé de 32 généraux exige sa démission immédiate et définitive:

Nous soussignés, généraux de l'Armée, conscients de nos devoirs et de nos responsabilités levant la Nation... déclarons juger en conscience que pour donner au peuple la paix et maintenir l'unité des Forces armées, l'actuel président de la République doit renoncer à sa charge et laisser la place à un successeur élu dans la légalité...» (Rio, 22 août 1954).

L'Union démocratique nationale, parti de Carlos Lacerda et d'Eduardo Gomes, soutenu par les militaires, nageait dans la joie. Il allait enfin prendre le pouvoir impossible à atteindre par les élections ! Le 24 au matin, le gouvernement réunit les ministres pour tenter de trouver une porte de sortie. Mais Vargas avait déjà trouvé la sienne: à huit heures du matin, il se retiré dans sa chambre et se tira une balle dans le cœur. Il laissait une surprise aux généraux et aux banquiers de l'U.D.N.:

22. Id., discours du 31-1-1954

Les premières manœuvres

«Je veux dénoncer les menées souterraines des groupes internationaux alliés aux groupes nationaux opposés au régime de la garantie du travail (...). Si les rapaces ont encore soif de sang brésilien, j'offre le mien où holocauste. Sachez que j'ai lutté pour que mon pays et mon peuple ne soient pas dépouillés.» (Lettre testamentaire de Vargas.)

Apparemment, il avait découvert form tard le véritable caractère des forces dont il était l'instrument depuis 1930. Avant même d'avoir lu cette lettre, le peuple se répandit dans les rues et attaqua à coups de pierres les troupes de Rio et le ministère de l'Aéronautique. Les journaux hostiles à Vargas furent également assaillis. Carlos Lacerda disparut mystérieusement et ce qu'aurait pris pour une victoire de l'U.D.N. apparut comme une déroute. Le vice-président Café Filho prit le pouvoir dans l'ombre de Vargas. Ce qui n'empêcha pas ce représentant des banquiers de l'U.D.N. d'ouvrir rapidement et discrètement de nouvelles voies à l'impérialisme pendant l'année qu'il passa au pouvoir. Eduardo Gomes, nommé de droite, est nommé ministre de l'Aéronautique; Eugenio Gudin, agent notoire de la société Bond and Share devient ministre des Finances et promulgue la fameuse circulaire 113 de la Banque du Brésil qui permet aux entreprises étrangères de transférer au Brésil leurs équipements usagés sans payer de taxes. Juarez Tavora, chef de la puissante maison militaire de la présidence de la République, signe les accords atomiques qui livrent aux

Americains les gisements brésiliens de Torio. Teixeira Lott, ministre de la Défense et général nationaliste, est préoccupé de ces manœuvres car il est pour le respect de la légalité dans les Forces armées.

6. Nouveaux personnages

L'année suivante, en 1955, l'U.D.N. est battue pour la troisième fois aux élections. Juscelino Kubitschek, ambitieux politicien de tendance populiste, triompha de Juarez Tavora, candidat du parti pro-américain. Mais déjà l'U.D.N. prépare un coup d'Etat alors que Kubitschek n'entrera en fonction que dans un an. Le colonel Bizarria Mamede se prononce contre le régime de Kubitschek. La sanction demandée contre lui par le général Lott est refusée par le président Carlos Luz qui remplace Café Filho, décède d'une attaque cardiaque. Le 11 novembre le général Lott occupe Rio, et ce coup d'Etat, classique au Brésil, fut le seul qui ne visait pas à renverser les résultats électoraux, mais à les maintenir.

Embarquée sur le croiseur *Tamandaré* commandé par le capitaine Silvio Fleck, la junte militaire tente de débarquer à São Paulo, voit échouer sa ridicule aventure. La flotte est sous les ordres de l'amiral Pena Botto, anticommuniste fanatique («Le monde libre n'est pas encore convaincu de ce que les mers lugubres du Kremlin abritent une authentique bande d'assassiné.») Les autres passagers du *Tamandaré* sont les futurs auteurs du coup d'Etat de 1964: le colonel Jurandyr Bizarria Mamede, le colonel Canavarro Pereira, futur fondateur de l'Operation Bandeirantes, Syseno Sannento, futur responsable de l'Article 5 et accusé d'être à la tête des terroristes en 1968.

Après l'échec du *Tamandaré*, Juscelino prend légalement le pouvoir en janvier 1956. Les militaires se calmeront relativement pendant les cinq années de son mandat. Mais il s'agissait d'un entracte. Sept ans exactement après la lettre testamentaire de Vargas, une autre lettre d'abdication devait donner le signal du coup d'Etat.

Les premières manoeuvres

7. 1956-1961, l'entracte

Juscelino Kubitschek prend le pouvoir le 31 janvier, et s'engage à réaliser en cinq ans ce qui avait fallu 50 ans de développement.

Son ministre de l'Intérieur, le général legaliste Teixeira Lott, neutralise la faction des activistes de l'Armée. Cependant un groupe d'officiers rebelles des Forces aériennes, membres de l'ancien Club des Lanternes, se soulève quinze jours après l'installation du président et occupe une base aérienne éloignée, en Amazonie.

Juscelino amnistie les conjurés, puis il achète à l'Angleterre un vieux porte-avions dont six ans durant l'Aéronautique et la Marine se disputèrent l'usage. Cela n'empêcha pas qu'en 1958 João Paulo Moresma Bournias, un officier de l'Aéronautique, tente un coup d'Etat infructueux en fuyant vers l'Amazonie avec quelques avions.

Grâce à la Circulaire 113 de la Banque du Brésil les industries étrangères pénètrent en masse dans le pays, en particulier l'industrie navale et automobile. On construit Brasília, la nouvelle capitale, et l'on ouvre les routes Rio-Bahia et Belem-Brasilia.

La croissance économique atteint une moyenne annuelle de 5 %.

La production industrielle monte en flèche de 80 % en cinq ans: de 100 % pour l'acier, de 125 % pour l'équipement, de 380 % dans le secteur électrique, de 600 % dans les transports.

Pour le développement du Nordeste, on crée un organisme spécial, le SUDENE. Mais il n'est pas question de la moindre modification de la structure agraire, et cela dans le pays entier.

Un obscur professeur de portugais de São Paulo, Janio Quadros, devenu

subitement le leader charismatique de la petite bourgeoisie urbaine et du prolétariat montant, déclare la guerre à la corruption.

Il pose sa candidature à la succession de Juscelino et la droite l'appuie immédiatement pour abattre le candidat nationaliste qui n'est autre que le général Lott retiré du ministère de l'Armée pour pouvoir participer aux élections.

Quadros obtient une large majorité.

La vice-présidence échoit à João Goulart, héritier du populisme de Vargas.

Quand Quadros accède au pouvoir, le général Odylio Denys, nouveau ministre de l'Armée, dispose du plus parfait dispositif de coup d'Etat jamais créé dans l'armée. De leur côté, la Marine et l'Aéronautique se sont mises d'accord pour l'usage du porte-avions.

L'inflation a crû de 32 % en un an.

L'industrialisation et les nouvelles voies de communication augmentent la population politiquement significative du pays. Les grèves ouvrières se multiplient; elles sont, comme toujours, réprimées brutalement par la police.

Le peuple attend tout du nouveau président; mais pousse par la droite qui l'a soutenu, nommé des conservateurs dans les principaux ministères.

Il ne touchera pas à l'appareil activiste des forces armées et il accepte les solutions anti-inflationnistes du Fonds monétaire international.

La grande conspiration

«2 »

La grande conspiration

1. Porto Alegre

Brasilia, 15 heures. C'est le «jour du soldat s, mais sans défilés ni discours. On n'à lu aucun ordre du jour des commandants militaires dans les casernes. L'atmosphère est chargée d'électricité comme à la veil:le d'un ouragan. Un député entre précipitamment à la Chambre, presque vide, et demandé à lire un document de la plus extrême importance qui devait laisser la nation perplcxé.

«Vaincu par la réaction, je dois abandon.ner le pouvoir. J'ai fait mon devoir pendant six mois. Je me suis efforée en vain de conduire ce pays vers une authentique indépendanée politique et économique, condition nécessaire au progrès effectif et à la justice sociale auxquels à droit un peuple genercux (...). Dès forces terri.bl.es se sont élevées contre moi, intriguant et me calomniant au point de m'accuscr de collaboration. En tournant cette page de ma vie of de celle de la nation, ma pensée va vers ce peuple, vers ses étudiants, ses ouvriers, toute cette grande famille du Brésil. Je ne serai pas de ceux à qui manquc le courage de la renonciaton. Brasilia, 25 auat 1961. Janio Quadros.

Cette lettre ressemblait beaucoup à celle laissée par Vargas sept ans plus tel., jour pour jour. Les deux contenaient une part de vérité, mais ne la devollaient pas entierement.

Il apparut clairement plus tard que Quadros voulait faire un «coup blanc»: une fois le pays sensibilise par le geste dramatique de l'abdication,

où le supplierait de reprendre sa chargé et il aurait cette fois carte blanche pour agir¹.

Etant donné l'enormité de la somme, et même si l'on sait de source sûre que 152 sociétés étrangères y ont mis du leur, il semble bien qu'ou y retrouve une partie du produit d'une vente de ble aux Etats-Unis (Acordo de Trigo), ble payable en cruzeiros à dépenser à l'intérieur du pays. L'un des leaders de l'Action démocratique parlementaire en relation avec l'I.B.A.D., le député João Mendes, fut l'un des principaux agents de la chute de Goulart.

Miguel Arraes, gouverneur du Pernambuco, qui devait être renverse par le coup d'Etat de 1964, réussit à identifier dans son sont Etat 152 firmes collaboratrices de l'I.B.A.D. (Texaco, Shell, I.B.M. et Coca-Cela entre autres). D'après lui, l'I.B.A.D. à finance la campagne du propriétaire de raffinerie João Cleofas, actuellement chef de la majorité au Senat, et qui fut son adversaire politique aux élections d'Etat de 1962.

D'après la Constitution, le fauteuil revenait au vice-président, João Goulart (tango) alors en mission gouvernementalo en Chine populaire; les comploteurs entrevoient alors une nouvelle chance.

Les militaires ministres — le maréchal Odylio Denys à l'Armée, le

1. L'arrivée au pouvoir en 1960 de Janio Quadros élu à une écrasante majorité marqua un reveil des aspirations populaires, mystifiées une fois encore par un heritage confus du passé rempli de leaders paternalistes et sans position politique nette. Janio Quadros, fruit spontane detache des structures politiques traditionnelles, finit par recevoir le soutien financier massif des groupes de droite parce que son plus grand adversaire était le général Teixeira Lott, candidat de la gauche et des nationalistes. L'I.B.A.D. contribua cette election, autrement dit l'Institut bresilien d'action démocratique, organe de droite finance par les entreprises étrangères du pays, et qui, micux encore, lors des élections parlementaires de 1962, financa les campagnes de 110 députés, soit le tiers de la Chambre. Il à été 6.tabli par une enquête parlementaire que l'I.B.A.D. à lance dans cette affaire 1 milliard quatre cent millions de cruzeiros manipules par un insignifiant citoyen, Iva Hasslochcr, prété-nom du capital étranger. L'I.B.A.D. à selectionne 250 candidats à soutenir non pas en fonction d'appartenance où de liens avec un parti, mais sur la base exclusive de deux criteres • 1. la fidelite absolue à la droite; 2. des chances de l'emporter sur les candidats beaux. Cette énorme machine était scientifiquement organisée pour gagner les élections.

La grande conspiration

général Grun Moss à l'Aéronautique, l'amiral Silvio Heck à la Marine — apparaissent alors comme un nouveau trio de conjurés, héritiers des traditions de Gois Monteiro, Dutra, Cordeiro de Farias et Eduardo Gomes qui se vassalaient sous Vargas. Us vont agir en collaboration avec l'U.D.N., Peternelle vaincue aux élections, et conspirer pour empêcher l'arrivée au pouvoir de Goulart — jeune ministre du Travail sous Vargas, déjà chassé de son ministère en 1953 par le manifesto des Colonels et accusé alors d'entretenir de dangereuses relations avec les milieux syndicaux et les politiciens de gauche.

Trois jours après la démission de Quadros, les ministres manifestent clairement leur position par le truchement du député Ranieri Mazzili, président de la Chambre des Députés, et qui occupe la présidence de la République du fait de l'absence du vice-président.

«A Son Excellence le Président du Congrès national. J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'ayant apprécié la situation créée par la démission du président João Quadros, les ministres militaires, responsables de l'ordre intérieur, m'informent qu'il est absolument nécessaire, pour des motifs de sûreté nationale, que le vice-président João Marques Goulart ne rentre pas au Brésil. Ranieri. Mazzili. Brasilia, 28 août 1961.»

Mais cette fois les activistes avaient la part moins belle. Les étudiants et les syndicats ouvriers se portèrent au secours de la légalité constitutionnelle. Même au sein des Forces armées les partisans du coup d'Etat n'avaient plus la majorité, les autres commandants à redouter la possibilité d'une guerre civile. Les principaux foyers de résistance étaient Goiás, où le gouverneur Mauro Borges détenait le fauteuil de Jango, et surtout Porto Alegre, capitale de l'Etat de Rio Grande de Sul, ville de 700.000 habitants dont le gouverneur, Leonel Brizola, en vint à distribuer

des armes à la population pour la défense du régime constitutionnel.

Au matin du 28 août, tandis que Goulart se prépare à rentrer en hâte au Brésil, le général Machado Lopes, commandant la 3e Armée à Porto Alegre, encore indécis sur le chemin à suivre, adresse un message radio à ses officiers:

«N. 59. M. le ministre Odylio Denys fait savoir qu'éléments communistes de l'Assemblée empêchent trouver solution légale crise consecutive, démission président. M. le ministre prêt défendre institutions et maintenir ordre intérieur. Déclarer trouvera à tout prix solution légale. Faisons confiance gouvernement 'constitué et chefs militaires pour trouver solution légale souhaitable. Attends réponse. General Machado Lopes, commandant de la 3e Armée. »

Cette circulaire chiffrée fut envoyée le 28 août à 5 heures du matin. A 10 heures, Machado Lopes reçoit de Rio de Janeiro un ordre, qui le fera opter pour la légalité: un télégramme chiffré du général Orlando Geisel (actuel ministre du gouvernement Garrastasiu Médici) ordonnait au commandant de la 3e Armée d'user de tous les moyens pour briser la résistance du gouverneur Brizola, *y compris en bombardant Porto Alegre*, ville d'un million d'habitants. La suite de l'histoire est froidement contée par les documents de l'armée:

«Bulletin confidentiel 1 000 — Le commandant de la 3e Armée à répondu au général Geisel qu'il n'exécutera pas un ordre auquel il ne trouve pas de bases légales.»

A midi, le commandant informe ouvertement ses subordonnés:

«Ayant reçu de M. le ministre par général Geisel ordre pouvant déclencher guerre civile, déclare refuser et désormais obéir ordres dans limites

La grande conspiration

constitution en vigueur.

Malgré cette décision de Machado Lopes qui sauvait Porto Alegre du bombardement, le désastre ne fut évité que grâce à l'attitude d'un groupe de sergents de la F.A.B. de la 5e Zone aérienne (Porto Alegre). Le gouverneur Brizola raconta lui-même cet épisode:

«Aux environs de 14 heures, les escadrons de chasseurs bombardiers décidèrent de decoller; c'est alors que les sergents les en empêchèrent en prenant le dépôt d'armes. Ces quelque 200 sergents, s'armant de mitraillettes, assurèrent le contrôle de la base; les officiers, également armés, furent enfermés dans les prisons. Les avions furent désarmés et les bombes retirées. Le climat resta tendu jusqu'à dix heures du soir. Un groupe de sergents armés de mitraillettes arrivèrent en taxis, épuisés, au Palacio Piratini, siège du gouvernement, pour faire le récit des événements. Je les ai envoyés au général Machado Lopes qui profita du départ d'un bataillon pour s'emparer de la base².»

2. La Phalange antiréformiste

Porto Alegre était sauvé en dépit des plans d'Odylio Denys et d'Orlando Geisel³. João Goulart prend le pouvoir au début du mois de septembre, réduisant au silence les activistes et l'U.D.N. On semblait revenu en 1945, dans la deuxième période du gouvernement de Vargas. Mais l'euphorie des populistes et des progressistes devait être de courte durée. Depuis 1961, Goulart centrait son message politique sur la nécessité des «réformes de base», en premier lieu la réforme agraire dont la seule idée horrifiait les

grands latifundistes, propriétaires d'immenses terres improductives.

De janvier à juin 1963, le conflit politique continua à se polariser autour de positions extrémistes. A gauche, des organisations étudiantes comme l'Union rationnelle des étudiants (U.N.E.) et l'Action populaire mettaient sur pied un programme ambitieux d'action politique. Si le Mouvement d'éducation par la base, contrôlé en grande partie par la gauche atteignait son objectif d'alphabétisation des masses par la méthode révolutionnaire du savant Paulo Freire, des millions de nouveaux électeurs iraient aux urnes. Dans le Nordeste, les Ligues paysannes dirigées par l'avocat Francisco Julian progressaient; il s'agissait d'associations de cultivateurs luttant pour l'amélioration des conditions de travail à la campagne. En d'autres points critiques, les invasions de terre de plus en plus fréquentes prouvaient que le secteur agraire sortait enfin de son long sommeil colonial⁴. Les propriétaires terriens, surtout ceux du Nordeste misérable, voyaient avec une préoccupation croissante les progrès de la mobilisation des masses rurales. Beaucoup d'entre eux (dans les Etats de Pernambuco, Alagoas, Paraíba) revenaient au banditisme, armant des tueurs pour défendre leurs propriétés et assassiner les leaders paysans; bien mieux, les mêmes commençaient à s'organiser contre le gouvernement lui-même; jamais la contrebande d'armes ne marcha mieux qu'à cette époque, et cela pratiquement au vu et au su de tous.

En ville, les conspirateurs avaient un style plus sophistiqué et bien plus efficace que la brutale réaction des terriens du Minas Gerais et des

2. Témoignage du gouverneur Brizola, dans le *Cruzeiro*, Rio, 2-12-1961.

3. En août 1961, les sergents occupèrent également la base aérienne de Belem, capitale de l'Etat de Para.

4. En octobre 1961, longtemps après l'arrivée au pouvoir de Goulart, avait lieu à Goiânia, capitale de l'Etat de Goiás, une rencontre de leaders populaires — dont Brizola et Mauro Borges — au cours de laquelle fut élaborée une Déclaration dont la réforme agraire était le thème principal; où y parla également du problème de la sortie des bénéficiaires. Un mois plus tard, eut lieu à Belo Horizonte le Congrès des cultivateurs et des paysans sans terre; sur 1 500 délégués, 1 200 ne possédaient rien. C'est à cette occasion qu'ils lancèrent le slogan: Réforme agraire, légalement ou non.*

La grande conspiration

industriels du Pernambuco, d'Alagoas et du Paraíba. Comme en 1954, la mise en place de la machine militaire fut lento et calculée. Mais les activistes ne manquaient pas de spécialistes chevronnés dans l'art de renverser un gouvernement.

L'un des plus marquants était le rédacteur du machiavélique Plan Cohen de 1937, l'actuel général Olímpio Mourão Filho. D'autres conspirateurs de longue date comme Odylio Denys (cclui du bombardement de Porto Alegre) et Cordeiro de Farias (qui disait lui-même: «Je suis toujours en train de conspirer.») n'étaient pas difficiles à convaincre de la nécessité de renverser Goulart; mais il restait encore à mobiliser les chefs des régions militaires et à gagner certains secteurs civils. Excepté Mourão Filho, commandant de l'unité du Minas Gerais, où ne pouvait compter stirement que sur le général Justine, Alves Bastos (4e Armée, Nordeste). Les foyers de conspiration se formaient surtout à l'Ecole supérieure de la Guerre et à l'Ecole de commandement de l'Armée, à Praia Vermelha, oa l'où trouvait le noyau de la nouvelle generation activiste formé par les colonels du *Tamandaré*, et du Club de la Lanterne.

Dès les premiers jours de l'année 1962 — presque trois mois après la démission de Janio Quadros —, tout était in place pour le coup d'Etat. Un après-midi de janvier une commission d'officiers penetre rue du Major-Quedinho, dans l'immeuble de *l'Estado de São Paulo*, journal conservateur, porte-parole de l'U.D.N. et se rend directement au sixieme étage à la salle de rédaction où les militaires passent de longues heures à discuter avec Julio de Mesquita Filho, directeur et propriétaire du journal. Pour l'heure, où examine où document où le maréchal Odylio Denys, l'am.iral Silvio ileck (ex-président de la Croisade démocratique brésilienne contre le communisme) et le général de brigade Grum Moss (ex-ministre de Janio

Quadros, qui s'était déclare contre Goulart) exposent leurs points de vue sur l'orientalion du gouvernement qui suivra la chute de Goulart. «Entre autres considerations, les autcurs suggeraient que, Goulart renversé, soit institué un régime discrétionnaire — littéralement, une dictature — qui devrait durer au moins cinq ans⁵.

A la suite de cette réunion, Julio de Mesquita. envoie le 20 janvier une lettre aux chefs de la conspiration (qu'il appelle chacun «mon illustre ami») où rex-président de l'Association interaméricaine de la presse dit, entre autres chosen:

«Une énorme responsabilité pèse sur les Forces armées (...). Il est impensable que nous en venions à commettre nouveau les imprudences qui firent déhoner le beau moucement qui renversa la dictature en 1945 et fit tomber Vargas en août 1954. Il est indispensable — et c'est une des pi ineipales obligations de la junte militaire qui assumera le pouvoir après le coup d'Etat — de realiser une épuration tad icale des cadres judiciaires. Cela ne vent cependant pas dire qu'il ne faille procéder avec prudence, en évitant la violence inutile (...).

«Quant au pouvoir legislatif, sa suppression *ex abrupto* inquiéterait par trop l'opinion. Il me semble préférable de décréter retat de siège. (...) Ces mesures suspenddraient l'immunité parlementaire, et plus tard seulement, lorsque la con fizmce de l'opinion publique dans nos object:ifs et nos acl es de gouvernement révolutionnaire sera devcnue une re;dite, où songera à dissoudre les Chambres...⁶»

Tandis que Julio de Mesquita theorisait, les conspirateurs le l'Aéronautique, plus pratignes, proposaient des méthodes tad icales sous

5. José Stacchini, mars 1964, la *Mobilisation de l'audace*.

6. *L'Estado de São Paulo*, «Le Guide de la Révolution u, avril 1964.

La grande conspiration

la formé d'un décalogue manuscrit qu'ils portaient dissimulé dans leur uniforme:

Entre autres mesures nous suggerons les plus urgentes avec insistance:

1. annuler le mandat des députés communistes ;
2. casser les officiers communistes;
3. exclusion, expulsion, où licenciement selon le cas, des militaires communistes ;
4. démission des fonctionnaires publics communistes où pro-communistes à tous les niveaux.

Mais c'est à Mourão Filho que revient le rôle de grand coordinateur dans la phase pratique du coup d'Etat. A São Paulo, peu de temps après la réunion des officiers chez Julio de Mesquita Filho, Mourão à des entretiens secrets avec des industriels comme João Baptista de Figueiredo, également banquier, président de l'Institut de recherches et d'études sociales (une espèce de succursale de I.I.B.A.D. à São Paulo). Il panique des intentions de Goulart de se maintenir au pouvoir sur la base d'une «République syndicaliste» et de in necessitate... de prendre des mesures contre les plans communistes du président. Le même jour, il voit le gouverneur de l'Etat de São Paulo, Ademar de Barros, dont les adversaires rappelaient en devise politique autour des années cinquante: «Je vole mais je construis.» A cette époque, Ademar augmentait les effectifs de la force publique (milice d'Etat) qui comptait près de trente mille hommes au moment du coup d'Etat, et chargeait une firme spécialisée de renforcer le blindage des armoiries publiques.

En novembre 1963, quatre mois avant le coup d'Etat, Julio de Mesquita participa à une réunion sur la liberté de presse à l'Association

interaméricaine de presse, à Miami. Quelqu'un lui demanda son opinion sur la non-intervention des U.S.A. en cas de coup d'Etat au Brésil.

«Le danger existe de voir le Brésil se transformer en bastion communiste à l'exemple de Cuba. La Russie tente de tirer profit des erreurs de la politique américaine en Amérique du Sud. Une dictature de gauche au Brésil signifie la guerre atomique. Car si une tête de pont russe s'installe au Brésil, les Etats-Unis devront accepter cette guerre. Ce sera alors la fin de tout.»

Ces déclarations provoquèrent l'indignation du gouvernement de Goulart. Abelardo Jurema, ministre de la Justice, répondit au tour d'une autre réunion:

«Il y a un mois que le service d'Information du ministère de la Justice surveille les activistes. Il ressort de cela que le Dr Julio Mesquita Filho conspirait. Je sais que certains éléments des Forces armées sont impliqués dans cette collusion. Je nommerai quelqu'un de très connu, l'amiral Rademaker⁷. Nous sommes au courant d'entrevues secrètes civiles et militaires à Petrópolis.

Jurema connaissait les lieux de réunion et les noms. Dans l'appartement de Petrópolis avaient lieu des réunions hebdomadaires auxquelles participaient les amiraux Augusto Rademaker et Silvio Heck, le général de brigade Marcio de Souza et Mello (actuel ministre de l'Aéronautique), Mourão Cordeiro de Farias (ministre de l'Intérieur sous Castelo Branco), Nelson de Mello et d'autres encore. Parmi les civils, Antonio Nader (aujourd'hui ministre du Tribunal de 20 instance) et Francisco Campos,

7. Il fut par la suite membre de la junte militaire qui assumait le pouvoir après le coup d'Etat, puis membre de la junte militaire qui prit la place de Costa e Silva en septembre 1969. Il est actuellement vice-président de la République.

La grande conspiration

juriste de l'exceptionnalité qui rédigea la *Constitution de l'Estado Novo*.

Goulart commence l'année 1964 en modifiant sa politique de palliatifs et de concessions tantôt à droite tantôt à gauche. Dans son discours du nouvel an il accuse les politiciens qui refusent obstinément, de collaborer aux réformes de base rendues urgentes par la crise économique du Brésil (la croissance du produit national brut tombe de 2 % en 1963). L'accent fut mis encore sur la réforme agraire et l'agressivité à l'égard du capital étranger se fit davantage sentir. Enfin, en 1964, il signe un décret qui réduit les sorties des bénéfices. En mars, il soumet à l'Assemblée un projet de réformes et appuie d'autres mesures radicales au cours d'une série de commissions: l'extension du droit de vote aux analphabètes, le droit de vote et à l'éligibilité pour les sergents; le contrôle de la pétrochimie privée entre autres. La partie de la bourgeoisie nationale qui le soutient s'affole de voir Goulart bifurquer vers les thèses radicales de son beaufrère Brizola. La gauche modérée (Cello Furtado, Santiago Dantas) redoute une réaction des officiers de l'armée devant la satisfaction des revendications des sergents.

La gauche était sérieusement divisée; le C.G.T. (Commando général des travailleurs) qui coiffait les syndicats les plus importants du pays. Le P.U.A. (Pacte d'unité et d'action) était dominé surtout par le P.C.B. Au début de l'année 1964, le C.G.T. était convaincu d'avoir à sa disposition un appareil capable de fournir la base d'un régime syndicaliste. En fait l'opportunisme de ses dirigeants, veto! ;kw; communistes du P.C.B., contribua à paralyser l'action des travailleurs du P.U.A. et du C.G.T. aux moments décisifs. C'est ainsi que la chute de Goulart ne donna lieu à aucune grève de protestation.

Tandis que la gauche perdait son temps à des luttes internes entre «révolutionnaires» et «réformistes », la droite travaillait habilement à

conquérir l'appui de la classe moyenne et des irresolus. Dès campagnes systématiques exploitaient la terreur du communisme et le sentiment religieux, principalement dans les États de Minas Gerais et de São Paulo.

«Getulio arrêtait les communistes; Jango récompense les traîtres communistes; Notre-Dame-Révelée, illuminez les réactionnaires.»

Le 19 mars 1964 à São Paulo fut organisée une «marche de la famille, avec Dieu et pour la Liberté» à l'heure bien choisie du «rush» de six heures du soir. Trois cent mille personnes se dirigèrent vers la place de la Cathédrale où les attendaient le gouverneur de Guanabara, Carlos Lacerda, le sénateur Auro de Moura Andrade, président du Sénat et l'un des plus grands éleveurs du pays, le conspirateur Nelson de Mello, ex-ministre de la Guerre et d'autres conservateurs. Discours de Moura Andrade:

«La conscience chrétienne du Brésil préside à cette manifestation. Ce jour est décisif pour l'existence du Brésil. Faisons confiance aux Forces armées et à la démocratie. »

Mais la campagne de terreur psychologique destinée à retourner la classe moyenne contre Goulart et ses réformes ne se bornait pas à exploiter la ferveur religieuse. Les journaux s'efforçaient à démontrer que le communisme allait triompher, tout détruire et faire régner la terreur dans le pays⁸. On pouvait lire sur les murs de Rio des inscriptions de ce genre: «Avez-vous tué votre communiste aujourd'hui?» — «Dès forces pour Prestes.» - «Mort aux communistes.» - «M.A.C. »

8. L'I.B.A.D. tirait à 200 000 exemplaires un journal mensuel anticommuniste distribué gratuitement. L'Institut pauliste d'études brésiliennes (I.P.E.S.) fournissait à la presse des nouvelles sur les «horreurs communistes », faisant pression sur les journaux en leur retirant la publicité des grandes firmes en cas de résistance de la part de «certains rédacteurs.

La grande conspiration

Le M.A.C. était une organisation formée d'anciens intégralistes, de nerfs, de policiers et de fits de familles, selon la typique composition des groupes fascistes para-militaires. Ils repandirent rapidement un climat de terreur. Leurs provocateurs (où ceux d'organisations du même genre) boycottaient systématiquement les assemblées politiques où les députés du Front parlementaire nationaliste prenaient la parole en faveur des réformes de base. Le Congrès international des cheminots qui devait se tenir à Belo Horizonte fut rendu impossible par les conspirateurs appuyés par le gouverneur Magalhães Pinto et le général Mourão Filho. Le climat se précisait.

3. Une option de classe

Ce 25 mars, un jeudi saint, tous les yeux du Brésil allaient se fixer sur un garçon de 25 ans, brun, au visage bien dessiné du Nord, et portant l'uniforme bleu des marins: José Anselmo dos Santos, sous-officier dans la marine brésilienne, étudiant de troisième année à la faculté de droit. Mais la belle prestance d'Anselmo n'impressionnait ni Silvio Mota, ministre de la Marine, ni les amiraux. Pour eux, il n'était qu'un élément subversif, communiste diabolique et leader d'un groupe de mutins qui se réunissaient au mépris des ordres supérieurs, au Syndicat des métallurgistes de Rio. Son arrestation — et celle de 39 autres marins — est décidée. La réunion commence. On peut apercevoir dans un coin de la salle la tête blanchie de João Candido, un marin d'avant 1910 qui souleva les matelots du *Minas Gerais*. Ce soir, ces garçons qui pourraient être ses petits-enfants ne protestent pas contre l'usage du fouet dans la marine de guerre, car les châtiments de ce genre n'existent plus. Otte veulen.t les marins en 1964? Le sergent José Anselmo parlé pour eux:

«On dit que notre association — des marins et fusiliersmarins — est subversive. Est-ce subversif de vouloir des tours pour les marins et les fusiliers? De réclamer pour eux l'assistance médicale et juridique? De visiter Petrobras? D'inviter le président de la République à un dialogue avec les hommes? Les tentatives de subversion de l'ordre ne viennent ni des marins, ni des soldats, sergents où officiers nationalistes; pas davantage des ouvriers, des paysans où des étudiants... Elles sont le fait d'alliés des forces occultes qui out pousse le président Vargas au suicide, Janio Quadros à la démission et essays d'empêcher l'arrivée au pouvoir de Goulart. Maintenant ils veulent .faire obstacle aux réformes de base.

C'est alors que le ministre de la Marine fait corner Pimmeuble, avec l'ordre de faire sortir les mutins, morts où vies. Mais les envahisscurs jettent leurs armés et se joignent à l'assemblée. Les Forces armées occupent rapidement le pays.

Le 29 mars, par un dimanche pluvieux, les journaux conservateurs de Rio tircnt à boulets rouges sur Goulart. A la une du *Jornal de Brasil*, l'éditorial considère «l'ensemble des Forces armées blessées dans leur essence même: fondements de l'autorité et de la hiérarchie, de la discipline et du respect des lois militaires ». Le titre même rejette le président de la République dans l'illegalité.

Le lundi, Goulart sembla perdre ses moyens. Il se rendit à une assemblée prévue à l'Automobile Club; complètement désorienté face à un millier de sergents et de souslieutenants de la police militaire, il improvisa, tentant pour la dernière fois, et désespérément, de convaincre la drone et certains centristes de son anticommunisme. «Je suis un nationaliste, jamais je n'ai été communiste.» Ce qui était probablement vrai, mais venait trop tard. Le 31 mars, les soldats et les tanks de Mourão Filho étaient déjà sur les

La grande conspiration

routes du Minas Gerais, roulant vers Rio de Janeiro. Les troupes de police de Carlos Lacerda et des groupes de jeunes officiers de Praia Vermelha commandés par Bizarria Mamede et le policier Cecil Borer érigeaient des barricades dans les rues de la capitale.

Goulart fit venir le professeur Santiago Dantas, sou ancien ministro des Affaires étrangères, ancien représentant du Brésil aux Nations unies, ancien ministre des Finances, homme pondéré, toujours biers au fait, tant des affaires intérieures du pays que de politique étrangère. Goulart, qui désirait venir à bout de la rébellion du Minas, d'une manière où d'une autre, attendait de savoir ce qu'allait faire son *compadre*⁹ le général Amaury Kruel, chef de la IIe Armée de São Paulo. S. Dantas, doctoral et précis comme toujours, lui conseilla la prudence:

«Comore vous devez le savoir, Monsieur le Président, le département d'Etat nord-américain ne tolère plus l'influence de la politique de Kennedy; mais il en souffre d'autres, de tout genre; il n'est pas impossible qu'il soutienne le moth vement du Minas Gerais; il n'est pas impossible que cela ait pris naissancc au vu et au su du, département, et avec son accord. Il n'est pas non plus impossible que le département reconnaisse l'existence d'un autre gouvernement en territoire libre brésilien. »

Et comme Goulart demandait s'il s'agissait seulement d'hypothèses, il répondit nettement: «Non, président.»

Pendant ce temps les troupes de Kruel marchaient sur Rio; le dispositif militaire de João Goulart tombait en pièces.

Le 2 avril, toujours sous la pluie, le président prit à 11 heures un «Coronado» pour Porto Alegre, d'où il fit savoir, par radio, «qu'il ne voulait

pas le sacrifice du peuple *gaucho* et du peuple brosilien ». Au desespoir de son beau-frère Brizola qui voulait résister come que coûte¹⁰.

Pris entre la conspiration de la droite et le choix d'une résistance aux côtés de la gauche, Goulart choisit la fuite et il s'en fut administrer ses proprietes en Uruguay. C'était roption de elasse d'un grand latifundiste. Le dispositif militaire de Jango I-ea-lit à néant, les organisations populaires découvrirent avec perplexité qu'elles n'étaient pas prêtes il la résistance; Mourão Filho entra dans Rio.

Le coup d'Etat avait réussi les soldats campaient dans le gigantesque stade de Maracana. Les quatre où cinq années de lutte prévues par les conspirateurs se réduisaient à quelques marches, et aucun coup de feu n'avait été tiré.

Au ministère de la Guerre, un groupe de généraux se baptise «junto militaire ». Parmi eux, Humberto de Alencar Castelo Branco, un homme de petite taille, au visage froid et dur. General avise, de réputation austère, cultivé et amaleur de théâtre, il était chef de l'état-major de l'armée et dasormais chef de la Révolution. Il à pcu d'amis; Pun d'eux, Vernon Walthcrs, dont il avait fait la connaissanec en Italie, comme officier de liaison de Parmée américaine pendant la Seconde Guerre mondiale, était, simple coincidence, conseiller de l'ambassade américaine au Brésil, en ce premier avril.

9. Goulart et Kruel 6-talent liés par le parrainage d'un enfant.

10. Le peuple. gauchos: les Brésiliens du Sud, en particulier de l'Etat gouverne par Brizola, le Rio Grande de Sul.

Les aspects du coup d'Etat

«3»

Les aspects du coup d'Etat

«*La Russie vaincue — Le Brésil à sauvé le monde — Fidel Castro ne tiendra pas six mois.*» Telles sont les manchettes des journaux du 2 avril 1964.

Goulart est toujours à Porto Alegre, mais l'Assemblée est pressée; à trois heures vingt du matin elle procède à la passation des pouvoirs provisoires au député Ranieri Mazzili jusqu'à ce que les militaires aient décidé du sort du pays; car les militaires sont les véritables maîtres par droit de conquête. Le 7, Mazzili présente le nouveau Conseil des ministres: le général de brigade Francisco de Assis Correa de Mello à l'Aéronautique; l'amiral Augusto Rademaker Grunewald à la Marine, le général Arthur da Costa e Silva à la Guerre¹. Mazzili, qui rêvait peut-être à un retour des politiciens une fois dissipée la poussière glorieuse du coup d'Etat, perdit toutes ses illusions en l'espace d'un bref dialogue téléphonique avec Costa e Silva: «Comment allez-vous, mon cher ministre?» — «Pas votre ministre; je suis le commandant en chef de la Révolution.

Dès le début, le bruit court de l'existence d'un commando suprême de la Révolution. On suppose que les trois ministres en sont, mais personne ne connaît la composition de ce mystérieux commando. En ces jours de confusion, de lutte pour le pouvoir dans les hautes sphères militaires, seul regnait visiblement un sentiment de peur générale. Le commerce quasi paralysé, les banques fermées, beaucoup d'industries arrêtées faute d'ouvriers. Mais cette situation ne dure pas. Le lendemain, les enfants

retournent à l'école et les ménagères font normalement leurs courses. Tout paraît être rentré dans l'ordre. Cependant une longue nuit de terreur va commencer, en marge de la vie quotidienne. Le 9, les trois ministres militaires publient l'Acte institutionnel en onze articles, oeuvre du juriste Francisco Campos. Le 10e article, le plus important, donne le ton du document:

«Dans l'intérêt de la paix et de l'honneur du pays, et hors des limites prévues par la Constitution, les commandants en chef qui promulguent le présent Acte pourront suspendre les droits politiques pour une durée de dix ans et annuler les mandats législatifs fédéraux, municipaux ou d'Etat, *sans que le pouvoir judiciaire puisse qualifier ces actes.*»

Le préambule de l'Acte disait que les ministres, ne voulant pas «radicaliser le processus révolutionnaire avaient décidé de «maintenir la Constitution de 1946 », se limitant à «la modifier seulement en ce qui concerne les pouvoirs du président de la République », afin qu'il puisse remplir sa mission de restauration de l'ordre économique et financier et prendre des mesures urgentes en vue de vider l'abcès communiste dont la purulence avait gagné l'administration et certaines sphères du régime lui-même.

L'article 2 prévoyait l'élection du président et du vice-président dans les deux jours qui suivaient la promulgation de l'Acte, par l'Assemblée, à la majorité simple et vote nominal, à main levée. Il supprimait également l'inéligibilité des officiers d'active, cela tout spécialement pour permettre l'élection du général Castelo Branco, l'un des coordinateurs du coup d'Etat, et grand favori des militaires. Le pays était dans l'attente. Pour les politiciens, c'était la réédition du 10 novembre 1937, jour de la suppression de l'Assemblée et de la naissance de *l'Estado Novo*. Le 10, le commando révolutionnaire dissipa les derniers doutes en annulant les

1. Costa e Silva s'était nommé lui-même ministre le 2 avril. Il dira plus tard qu'il assumait le commandement de l'armée depuis 1964, ce que Motif-de Filho, qui se considérait comme à l'origine du soulèvement, contesta immédiatement.

Les aspects du coup d'Etat

mandats de 39 députés fédéraux et d'un sénateur et en suspendant les droits civiques de 100 citoyens et de deux ex-présidents de la République. Entre autres, Luiz Carlos Prestes, leader du parti communiste, Miguel Arraes², gouverneur de l'Etat de Pernambuco, Francisco Julian, leader des Ligues paysannes, des présidents des tribunaux, l'économiste Celso Furtado, et des leaders syndicalistes.

Quelques jours plus tard, deux autres listes suspendent quatre parlementaires et mettent 146 officiers des Forces armées en disponibilité. Une dernière liste prive 67 personnes, dont 12 généraux, de leurs droits civiques³.

En 60 jours, délai d'application de l'Acte, les droits des vainqueurs et des vaincus allaient être définitivement fixés. Mais dans tout le pays la chasse avait déjà commencé. On remplissait les prisons des Etats de Rio, Pernambuco, Bahia, Minas Gerais, Rio Grande de Sul et São Paulo. L'éditorial du *Correio da Manhã* protestait: «Non au terrorisme!» «La police politique de Carlos Lacerda emprisonne et frappe comme en pleine dictature.» Les bureaux du journal *Ultima Hora* sont envahis et incendiés. L'immeuble de l'Union nationale des étudiants (U.N.E.) est saccagé.

Le 18 avril est rendu public le premier fait de torture; il est noyé dans la rubrique des faits divers. Un ouvrier, José de Souza, arrêté pour vérification d'identité et conduit à la commission d'ordre politique et social (D.E.O.P.S.), s'est «suicidé» en se jetant du troisième étage de l'immeuble

de la police centrale. Le suicide du dirigeant communiste Astrogildo Pascal Viana du syndicat des travailleurs portuaires de Manaus (Amazonas), survenu dans les mêmes circonstances et au même endroit, ne parvint pas aux journaux.

Le 11 avril à Brasilia, les parlementaires mis au pied du mur confirmèrent à la présidence de la République le général désigné par la junte militaire, Humberto de Alencar Castelo Branco; avec cet homme petit et laid, presque sans cou, arrivait au pouvoir un organisme fermé aux civils et même à la plupart des militaires: l'Ecole supérieure de guerre (E.S.G.), dont Castelo était l'un des principaux théoriciens⁴. L'idéologie de PE.S.G. s'inspirait d'un violent anticommunisme et d'une conception de la guerre totale: «Non plus une guerre de mercenaires ou de professionnels endurcis, mais la guerre totale, politique, économique, psychosociale (...). La guerre qu'on voit déjà se profiler dans la sombre perspective de l'ère tourmentée qui est la notre... (General Golbery de Conto e Silva.) Ce conflit apocalyptique serait bipolaire et le Brésil nécessairement du côté américain «Dans le contexte actuel d'un affrontement des deux blocs (U.S.A., U.R.S.S.) la préservation de notre indépendance suppose d'accepter dans une certaine mesure une interdépendance dans le domaine militaire, économique ou politique.» (General Castelo Branco.)

Pour les généraux le concept de bipolarité commandait la stratégie militaire et économique. «Nous avons fait thorn.- pher aujourd'hui le bloc occidental sans qu'il lui en coûte un centime ; nous avons empêché la chute du système de sécurité de l'Occident. Si nous avons tardé davantage, les Etats-Unis auraient dû faire face, hélas qu'au Brésil, à une vingtaine de Cubas.» (Mourão Filho justifiant l'intérêt américain

2. Arraes fut arrêté au Palais du gouvernement le 31 mars, ayant refusé de se remettre malgré les instances de Justino Alves Bastos, commandant de la 1^{re} Armée. A Recife, Gregorio Bezerra, vieux militant communiste de 63 ans, fut traîné à travers les rues de la ville, en slip et la corde au cou. Il devait être libéré en septembre 1969 avec 14 autres prisonniers politiques, en échange de l'ambassadeur américain Elbrick.

3. Pendant les soixante jours d'application de l'Acte institutionnel, Castelo supprima les droits civiques de 378 personnes. En 1965, la presse révéla — sans que suive aucun démenti — que dix mille fonctionnaires avaient démissionné à la suite de pressions et que près de 40 000 personnes faisaient l'objet de dix mille enquêtes.

4. Fondée en 1949 sur le modèle du National War College américain. Le noyau de l'école était formé par Cordirio de Farias, Golbery de Conto e Silva, Jtu-andys Bizarria Mamende, Castelo Branco et Ernesto Geisel.

Les aspects du coup d'Etat

de quelques milliards de dollars à l'économie nationale.) Mais le coup d'Etat n'était pas profitable qu'au groupe occidental. Les forces intérieures conservatrices réclamaient leur part du gâteau en un langage plus concret que celui des théories de l'E.S.G. «Il se développe dans l'Etat de São Paulo un mouvement important d'associations professionnelles visant à obtenir du nouveau gouvernement la révocation de [l'édit de suppression de la pétrochimie privée qu'avait signé João Goulart le 13 mars sous la pression du Commando général des travailleurs (C.G.T.) (...). Chaque fois que l'Etat intervient dans ce domaine de [l'initiative privée, la démocratie est fondamentalement menacée.» (Extraits de journaux.)

Telles étaient les exigences de l'ordre nouveau.

Recife

Cet ordre nouveau devait également faire apparaître une caste d'intrépides colonels nourris de doctrine anticommuniste et préposés à la répression dans tout le pays. Dès centaines d'enquêtes policières (I.P.M.) [uncut ouvertes par l'Armée dans le but d'éliminer la «subversion» et la «corruption» de l'Administration publique, des écoles et des casernes. Ces enquêtes entraînaient d'autres, surcuplant les prisons; à la fin de l'année 1964 où compte trente mille prisonniers politiques. Comme au temps de l'*Estado Novo* où transformait en prisons des navires hors d'usage de *Raul Soares*, *l'Ary Parreiras* de la marine de guerre, et le *Princesse Leopoldine* de la marine marchande). A Recife, la répression était menée par Hélio Ibiapina, un colonel qui allait encore faire parler de lui, assisté des capitaines Bandeira, Villocq et Bismarck. Suit une justification des tortures par Ibiapina extraite d'un dialogue qui eut lieu en juin 1964 à

Recife entre Don Helder Camara et le colonel: «Monseigneur, vous êtes venu plusieurs fois au siège de la IV^e armée protester contre des tortures infligées aux prisonniers politiques; vous connaissez les noms et les tortures en détail et je me demande comment. Vous reconnaitrez avec moi que je n'ai jamais nié [l'existence de ces tortures. Elles existent, elles sont le prix que nous, les anciens de l'Armée, payons aux jeunes; si les jeunes officiers avaient pris le pouvoir, vous auriez aujourd'hui à vous plaindre, non de tortures, mais d'exécutions. Nous torturons pour ne pas fusiller.⁵ »

Ibiapina inventa une manière spéciale de se débarrasser des victimes: en les faisant supplicier jusqu'aux limites de la folie et en les expédiant ensuite à l'asile psychiatrique judiciaire de Tamarineira.

L'histoire était toujours la même, seuls variaient les personnages. Beaucoup avaient recours à la thérapie psychiatrique (préparation psychologique, sérum de vérité, hypnotisme) pour obtenir les aveux nécessaires à l'inculpation. On peut se demander si les tortures subies étaient la seule cause de la perturbation mentale. Mais il est indéniable qu'elles la déclenchaient (...). On cite des cas épouvantables, la plupart concernant des paysans. (...) Suicides après la période réglementaire passée au secret (...), comme le cas de cet homme connu seulement sous le nom d'Antonio. Arrêté sans savoir pourquoi, il fut juté dans une cellule avec d'autres prisonniers. Le colonel Ibiapina venait en personne les insulter tous les jours. Antonio fut pris d'une agitation qui finit par incommoder les autres; il disait des choses dérangées, décousues, ne dormait ni ne mangeait, obsédé par la peur d'être empoisonné et ne cessait de marcher de long en large en enjambant ses compagnons de cellule. On l'envoya au secret d'où il sortit quelques jours plus tard pour prendre un bain. Ceux

5. M. ALVES, *Tortionnaires et Victimes*.

Les aspects du coup d'Etat

qui le virent alors se trouvèrent encore plus délirant. Il se suicida dans la salle de bains.

«Sonia Montarroyos, 21 ans, connue dans les milieux trotskystes sous le nom de Tatiana, internée sur ordre du colonel Ibiapina, présente un état confusionnel et se plaint d'avoir été piquée au sérum de vérité. Elle est atteinte de schizophrénie. Auparavant elle n'a jamais consulté aucun psychiatre quoiqu'elle ait manifesté certaines bizarreries de comportement. La maladie a été révélée par les tortures subies⁶. »

Le journaliste Marcio Alves réussit à voir Sonia Montarroyos en novembre 1965 à Guanabara. Cette agitatrice considérée comme dangereuse pour les Forces armées et la Sûreté nationale mesure un peu plus de 1,50 m; derrière des verres épais son regard est tour à tour opaque et scintillant «à Sonia fut arrêtée avec un groupe de trotskystes, le 1^{er} novembre, à Prazères près de Recife. Conduite au secrétariat de la Sûreté publique, elle entendit toute la nuit des cris et des coups de fouet. Sonia se rappelle seulement le visage de l'un des tortionnaires de commissaire Alvaro Costa Lima), petit, corpulent, portant moustaches et un peu chauve. Il lui appliqua aux bras un cigare allumé. Un an plus tard, en novembre 1965, où pouvait encore en voir les cicatrices. Ils amenèrent à la salle d'interrogatoire son fiancé, un Uruguayen nommé Pedro, qui dut rester là pendant que trois hommes la violèrent. Il dit alors tout ce qu'il savait; mais ses yeux se fermèrent pas à faire libérer Sonia... »

De là elle va passer par diverses casernes. Dans celle (MI nida, où elle est enfermée dans une salle de bains sans eau où elle se pend en se servant de sa jupe. A la caserne de Tijipio, elle est enfermée, nue, dans le «Fernandinho» — d'un mètre carré où elle peut à peine se tenir assise en

repliant ses jambes. On lui donna la moitié d'un pain et un demi-verre d'eau deux fois par jour. Au bout de quinze jours, où elle fut transportée au fond de la caserne où elle l'abandonne sur le sol, nue, exposée au soleil, à la pluie et aux insectes. L'un des gardes eut quatre jours de prison pour lui avoir donné son imperméable. Au bout de quelques jours, Sonia commença à avoir des hallucinations: «Je suis ma mère, je suis une putain et ma fille est morte. »

Finalement elle est transportée dans le coma à Tamarineira. Peu après Noël 1964, où elle est relâchée sans qu'elle sache pourquoi. Mais au début de 1965, où elle est demandée de nouveau pour elle la prison préventive et elle ramenée à Tamarineira. Elle sera rendue à sa famille en juin après l'intervention de don Helder Camara. En août le tribunal de guerre de la 7^e région militaire lance contre elle un nouveau mandat d'arrêt, mais elle s'est réfugiée à Rio depuis le mois d'octobre et est définitivement en Uruguay⁷.

Goias

Tandis qu'Ibiapina torturait dans le Nordeste, un autre colonel, Danilo Cunha Melo, ex-membre du Club de la Lanterne, mettait sur pied dans l'Etat de Goias une enquête ayant pour objet une fantastique conspiration communiste. Les aveux étaient arrachés sous la torture. Objectif non déclaré: prouver les liaisons de Mauro Borges, gouverneur de l'Etat de Goias, avec une ambassade étrangère. Pawel Gutko, professeur d'anglais à Goiania et

6. Temoignages du Dr. Rosita Teixeira de Mendonça, in Mamba M. ALVES, Tortionnaires et Victimes.

7. En septembre 1964, le général Ernesto Geisel, alors chef de la Maison militaire de Castelo Branco, fit le tour des prisons de l'Etat de Pernambuco pour se mettre au fait des dénonciations de tortures. On lui montra des fiches d'entrées signées de la main d'Ibiapina ainsi que des radiographies de lésions, ce qui ne l'empêcha nullement de déclarer qu'il n'avait pas torturé à Recife.

Les aspects du coup d'Etat

malade mental, serait un des éléments du raseau. Le 3 octobre 1964 la mère de Pawel sent la lettre suivante au colonel Danilo Cunha Melo:

«C'est une mère qui vous écrit et elle n'a plus de larmes. Mon fils, Paulo Gutko, prisonnier depuis plus de deux mois est atteint depuis l'enfance d'une névrose de guerre et souffre d'une lésion cardiaque...

Le père de Pawel, qui à également été arrêté, donne le 20 novembre son témoignage contenu dans le premier dossier des *Titres et Documents de Goiania*:

«...C'est avec la plus vive émotion que le témoin retrouva son fils Pawel dans la voiture qui conduisait les prisonniers à Brasilia. Lorsqu'il adressa la parole à son fils, celui-ci lui répondit brutalement qu'il n'était pas Pawel Gutko mais Jean Fouchet. Ses vêtements étaient en lambeaux, il fumait cigarette sur cigarette, les éteignant sur le dos de sa main (...). Le 15 octobre, lorsque Pawel et les autres prisonniers furent retirés de leur cellule à Brasilia, le père s'approcha de son fils et lui donna des cigarettes et des vêtements; puis il lui demanda pour quelle raison il avait fait de fausses déclarations. Pawel éclata alors en sanglots convulsifs, sans pouvoir s'arrêter, puis il dit qu'au 10^e bataillon de chasseurs de Goiania où l'avait torturé et qu'il avait signé tout ce qu'il avait voulu...⁸»

Le CENIMAR

Sous Castelo Branco, l'un des centres de violence se cachait derrière un sigle jusqu'alors inconnu du public: le CENIMAR (Centre d'informations

8. Passé à tabac, les testicules éraflées, Pawel Gutko resta enfermé dans une petite cellule en compagnie d'un moteur diesel en marche. Le colonel Danilo Cunha Melo inaugura dans le Goiás d'effroyables tortures pour réunir des preuves contre Mauro Borges qui fut cassé et remplacé par le colonel Maira Matos. On peut trouver le récit complet de ces tortures dans *Le coup d'Etat du Goiás* de Mauro BORGES et *La Révolution qui s'est perdue* de David NASSER.

de la marine). De 1964 à 1966, nombre de prisonniers politiques, surtout les marins et les sergents, étaient conduits dans le centre de Guanabara, au cinquième étage du ministère de la Marine, pour y être interrogés. Le CENIMAR occupait presque un étage, et ses agents pouvaient compter sur l'aide de la police politique de Carlos Lacerda (D.E.O.P.S.), le D.E.O.P.S. et le CENIMAR se relayant pour la pratique de la torture.

Deux mois après le coup d'Etat, le CENIMAR arrêté à São Paulo Isa Guerra, 26 ans, diplômée de l'école du service social de l'université de Paraíba, et l'une des principales organisatrices du mouvement de culture populaire patronné par le ministère de l'Éducation du gouvernement déposé. Voici son récit:

«Je demeurai plusieurs jours sans être interrogée. (...) Impossible de dormir avec le bruit du telex, continu, exaspérant, dans la salle voisine; le va-et-vient permanent des agents civils militaires du CENIMAR (...). Au bout de huit ou dix jours de ce régime, je fus appelée un soir à 19 h 30 pour un interrogatoire officiel fait par le commandant Teixeira, chef du CENIMAR, le capitaine Benedito Darcy, le commandant Pardellas (du 1^{er} district naval) et Solimar et Sérgio, agents du D.E.O.P.S. L'interrogatoire dura 12 heures sans interruption. (...) A l'aube du 21 je fus réveillée par des cris irrités: "Laisse les menottes à ces chiens, ici où va les remettre à leur place." Je compris que de nouveaux prisonniers venaient d'arriver (...); j'ai couru dans le hall où avait lieu une scène effrayante: un prisonnier complètement ensanglanté était frappé par les agents du D.E.O.P.S., Solimar, Macedo et Sérgio, qui l'insultaient grossièrement, cela sous les yeux apeurés de quatre autres prisonniers collés au mur par des mitraillettes (...). J'ai su par la suite que celui qu'on battait était le marin de la classe Sevcrino (...). A l'aube je reçus la visite du lieutenant Gallia Lima qui

Les aspects du coup d'Etat

venait m'informer de mon transfert. J'en avais déjà trop vu...⁹

Le samedi 23 mai 1964, le capitaine de corvette Paranhos, vice-directeur du CENIMAR, appréhende à son domicile José Anselmo dos Santos, le leader des sergents et marins qui avait parlé au Syndicat des métallurgistes une semaine avant la chute de Goulart.

«Ils convoquèrent la presse pour commenter, visiblement excités, leur "belle prise" (...). Ils fouillèrent partout, mangeant même ce qu'ils trouvèrent (...). Les interrogatoires commençaient d'habitude tôt le matin pour durer jusqu'à la nuit, huit à quinze heures sans qu'ils prennent le temps de manger (...). Mécoments de Ines réponses, ils m'enchaînèrent, les mains derrière le dos, et me dirent que je pourrais crier tant que je voudrais, que personne ne m'entendrait. Ils avaient raison, les parois étaient insonorisées. Aveuglé par des lampes puissantes, j'aurais dû leur faire des dépositions fantastiques. "Est-ce encaissé bien?" demanda l'un d'eux, et de cogner dans le ventre, en jurant entre ses dents (...)»¹⁰.

Les sergents étaient torturés, les dirigeants ouvriers massivement arrêtés et l'ère de l'obscurantisme revenait pour les intellectuels. Castelo nomma au poste de ministre de l'Éducation et de la Culture, Flavio Suplicy de Lacerda, professeur à l'université du Paraná, qui s'était illustré lors de son passage au rectorat, en faisant arracher les pages «immorales» d'Eça de Queiroz, ce classique, et d'Émile Zola. Suplicy fit saisir dans les librairies les livres «dangereux» et ils furent nombreux !

«Sur la liste inquisitoriale établie par la D.E.O.P.S. de São Paulo, où figure Marx, Engels, Feuerbach, Plekhanov, Choukrov, le prix Nobel de littérature; en fait, tout ouvrage dont le titre évoquait le socialisme

où le communisme, tout ouvrage dont l'auteur avait un nom russe où à consonances semblables passait au feu purificateur de la police. Comme où pouvait s'y attendre, les erreurs commises sont telles que seul l'annuaire téléphonique semble avoir trouvé grâce¹¹.»

Suplicy se fixa pour tâche de détruire jusqu'à la racine la culture moderne brésilienne. 210 professeurs furent suspendus dans la seule université de Brasília. Darcy Ribeiro, le général Nelson Werneck Sodre, historien estimé, furent victimes de l'ostracisme, résidence surveillée pour Werneck, prison et exil pour les autres, au nombre desquels se compte Paulo Freire, le créateur de la méthode révolutionnaire d'alphabétisation. En juin 1964, Suplicy demanda la suspension de l'Union nationale des étudiants, en fait pratiquement paralysée depuis l'incendie de ses bureaux de Guanabara et l'omniprésence des directeurs d'academie dans tout le pays.

Le coup d'Etat présente un aspect vengeur (Gregorio Bezerra traîné par les rues de Recife). On peut également y voir une tentative d'intimidation (des milliers de leaders incarcérés sous prétextes d'enquête); il est aussi le démantèlement de tous les organismes d'action populaire, syndicale et politique mis sur pied à grand-peine au cours de ces dernières années de rapide industrialisation et de mobilisation démocratique pour obtenir les réformes de base. Il resté, essentiellement, que le coup d'Etat, en ses divers aspects, répond à une stratégie précise, qui vise à vaincre l'inflation et la crise économique aux dépens des salariés. Dans ce but où restructure la société brésilienne sur le schéma vertical corporatiste, la culture se modifiant en conséquence, tandis que la terreur systématique correspond à la préparation indispensable de l'avènement de l'ordre nouveau. L'élimination des chefs populaires et la destruction des organisations de

9. Témoignage d'Isa Guerra, in *Tortionnaires et Victimes*.

10. Déposition du sergent Anselmo.

11. *Jornal de Brasil*, 22-1-1966.

Les aspects du coup d'Etat

masse étaient partie intégrante de ce programme.

A la fin de 1965, le terrain semblait prêt, après la mise au pas des syndicats, la démobilisation des étudiants, la retraite des intellectuels occupés à panser leurs blessures. On regrettait alors les violences et les tortures comme des excès inévitables et condamnables appartenant au passé. Castelo Branco attendait tranquillement les résultats électoraux pour le choix de onze gouverneurs; les formes extérieures de la démocratie étaient conservées, le coup, «la révolution» s'était institutionnalisée pour passer à la construction de l'ordre nouveau, tandis que l'Acte institutionnel parvenait à expiration. Le peuple profitait des élections pour donner son avis sur le nouveau régime. On n'en était donc pas encore à la paix des cimetières.

II

Le Povoir Militaire

La valse institutionnelle

« 1 »

La valse institutionnelle

1. Acte n° 2

Le lundi 4 octobre 1965, dix-septième mois du régime de Castelo Branco, des généraux et des colonels accourent en hâte de tous les points du pays à la villa militaire située dans la banlieue de Rio. C'est là que trois généraux vingtdeux colonels et vingt mille hommes en armes vont encore une fois décider du sort de la nation. Les visiteurs appartiennent à la LIDER (Leaders démocratiques révolutionnaires), connue pour sa ligne dure. Parmi eux se trouve le colonel Ibiapina — qui a torturé dans le Nordeste — et Mena Barreto. La veille, aux élections des gouverneurs d'Etat, les candidats de l'opposition ont triomphé dans le Minas Gerais et le Guanabara. Cela signifie que le peuple votera en masse contre le régime.

Le soir même où se discute activement dans les casernes où il n'est question que des moyens — corruption et subversion — à employer pour empêcher à tout prix l'élection de ceux qui ouvriraient le chemin au retour des vaincus du 31 mars¹. »

Le mardi 5, la révolte gagne le fort de Copacabana, le ministère de la Guerre et le Q.G. de l'artillerie côtière, foyers de la LIDER et des adeptes de Carlos Lacerda qui n'avait pas réussi à faire élire son successeur au gouvernement de Guanabara. Les tanks et les chars d'assaut sont fin prêts au régiment motorisé de la villa militaire. Le coup d'Etat est déclenché, mais cette fois ses auteurs ne savent qui renverra. Castelo Branco, qui lutte

pour empêcher la prise du pouvoir des élus? Et qui mettre à sa place? Le mouvement est désorienté.

Costa e Silva, ministre de la Guerre, réunit des officiers à la villa militaire et maintient les troupes en alerte tout en brossant à Castelo Branco un sombre tableau de la situation: les colonels de ligne «dure», coiffés par Boaventura Cavalcanti Ibiapina et Mena Barreto, exigent l'annulation des élections, la promulgation d'un nouvel Acte institutionnel, enfin une quelconque mesure qui permette à l'armée d'entrer en scène. Les amiraux Augusto Rademaker, Aarão Reis et Silvio Heck sentent pour la manière forte. L'état major de la LIDER jette feux et flammes. Amaury Kruehl, commandant de la IIe armée (São Paulo), semble lui-même soutenir le mouvement, ainsi que Justino Alves Bastos, alors commandant la IIIe armée, celle du Rio Grande de Sul.

On arrive à un accord: les résultats électoraux seront maintenus; mais des mesures concrètes seront prises afin que 1. les élus s'alignent sur le système; 2. le pouvoir militaire ne risque plus de perdre les élections. Ces lois sont communiquées au Congrès dans la nuit du 13.

On rappelle de Washington l'ambassadeur Juracy Magalhães qui avait déclaré un jour: «Ce qui est bon pour les Etats-Unis est bon pour le Brésil.» C'est lui qui se charge de faire pression sur l'Assemblée pour lui faire accepter les nouvelles lois d'exception qui permettront au président de décréter l'état de siège, sans aucune formalité, de déposer un gouverneur et de nommer des «missi» fédéraux de toute confiance.

«Les 48 heures qui précéderont le vote du congrès furent dominées par deux questions: le Congrès approuverait-il et le gouvernement promulguerait-il l'Acte avant ou après le vote? On murmurerait que le texte de l'Acte institutionnel, synthèse renforcée des divers projets, était

1. Vision, 22-10-1965.

La valse institutionnelle

déjà rédigé par les juristes Gama e Silva, Medeiros da Silva et Nehemias Gueiros². »

Le scrutin était prévu pour le 27 à 14 heures et tandis que les vieux sanctionneurs de coups d'Etat étaient encore une fois convoqués, le haut commandement militaire, incertain du résultat, partait pour la nouvelle capitale et, à 11 heures, se décidait. En tant que «chef du gouvernement révolutionnaire et commandant suprême des forces armées» Castelo Branco annonçait au pays la promulgation de l'Acte institutionnel n°2, composé de 33 articles, qui étendait le champ d'action du pouvoir exécutif et mettait à sa disposition de nouveaux instruments de répression. Alors que l'Acte du 9 avril 1964 ne portait pas de numéro, tant il est vrai que les militaires croyaient à une rapide institutionnalisation de la dictature, celui-ci, le deuxième, ouvrait une série numérique impressionnante: 7 autres actes complémentaires et un Acte institutionnel supplémentaire jusqu'à janvier 1966. Ils décidèrent, entre autres: a) la dissolution des partis politiques, remplacés par deux formations; b) élections au suffrage indirect pour les postes de gouverneurs, à traîner les assemblées des Etats; c) mesures pour empêcher les citoyens déchus de leurs droits civiques d'exercer leur profession, en commençant par les fonctionnaires; d) augmentation du nombre des juges de la Cour suprême pour donner la majorité aux partisans des militaires du coup d'Etat; e) renforcement considérable de l'exécutif: le président peut décréter l'état de siège pour une durée de 180 jours, etc.

La répression s'abattit à nouveau particulièrement sur la presse et le parlement. Une épée de Damoclès menaçait les élus depuis que le président avait le droit de casser leur mandat. Les lois présentées par la

présidence étaient donc invariablement approuvées. Mais, dans la rue, les étudiants, les gens des classes moyennes et un petit nombre de travailleurs commençaient un long mouvement de protestation dont les manifestations furent réprimées avec une violence indicible: charges de cavalerie, grenades, salves, bastonnades, surtout à Guanabara, mais dans les autres capitales aussi³. Le Parlement commença à se faire l'écho des protestations et six députés furent cassés; ils réfugièrent au Brésil, si bien que le président suspendit le parlement et le 21 octobre l'armée prit position autour du congrès.

Le «bouillon»

Un an après les réunions tumultueuses de la villa militaire où l'Acte 2 vit le jour, le colonel Mena Barreto dirige la police de la IIe armée à Porto Alegre, et en particulier un groupe de policiers placés sous ses ordres immédiats par son ami et collègue, le colonel. Léo Etchegoyen, alors secrétaire de la sécurité du Rio Grande de Sul, devenu depuis assistant particulier du président G. Médici. En ce 24 août 1966, son groupe spécial avait fort à faire avec l'ex-sergent Raimundo Soares, arrêté depuis deux mois, sous l'inculpation de subversion. À l'aube, les policiers le conduisent au Rio Jacui, pour une séance de «bouillon», torture qui consiste à immerger la victime garrottée dans les eaux froides d'une rivière; la brigade criminelle de Porto Alegre avait toujours affectionné cette méthode pour traquer les suspects de droit commun. Généralement le suspect est sorti de l'eau avant l'asphyxie, mais Raimundo Soares ne fut pas retiré. On

2. *Visão*, 5-11-1965.

3. Pour éviter la confusion possible, notons que l'ancien district prit le nom d'Etat de Guanabara après l'inauguration de Rio de Janeiro est la plus grande ville du Guanabara, mais il est, n° 11, tat de Rio de Janeiro voisin du Guanabara dont la capitale est N1

La valse institutionnelle

devait retrouver son corps, entre deux eaux, les mains attachées derrière le dos, peu après que son avocat, demandant le bénéfice de l'Habeas corpus pour son client, se fut entendu répondre par le tribunal militaire que les autorités militaires du Rio Grande de Sul affirmaient que «le citoyen en question n'était pas en prison et qu'elles n'avaient aucune nouvelle de lui ».

Le 4 septembre 1966, onze jours après le crime, le *Jornal de Brasil* publiait une lettre écrite par Raimundo Soares, quelques jours avant sa mort.

«Paradoxalement j'aurai recouvré la santé dans cette lie du Bagne où j'ai échoué après huit jours de coups et de tortures sauvages à la caserne de la 6e compagnie de l'armée et dans les locaux du. D.O.P.S., à la police civile de l'avenue João-Pessoa. Je crois bien, malheureusement, que mon mil gauche est perdu, suite à un coup de matraque du lieutenant Nunes au soured (...) malgré tout mon moral tient bon, comme toujours. J'ai entendu dire au D.O.P.S. que de tous les détenus passés par ici, j'avais été le mieux "arrangé"; qu'ai-je à craindre de pire? Il n'est plus à démontrer que je ne crams pas la mort. Peut-être viendra4-elle bientôt. L'avenir le dira...⁴

Durant les vingt jours qui suivirent sa mort, les journaux entreprirent «au nom de Raimundo Soares» une campagne pour faire punir les éventuels coupables. L'assemblée législative du Rio Grande de Sul nomma une commission d'enquête qui arriva aux conclusions suivantes:

«Le colonel Washington Bermudez, assesseur législatif du ministre de l'Armée et ex-secrétaire de la sûreté du Rio Grande de Sul, et le colonel Mena Barreto, actuellement chef de la police de la armée, portent hi

responsabilité de la mort du sergent Raimundo Soares. José Morsh de la D.O.P.S. du Rio Grande de Sul et Itamar Ferreira sont accusés de participation à l'assassinat⁵. »

3. Un soldat à la présidence

Le mandat de Castelo Branco venait à expiration le 15 mars 1967 et l'une des règles propres à la dictature militaire brésilienne était de choisir les presidents Costa e Silva l'homme fort de l'armée, le chef de file des durs, à la veille des Actes institutionnels, le candidat naturel du parti militaire lança sa candidature, et suivant la tradition des candidats présidentiels brésiliens, fit un voyage autour du monde. Sa marche au pouvoir est toute tracée: pas de campagne électorale, pas de .debats publics, les deux nouveaux parti.s politiques surgis après l'Acte n° 2 ont appris leur rôle, L'ARENA (Alliance pour la renovation nationale, parti des holmmes du coup d'Etat), choisit Costa e Silva comme son candidat, par acclamation; le M.D.B. (Mouvement démocratique brésilien), représentant l'opposition, s'abstint timidement de présenter un candidat et au Congrès (l'élection est indirecte) où 59 députés ont été cassés, ainsi que 20 suppléants, Ala majorité fidèle à Castelo est de toute confiance.

«L'absence de concurrent n'est pas un problème qui tiré à conséquence. Je n'ai pas eu le désir et je n'ai rien fait pour que cela arrive. Le pays assistera à la transmission de l'écharpe présidentielle, à la date prévue, le 15 mars 1967, ni plus tôt, ni plus tard⁶.

Castelo Branco, le froid et consciencieux général de l'école supérieure

4. Manuel Raimundo SnAREs, le du Bagne, Porto Alegre, 25-6-196) On trouvera le texts complet du sergent dans Tortionnaires et Vico zées de Marcio Moreira ALVES.

5. Jornal de Brésil, 17-.6-1967.

6. COSTA e SILVA, *Visão*. II dément l'élection anticipée du président.

La valse institutionnelle

de guerre, avait sa propre liste de candidats, et voyait d'un mauvais oeil un possible successeur dans au général débonnaire au parler simple, aux moustaches bien taillées, grand amateur de courses de chevaux. Mais le «parti militaire» était pour Costa Brava. Avant les élections, et pour assurer la continuité de son orientation politique, Castelo Branco surnet à l'approbation du congrès une série de lois de très haute importance et un projet de nouvelle Constitution.

«Cette nouvelle Constitution se caractérisait avant tout par le renforcement du pouvoir exécutif (...). Les parlementaires, qui ne pouvaient même pas discuter du budget, n'avaient pratiquement plus qu'à toucher régulièrement leur traitement. Le président et le vice-président seraient désormais élus au suffrage indirect. (...) La nouvelle loi sur la presse contenait, entre autres, une clause impressionnante: le pouvoir exécutif ne pouvait être critiqué ni accusé d'aucun crime, même en cas de preuves contre le président de la république ou ses ministres. La loi de la sécurité nationale déclarait "tous les Brésiliens responsables de la sécurité ce qui revenait à institutionnaliser la délation. D'après la nouvelle loi, les crimes et délits de droit commun, considérés comme une menace à la sûreté nationale, étaient désormais du ressort militaire...⁷»

Les parlementaires épargnés firent tout pour plaire au président et, privés de toute force morale par l'élimination de plus représentatifs d'entre eux, votèrent en deux mois, à la fin de 1966, les lois dictatoriales de Castelo Branco. En novembre, quelques noms inconnus surgissent à l'occasion des élections pour le Congrès, dont celui du journaliste M. Moreira Alves, dénonciateur à longueur d'articles des tortures infligées aux détenus politiques depuis 1964. En mars 1967, Costa e Silva entre en fonctions;

en mai le nom de Marcio Moreira Alves fait soulever la manchette des journaux, à cause d'une ordonnance du ministre de la Justice, Gama e Silva

«Considérant que le livre *Tortionnaires et Victimes*, de M. Moreira Alves, est une offense à la dignité des Forces armées, institutions rationales permanentes et régulières, et une incitation publique et délibérée à la haine à leur endroit (...). Considérant que le livre susdit ne mentionne pas l'entreprise où les officines où il a été imprimé. Considérant que le livre susdit est rempli de faussetés, déforme les faits et cherche à conduire le lecteur à des conclusions totalement éloignées de la réalité historique (...) le département de la police fédérale est chargé de saisir le livre *Tortionnaires et Victimes*.

En fait, le livre avait été saisi avant même de voir le jour et les agents du service national de renseignements l'avaient photographié page par page, à Paris, avant son lancement. En juillet 1967, les tribunaux déclarèrent illégale l'ordonnance ministérielle et le livre fut publié. Deux éditions furent rapidement épuisées, tandis qu'à la villa militaire où commentait discrètement et à peine les faits qui y étaient rapportés. Les partisans de la ligne dure, il nouveau, regardaient courir la trotteuse au cadran de leur montre...

4. Le général et l'étudiant

L'ex-Union nationale des étudiants (U.N.E.) battait le rappel. Au Q.G. de la police militaire où en parfait comme de l'ennemi à abattre et au ministère de l'Éducation, à Rio, où ne parlait que d'elle, car, deux ans après la mise à sac de son siège, non seulement l'U.N.E. résistait à la répression, mais elle voyait augmenter le nombre de ses adhérents.

7. Leoncio BASBAUM, *Histoire véridique de la République*.

La valse institutionnelle

Pratiquement tous les universitaires brésiliens en faisaient partie; leur slogan disait: «Nous sommes de l'U.N.E. ! »), cette organisation fantôme sans adresse et sans téléphone.

En juillet 1966, à la barbe de l'appareil policier, les délégués de la majorité des universités arrivaient à Belo Horizonte pour son 28^e anniversaire national. Logés clandestinement chez des particuliers, travaillant en secret, ils discutèrent cet étrange document connu sous le nom de Rapport Atcon.

«Dans ce rapport, rédigé par Rudolph Atcon, spécialiste d'éducation américaine, et adopté par la United States Agency of International Development pour fixer une politique américaine de l'éducation pour l'Amérique latine (...), nous trouvons sous la rubrique "recommandations" (citation) "l'élimination des interventions étudiantes dans l'administration collégiale et syndicale (...), l'organisation de l'enseignement sur des bases de rentabilité, avec droits d'inscription croissant dans les dix années à venir⁸. »

Suplicy de Lacerda avait secrètement signé une série d'accords avec l'U.S.A.I.D., pour appliquer les recommandations d'Atcon et réserver les universités à ceux qui pourraient payer, ce qui limiterait l'entrée des jeunes des classes moyennes et réduirait à rien celle des fils des classes prolétaires. Ces accords visaient aussi à modifier graduellement le caractère des humanités, qui s'éloigneraient de la spéculation et de la critique pour servir aux besoins de l'industrie locale. Les étudiants s'étaient mobilisés contre les accords MEC-USAID et la suppression des libertés individuelles, en général. Les premières manifestations de rue commencèrent en septembre, provoquant une violente répression: le 23, les étudiants organisèrent une Journée nationale de protestation contre la dictature; le soir, 2 000 étudiants commencent, en présence du recteur Pedro Calmon, une

assemblée dans la faculté de philosophie de l'université fédérale de Rio. De l'autre côté de la rue, dans les beaux salons du Yacht Club, un général discute un plan de bataille avec le commandant de la police militaire. Au bout de quelques heures, l'université est cernée et le recteur négocie avec les deux militaires pour que l'évacuation se fasse sans violence. Tandis que les officiers discutent, avec passion à ce semble, les professeurs, dans la rue, sont remplacés par les troupes de choc⁹. A trois heures du matin l'assaut est donné et les étudiants refoulés au dernier étage; de là, ils doivent redescendre, en roulant dans les escaliers, entre deux haies de policiers qui les frappent il coups de pied et de matraques. Ce n'était que la première prise de contact entre les généraux et les étudiants.

Le 28 mars 1968, le général Oswaldo Niemeyer, superintendant de la police exécutive du Guanabara, quittait son bureau plus tôt que d'habitude pour s'embusquer, en voiture, au débouché d'une impasse, celle où se trouve le restaurant universitaire du «Calabouço ». Six mille étudiants y mangent chaque jour et un collègue du général venait de lui téléphoner que les étudiants voulaient dander pour protester contre la mauvaise qualité de la nourriture, et que la manifestation devait être empêchée à tout prix. Vingt minutes plus tard, un peloton de police militaire prend position et reçoit une grêle de pierres. La voiture du général reçoit un projectile; il donne l'ordre de tirer. Un étudiant de 18 ans, Edson Luis Lima Souto, est tué, vingt-cinq autres gravement blessés, ainsi qu'une personne qui se trouvait à la fenêtre de son bureau. Helio Peregrino, après avoir lu la déposition du général Niemeyer, décrit la psychologie agressive du militaire:

8. Jornal de Brasil, 6-11-1966.

9. L'U.S.A.I.D. collabore aussi à la répression des étudiants: Dan Mitroni, exécuté par les Tupamaros en Uruguay en 1970, était conseiller de la police militaire de Guanabara en 1966.

La valse institutionnelle

«Après la mort d'Edson Luis, le général comparut devant l'assemblée de l'Etat et chercha à justifier son ordre homicide sous prétexte que "la police avait une puissance de feu inférieure". Quand on lui demanda: "Puissance de feu? et les armés?", il répondit: "Les armés, c'est tout ce qui sert à nous attaquer. Dès pierres dans ce cas."¹⁰ »

La mort d'Edson Luis donnait le signal de la grande vague de répression destinée à intimider les étudiants, d'autant que les policiers militaires du Guanabara étaient tout prêts à décharger, avec la plus grande violence, leur frustration, à la première action des étudiants. Ils étaient irrités plus que tout par l'impuissance de la police militaire devant les manifestations. Mat: endues et les réactions populaires de sympathie en faveur des étudiants.

«Dans le centre, vide de tout policier, les discours continuaient. 20000 personnes se rassemblaient devant l'Assemblée. Ils étaient 50, 60000 à suivre le cercueil converti du drapeau national, tandis qu'une pluie de confettis tombait des fenêtres...¹¹»

Les manifestations continuaient dans les grandes villes pour protester contre la mort d'Edson et les étudiants célébraient l'anniversaire du coup d'Etat de 1^{er} avril.) en organisant «le jour du mensonge». Les militaires, mécontents de l'inefficacité de leur police, mobilisèrent l'armée, et les blindés envahirent l'Etat de Guanabara, tandis que les gens étaient arrêtés par les soldats, puis livrés à la D.O.P.S. qui les jetait en prison. Dans tout le pays, les mêmes scènes se répétaient: la police militaire envahit la cathédrale de Goiânia pour chercher des manifestants et fusilla un

travailleur en pleine rue¹². Belo Horizonte décolla: militairement, l'université de Brasilia encerclée, Honestino Guimarães, président de la Fédération étudiante de Brasilia, traqué par la police.

Le jour de la messe, célébrée une semaine après la mort d'Edson, 20 000 soldats, 10 000 policiers militaires et les fusiliers marins étaient dans Rio. Sur les torts, quinze officiers de l'Aéronautique, en civil, munis de faux papiers, se préparaient à abattre les leaders des manifestations prévues pour le septième jour; ils appartenaient à la 1^{re} escadrille dite PAPASAR (Parachutistes du secours civil) et, spécialistes du sauvetage humanitaire, ils ne sont pas enthousiastes de la mission qui leur incombe, malgré les propos du général G.P. Bournier, chef de cabinet du ministère de l'Aéronautique, leur à expliquer l'importance de leur tâche.¹³

La messe devait être célébrée à l'église de la Candelaria, dans le centre de la ville, et plusieurs heures avant l'office l'église était déjà cernée par la cavalerie qui refoulait, au sabre, ceux qui venaient des rues voisines.

12. Il y eut au moins huit morts dans les rues en 1968: en Guanabara, Edson Luis, David de Souza Neiva (30 ans), Maria Angela Ribeiro (30 ans, commerçant); en São Paulo, José Guimaraes, étudiant fusillé par les C.C.C.; à Goiânia, un travailleur non identifié. Il n'y eut jamais de sanctions prises contre les policiers qui tuèrent des manifestants. Le général Niemeyer fut suspendu de ses fonctions. En revanche, la P.M. fit des prodiges pour retrouver celui qui avait lancé le bout de bois qui avait tué un policier et, introduisant ses agents dans le bâtiment, captura le mason où question.

13. Bournier est l'homme du soulèvement d'Aragareas, du temps de Kubitschek. L'embrigadement du P.A.R.A.S.A.R., troupe destinée à des sauvetages humanitaires, est, dans la répression, l'exemple le plus dramatique de la démoralisation des forces armées après le coup d'Etat de 1964. Le plan tôt connu par lequel le P.A.R.A.S.A.R. avait aussi dû tuer et jeter hors mer des leaders du Front Amnia, mouvement de politiciens évincés par les putschistes, bien que certains d'entre eux (et il y en a eu, Carlos Lacerda) fussent depuis toujours liés à l'Aéronautique. Grâce à ces liens, Lacerda fut averti du plan diabolique de Bournier. L'histoire ne fut connue qu'en novembre 1968. L.: capitaine S. Ribeiro M. de Carvalho, un des fondateurs du P.A.R.A.S.A.R., dénonça le projet au chef du service des routes aériennes, le général I. Rocha, qui lui donna son appui. «Le 14 juin, 13 heures, j'assistai à l'IMO réunion de cabinet du ministre de l'Aéronautique, présidée par le général Bournier. On aborda un thème qui me horrifia: "Pour sauver il faut tuer, la main ne doit pas trembler, il faut avoir le petit du sang dans la bouche, pour accomplir les missions du teniisuc WeVfe, il faut tuer en temps de paix; des gens comme Lacerda devraient déjà arc marts; de tels ordres ne laissent aucune place à l'interrogation en au doute." Je répondis que je n'étais pas d'accord.» (0 Cruzeiro, 23-11-68.) Les protestataires furent punis et Bournier appuya par le ministère.

10. Correio da Manhã, 74-1968.

11. Fatos e Fotos, 11-4-1968.

La valse institutionnelle

La messe terminée, 500 cavaliers se ruent la foule qui sort de l'église, distribuant des coups d'épée et piétinant ceux qui tentaient de s'échapper. Le spectacle était effrayant. La cavalerie avait reçu l'ordre de «disperser» les gens et d'empêcher toute manifestation. Mais la foule est immédiatement attaquée dès sa sortie de l'église. 700 personnes sont arrêtées et l'émission de radio «Jornal de Brasil» est supprimée pour avoir dénoncé cette violence. La curie métropolitaine mit au point, au cours d'une réunion de onze heures, une protestation sans ménagement:

«(...) Ce même appareil militaire qui sert à maintenir l'ordre (...) contribua à le perturber (...). L'arbitraire et la violence dont ont fait preuve tout spécialement la police militaire et les agents du D.O.P.S. les ont fait soupçonner par beau-coup d'agir sous l'effet d'excitants...» Cette tactique visait réellement à imposer l'ordre par la terreur, et dans la tradition de «l'aplanissement de terrain» appliquée par les militaires à tout rassemblement populaire. Tandis que la terreur sévissait ouvertement sur les marches de la Candelaria, deux jeunes artistes allaient faire l'expérience d'un autre genre de répression: la torture. Cornice ils se dirigeaient vers la Candelaria, à 18 h 30, Rogério Duarte, cinéaste, et son frère Reinaldo, sculpteur, furent enlevés par un commando militaire et emmenés à la villa militaire pour y être torturés, pendant huit jours, de la manière la plus cruelle: assommés, électrocutés, humiliés, la bouche fermée par du sparadrap, les frères Duarte permirent aux militaires, irrités par l'adhésion populaire aux manifestations étudiantes, de se défouler; ils servaient en même temps de cobayes et l'ou expérimentait sur eux un procédé qui allait devenir la routine de la villa militaire, quelques mois plus tard. Les frères Duarte dénoncèrent publiquement¹⁴ les tortures qui leur avaient

été infligées et l'affaire donna lieu à un singulier débat à la Chambre des députés:

Doin Vieira — «Quel est donc ce terrible récit, M. le président? S'agirait-il des souvenirs d'un prisonnier de Dachau? Peut-être d'une description des événements survenus dans les premiers jours d'avril 1964? non! M. le président, ce récit, brutal dans sa simplicité, rapporte les souffrances de deux intellectuels brésiliens, dans une caserne de l'armée brésilienne à Rio de Janeiro, entre le 4 et le 12 avril 1968 !

Ultimo de Carvalho — Nous ne pourrions être aussi injustes; ni les forces armées ni le gouvernement ne sont d'accord avec cet arbitraire, avec ces violences !

Zaire Nunes — Non !

U. de Carvalho — Pour moi, le principe de ce gouvernement et de la Révolution, c'est la lutte contre le communisme; tout le reste n'est qu'accessoire.

(...)

Doin Vieira — Et les décharges électriques?

U. de Carvalho — Je rends hommage au gouvernement et à la Révolution parce qu'ils luttent contre le communisme; le reste est accessoire¹⁵.

Comme chaque fois qu'il y a dénonciation publique, où ouvre diverses enquêtes pour trouver les noms des bourreaux comme toujours, les coupables, dans le cas des frères Duarte, ne furent pas punis. Le service national des renseignements dirigé par le général G. Médici (l'actuel

14. Voir leur récit en Annexe, Document 1.

15. Annales de la Chambre des députés, 15-4-1968.

La valse institutionnelle

président de la République) empêcha la reconstitution du séquestre effectué par son subalterne, Walter Rodrigues. Le responsable des tortures à la villa militaire, le colonel Goulart Camara, fut très discrètement relevé de son commandement.¹⁶

En juin 1968, Rio de Janeiro est en état de révolte: quiconque porte l'uniforme est un l'occupant, l'ennemi. La masse est sensibilisée contre la dictature. Les généraux des états-majors de la police et de l'armée sent à la recherche de nouvelles tactiques pour ce qu'ils appellent la «guerre révolutionnaire». Leurs efforts ont pour seul résultat l'escalade de la violence. Les journaux de juin¹⁷ donnent des nouvelles de ce genre: «Matins de Sousa, 20 ans, blessé à la main droite d'un coup de sabre; Lourenço de Almeida, étudiant, blessé par un casse-tête; une femme non identifiée dans un état grave pour avoir été piétinée par la police au coin de l'avenue Rio Branco il de la rue Buenos Aires (suit une liste de 18 personnes appréhendées par la P.M.).

Le 20 juin, 400 étudiants sont arrêtés sur le campus de l'université fédérale de Rio de Janeiro. On les accuse d'avoir organisé un meeting. Parmi eux se trouve Jean Marc an der Weid, président de la direction académique de l'école des chimistes et futur président de l'Union nationale des étudiants. Costa e Silva ordonne que chaque étudiant arrêté tombe sous le coup de la loi de sûreté nationale. Le 21 amène de nouvelles protestations dans la ville et la répression bat tous les records. Sa tactique s'inspire des idées de Bournier: de petits groupes de policiers cachés

derrière un arbre où un véhicule tirent directement sur les étudiants où les gens soupçonnés de manifester ou de se rendre à une manifestation. Par précaution, où interdit de prendre des photos; tout reporter muni d'une caméra est arrêté, frappé, et son appareil détruit. La tactique étudiante se caractérise par une mobilité extrême. Ils manifestent par petits groupes, puis se dispersent pour se réunir à nouveau en un autre endroit. L'agressivité des policiers monte; ils poursuivent les gens dans la rue, les renversent, les frappent. Des fenêtres des bureaux les employés jettent sur la P.M. tout ce qu'ils ont sous la main: cendriers, carafes, annuaires téléphoniques et même des chaises.

La P.M. semble échapper à tout contrôle; en réalité parce que la politique de terreur du «bulldozer» a épuisé son pouvoir de répression face aux nouvelles couches de population qui manifestent.

C'est alors qu'une délégation représentant clergé, étudiants, professeurs, artistes et intellectuels demande à Costa e Silva d'autoriser une grande manifestation pour la défense des libertés publiques et individuelles. Acculé, il ordonne aux généraux de ne pas réprimer cette manifestation. La P.M. reçoit l'ordre de ne pas quitter les casernes et l'armée se retire discrètement et promptement.

Le mercredi 26, 100 000 manifestants inondent la ville vidée de sa police. Religieux, étudiants, professeurs, travailleurs, artistes. Aux fenêtres des ministères, aux rideaux légèrement écartés, les hommes du régime assistent à la manifestation et voient acclamer le leader étudiant, Wladimir Palmeira. A l'une des fenêtres, un homme presque chauve, de petite taille, est pris d'une violente fureur: c'est Gama e Silva, ministre de la Justice, qui ressent la grande marche pacifique comme un soufflet; il recommandera aux généraux d'annoncer l'absence de toute police comme un acte de

16. Les bourreaux étaient au nombre de sept: Rodrigues, Goulart et les sergents Eurico, Moreira, Marcelino Juevalner, Ford et X. Quant au député Doin Vicira, l'homme du courageux discours, il ne fut pas oublié et son mandat fut cassé après l'Acte 5. Dans les «Annales» d'octobre 1967, le rapport d'une commission parlementaire confirme les tortures infligées à 42 prisonniers politiques à Juiz de Fora; le général Lyra Tavares (actuel ambassadeur en France) n'accusa même pas réception du rapport.

17. Deux journaux de Rio, du 19-6-1968.

La valse institutionnelle

bienveillance du gouvernement; en réalité la dictature est désarmée.

Une semaine plus tard, Costa e Silva reçoit une commission formée par cinq des organisateurs de la manifestation, afin «d'ouvrir le dialogue» avec eux; font partie de cette commission le jeune leader étudiant Franklin Martins et l'écrivain Helio Pelegrino.

Franklin Martins ayant demandé la libération des étudiants incarcérés se heurte au refus de Costa e Silva. En réalité, le dialogue est impossible car les jeux sont faits. Aux cris qui demandent la liberté, les militaires se préparent répondre par une répression accrue. «Toute l'avant-garde de la manifestation a été photographiée par des agents des organismes de sûreté qui se sont glissés entre les photographes professionnels. A l'heure qu'il est, ces photos sont développées, agrandies et soigneusement étudiées.¹⁸

C'est ainsi que certaines têtes sont entourées d'un cercle noir; ce sont celles de Wladimir Palmeira, corpulent et de petite taille, de l'athlétique Franklin de Oliveira et d'Elionor Brito, leader des étudiants du Calabouço. La chasse à l'homme sera la prochaine tâche de la dictature.

5. Le colonel et l'ouvrier

Assurer les profits du capital étranger et arrêter l'inflation, telles furent les deux motivations économiques du coup d'Etat de 1964. On trouva une formule, arrangeante pour les patrons, désastreuse pour la classe ouvrière, le blocage des salaires. De ce fait, les travailleurs devraient recevoir de moins en moins d'argent pour le même travail, ce qui réduirait l'influence des salaires sur les prix. Une politique salariale aussi draconienne entraînait

naturellement la nécessité d'une répression intense. On ne se posa pas la question d'une possible contestation au sein de la classe ouvrière. Jarbas l'Assarinho, ministre du Travail et l'un des colonels les plus machiavéliques de l'armée brésilienne, fut désigné pour commander la répression. C'est un homme de quarante-cinq ans, au sourire perpétuel, à la parole facile, assez sympathique: un homme dangereux: «...Surintendant de la Petrobras en Amazonie de 1958 à 1961, rompu à tous les problèmes des travailleurs, il sait éviter les conflits et s'entend bien avec les leaders syndicaux. En 1963 les leaders syndicaux sont les mêmes et Passarinho est chef du service secret de l'armée d'Amazonie; il les a dénoncés pour subversion mais reste populaire chez les travailleurs...¹⁹»

Le chef désigné manquait les lois de répression du mouvement ouvrier. La première, promulguée en 1964 — loi 4.330 — était sans équivoque: elle annulait le droit de grève et faisait tomber tout contrevenant sous le coup de la loi de sûreté nationale. Mais cela ne suffisait pas; il fallait une loi qui agit directement sur les salaires et concrètement sur le groupe des employés. La solution devait être trouvée en 1965, date à laquelle l'ex-ambassadeur du Brésil à Washington, nommé par Castelo ministre de la Planification, élabore la loi dite «du fond de garantie pour une durée de travail », qui permettait de renvoyer à tout moment les employés munis d'une somme ridicule prise sur un fonds prévu à cet effet par le patron.

Ainsi tomba la principale garantie du travailleur brésilien, soit la stabilité de l'emploi après un an de travail et la garantie totale après dix ans.

En 1968, le salaire moyen de près de dix millions de travailleurs brésiliens avait perdu entre 30 et 45 % de son pouvoir d'achat par rapport à l'année

18. Fatos e fotos, 11-7-1969.

19. Veja, 9-10-1968

La valse institutionnelle

1964. La loi du Fond de garantie, qui datait d'un an, était aussi un instrument de remodelage des structures de l'emploi: le travailleur renvoyé trouvait un emploi moins bien retribué, jamais mieux; les entreprises pouvaient ainsi se débarrasser de leurs employés stables (engagés avant la promulgation de la loi du Fond de garantie) et réajuster profitablement leurs salaires. Le travailleur se voyait forcé d'accepter le Fond de garantie lorsqu'il était réengagé²⁰.

Les grèves de protestation contre le blocage des salaires commencèrent en avril 1968: 15 000 travailleurs de dix-neuf usines sidérurgiques de Belo Horizonte. Ils demandent une augmentation de salaires de 25 % et la stabilité de l'emploi. Les hommes sont mobilisés par groupes de cinq et en dehors des syndicats truffés d'agents de la police. La grève est quasi spontanée et Passarino prend pour: il saute dans l'avion de Belo Horizonte.

«Le président arriva presque aussitôt, et après s'être rendu à la cité industrielle pour voir de quel train allaient les choses, il voulut parler aux travailleurs au siège du syndicat des métallos. Il précisa qu'il n'était pas là pour menacer mais pour discuter. "Si vous songez à faire une contre-révolution, vous êtes totalement dans l'erreur. Dans l'histoire, vous tenez la plus petite place." Il exigea le respect des lois et promit un réajustement de 10%) et un autre de 8 % en juillet. Puis il cria d'un air irrité: "Je ne suis

pas un démagogue²¹.

Passarinho tente ensuite de s'entendre secrètement avec les leaders syndicaux, dont une femme, Maria Imaculada da Conceição, secrétaire du syndicat des ouvriers métallurgistes, «La secrétaire Maria Imaculada da Conceição ne s'est pas présentée depuis que la police a exigé de se faire communiquer l'identité de toutes les femmes sortant de l'immeuble du syndicat de la rue Bahia. Elle a dû prendre du repos à la suite des nuits sans sommeil pendant les grèves²².

Passarinho renonce mais n'oublie pas le nom de Maria; le soir, il se rend au studio de télévision et menacé les travailleurs d'appliquer la loi de sûreté nationale. Il autorise pourtant les patrons à accorder une petite augmentation, promettant en échange de «procéder à un nettoyage» dès que la classe ouvrière sera démobilisée.

Des centaines de travailleurs sont renvoyés à la reprise du travail. Cette purge est pratiquée partout et touche aussi des travailleurs stables parce qu'engagés sous l'ancienne loi, mais désormais indésirables. Passarinho étrennait là la tactique de la répression *a posteriori* dont il userait par la suite en alternance avec la traditionnelle répression préventive.

Les grèves reprennent en octobre à Belo Horizonte: huit mille employés de banque et six mille métallos. Mais Passarinho est déjà mieux préparé:

«Les usines furent occupées par la police dictatoriale; ici, à Mannesmann, il y a eu des fusillades, des embuscades et des bombes au matin du 1^e octobre; puis nous avons dû reprendre le travail, le fusil dans le dos. Plus de cinquante camarades ont été arrêtés pendant la grève et n'ont pas été

20. La politique du blocage des salaires fut menée directement par les grands groupes industriels du pays et fonctionna par un mécanisme des plus simples: Roberto Campos créa un conseil de planification économique (CONSPLAN) assisté d'une entité privée de planification, le CONSULTEC. Cette dernière, équipée de haut vol, réunissait les hommes des finances et de la politique au niveau gouvernemental; Roberto Campos était lui-même membre du CONSULTEC qui comptait sur 41 membres, 27 hauts fonctionnaires des milieux ministériels. Les membres du CONSULTEC contrôlaient la banque du Brésil, la banque du Développement économique, le ministère des Finances, etc. Ils étaient aussi membres des grandes sociétés. Le CONSULTEC faisait des études sur l'augmentation de la production et de nouvelles entreprises; puis les mêmes hommes, reprenant leur rôle de fonctionnaires de gouvernement, approuvaient ces projets et les garantissaient juridiquement, etc. (Leoncio BASBUM, Histoire économique de la République brésilienne.)

21. Extrait des journaux.

22. Jornal de Brasília, 27-4-70.

La valse institutionnelle

relâchés. Beaucoup ont perdu leur travail²³.

Malgré les incarcérations et l'occupation militaire d'un grand nombre d'usines, les travailleurs remportent une victoire partielle. Mais certains prisonniers intéressent particulièrement Passarinho; parmi eux, Enio Seabra, président du syndicat des métallos, et Maria Imaculada Conceição, que le ministre n'a pas oubliés, sont recherchés activement après la reprise du travail. Enio est arrêté, relâché, perd son emploi, subit la torture enfin²⁴.

Les généraux eurent tôt fait de perfectionner les méthodes de répression contre les grèves et, dès après la première paralysie de Belo Horizonte, ils mirent en place un système simple et efficace pour freiner la mobilisation ouvrière ascendante de 1968: ils placèrent tant militaire qu'un civil entièrement identifié aux militaires à tous les postes clés des affaires du travail; c'est ainsi que le 16 juillet 1968 3 000 ouvriers d'Osasco, près de São Paulo, se mettent en grève et occupent six usines. Le délégué régional du travail, le général Moacir Gaya déclare la grève illégale et en avertit la police militaire de São Paulo ainsi que les autres forces publiques. Les troupes occupent la ville, arrêtent 61 ouvriers (dont le prétreouvrier, Pierre Wauthier, expulsé du pays, et l'ouvrier José Campos Barreto, torturé à la D.O.P.S. par Falconi, Lobo et Eduardo-José Jerahim, jeune leader métalliste est recherché), envahissent le siège du syndicat et un ancien militaire, assesseur de Gaya, se charge de sa direction. Dans la ville occupée, José Ibrahim, le président du syndicat, dirige clandestinement la grève qui

oblige Passarinho à venir de São Paulo, pour diriger personnellement la répression. L'armée resserre son étau, les ouvriers sont ralliés chez eux pour former des groupes de briseurs de grève, la menace de mise à pied grandit et, en même temps, on promet de négocier, d'être indulgent, d'accorder des augmentations progressives:

«Cette grève est une provocation... Je ne m'appelle pas Cohen, mais il faut parler français pour croire que le Rio Tieté et la Seine sont une seule et même rivière.» Passarinho, qui faisait ainsi allusion à la loi au plan Cohen et à Cohn-Bendit, était particulièrement irrité par le soutien que la population et les étudiants accordaient aux gravistes d'Osasco, et maniait à la fois la carotte et le bâton. Finalement, la grève s'éteignit. Après son retour à Rio, Passarinho élaborait un modèle rigide du traitement à appliquer en cas de grève: a) mise à pied légale et sans indemnité des employés qui participent à la grève; b) non-paiement des loyers de grève; c) les responsables tombent sous le coup de la loi de sûreté nationale. A Osasco, où la situation est apparemment normale, il ne se passe pas de jour sans que quelques ouvriers ne soient discrètement mis à pied; à quelques kilomètres de là, dans les grandes casernes de Quitaúna où se trouve gros de la 11^e armée de São Paulo, de jeunes officiers en colère préparent des listes de noms²⁵, qui serviront le moment venu pour châtier les éléments «les plus dangereux», il faut auparavant modifier la presse, l'opinion publique, le barreau, pour que la chasse soit fructueuse. En décembre, toutes conditions leur semblèrent réunies.

23. Extrait du journal ouvrier *O L3odoque*, après la grève.

24. 'i. !Mitt Scabra, démis de ses fonctions de président du syndicat Ili", de Belo Horizonte et CONTAGLIVI par les puisehistes II(' 106'1, Ivaît été réalé en 1966. Emprisonné avant la grève. d'octobre 1968, 11 esi relâché sous la pression des masses; après la grève il perd et co pore de quatre enfants ne parvient plus à trouver 11'111111)1(i. vertu de l'Acte 5, il est déchu de ses droits civiques. I id.. iii.rete en 1969, il est relâché en décembre mais reste sous lit monare (l'une enquête de la police militaire. Loreta Kiefer Valadares, ompiiisitiiiiie le 16 juin 1969, déclare: à Dans les beaux du 12' regi- j'ai vu Mario Bento et Enio Seab;à, en mauvaise)runlilnni plivisque, plods pus et sans chemise, les menottes aux point's al pOiglicts.

25. Darts le Nordeste les leaders syndicaux pouvaient être app.' hendes d'un moment à l'autre par de simples pelotons de la pitb4. militaire Cu de Parmde sur simple demandé des industriels où d.,•; latifundistes. Pendant la grève d'Osasco, alors qu'existaient enc;4!,• quelques garanties individuelles. Manuel da Conceica•, leader 4;4 syndicat des cultivateurs de Pindar6 Ntirim dans le Nlaranhqo, arrêté au syndicat, train6 et bics("t the cHq babes. On dut l'aurpui; d'une jambe atteinte de gangrene. Voir son retnuignage, Docilln,10 n° 3 de l'annexe.

La valse institutionnelle

6. Dernier acte

En 1968, les ouvriers sortaient de la profonde léthargie où les avait prostrés la violence de 1964. De nouveaux chefs avaient surgi, de nouvelles formes d'organisation permettaient d'échapper aux syndicats dominés par les «jaunes» ou par les policiers; des grèves éclataient sporadiquement et malgré leur courte durée, quelques heures, quelques jours, elles signifiaient le refus des règles imposées par les militaires et, à travers eux, par les patrons. Les étudiants occupaient les facultés pour discuter des thèses politiques, ils préparaient envers et contre tout leur XX^e congrès. Dans le Nordeste, les Ligues appartiennent déjà au passé, mais les syndicats ruraux échappent fréquemment au contrôle du gouvernement. Les classes moyennes réclament les libertés traditionnelles et la manifestation des 200000 personnes du Guanabara montre que le gouvernement se coupe d'elles.

Les généraux sont à ce moment-là prisonniers de leur politique répressive et chaque fois que s'offre une alternative, ils choisissent d'avancer dans la direction opposée, toujours plus avant dans la répression, ce qui augmente l'intensité des réactions populaires. Dans les deux camps, la fatigue est grande, tandis que quelques petits groupes fractionnels, à gauche, décident de passer à la lutte armée. Sous la direction de Marighela, qui a participé en 1967 à l'O.L.A.S. (Organisation latino-américaine de solidarité) de La Havane, des groupes més autonomes «exproprient», les banques et commettent quelques attentats à la bombe. Au Service national de renseignements, le général G. Médici surveille avec attention celle

évolution et à la direction de la sûreté nationale où discute les rapports de ses services; le général Meira Matos, expert de la guerre révolutionnaire, est nommé inspecteur et chef des polices militaires²⁶.

Les premiers symptômes de radicalisation chez les militaires se manifestent après la grande manifestation pacifique de Guanabara:

«*La L.I.D.E.R. dénonce le retour de l'article n° 2* — La reconduction de l'article n° 2 qui supprimait les garanties individuelles rétablissait la censure et le contrôle de la justice fut alors dénoncée par le député Martins Rodriguez, secrétaire général du M.B.D. (...) "Nous sommes à la veille de nouvelles tentatives d'institutionnalisation de la violence et de l'oppression. (...) Que le peuple se soit prononcé sans équivoque possible, cela n'est pas une leçon suffisante pour l'obstination antidémocratique du gouvernement (...) qui a fait son choix d'un Etat policier."²⁷

Reste à échafauder un plan pour justifier l'escalade de la répression.

Dans un immeuble anonyme du Paisandú, à São Paulo, vit un homme étrange qui s'intéresse aux soucoupes volantes et lit la Bible dans l'original hébraïque. C'est là que le général de réserve Paulo Trajano, qui se prétend très anti du général Meira Matos, va rendre de fréquentes visites au lecteur de textes sacrés, Aladino Felix.

Deux mois plus tard, Aladino Felix, connu également sous le nom de Sabado Dinotos, est arrêté et accusé d'être l'inspirateur d'un plan terroriste destiné à semer la panique dans São Paulo. À la tête d'un groupe de soldats

26. "... (Inc des premières actions des groupes clandestins, typiquement terroriste, fist l'exécution d'un agent suppose de la C.I.A., le onzième Charles Chandler, à São Paulo, le 10-10-1968. A cette occasion, la (sic)lice (D.O.P.S.) arrêté deux vacanciers, le dentiste José. Luis Audrai Maciel et sa femme, et les soumit à huit jours de supplices physiques. Le dentiste souffre encore aujourd'hui de crises nerveuses; /want à sa femme, alors enceinte, elle ne put porter à terme et dut subir une césarienne.

27. Correio da Manhã, 29-6-1968.

La valse institutionnelle

de la force publique, Aladino Felix a commis une longue série d'attentats à la bombe, qui culmine le 18 août 1968 avec trois explosions simultanées dont la plus violente se produit face à l'immeuble du D.E.O.P.S. avec un bruit tel qu'on l'entend à dix kilomètres à la ronde. Trois jours après la police civile découvre la bande d'Aladino Felix:

Aladino dit qu'il reçoit des ordres de gens importants (...). Selon le commissaire Ernesto Dias, "ils voulaient le durcissement du régime". Aladino avait connu beaucoup de gens en 1964 en allant à des réunions organisées par des participants de la révolution.

«Devant la nouvelle chambre criminelle, Aladino dit que le terrorisme était dirigé par la Maison militaire de la présidence de la République. Il ajouta qu'il n'était qu'un intermédiaire entre les terroristes et la Maison militaire.» Le général Paulo Trajano dément tout cela, mais reconnaît s'être rendu plusieurs fois au bureau d'Aladino Felix pour y étudier la Bible avec lui²⁸.

Moins d'une semaine après la découverte du plan terroriste de Dinotos, la température politique monte de nouveau. Des troupes de la police militaire, du D.O.P.S. et de l'armée envahissent l'université de Brasília²⁹, tirant des coups de feu au hasard et saccageant des laboratoires sous le prétexte d'arrêter les leaders étudiants. Parmi eux Alduisio Moreira de Souza, libéré la veille et que les tortures ont rendu presque fou³⁰, et

Honestino Guimarães, président de la Fédération universitaire de Brasília, déjà poursuivi. Les députés accourus pour chercher leurs fils à l'université purent se rendre compte de la violence qui présida à l'opération et virent Honestino, en sang et roué de coups, fêlé dans une voiture de police.

L'invasion bouleversa tout le pays et au parlement l'émotion fut grande: les députés formèrent une commission d'enquête, tandis que le général G. Médici créait la sienne, pour le compte du Service national des renseignements (S.N.I.); mais la commission parlementaire fut sabotée par les députés de l'A.R.E.N.A. et celle du S.N.I. ne publia pas ses résultats. Ce que l'on sait, c'est que l'initiative de l'invasion provenait d'un groupe de militaires commandés par le colonel Carlos Evaristo, avec, semble-t-il, l'accord des autorités responsables, à un niveau très élevé. Le pouvoir répressif était donc déjà partagé par les officiers d'un rang inférieur, qui n'étaient jamais punis par leurs supérieurs.

En août, l'escalade continuait et les apprentis sorciers ne pouvaient plus contrôler leurs subordonnés, tandis que les officiers du P.A.R.A.S.A.R. qui avaient refusé de se prêter l'utilisation criminelle de leur organisation étaient châtiés par l'assignation à résidence où la mutation. Les coupables étaient récompensés. Ceux qui exécutaient les ordres de répression, et donnaient au processus une violence disproportionnée aux fins poursuivies, de simples exécuteurs devenaient les maîtres, et Jayme Portela devenait l'homme fort du gouvernement, à travers la liaison militaire du président et le secrétariat du conseil de la sûreté nationale.

À São Paulo, la faculté de philosophie, noyau très politisé, est attaquée par les C.C.C. (commandés de Chasse aux communistes) embusqués dans l'université privée qui se trouve en face. Cette organisation paramilitaire, formée de policiers et de fils de familles, fait beaucoup

28. Extraits de la presse de 21 août et jours suivants.

29. L'université de Brasília est la seule université brésilienne conçue selon une optique moderne, et pensée comme un organisme de haut niveau, capable d'assister le parlement et les organes fédéraux de la nouvelle capitale. Mais le régime militaire à toujours vu d'un mauvais oeil. En 1964, cantina elle s'insurge contre le coup d'Etat, elle est cernée et prise comme une citadelle ennemie. En 1968, l'U.N.11. net il assit, gée quatre fois: deux fois pendant les manifestations d'avril, link- lois cit loin et une fois en août. ")

30. A l'issue fut pris de crise nerveuse, tremblant, pleurant et diaiuit ils vont encore me [rapper, ils vont encore me frapper. 04i rllti dr CLAM qui à été le plus torturé dans le Brésil actuel. On ne III ul,r ifancin témoignage personnel, Cent de sa main, mais d'un II, sans (knife dicta par lui, publia en annexe (Document 2). Tout co 1111r I Ini sail par ailleurs permet de conclure à l'authenticité du document et à sa v'rtiott(.

La valse institutionnelle

parler d'elle en 1968, attaquant les théâtres d'avant-garde, séquestrant les acteurs et multipliant les provocations; après la proclamation de l'Acte l'institutionnalisation de la torture lors de l'opération Bandeirantes, les C.C.C. de São Paulo travaillent avec la police à interroger les prisonniers³¹.

Au début d'octobre, où passé à la bataille rangée, quand les soldats et les officiers de la force publique aident les C.C.C. à préparer des cocktails Molotov contre les universitaires. Trois jours durant, le gouvernement se refuse à intervenir, favorisant ainsi les assaillants qui peuvent continuer leur provocation. Le 3 octobre, ils tuent le lycéen: José Guimarães; aussitôt les troupes envahissent la faculté.

Ces actes répondaient, à court terme, au désir d'empêcher par tous les moyens le XXX^e congrès national de l'U.N.E., prévu pour octobre, «quelque part au Brésil». Ses leaders sont poursuivis dans toutes les villes, et les facultés étroitement surveillées. Malgré tout, le congrès s'installe à la mi-octobre en un endroit éloigné des environs de São Paulo, réunissant 712 délégués nationaux. Le deuxième jour, le local (Ibuina) est cerné par trois détachements de la force publique. Tous les étudiants sont arrêtés, photographiés, fichés comme criminels et inculpés sous le coup de la loi de sûreté nationale. Parmi les prisonniers on trouve Wladimir Palmeira, leader de la manifestation des cent mille de Guanabara, José Dirceu, leader étudiant de São Paulo, et Luis Travassos, ex-président de l'U.N.E.

L'album de photos d'Ibuina a servi de base pour l'identification des militants appartenant aux organisations de gauche de lutte armée. En effet, ces organisations virent grossir leurs rangs après la destruction provisoire,

au congrès d'Ibuina, du mouvement étudiant brésilien.

Les étudiants en prison, le terrorisme ne cesse pas pour autant. La droite se trouva clairement démasquée. Toutefois où signale de plus en plus d'expropriations, attaques de banques et vol d'armes par des groupes de gauche. C'est la trame tissée par les généraux afin de provoquer un nouveau durcissement. Le filet va se resserrer autour du député Marcio Moreira Alves qui, au mois d'août, prononce à la Chambre un discours net et incisif. Ce Marcio, fiché par les militaires qui le haïssent pour son livre *Tortionnaires et Victimes*, parla pendant deux minutes de la violence excessive et gratuite lors de l'invasion de l'université de Brasilia.

Le général Lyra Tavares exige de Costa e Silva la tête de Marcio. On retrouve dans les casernes le climat qui précéda la proclamation de l'Article 2. Les manifestos de colonels et de capitaines prolifèrent. Un général de petite stature et d'apparence sévère parcourt les casernes en promettant que la révolution suivra son cours. C'est Albuquerque Lima, ex-ministre de l'Intérieur de Costa e Silva et connu comme nationaliste de droite. Costa est aussi isolé que Castelo à la fin de l'armée 1965. D'après l'usage, la tête de Marcio doit être accordée au prix d'un certain nombre de formalités. On envoie une demande de cassation de son mandat au Tribunal suprême fédéral qui le communique au Congrès pour avis. On demande également la tête du député Hermano Alves, auteur d'articles considérés comme injurieux pour les forces armées. La commission judiciaire de la Chambre reculant devant le problème de casser le mandat de députés qui jouissent de l'immunité parlementaire, où les remplace par d'autres, dociles aux militaires. Devant le risque de voir se terminer la période législative sans que les cassations aient été votées, Costa convoqua un Congrès extraordinaire. Le ministre de la Justice s'en fut à Brasilia pour rencontrer

31. La revue O Cruzeiro (9.11-1968) dénonce plusieurs membres du C.C.C., dont le policier Raul Nogucira de Lima (Raul Carreca) Parisi Filho, qui fonde en 1970 une organisation fasciste «la Ce.,, sade nationaliste». On accuse les C.C.C. d'avoir assassiné le P. Auloii, "Henrique et agresse: Patudiant Candido Pinto à Recife en 1969.

La valse institutionnelle

les leaders du gouvernement à la Chambre. Les cassations doivent être approuvées parce que les militaires l'exigent. C'est une question politique. On se passa de l'approbation de la commission de justice malgré les remplacements, et la demande parvient au Congrès.

«Le leader monta à la tribune pour défendre la demande de cassation; son visage s'enflamma et la véhémence de ses paroles ne réussit pas à masquer la pauvreté de ses arguments. Les rares applaudissements qui accueillirent la fin du discours prouvaient bien que le gouvernement avait perdu la première manche. (...) La victoire du "non" ne surprit pas, mais bien le nombre des opposants: 216 non contre 141 oui. La demande était rejetée. Le Congrès applaudissait debout Mario Covas pleurait dans les bras de Mario Piva. João Herculino poussait des clameurs de joie. Fonctionnaires et députés pleuraient aussi. L'hymne national se fit entendre des galeries extérieures et gagna le Congrès. (...) Le président de la Chambre se troubla; mais il finit par se redresser par respect pour l'hymne de son pays³² ».

Cela se passait le 12 décembre 1968. Le même jour, le Tribunal suprême fédéral avait accordé l'Habeas corpus aux principaux leaders étudiants arrêtés à Ijuí. Mais les généraux avaient déjà décidé qu'aucune des deux décisions ne serait appliquée. Le soir même les garnisons reçoivent une communication urgente du commandant de la II^e armée ordonnant de ne relâcher aucun étudiant malgré la décision du Tribunal suprême, «quelque chose de très important devant produire dans les heures à venir».

Le 13, le conseil de sûreté nationale se réunit. Sont présents tous les ministres, le général Garrastazu, chef du S.N.I. et appartenant à la maison militaire, le général Jayme Portela et le vice-président Pedro Aleixo qui fut

le seul à s'opposer à la promulgation d'un nouvel Acte institutionnel.

«Le système de cascade reviendra à l'application de pouvoirs exceptionnels par le dernier des sbires de la police. Par exemple, la suspension de l'Habeas corpus, qui d'après l'arrêté ne prévendra pas en cas de crimes à implications politiques où contre l'ordre économique: qui décidera si tel ou tel crime concerne le domaine politique ou économique? Une décision d'une telle importance devra le plus souvent être prise par un esprit étroit et incapable d'un jugement aussi délicat³³.

Le 13 au soir, le pays apprend par la radio et en télévision qu'un nouvel Acte institutionnel a été promulgué et que le Congrès est dissous.

«Article 2: Le président pourra dissoudre le Congrès.

Article 3: ...Droit d'intervention dans les États et les municipalités...

Article 4: ...Suspendre les droits civiques d'un citoyen pour une période de dix ans et casser les mandats des élus fédéraux, aussi bien que ceux des États et des municipalités.

Article 6: Sont suspendues les garanties constitutionnelles ou légales telles que l'inamovibilité, la stabilité et la pérennité dans les fonctions.

Article 10: Sont suspendues les garanties d'Habeas corpus en cas de crimes politiques, contre la sûreté ou l'économie nationale.

Brasília, 13 décembre 1968, 147^e année de l'Indépendance, 80^e année de la République. »

Une longue nuit de terreur commence; . Dès le jour de la promulgation, des commandos policiers et militaires procèdent dans tout le pays à des

32. Veja, décembre 1968.

33. Journal de Carlos Chagas, journaliste et secrétaire de la Presse côtière.

La valse institutionnelle

arrestations de leaders ouvriers et étudiants³⁴.

Les journaux publient le texte de l'article 5 à côté de timides protestations contre la censure de la presse. Dans le secret des appartements, les jeunes de moins de vingt-cinq ans relisent avec intérêt les proclamations de Carlos Marighela, en mai 1968, dans le journal clandestin *O guerrilheiro* où il appelait les militants de gauche à déclencher la lutte armée contre la dictature militaire. Dans les jours qui suivent la promulgation de l'article 5, Marighela va reprendre ses proclamations en les approfondissant :

« Stratégie de l'action de libération nationale. Dans un pays comme le Brésil où la crise politique permanente engendre une aggravation de la crise chronique des structures et de celle générale du capitalisme, avec pour conséquence de cette situation l'instauration brutale du pouvoir militaire, nous devons avoir pour principe stratégique la transformation de la crise permanente en un combat armé du peuple contre le pouvoir militaire... Le principe de base est de déclencher tant dans les villes que dans les campagnes un si grand nombre d'actions révolutionnaires que l'ennemi doive transformer la situation politique du pays en une situation militaire (...); notre organisation a été mise sur pied pour mettre en pratique une ligne révolutionnaire dont la stratégie est la guérilla (...). Les groupes révolutionnaires, caractérisés par leur combativité et leur initiative, sont la colonne vertébrale de cette organisation (...). Il s'agit de partir de la guérilla, et une fois cette base posée, de faire de l'organisation un instrument politique au service de la stratégie... Il ne s'agit pas de fonder un parti, mais d'enclencher des actions révolutionnaires qui lassent l'unité de la ligne politique et de la ligne militaire (...). La guérilla est le

cadre politique de la Révolution³⁵. » Pour la plupart des militants, leaders étudiants et ouvriers, c'est la fin d'un cycle de lutte à rinlericur du système, pour le maintien des libertés démocratiques. Même pour les plus politisés c'est la fin de l'agitation politique classique de gauche; presque tous entrent dans la clandestinité totale et adhèrent aux groupes de lutte armée qui se donnent le nom de «guérilla urbaine» mais que les militaires qualifient de terroristes. En réalité leur action se limite presque exclusivement à des attaques de banque et des attentats terroristes. Plus tard, ils en viendront à la «séquestration de diplomates» à pour libérer les prisonniers des conditions tragiques d'emprisonnement et de la torture³⁶.

34. Curieusement, cinq jours après la promulgation de l'article 5, il sera de nouveau arrêté un an après.

35. C. MARTGHELA, décembre 1968 et janvier 1969.

36. Ces organisations armées qui en vinrent à fonder la totalité de leur action sur les «expropriations» et les attentats sont pratiquement nées de l'article 5 (quelques lignes existaient avant). Marighela vivait de l'O.L.A.S. au milieu de l'été 1967, mais il ne forma des groupes qu'à la fin de 1968, quand le travail politique de masse n'est plus possible. De l'organisation à l'initiative ouvrière va sortir le mouvement militariste COLINA dans le Minas Gerais, et plus tard le V.P. et à São Paulo sous le commandement du capitaine Lamarca. Du mouvement communiste du Brésil (ligne chinoise) surgira en 1968 l'Armée populaire. Du groupement communiste de São Paulo et d'autres groupes spontanés va sortir l'A.L.N. de Marighela, plus politisée. Au milieu de l'été 1970, tous les groupes militaristes sont attaqués, et d'autres se regroupent. La lutte armée s'est terminée en 1969 et il y avait eu des tentatives de guérillas rurales dont la plupart étaient dirigées par Leonel Brizola et d'ex-sérgents. Elles échouèrent.

Opération torture

«2 »

Opération torturé

1. L'Escalade

Fiche technique: *le pau-de-arara, l'instrument le plus employé au cours des tortures, se distingue par sa simplicité et la facilité de son emploi: une barre reposant sur deux supports élevés, quelques chaises, des tables où des caisses. La barre peut être en bois, ou en fer, poutrelle ou tuyau; elle aura deux ou trois centimètres de diamètre pour le bon fonctionnement du système, qui repose sur l'arrêt de la circulation sanguine liée à la contraction musculaire et nerveuse. Le prisonnier, nu, est attaché aux poignets et aux chevilles; il est assis par terre, de manière à embrasser ses genoux; la barre est alors glissée entre les genoux et les avant-bras, soulevée et posée sur les supports. Tout le poids de la victime est alors supporté par les articulations des genoux et des avant-bras; les effets commencent à se faire sentir au bout de trente minutes environ, pieds et poings rougissent, deviennent insensibles puis sous le siège de fourmillements; l'enflure progresse et la victime a la sensation que ses doigts vont exploser; la douleur augmente quand le prisonnier est balancé d'avant en arrière. Le pau-de-arara est généralement employé car, en plaçant la victime dans une position très favorable, il facilite les autres supplices: le pendu subit le supplice de l'électricité, la brûlure à la cigarette et les coups sur les parties du corps les plus sensibles. Le pau-de-arara peut être appliqué sans utilisation des autres techniques. Cette méthode est très sûre: elle ne laisse pas de traces et ne tue pas, pourvu que toutes les deux heures, le prisonnier soit dépendu et puisse se reposer quelque temps. Au moment où on le met par terre, il souffre beaucoup du fait de la décontraction subite et de la reprise de la circulation.*

L'équilibre semblait définitivement rompu en faveur des officiers les plus radicaux et le samedi 14 décembre 1968, dixième jour de l'Acte 5, le mouvement entra dans sa phase d'autophagie, emprisonnant de vieux maîtres suspects de libéralisme, des inspirateurs de longue date, civils considérés comme des traîtres à la « Révolution », journalistes, membres du gouvernement de Goulart, députés qui avaient dénoncé les tortures. Cordeiro de Farias, le plus enthousiaste de tous les comploteurs des derniers cycles de violence militaire, fut jeté en prison et Carlos Lacerda, jadis le chef incontesté des fascistes de l'aéronautique, arrêté avec ses partisans, le député Rafael de Almeida Magalhães et le journaliste Helio Fernandez¹.

Le pouvoir se fractionnait et chaque général était le maître dans sa région militaire, suivant sa propre ligne ou celle de ses collaborateurs. Il n'y avait d'autre règle que la censure totale de la presse et un durcissement vis-à-vis des dirigeants de gauche. *O estado de São Paulo* et le *Jornal da Tarde*, propriété de Mesquita qui conspirait en 1964, étaient saisis à São Paulo: à Rio, le *Correio da Manhã*, qui se signalait par la dénonciation des violences et des illegalités commises dans les prisons, était assiégé par les policiers de la D.E.O.P.S., tandis que tous les journaux étaient soumis à la censure.

Cinq jours plus tard, les déclarations du général Albuquerque Lima, nationaliste de droite, fort de son influence sur les jeunes officiers et sur la Villa militaire, et du général Lyra Tavares, ministre de l'Armée, tous deux inspirateurs de l'Acte 5, accentuaient la fragmentation en cours:

1. Helio FERNANDEZ dénonçait sporadiquement le torturé dans son *Tribuna da Imprensa*. Furent aussi arrêtés l'ex-président Kubitschek, les députés fédéraux Helio Navarro et Renato Archer, le III. fcl; le seigneur Darcy Ribeiro, les journalistes Oswaldo Peralva, directeur du *Correio da Manhã* et Joel Silveira directeur de *O Paiz*, Fecrivain Carlos Heitor Cony, veuve de Santos, Mgr Picao; de nombreux députés, sacherent et Marcio Moreira Alves se réfugia dans une ambulance; aile.

Opération torture

«...Maintenant le gouvernement possède vraiment les instruments nécessaires à la réforme des structures dépassées². » et: «Il n'y a pas de place pour les initiatives isolées (...); le président, le ministère et toute in hiérarchie des forces armées sont absolument unifiées sous son commandement, gouvernement aujourd'hui avec des pouvoirs accrus³... »

Autrement dit, Albuquerque Lima exigeait une politique nationaliste, tandis que Lyra avouait la division des forces armées et la nécessité de couvrir les initiatives isolées de répression. En même temps, Costa e Silva perdait toute autorité sur les généraux à la tête de leurs zones et suivait la pente qui allait le conduire, en huit mois, à l'ostracisme. Les réformes de structure, demandées par Albuquerque Lima, se bornaient à l'emprisonnement de quelques banquiers, tenanciers de salle de jeux⁴, emprisonnés pour peu de temps à Grande ile. Les dissidents arrêtés le 14 furent vite remis en liberté tandis que la terreur se déchaînait contre les organisations de gauche, avec l'emploi sporadique, puis rapidement systématique de la torture. Carlos Lima Aveline, accusé de sabotage sur un avion militaire en 1965, fut arrêté le 14 janvier à São Paulo, sous un autre chef d'inculpation. Conduit à la D.E.O.P.S. avec son fils Carlos Cardoso Aveline, lycéen de seize ans, il fut torturé puis dut assister au supplice de son enfant, qu'il essaya d'écourter en se suicidant⁵. Francisco Luis de Salles Gonçalves, étudiant en économie, et sa femme, furent arrêtés par la D.E.O.P.S. de São Paulo et pendus au *pau-de-arara*.

A cause de la censure, ces faits étaient difficilement connus et publiés toujours tard par la presse clandestine. Des semaines après la promulgation

2. ALBUQUERQUE LIMA.

3. LYRA TAVARES.

4. Le jeu du you (jogo de biclio) est un jeu de hasard très populaire, contrôlé par des banquiers véreux tireurs riches qui contrôlent des secteurs déterminés.

5. Il survécut à sa tentative. Voir en annexe, documents 3 et 4, 5 et 6.

de l'Acte 5, un de ces journaux racontait les souffrances d'un militant syndicaliste paysan d'Agua Branca, en Alagoas (Nordeste), quand un grand propriétaire du lieu décida, au lendemain de la promulgation de l'Acte, le 14 décembre, de régler de vieux comptes:

«La police d'Alagoas occupa le syndicat rural d'Agua Branca, arrêté le président et neuf personnes, dont des professeurs sous contrat... Quelques jours plus tard, huit travailleurs furent arrêtés... Le latifundiste local Cicero Torres venait les voir à la D.E.O.P.S. de Alagoas, les insultait et les menaçait.

A Belo Horizonte, la violence frappa d'abord les leaders des métallos et des employés de banque qui avaient fait grève en 1968; Mario Bento et Enio Seabra, chefs syndicalistes, furent arrêtés et horriblement maltraités dans la caserne de 12^e régiment d'infanterie. La répression n'épargna point Maria Imaculada da Conceição, la secrétaire du syndicat des métallos, que Passarinho brûlait de rencontrer à l'époque où la masse ouvrière était mobilisée.

Enceinte, elle fut soumise à un avortement criminel dans la salle commune de la délégation de surveillance sociale de Belo Horizonte (D.E.O.P.S. locale), en présence des détenus politiques et des policiers.

«... Ils réunirent d'abord certains prisonniers politiques pour qu'ils assistent (...) sans anesthésie, ni aucune précaution hygiénique sans même les instruments pour un curetage. Quand la victime impuissante criait, les bourreaux criaient hystériquement leur joie sadique et insultaient les spectateurs indignés tenus sous la menace des mitraillettes. »

Puis vint le tour des universitaires soupçonnés par la police de Belo Horizonte d'avoir participé à des hold-up et autres actions armées. Les

Opération torture

premiers dix suspects arrêtés passèrent du 15 au 29 janvier entre les mains de trois équipes de bourreaux, à la délégation, au 12^e régiment d'infanterie, à Guanabara enfin, au tragiquement célèbre siège de la 10^e compagnie de police militaire, à la Villa militaire, en août.

Ces datenus ont raconté en détail leurs souffrances dans un document envoyé depuis le pénitencier de Linhares, à Juiz de Fora, où ils restèrent ensuite de longs mois.

«Les prisonniers arrivèrent vers 4 heures du matin, le 29 janvier 1969, rue Itacarambu, quartier São Geraldo, à Belo Horizonte... Collés au mur, sous une grêle intense de coups, online pour être fusillés, tandis que les policiers échauffés chargeaient leurs mitrailleuses... En arrivant à la délégation de surveillance sociale (ex-D.E.O.P.S.) ils furent encore frappés; à coups de poing, à coups de pied et avec des chargeurs de mitraillettes. Les policiers, les gardes civils et les policiers militaires ne cessaient d'arriver pour nous battre.⁶»

En février, ils subirent les premiers interrogatoires à la délégation de droit commun (vols et cambriolages) de Belo Horizonte:

«Le capitaine Gomes Carneiro qui était aussi présent le frappa lui faisant le "téléphone" [où frappe violemment et en même temps, avec les paumes, les oreilles de la victim]: I (...); finalement les personnes citées pendirent Nilo Menezes Macedo au *pau-de-arara*, lui freappèrent la plante des pieds avec des matraques en caoutchouc, lui appliquèrent l'électricité et l'étouffèrent avec une éponge plaine d'eau. Antonio Pereira Matos fut pendu douze heures au *pau-de-arara* et frappé sur tout le corps avec des matraques de caoutchouc. Il eut droit au téléphone, aux coups de pied et à l'eau dans le nez.»

6. t. I'sannia de Imprensa, 6-12-1969.

Ils furent transférés du commissariat de Furto e Roubos à la colonie pénitentiaire Magalhães Pinto, à Belo Horizonte, d'où ils sortirent pour être interrogés comme suite de l'enquête du 12^e régiment d'infanterie de Belo Horizonte: (C.P.O.R.), présidé par le colonel Otavio Aguiar de Medeiros. Au 12^e régiment un groupe de militaires s'adonnait déjà aux tortures:

«... Jorge Raimundo Nahas fut torturé dans une salle d'éducation physique de cette caserne, et cela pour avoir confirmation de dépositions où obtenir des informations «inventées» [d'après le lieutenant Delmesi]. On lui administra des décharges électriques à l'aide d'un appareil qui servait ordinairement aux messages de l'armée; ensuite où l'obligea à monter sur des boîtes de conserve aux bords tranchants.⁷»

Le 18 août, dix-huit mois après leur arrestation, les prisonniers furent entassés dans une voiture de la police et conduits à 480 km de la, à la Villa militaire de Guanabara, où se trouvait la déjà célèbre caserne de la 1^{er} compagnie de la police militaire. Le 12^e régiment d'infanterie avait déjà beau-coup d'ouvrage, s'occupant à torturer un groupe de prisonnières politiques arrivées ce même lundi. L'Acte 5 était en place depuis quelques mois et la torture s'exerçait déjà systématiquement dans les casernes. Les prisonniers, arrachés à leurs foyers avant le lever du jour, étaient mis au secret⁸.

7. Voir le témoignage complet de ces prisonniers au document n° 7 de l'annexe. On trouvera également dans ce livre le récit des expériences de ce groupe de prisonniers à la caserne de la police de la Villa militaire à partir d'août 1969, ainsi que des aspects du procès qui eut lieu à Juiz de Fora, en novembre de la même année.

8. Il est vrai que la juridiction concernant la détention et l'instruction était bafoué bien avant l'entrée en vigueur de l'Acte 5. Le 28 novembre 1968, dans le quartier du Horto, à Belo Horizonte, les Peres Assomptionistes, Michel Marie le Vcn, François Xavier Berthou, Herve Croguenac et le diacre José Geraldo Cruz, étaient arrêtés et conduits à la 4^e compagnie de communications pour y rester au secret et subir de longs interrogatoires, nus, sous la menace de la torture. L'archevêque de Belo Horizonte, Don Joro Récende Costa, a publiquement dénoncé ces faits et la conférence nationale des évêques du Brésil (C.N.B.B.) a protesté officiellement (7-12-1969), ainsi que la conférence des religieux (10-12-1969) et même des archevêques de São Paulo, Porto Alegre et Rio. Les détonus l'avaient été dans le cadre d'une information ouverte contre la J.O.C. et 800 membres de cette organisation.

Opération torture

Ils ne pouvaient parler à leurs avocats et l'Habeas corpus était de fait suspendu; à partir du mois de février, la torture devint routinière, non plus seulement destinée à terroriser, mais accompagnant tous les stades de l'instruction. On forma des équipes composées de policiers et de militaires, exclusivement préposées à la torture des prisonniers politiques, surtout de São Paulo, Rio et Belo Horizonte; en mars, la II^e armée de São Paulo fut enrôlée dans les opérations déclenchées en vue de détruire à la base la mobilisation ouvrière d'Osasco, cause de la grève d'avril 1968. Les leaders et les grévistes furent traqués et conduits à la caserne d'Ibirapuera, à São Paulo, siège du Q.G., où un casino fut provisoirement transformé en chambre de tortures. Les prêtres-ouvriers Antonio Soligo et Jean Talpe furent arrêtés les 10 et 19 février, ainsi que les avocats des prisonniers politiques, Marcilio Krieger et Antonio Expedito Teixeira (ce dernier torturé en compagnie de sa femme, de sa secrétaire et de son frère), du président du syndicat des métallos, José Ibrahim, et de nombreux ouvriers. Après avoir été suppliciés à Ibirapuera, ils passerent entre les mains de la D.E.O.P.S.

Voici la déposition du P. Soligo

«Dans la rue, ils me passerent les menottes aux poings et me conduisirent à la caserne d'Ibirapuera. Là je retrouvais des ouvriers portes disparus, brutalement rossés... le 17 février je passais à la D.E.O.P.S., cellule 2. Ils cherchaient des renseignements sur la lutte armée contre la dictature... Mes mains enflaient sous les coups et je devins presque sourd... Ils sautaient comme des démons sur ma poitrine et sur le ventre... Ils branchaient la génératrice aux pieds, aux mains, aux oreilles et au sexe. Je fus torturé deux fois, en arrivant à la caserne et une semaine plus tard à la «petite école»

l'ancien casino transformé en chambre de tortures.⁹ »

Au niveau fédéral, le conseil de la sûreté nationale, composé du ministre, du chef du S.N.I., le général Carlos Fontura et du chef de la maison militaire du président, le général Jayme Portela (en même temps secrétaire général de ce conseil), assumait les pouvoirs d'exception. Sur les listes des citoyens déchus de leurs droits civiques, il ajoute aux députés de l'opposition, où simplement mal alignés sur la politique fédérale, tous ceux qui dénoncent d'une manière où d'une: autre la torture et la violence. Pour le 30 décembre, sur une liste de treize parlementaires, où trouvé déjà les noms de Marcio Moreira Alves et Hermano Alves. Niomar Muniz Sodré, propriétaire du *Correio da Manhã* et Antonio Calado, écrivain et journaliste, connaissent le même sort (N. Muniz S. est jugé et condamné). Trois ministres de la Cour suprême et le général Pery Devilaqua, partisan du coup d'Etat de 1964, donnait systématiquement l'Habeas corpus aux victimes des violences, sont cassés et démis de leurs fonctions. Parmi les professeurs et les savants déchus de leurs droits civiques, où relève les noms de Florestan Fernandes, Otavio Ianni, sociologues, Mario Schemberg, physicien; les survivants lacerdistes à commencer par Lacerda¹⁰, ne sont pas épargnés, tant l'ocrosion est bonne de régler les comptes.

Gama e Silva, ministre de la Justice, et le recteur de l'université de São Paulo, deux fascistes invétérés, «nettoient» les universités des professeurs et savants de gauche ou simplement «marqués» par des événements antérieurs comme la marche des cent mille de 1968. Les colonels, professionnels de la répression, cassent tous ceux qui l'ont de près où de

9. par le casino, selon Clemons Schragua et Ida Kremer, nn hanc,e, (oils deux expulsés du Brésil, le P. Talpe (expilso lui fin(o1), I. omilers Pedro Tintino, Antonio Celestino et Carlos A. P(t cl l à I. (*; boo rreaux étaient be capitabic A. Carlos Nascimento, le kw(ill Vcodramini, le caporal Marco Antonio. A la D.E.O.P.S. le 50 prisonniers, José Ibrahim, président du syn(11. (11 cl'O.S.A.S.C.O., sauvagement frappé.

10. la i).• parution de l'Acte 5 à octobre 1969, 675 personnes, par- Mornalistes, militaires, professeurs, diplomates été., fill, ill declir. de leurs fonctions et privés de leurs droits civiques. De 1464 il lot 1111,11.. 1969 4 382 personnes furent punies, dont 1 557 politiques, 4/I hint 284 militaires et 70 divers.

Opération torture

loin approuvée et jusqu'aux membres du «Front large» formé par Lacerda. Le procès de cassation est sommaire: à la demandé d'un ministre, il part du S.N.I., dirigé par le général Médici, passe au secrétariat du conseil de sûreté rationale, où Jayme Portela à tout pouvoir pour l'inclure à l'ordre du jour; immanquablement l'affaire est entendue, à l'unanimité, en deux minutes. Les journaux disent: «Le président Costa e Silva, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'Acte 5, après réunion du conseil de sûreté nationale, à décidé de casser les mandats électoraux et de suspendre les droits politiques des 92 parlementaires (...) pour une durée de dix ans. La réunion à dure deux heures et demie¹¹. »

En réalité, le président Costa e Silva ne fait que signer:

«J'attendais anxieusement une voix, une seule, parmi celles de tous les membres du conseil; avec une seule voix, je pouvais empêcher une cassation. Mais combien de fois cette voix ne se fit pas entendre¹² ! »

Portela dirige la répression. Il élargit le concept de subversion jusqu'à y inclure tous les organes parlants où pensants du pays. En février 1969, il crée la commission générale d'enquête de la police militaire, chargée de centraliser les enquêtes menées dans chaque région et il accusé la presse, «dominée en sa majorité par les communistes», de jotter «un rôle essential dans les événements antérieurs à l'Acte 5¹³ ».

Dans le Nordeste, l'escalade se manifesto par les assassinats et les séquestres de chefs populaires; l'étau se resserre autour des amis de Mgr Helder Camara, archevêque d'Olinda et de Recife, menacés de most; la première victime est l'étudiant Candido Pinto Melo, président de l'Union des étudiants de Pernambuco, mitraillé une nuit d'avril, alors qu'il attendait l'autobus, par un commando C.C.C., à partir d'une camionnette.

Une balle de 45 lui sectionna la moelle épinière et se logea à gauche de la colonne vertébrale, entraînant, malgré deux interventions chirurgicales, la paralysie de la partie inférieure du corps. La nuit du 26 mai, le P. A. Henrique Pereira Neto est enlevé, effroyablement supplicié avant d'être assassiné et son cadavre est jeté près de la cité universitaire de Recife. Don Helder proteste publiquement.

«Il y eut d'abord des menacés écrites sur les murs des maisons, parfois des coups de feu... puis des menacés téléphoniques précisant que les premières victimes avaient été choisies. La première fut l'étudiant Candido Pinto Nelo. Que le sacrifice du P. Henrique obtienne de Dieu la grâce que se poursuive l'oeuvre pour laquelle il à donné sa vie et la conversion de ses bourreaux.¹⁴ »

A l'intérieur du Pernambuco, dans l'ancien fief des ligues paysannes, les maîtres de la terre et des raffineries sucrières avaient toute latitude pour so déchaîner contre les travailleurs et leurs syndicats, timides héritiers des ligues jamais oubliées. Les paysans combattaient pour le respect de leurs droits bafoués par les contremaîtres; les militants de gauche, qui participaient à leur combat et étaient découverts, étaient soumis à la torture¹⁵.

14. Déclaration de Mgr Helder Camara. Voir en annexe les documents 6, 11 et 12, témoignages sur la répression à Recife au début de 1969.

15. Les ligues existaient surtout dans la zone de la Mata, étroite bande de bonnes terres, le long du littoral du Nordeste. 250000 travailleurs y vivent, dans le cadre d'une économie sucrière archaïque. Après le coup de 1964, fut fixée une «tâche», étalon de la quantité de travail que les travailleurs devaient fournir, tant était grande la peur du gouvernement de voir se produire une explosion sociale. Mais cette mesure ne fut pas plus respectée que les lois réglementant le travail, par les industriels, forts de l'appui inconditionnel de la police. 20% des travailleurs n'ont pas de contrat de travail et les autres ne reçoivent le 13^e mois annuel prévu par la loi que dans la proportion de 20%. «La tâche» étalon consiste en une baguette que les contremaîtres font passer frauduleusement d'une brasse à 10 ou 20 centimètres. Les travailleurs que ne remplissent pas la norme perdent la rémunération de fin de semaine et d'autres droits, comme le 13^e mois. Toute la structure policière de la région fut montée dès avant 1964 par le colonel Costa Cavalcanti, promu depuis au poste de ministre de l'Intérieur, alors chef de la police de l'Etat (c'était avant l'élection d'Arraes). Costa Cavalcanti devint alors célèbre pour la répression qu'il dirigea à la campagne; appuyé par le secrétariat de la sûreté, il se présente aus élection fédérales de 1962; en 1964, il est du complot avec la IV^e armée.

11. Jornal de Brésil, 14-3-1969.

12. Journal de Carlos CHAGAS. Costa parlé il sa femme,

13. Deux journaux du 12-12-1969.

Opération torture

En juillet 1969, l'avocat Elenaldo Teixeira et l'étudiant Luis Medeiros furent arrêtés par une patrouille accompagnée du propriétaire de raffinerie Amara Dutra. Ils furent torturés à la raffinerie même. A la D.E.O.P.S. de Recife, ils subirent le même traitement. Luis Medeiros tenta de se suicider le 22 août et Mgr Helder Camara dénonça publiquement les faits dans le bulletin diocésain et à travers les lettres adressées par Medeiros au président de l'Association brésilienne de la presse, Danton Jobim:

«... Dans un des bureaux de l'usine, deux policiers, Humberto et Rivel Rocha, se relayaient il la torturé. Ils frappaient: avec des casse-tête de caoutchouc très dur... Ils nous attachèrent par les pieds et recommencèrent à frapper... Après une hospitalisation de vingt-sept jours, où nous amena un secrétariat de la sûreté publique pour une seconde phase de tortures, psychologiques cette fois, menaces et pressions morales. Sur ordre du commissaire de la sûreté sociale, Moacyr Sales, et de Bartolomeu Gibson¹⁶ nous sommes restés plusieurs jours au secret. Les tortures psychologiques allèrent si loin que mon camarade Luis Medeiros, croyant que les policiers allaient le tuer, tenta de se suicider...

Toujours dans le Nordeste, en octobre, fut assassiné João Borges de Souza, un étudiant de vingt-trois ans, originaire du Paraíba et qui avait été arrêté deux fois déjà: au Congrès de l'U.N.E. à Iguaraçu et à Recife en janvier 1969. S'étant réfugié dans une petite ville de l'intérieur du Paraíba, Catolé da Rocha, il fut pourtant arrêté le 9 octobre. Emmené hors de la ville, il fut sauvagement frappé de façon à rendre son visage

16. Le fils de Bartolomeu Gibson, Jerônimo Gibson, fut impliqué dans l'assassinat du P. Enrique dont il menaçait la mère qui réussit à retirer sa plainte. Les assassinés furent donc toujours pas découverts. Bien que toutes les pistes menent à la police. Aucune enquête n'a été faite sur les tortures subies par Luis Medeiros et Elenaldo. (10, davantage sur la tentative d'assassinat de Canticle Pinto et le tuer. sacre de l'étudiant João Borges. 11 existe cependant une enquête (11) commissaire à l'ordre politique où Luis Medeiros et Elenaldo solo inculpés pour à agression» contre les policiers qui les ont torturés.

méconnaissable, puis fusillé et même poignardé.

«João Borges était vice-président de l'Union des étudiants du Paraíba. Au début de l'année 1969 où l'arrêta de nouveau... On le conduisait tous les soirs dans une pièce où, au dire des policiers, il allait subir l'opération de la castration. On faisait tous les préparatifs, où Pattachait et au dernier moment où remettait l'intervention au lendemain. Il fut libéré au bout de trois mois. Il était obligé de se présenter une fois par semaine à la police de Recife... puis où l'arrêta encore en octobre 1969... Il y avait trois cents personnes à son enterrement¹⁷. »

Luis Medeiros reçut à l'hôpital la visite de Don Helder Camara qui alla voir le lendemain le gouverneur d'Etat Nicoló Coelho pour lui demander de visiter les deux prisonniers en sa qualité de médecin et de constater les traces de torture, l'entlure des testicules et les fractures et blessures sur tout le corps. Le gouverneur refusa.

En 1969, la torture est utilisée dans toutes les casernes et frappé particulièrement des valves de gauche armés passés aux expropriations et aux attaques de dépôts d'armes. Au 12^e régiment d'infanterie de Belo Horizonte, cinq femmes: Gilse Avelar, Loreta Kiefer, Delcy Gonçalves, Maria de Rosário, et Laudelina Maria Carneiro tombent entre les mains de tortionnaires particulièrement sadiques, sur inculpation de participation à des actions armées:

«... Le 23 août où me sortit de ma cellule pour me mener au lieutenant-colonel Valdir Teixeira Goés, du 12^e régiment d'infanterie, qui déclara que je serais remis aux capitaines Jésus et au sergent Léo, deux tortionnaires de la P.M. qui se chargeraient de me rosser, de me suspendre au *pau-de-arara*, et pourraient ensuite se divertir avec mon corps et me violenter...

17. Extrait de la presse clandestine.

Opération torture

A 19 heures où me conduisit à un poste de police isolé... Après m'avoir deshabillée brutalement, ils se livrèrent sur moi neuf heures durant à des tortures physiques, psychologiques et sexuelles¹⁸...

Loreta Kiefer déposé à son tour:

«Sur ordre du lieutenant-colonel Goés où la conduisit au capitaine Jésus au collège militaire où elle fut soumise à des tortures physiques, morales et sexuelles, sous la direction du capitaine Games Carneiro et en présence du lieutenant. Marcello. Aux caresses sur tout le corps et susurrement dans les oreilles succédaient des manchettes de karaté, des gifles et des coups sur les oreilles qui l'ont laissée presque sourde... A l'aube du 1^{er} août 1969 où la ramené au 12^e R.I. pour assister au passage à tabac de son mari, Carlos Antonio Melgaço Valadares qu'où frappait sans interruption depuis la veille au soir... Elle vit aussi au 12^e R.I. les ouvriers Enio Scabra, Mario Bento, l'avocat José Afonso et Ricardo Angelim qui paraissaient malades et n'avaient plus ni chemise ni souliers... »

Telle est la situation au milieu de l'année 1969. On torture systématiquement à Belo Horizonte, São Paulo, Guanabara, Curitiba et Recife, avec des cas isolés dans d'autres régions. Les prisons s'emplissent de vagues successives de gens dont la plupart sont membres des organisations clandestines de lutte armée¹⁹.

18. IVolaration de Gilse Avis La déposition complète tics cinq

lomm*s se trouvé en annexe, document 13. Flies furent libdrdes en PO), rion n'ayant pu être retenu centre cites.

19. A pa air de 1969 où utilise principalement les prisons suivantes: Ilya Grande où se trouvé la colonie pénitentiaire des deux Rios, même du temps de *l'Estado Novo*; elle est située dans la halo Guanabara, à 1 h. 40 de la terre. Y furent transférés 57 prison- ni 1,441141(les membres d'un groups de gauche acme, et qui en 1960 dlivri. rent hardiment ncfu prisonniers du penitencir Lemos ils Brno de Guanabara. L'lie des Fleurs, également dans la baie de Guanahara, avait à l'époque ores de 100 prisonniers (150 en jancl.o 19/01; elle est herissée de barbes et gardée par 350 hommes mins% Il n v i-cl sneialement maltraite. Les tortures s'y deroulent dans sit,p-1110 niaison isolée. (Voir annexe.) Le penitencir rtradentes is '1))) P.11111 ancien dépôt d'esclaves du temps de l'empire. 110 Hi Innit.r.; (300 en 1970) y vivaient dans des conditions inhuniti 1110'. Buhl) le pénitencir de Linhares, à Juiz de Fora, avec à l'opoque nristamiers (90 en 1970), le penitencir Neves de Belo Holtonlo dl Mr du Bagne iz Porto Alegre.

La répression s'exerce donc, au milieu de l'année 1969, d'abord contre les groupes armés.

En juin, Marighela lance un nouveau manifeste proclamant l'imminence de la guérilla rurale:

«Notre lutte révolutionnaire sera longue, elle exige la participation de tous. C'est une lutte impitoyable contre l'impérialisme américain et la dictature militaire au Brésil... Il faut continuer la guérilla urbaine et combattre à la campagne... Cette année sera celle de la guérilla rurale... Faisons tout pour l'unité du peuple brésilien²⁰. »

Au conseil de sûreté nationaux, le général Jayme Portela est très préoccupé par les nouvelles qu'il reçoit de l'activité de Marighela, activement recherché et sans aucun résultat. La presque-totalité de l'armée s'adonne à la lutte contre «l'ennemi intérieur» que sont les groupes d'action armée.

2. Coup d'Etat dans le coup d'Etat

Syseno Sarmiento, soixante-trois ans, est l'un des plus anciens du club de la Lanterne, orienté à droite et dominé par Carlos Lacerda dans les années cinquante. En 1969, Syseno est commandant de la 1^{re} armée de l'Etat de Rio de Janeiro où la guérilla urbaine est intense:

«Nous ne pouvons risquer la vie de nos soldats... Mes ordres sont clairs: quand où vous attaque, carrément, tirez pour tuer²¹. »

Syseno est l'un des généraux de la répression et son ennemi est ce fameux «ennemi de l'intérieur» défini par les théoriciens de la dictature comme

20. Carlos MARICIMIA, juin 1969.

21. General Syseno Siunti:Nrro, commandant la Iro armée, aotit 1969

Opération torture

Meira Matos. Cet ordre (Tirez pour tuer) est suivi avec zèle. Au moins sept militants de la lutte armée furent tués dans leur cachette où après encerclement, entre 1969 et 1970²². Les actions armées continuaient de plus belle. En juillet, l'ancien gouverneur de l'Etat de São Paulo, Ademar de Barros, est dépossédé d'un coffre-fort contenant deux millions et demi de dollars, tandis que les attaques de banques et de dépôts d'armes se multiplient.

Dès avis de recherché avec photos des militants clandestins sont placardés par tout le pays. On lit en légende:

« Terroristes recherchés pour avoir assassiné, volé et attaqué votre pays. Au moindre soupçon avisez le premier policier que vous rencontrerez. »

La délation, instituée en 1964 comme un des moyens de découvrir tous les communistes où sympathisants au sein des syndicats, de l'administration publique et des universités est plus que jamais encouragée. Tous les gardiens d'immeubles de São Paulo et de Belo Horizonte deviennent automatiquement des indicateurs qui doivent communiquer à la D.E.O.P.S. l'identité de tous les locataires, ainsi que les changements de location et les départs; les agences immobilières sont également tenues d'informer des locations, de la durée des bails, etc.

A l'instigation des autorités suprêmes, la police lance une campagne en faveur de la délation. « Chaque citoyen doit se transformer en un agent de

renseignements pour la police²³. »

Extrait de la presse:

« Des milliers de tracts imprimés par la fédération pauliste de football, portant d'un côté le texte de l'hymne national et de l'autre les dix commandements de la sûreté, tels qu'ils ont été rédigés par la police, ont été distribués au stade de Morumbi. Voici ces dix commandements:

1 — Si vous assistez à une agression, où si vous voyez quelqu'un de suspect, ne restez pas indifférent, ne faites pas semblant de n'avoir rien vu, ne soyez pas complice. Avisez immédiatement le commissariat où à caserne la plus proche.

2 — ... Avant de vous faire une opinion, vérifiez qu'elle est vraiment votre et non le résultat de l'influence d' « amis » de votre entourage.

3 — ... Apprenez à lire les journaux avec discernement... vous vous amuserez beaucoup en découvrant le jeu de ceux qui se croient plus intelligents que vous...

4 — Invité où sondé en vue d'affaires qui vous semblent étranges ou suspectes, feignez d'être d'accord pour cultiver vos relations avec la personne qui vous à invité et avisez la police ou les militaires les plus proches. Les autorités vous donneront toutes garanties, anonymat compris.

5 — Apprenez à vous souvenir des caractéristiques frappantes des gens vus dans les bars, les cinémas, les résidences...

6 — Ne recevez pas d'inconnus chez vous — pas même des policiers — sans leur demander leur identité et observez-les pour vous souvenir de certains détails...

22. Fernando Borges, 29 ans, est assassiné dans la rue par les policiers de São Paulo en 1969. João Aparecido, ouvrier, blessé lors de la fusillade, meurt deux mois plus tard; dans Le Guanabara, où le militant « Zequinha », 19 ans également à São Paulo, « MAI quito », qui a participé à l'attentat contre Chandler, agent de l'I.C.I.A., est pourchassé et tué dans une salle de bains. En octobre, 611 autres militants sont tués dans la rue et fin février 1970 l'ex-serrano Raimundo Lucena est fusillé froidement sur le seuil de sa maison; 6,11 à Atibaia. En avril, en plein le militant Juarez de Brito, fondateur du mouvement COLINA et en relation avec Marighella, est assassiné dans l'avenue Lagoa Rodrigo de Freitas.

23. Abi Braun, São Paulo, le 30-7-1969.

Opération torture

7 — N'arrêtez jamais votre voiture à la demande d'inconnus et ne les prenez pas en stop.

8 — Il y a beaucoup d'interférences sur les lignes téléphoniques; profitez-en pour écouter et prévenir le commissariat ou la caserne la plus proche. Les autorités vous donneront toutes garanties, y compris l'anonymat.

9 — Quand un nouveau locataire emménage dans votre immeuble où dans le quartier, prévenez le commissariat ou la caserne la plus proche.

10 — Notre désunion sera inforcé de l'ennemi²⁴. »

La délation fut la moins efficace des armes utilisées contre les organisations clandestines²⁵. Pratiquement tout le potentiel des forces armées fut, progressivement, conduit de la garde des frontières et de la stratégie d'une possible lutte contre l'ennemi extérieur, à la répression interne. A l'académie militaire des Aigles noirs, commence en 1964 un cours de guerre révolutionnaire et en 1966 est fondé un département d'instruction spécialisé dans la lutte contre la guérilla. A la même date, en Amazonie, s'ouvre un centre d'instruction pour la guerre dans la jungle. Chaque régiment (3 000 hommes) est doté, à la fin de 1968, d'une unité de répression. On retrouve ce système au niveau du bataillon (4 à 900 hommes) et de la compagnie (150 à 200 hommes). Une compagnie à son peloton de répression, de 18 à 25 hommes. Les fusiliers marins, troupe de choc, sont passés de 8 à 15 000 hommes. La marine à porte ses bateaux

24. Joraaal de Brésil, 24-3-1970.

25. Elle fut promue au rang d'institution officielle des juin 1967, par le maréchal Costa e Silva, à charge de la nouvelle division de renseignement, dotée de ramifications dans tous les ministères, et organismes fédéraux. Ses sections sont dirigées par des officiers généralement de réserve, et elles utilisent les fonctionnaires réels. On estime à 2 000 mouchards permanents le nombre d'agents qui surveillent la centaine d'organismes fédéraux. Plus de 10 000 officiers d'active travaillent au S.N.I., créée en 1964, et traitent la grande masse d'informations transmises par des volontaires. Le CFN IMAR (Centre d'Information de la Marine), le C.I.E. (armée de l'air et le C.I.A. (Aéronautique), tous orientés contre les mouvements clandestins et chargés de la répression à l'intérieur de l'armée, HIM sent également ces méthodes.

de 29 à 51 et l'aviation ses appareils de 600 à 1 000, multipliant les avions d'appui tactique à la lutte antiguérilla.²⁶

Dans l'administration publique, surtout quand il s'agit de fixer la politique interne, le conseil de sûreté nationale est tout-puissant. Ainsi, lorsque Costa e Silva tente de rouvrir le parlement et charge son vice-président, Pedro Aleixo, de rédiger une nouvelle Constitution avec l'aide d'un groupe de juristes fascistes, Jayme Portela, secrétaire général du C.S.N., est la figure de proue du ministère. Soudain, quand les dates de réouverture du parlement sont déjà fixées et que la nouvelle Constitution réglemente les mesures de répression, Costa e Silva est frappé d'hémiplégie. Portela assume le commandement, éliminant de sa propre initiative (les généraux rectifieront par la suite) le vice-président Aleixo, pour que ce civil ne puisse parvenir à la présidence.

«Portela passa de longues heures en conversations téléphoniques.... Il obtint qu'à la tombée de la nuit se réunissent les trois ministres militaires, le chef d'état-major des forces armées et du S.N.I., enfin le chef du cabinet militaire... tous en civil... La conclusion de l'affaire ne se fit pas attendre: les secteurs militaires s'accommodent toujours très difficilement d'un vice-président. Les trois ministres donneront leur accord et la formule fut vite trouvée: les ministres chargés de l'Armée de la Marine et de l'Aéronautique répondraient pour le président Costa e Silva²⁷. »

Jayme Portela prend toutes les précautions du côté de la loi en faisant appel à Carlos Medeiros qui à une longue expérience des Actes

26. De 1964 à 1970 le budget militaire s'est multiplié par 20, passant de 143 milliards à 3 000 milliards de cruzeiros, soit 20,89 %

national en 1971. Chaque Brésilien paie 60,89 cruzeiros par ces dépenses, tandis que le budget fédéral de l'éducation est de 6,6 % en 1970 et 6,2 % en 1971 (la santé: — 1,6 et —1,1 %).

27. (ff)tal de Carlos CHAGAS, 301 11:69.

Opération torture

institutionnels:

«Le ministre Carlos Medeiros?

— C'est lui-même.

— Ici le général Jayme Portela. J'ai besoin de vous recontrer pour l'affaire du président. Pourriez-vous me recevoir vers neuf heures?

— Non, je vous attends dans une heure²⁸. »

L'acte était prêt à onze heures du matin et l'agence nationale le transmettait le soir même:

«Dès raisons impérieuses touchant la sûreté nationale ont amené les ministres de la Marine, de l'Aéronautique et de l'Armée à assumer le pouvoir tant que le chef de la nation en sera empêché... Le pays peut compter sur le patriotisme de ses chefs qui aujourd'hui sauront accomplir dans l'honneur la tâche léguée par l'Histoire.²⁹ »

Le coup d'Etat était terminé. La junte s'installa rapidement tandis que commençait dans les casernes la lutte pour le pouvoir, divisée dès la promulgation de l'Acte 5. La dictature n'avait que faire d'une direction à trois têtes. Seul un déséquilibre passager avait imposé cette situation. Le même jour les militaires ont avec le vice-président Pedro Aleixo un dialogue très instructif:

«...Nous vous savons tous, docteur Pedro, un homme d'honneur aux principes inflexibles. Nous avons en certitude qu'une fois au gouvernement, vous suivriez la ligne et respecteriez sur l'heure les engagements pris par le président Costa e Silva (et qui sont aussi les vôtres) de convoquer le Congrès et de promulguer la nouvelle Constitution. Il se

trouvé que le président dispose des pouvoirs nécessaires pour prendre ces mesures, même avec l'opposition des milieux militaires dont nous sommes les intermédiaires. Mais ce n'est pas le moment, docteur Pedro, et cela précipiterait le pays dans le chaos... En outre, docteur Pedro, vous étiez contre l'Acte 5... »

C'est alors que se produisit un fait que les généraux de la junte n'attendaient pas. Le vendredi soir un commando formé des forces conjuguées de l'action de libération nationale et du mouvement M.R.8 enlevèrent l'ambassadeur américain Burke Elbrick. La rançon exigée consistait en la publication d'un manifeste à la nation dans tous les journaux et la libération de quinze prisonniers politiques. L'ambassadeur est un personnage très important. A la Villa militaire, le général Du tra de Castilhos faisait de l'agitation pour tenter d'empêcher la junte de négocier. Le lendemain, des agents du F.B.I. arrivent par avion spécial et 4 200 policiers se lancent à la chasse la plus spectaculaire de toute l'histoire du Guanabara. Ce pendant le soir où donnera lecture du manifeste; la junte donc cédé.

Le samedi soir un avion «Hercules» emmenait à Mexico, les prisonniers dont où avait, pour leur infliger un dernier supplice, attaché les mains et les chevilles. Parmi eux se trouvaient Gregorio Bezerra, Wladimir Palmeira, leader de marche des cent mille, José Ibrahim, président du syndicat des métallos d'Osasco, pris et torturé à São Paulo, et d'autres membres importants de divers groupes clandestins.³⁰

30. . Inhenl agalement liberes • Luis Travassos et José Dirceu, 441E119., (Imliants, Onofre Pinto, Maria Augusta, Ricardo Zarantino, Ri Villwd)Oas, Rolando Fratti, João Leonardo, Argonauta Pacheco, irlitvlo Tavares, Ivens Marchetti et Roberto Zanonato. En 1970, après 'Hilt mores enlevements, 45 autres prisonniers politiques furent imrmi lesquels Apolonio de Carvalho et sœur Maurina Bormom ioni 60 prisonniers politiques furent 'ibexes, sans compter Iwo Irou cnGinls du sergent assassiné, Raimundo Lucena, confies nil 1)olir enfants pendant la détention de leur mère.

28. Id.

29. Journal de CHAGAS.

Opération torture

Dès la libération de l'ambassadeur américain, un plan de repression intensive fut mis au point. On arrêta 1 800 personnes à Rio et São Paulo, pour en relâcher bientôt la plupart. Le Haut commandement des forces armées réuni à Rio décide de se faire le coordinateur d'un plan national de répression. Le mardi, le ministre de la Justice prépare une nouvelle loi pour des temps nouveaux.

«On pouvait entendre le ministre presser sa secrétaire, en criant presque, d'exécuter un travail à la machine. Un silence suivit... Cinq minutes après, elle communiquait à la junte l'Acte institutionnel n° 14 qui étendait l'application de la peine de mort et de la prison à perpétuité — auparavant appliquées seulement en cas de guerre avec l'étranger — aux cas de guerre intestine, révolutionnaire où subversive³¹. »

Cet Acte fut publié le 9, un jour après celui qui bannissait du territoire national les quinze prisonniers libérés. Les deux actes étaient datés du 5, à peine nés et déjà à effet retroactif.

Dans les Q.G., les généraux étudiaient attentivement les instructions du Haut commandement des forces armées. On allait vers la solution finale où presque finale, longuement préparée par le travail du 12^e régiment d'infanterie de Belo Horizonte et de la II^e armée de São Paulo.

3. Solution finale ou presque

17 novembre 1969, Juiz de Fora, siège de la 4^e Juridiction militaire qui couvre les États de Minas Gerais, Goiás et Brasília. On va juger un groupe d'étudiants inculpés pour attaques de banques: Angelo Pezzuti da Silva,

Erwin Resende Duarte, Jorge Raimundo Nahas, Nilo Sérgio Menezes et Pedro Paulo Bretas, arrêtés en janvier 1969 à Belo Horizonte. Les juges sont sévères, ils ont condamné depuis janvier près de trois cents personnes au cours de soixante procès. Le groupe vient du pénitencier de Linhares, à Juiz de Fora, où quatre-vingt-cinq autres personnes attendent d'être jugées depuis des mois sans compter les cinquante du pénitencier de Neves à Belo Horizonte³².

Les témoins de l'accusation, Hayden Bates Saraiva et José Ferreira Gonçalves, sont des policiers. La parole est à Heleno Fragoso, avocat de la défense: «Ceux qui ont participé aux interrogatoires au poste de police de Furtos et Roubos sont suspects et peu dignes de foi, car ils ont torturé, appliqué les électrodes, pendu les hommes interrogés au *pau-de-arara*. On pourrait le prouver sur-le-champ en recherchant les appareils de torturé, mais quoi de plus facile à dissimuler? Le *pau-de-arara* est fait de deux supports métalliques et d'une barre. Les décharges électriques sont administrées à l'aide d'un petit appareil portatif de courant alternatif. Un tube de caoutchouc et une sponge suffisent pour introduire de l'eau dans les voies respiratoires. Dès matraques en caoutchouc sont employées. Tout cela se trouve dans une petite pièce du poste de police de Furtos; ces appareils en leur simplicité ont suffi à provoquer la mort de l'un des accusés, João Lucas Alves³³, après des heures et des heures de tortures. Pour en revenir aux témoins à charge, il est impossible à la Cour de les entendre en vertu des articles 165 et 168 du Code de Justice militaire. »

32. A Juiz de Fora, près de 2 000 personnes sont impliquées dans des procès où enquêtes préalables.

33. L.A., ancien sergent, cassé après le coup d'État de 1964, art-été fin 1968, montre à in presse à cette occasion. Inexplicablement, ne fut pas inclus dans le procès de son groupe. La police du Minas Gerais prétendit qu'il s'était pendu dans sa cellule avec son pantalon. La presse clandestine rapporte que le médecin légiste s'est refusé à accrédi-ter la version du suicide par pendaison à un Myatt de lavabo, shoe à 50 cm du sol, d'un homme aux 4 membres fractures.

31. 17) 1969.

Opération torture

Rio de Janeiro, 27 août 1970, siège de la première juridiction de l'Aéronautique: Jean-Marc van der Weid, leader étudiant, en prison depuis le 2 septembre 1969, conduit avec cinq camarades, à Ilha das Flores pour y être torturé. Président de l'Union nationale des étudiants, il est impliqué dans le procès fait à soixante-treize membres de l'Action populaire et s'il reconnaît sa participation à l'U.N.E., il nie toute relation avec des groupes d'action armée et refusé de signer les actes de l'interrogatoire dont où à élimine ses deux dénonciations de tortures³⁴.

«Tous ces aveux ont été obtenus sous la torture; la vérité c'est que ces témoignages mêlent faits et opinions authentiques quant à mon engagement, comme représentant des étudiants, à de faux renseignements sur ma prétendue participation à l'organisation Action populaire³⁵.

Le juge chargé de l'instruction, João Nunes das Neves, lança contre lui un nouveau mandat d'arrêt pour manque de respect aux autorités (le délit étant la dénonciation des tortures), les juges militaires étant d'accord avec cette interprétation. La salle se vida alors silencieusement; l'ambassadeur de Suisse (l'accusé possédant aussi la nationalité helvétique) était dans l'assistance.

Les audiences de Juiz de Fora, en novembre 1969, et de Rio en août 1970 délimitent presque exactement la période où la torture, jusque-là utilisée entre beaucoup d'autres méthodes d'enquête et d'interrogatoire, devient le fondement unique et intangible du système répressif. Jusqu'en juillet 1970, il n'y avait de centres spécialisés dans la torture que dans les secteurs

clés où opéraient les groupes d'action armée. A partir de l'enlèvement de l'ambassadeur américain surtout mais déjà au cours des semaines précédentes, ces centres passeront sous contrôle du commandement militaire. Le plus célèbre, orgueil de la II^e armée et modèle national, fut mis en place pour l'opération «Bandeirantes», à côté du Q.G. de cette unité de São Paulo, là où, en février 1969, les bourreaux avaient expérimenté pour la première fois un supplice nouveau, le «casino», sur les prisonniers d'Osasco.

Le Q.G. de la II^e armée se trouvait à Ibirapuera, l'un des plus agréables quartiers de São Paulo, aux avenues plantées d'arbres, au nord du plus grand parc de la ville. A l'est, les résidences aristocratiques, au nord des sentiers raides conduisent à la plus belle et à la plus prestigieuse avenue de la ville, vierge la zone des banques et des grands magasins; la caserne du 2^e bataillon de reconnaissance mécanisée (R.E.C.-M.E.C.) de la II^e armée se trouvait dans le premier bloc d'immeubles de la rue Manoel da Nobrega; le grand portail donnait sur un petit jardin flanqué d'un bâtiment sans étage. Dans ses trois pièces elle a commencé, en juillet 1969, le terrible épisode connu dans l'histoire de la torture comme l'opération «Bandeirantes». Des officiers de l'Armée de terre, de la Marine et de l'Aéronautique, des policiers du D.E.O.P.S. de São Paulo, assistés des jeunes gens du Commando de chasse aux communistes, trois équipes se relayant toutes les vingt-quatre heures pour travailler jour et nuit, massacrèrent les prisonniers politiques afin de trouver le plus vite possible, en un mois, les militants encore en liberté. Les informations obtenues, les prisonniers étaient envoyés au D.E.O.P.S. pour faire leur déposition officielle. Là, sur un papier, sans timbre ni signature, fut dressée la liste de leurs noms avec indication du degré de danger représenté par chaque individu. Les discours et les journaux mentionnèrent l'O.B.A.N. (Opération Bandeirantes)

34. Après une semaine de cellule et d'interrogatoires, il resta 25 jours au secret; attaché au *pau-de-arara* en présence d'un médecin, il fut souvent frappé à la tête, subit le supplice de l'électricité tandis qu'on le frappait sur les oreilles; lors d'une seconde série de tortures il fut pendu et nouveau en présence de 4 jeunes filles (Worn une fut pendue) et torturé encore deux fois à l'électricité; il eut un tympan crevé. Il est toujours président de l'U.N.E., élu par les congrès régionaux.

35. Jornal de Brasil, 28-8-1970.

Opération torture

mais jamais comme appareil permanent d'une organisation militaire où policière. C'était bel et bien un organisme semi-legal chargé d'obtenir par la torture des renseignements. La presse parlait à partir de juillet 1969 d'une action conjuguée et provisoire de la police et de représentants des trois armées, supervisée par le commandement en chef de la II^e armée, le général Carnavaro Pereira, sous les ordres de Waldir Coelho, lieutenant-colonel (major à l'époque) de la 2^e division d'infanterie de la II^e armée. L'opération débuta par le nettoyage, largement rapporté par la presse, des pâtés d'immeubles proches de l'ancienne faculté de philosophie. Les éventuels suspects furent passés à tabac au Q.G. R.E.C.- M.E.C., avant que ne s'installe la routine. A cette date, tous les gens soupçonnés de participer à l'action armée sont conduits séance tenante à l'O.B.A.N. pour y donner noms, adresses, boîtes aux lettres, etc. Automatiquement roués de coups et pendus au *pau-de-arara* à leur arrivée, où essaie de tirer d'eux le maximum d'aveux pour accélérer la capture de leurs camarades éventuels.

L'O.B.A.N. se signala ensuite par l'abandon de la structure traditionnelle, style D.E.O.P.S., qui, composée de fonctionnaires publics, enquêteurs et préposés, ouvre ses bureaux à midi, ferme le samedi et le dimanche et observe les règles de l'interrogatoire (même si la torture est appliquée) car les actes sont transmis aux juges d'instruction et au tribunal. L'O.B.A.N. fonctionne sans trêve, se passe des formes et ne rend compte à aucun juge, ce qui lui épargne de lever des actes. Ses installations sont aussi simples que son fonctionnement: «La base comprenait deux salles, la grande par l'où entrait, divisée en deux par des meubles de bureau; d'un côté, les lits des enquêteurs, de l'autre, des hautes piles d'avis de recherchés avec les photos des «terroristes» une petite porte conduisait à l'autre salle, divisée par une cloison, et l'où y remarquait immédiatement le *pau-de-arara*, la chaise électrique et un meuble bizarre plein de prises.» Derrière le bâtiment, plus

à l'intérieur de la caserne, face au Q.G. de la R.E.C.-M.E.C., il y a deux cellules crépies à la chaux avec un sol cimenté, des installations sanitaires très rudimentaires; ce sont les anciennes cellules disciplinaires réservées aux soldats³⁶. »

La presse en vient à parler de l'O.B.A.N. comme d'une organisation policière efficace qui excelle à récupérer l'argent et le matériel pris par les militants de gauche et l'où trouvera les photos de ses membres dans les grands magazines, lors des solennelles restitutions aux propriétaires. Pourtant la presse clandestine commence à fournir des témoignages sur le véritable caractère de cette organisation.

«Alipio Raimundo Viana Freire, sculpteur, vingt-quatre ans, célibataire, pris en août. Après le *pau-de-arara*, il doit lécher le sol de la salle des tortures. Carlos Eduardo Fleury, étudiant, célibataire, vingt-quatre ans, arrêté en septembre; arrêt cardiaque après des séances à la chaîne de *pau-de-arara* et d'électrocution; ranime, il tente de se suicider. »

En septembre, changement de décor. En effet, la torture systématique pose des problèmes vis-à-vis de la troupe du R.E.C.-M.E.C. dont certains soldats, discrètement, essaient d'atténuer les souffrances des prisonniers, avec des cigarettes où des couvertures. On trouve la solution en déménageant au 921 de la rue Tutoia, au 31^e commissariat. La police continue à travailler dans les pièces du devant, dont la garde est renforcée; l'O.B.A.N. s'installe au rez-de-chaussée; le major, les capitaines des deux équipes ont deux pièces. Il y a deux cellules spéciales et une salle de bains commune; les cellules, meublées d'une armoire, deux lits et des chaises, sont réservées aux femmes et aux personnes un peu à part, comme les journalistes. La prison commune, trois cellules, est prise sur

36. Extrait du témoignage d'un prisonnier capturé. aux débuts de l'O.B.A.N. Voir document 14 de l'annexe.

Opération torture

celle commissariat. Il n'y a pas d'électricité, la chasse et le robinet ne peuvent être actionnés que du dehors. Les prisonniers sont au secret. On leur donne le matin du pain et du café, le soir du riz, des haricots et de la viande. Au-dessus, la salle de torture. Le quartier est tranquille et tout le voisinage entend crier les prisonniers. Là fut assassiné, le 29 septembre 1969, à 13 heures, Virgilio Gomes da Silva, connu comme «Jonas». Arrêté le matin dans le centre de São Paulo, dans la rue, il avait résisté jusqu'à la dernière balle, puis à coups de pied et de poing, aux soldats. A l'O.B.A.N., il avait continué à se battre avec les policiers jusqu'à la salle de torture où son frère Francisco était attaché à la «chaise du dragon»³⁷. Au-dessous, dans les cellules spéciales, Takao Amano, militant de l'«Aile Rouge», et João Katsuobu entendirent crier Virgilio³⁸, qui mourut peu après 13 heures quand les tortionnaires commandés par le capitaine Albernaz redoublèrent de coups³⁹.

En septembre 1970, lors du procès de ceux qui avaient enlevé l'ambassadeur américain, Virgilio fut condamné à trente ans de prison, alors qu'il était mort depuis un an. Paulo de Tarso, Manoel Cirillo de Olivetta furent aussi condamnés, après des aveux obtenus par la technique désormais classique de l'O.B.A.N.: «Ils demandaient où se réunissait le mouvement, Paulo disait: 145, place Roosevelt et un bourreau disait: chaque fois qu'il répondra ça, dix tours de manivelle. Puis où l'amena dans notre cellule; il avait les mains presque paralysées, les pieds écrasés

et un bout de langue coupé. La bouche à vif, il ne pouvait mâcher. On le tortura jusqu'à ce qu'il donne l'adresse d'un camarade.» (Témoignage d'un prisonnier politique.)

En janvier 1970, l'O.B.A.N. publia un communiqué officiel dans la presse: «De septembre 1969 à janvier 1970, l'opération Bandeirantes a prouvé son efficacité en capturant 320 terroristes et démantelant 66 cellules.» Elle avait déjà démantelé tout le groupe de l'Aile Rouge et pris plusieurs membres de l'A.L.N. et d'autres groupes moins importants, devenant ainsi le fer de lance de la répression à São Paulo. De tout le pays les officiers vinrent (de Rio surtout) se pénétrer des techniques de l'O.B.A.N.⁴⁰.

Les équipes sont plus nombreuses: chacune travaille vingt-quatre heures en absolue indépendance et possède deux équipes auxiliaires pour la capture et pour l'enquête, soit 25 hommes (3 x 8 et le chef). Les trois équipes complètes de l'O.B.A.N. rassemblent 75 personnes. L'un des principaux chefs d'équipe était une vieille connaissance des étudiants passés à clandestinité après le congrès d'Ibina, le capitaine Mauricio, qui suivait alors les cours de géographie de la faculté de philosophie de São Paulo, selon les meilleures traditions de l'infiltration en milieu étudiant. A la fin de 1969, il travaille avec ardeur à l'O.B.A.N. et, non content de diriger les

37. L'unité, 0 (1) hots couverte de feuilles de zinc, uric electrode est 101100. 11 hi hilisr, une autre aux parties sensibl. es du corps. C'est 11\$ 0,11 ores les plus utilisées par et les prisonniers 4 t•elluly, sentent les bonds de la victime, à chaque t thlsto:

38. V (1;1 Silva, leader rnetallo d'avant 1964, passé en r;111(1estinement travailler à S6o Paulo avec Mari-ghela. Dirige un commando en remplacement de Marco Antonio Bras Carvalho, ahattu par la police. Recherche pour participation à l'enlèvement de l'ambassadeur américain.

39. Hilda, sa femme, fut aussi arrêtée par l'O.B.A.N. avec ses quatre petits enfants qui, après avoir été longlemps confiés aux juges des mincurs, furent remis à un oncle. Hilda resta des mois en prison, sans connaître le sort de son mari. Francisco, le frère de Virgilio, souffre d'un certain déséquilibre par suite des tortures.

40. Parallèlement, le for octobre 1969, d'après les prisonniers politiques de Belo Horizonte envoyés plus tard à Guanabara (document 7 de l'annexe), la police militaire organisa une séance de démonstration des méthodes de torture sur dix prisonniers. Cent militaires assistaient à ce qui était un cours scientifique où la torture était froidement présentée comme une technique. Quand le scandale parvenait au public, et cela bien rarement, on expliquait qu'il s'agissait de «cas isolés» supposés que l'on n'accusait pas tout simplement les dénonciateurs de «faire le jeu de Pennenai». D'autre part, les résultats vraiment positifs obtenus par le gouvernement militaire en pratiquant purement et simplement la torture, mettent en lumière l'une des grandes faiblesses des groupes de la gauche, formés de jeunes gens sans l'expérience et la tradition de la clandestinité. Beau coup se sont jetés dans le combat armé par suite de la répression même et ne peuvent résister à la torture comme les vétérans de la résistance communiste et non communiste qui ont une longue tradition et résistent à des supplices pis encore, ainsi que dans tous les mouvements de gauche classiques.

Opération torture

tortures aux heures fixées, il y a passé les quarante-huit heures de repos que lui accorde le règlement.

Les autres chefs sont des capitaines comme lui: Homero, Albernaz (le responsable de la mort de V. Gomes da Silva).

L'O.B.A.N. a remporté ces premiers succès, les industriels paulistes perdirent leurs scrupules et financèrent ses activités. L'O.B.A.N. utilisait des bâtiments publics et employait des gens payés par l'armée et la police, et ne figurait pourtant sur aucun budget et souhaitait avoir les coudées franches. Certains industriels fournirent des fonds, les grandes usines automobiles collaboraient «en nature» en fournissant des voitures pour la chasse à l'homme⁴¹.

L'O.B.A.N. provoqua la faillite de l'ancien Département de l'ordre politique et social, totalement refondu après septembre 1969. Le général Viana Moog vint à São Paulo pour diriger le secrétariat à la Sécurité et nomma un nouveau délégué à la D.E.O.P.S., Benedito Nunes, parent du ministre de la Justice, l'intégraliste⁴² Gama e Silva. Nunes amenait avec lui à la D.E.O.P.S. Sérgio Paranhos Fleury, le plus célèbre des tueurs de hors-la-loi de São Paulo, le chef de l'Escadron de la Mort.

Dès lors, une espèce de rivalité stimule l'O.B.A.N. et la D.E.O.P.S. Fleury et son équipe de tueurs recherchent Marighela, le plus grand des chefs clandestins du moment. La piste est trouvée quand, le 30 octobre

1969, les agents du C.E.N.I.M.A.R. arrêtent à Guanabara les frères Fernando et Yvom, d'origine dominicaine de São Paulo. C'était un samedi. Fleury va les chercher et le lundi fait une descente au convent pour arrêter douze autres dominicains, puis sept autres membres du réseau sans que Marighela soit prévenu. Le mercredi 4 novembre l'escadron de Fleury encercle avec ses huit voitures une rue tranquille de São Paulo. Vêtus de bleus d'ouvriers, les policiers préparent leurs mitraillettes. A 19 h 30 Marighela est au rendez-vous où devait l'attendre un des dominicains; Fleury donne l'ordre de l'arrêter; une violente fusillade éclate, tuant Marighela, un policier et un passant. C'est ainsi que procède l'Escadron de la Mort contre les hors-la-loi⁴³.

Les journaux disent quel était l'état d'esprit de l'Escadron de la Mort après cette opération: «Les délégués et les enquêteurs revinrent triomphants au D.E.O.P.S... ils allaient et venaient, rayonnants, entre le bâtiment et les deux bars d'en face: «Donnez-moi une *pinga*», et ils recommençaient sans trêve le récit: «Le docteur Fleury a crié, comme il ne s'arrêtait pas, le docteur a donné l'ordre de tirer. C'était lui où nous⁴⁴. »

La mort de Marighela accentua la rivalité entre l'O.B.A.N. et la D.E.O.P.S. En février 1970, pretextant d'erreurs dans la déposition, l'O.B.A.N. sort de la prison militaire le dominicain Tito de Alencar Lima, accusé d'avoir été, en contact avec Marighela, bien que l'interrogatoire ait été fait dans les règles par la D.E.O.P.S., le prisonnier attendant de passer en jugement. Le capitaine Mauricio, accompagné de deux policiers, le

41. 1. r. ipres les prisonniers, les collaborateurs seraient: le groupe 1111111 too coulrole l'industrie du gaz Butane et des fertilisants en III 110 '4,11110 de son directeur Pery Igel, aperçu à l'O.B.A.N.; les 4111"111,111'11C.', Pao de Acucar, les hotels Horsa, et les frères Pappa ninon commerciale de São Paulo. Dès entreprises moins Impoi ionic, et lortement «sollicitées . paient leur part; le profes- ih• Sawaya, titulaire d'une chaire de Biologic et directeur de Ils tit ullr ilt• 12io Claro coordonne ces booties, volentes. Leur aidé l Collo). Le pas les membres de l'O.B.A.N. de rafter les voitures et les tipi6i II.", 1)1 i:011111ers. Mancel Lima, agent irmobilicr, fut contraint III• lu pour 15 millions et perdit sa camionnette es- oidlions (cruzeiros 'eters = 20 000 NF).

42.: inembre du mouvement fasciste brésilien, Pinta- par Vargas (N.d.T.).

43. Sur l'Escadron, voir annexe I. Sur la mort de Marighela, citons cette lettre de l'A.L.N.: «Nous considérons comme entièrement valables les principes de base de la stratégie et de la tactique révolutionnaires brésiliennes élaborées par le camarade C. M. Aussi ordain. nous-nous à tous les camarades de les étudier à fond. Certains prendront la responsabilité de -cormier une petite cellule de coordination que contacteront au plus tOt les camarades qui prennent le maquis... La guerre révolutionnaire du peuple brésilien vaincra. A.L.N., 1970.D

44. Pingo.: la plus simple des caux-de-vie de canine (N.d.T.). Vain Veja, 12-11-1969.

Opération torture

mena directement à la torture.

«Ils m'ont pendu nu au *pau-de-arara*, pieds et poings liés; j'ai reçu des décharges électriques. Le mercredi où me réveilla à 8 heures et les questions recommencèrent: «Il faudra parler, sinon tu ne sortiras pas vivant d'ici.» Puis ils m'ont assis sur la «chaise du dragon»: électricité dans les pieds, les oreilles, la tête, etc.» Frère Tito est conduit à l'hôpital quelques jours après pour avoir tenté de se suicider; l'Eglise s'émeut et l'évêque auxiliaire de São Paulo le visite; il est ramené à la prison militaire Tiradentes⁴⁵.

La concurrence entre les deux organisations devient tragique pour les prisonniers doublement torturés car les rivaux redoublent d'efficacité, bien qu'ils soient affectés à des secteurs différents. L'O.B.A.N. capture, obtient noms et adresses et repart en chasse, tandis que la D.E.O.P.S. interroge sans hâte et observe les règles. Le 27 février la D.E.O.P.S. evert de surpasser l'O.B.A.N. en démantelant le groupe dont faisait partie Shizuo Osawa, l'avant-garde populaire révolutionnaire. Pris à la suite d'un accident de voiture, Osawa fut torturé pour qu'il donne l'adresse de Lamarca. Obligé d'ingurgiter 200 grammes de sel, il entre en agonie quand l'O.B.A.N. vient l'arracher à la D.E.O.P.S. pour localiser le groupe de guérillas dont l'existence est connue. Le prisonnier est dans un tel état qu'il faut l'hospitaliser chez les militaires de Cambuci, hôpital déjà transformé en succursale du centre de tortures, vu le nombre des prisonniers qu'il y amenait gravement atteints après les supplices⁴⁶.

Osawa fut libéré quelque temps après en échange du consul japonais séquestré, et envoyé au Mexique.

Le climat de terreur créé à São Paulo par l'O.B.A.N. n'a jamais eu de

précédent, ni avant, ni pendant, ni après *l'Estado Novo*. Les équipes de chasse entreat chez les gens à n'importe quelle heure du jour et de la nuit, emmènent les parents du suspect, obligent les parents à dénoncer leurs enfants. L'O.B.A.N. fonctionne comme un super-organisme au-dessus de tout contrôle et rien ni personne ne peut court-circuiter ses arrestations, pas même le traditionnel jeu d'influences à la brésilienne. Norma Freire, journaliste arrêtée en mai 1970, torturée et violée, fut relâchée des mois plus tard sans que ses parents, dont un militaire, aient rien pu faire pour elle durant sa détention. Elle était accusée de dénoncer les tortures à l'étranger. Betty Chachamowitz, étudiante, fut soumise à un supplice raffiné: attachée sur la chaise du dragon, elle reçut les décharges électriques dans la plaque de platine que les chirurgiens avaient mis quelques mois plus tôt dans sa jambe après un accident d'auto. Il fallut la réopérer après sa libération. De telles nouvelles sont transmises à la presse clandestine par les familles qui visitent les leurs à la prison militaire Tiradentes où les victimes de l'O.B.A.N. aboutissent après séjour à la D.E.O.P.S.

«José Alprin, ouvrier, arrêté en janvier 1970, fit deux séjours à l'hôpital militaire de Cambuci, à la suite des tortures de l'O.B.A.N. Carlos Russo Jr, étudiant en médecine de Ribeirão Preto, présente encore, malgré les précautions prises par ses bourreaux, de longues cicatrices aux bras et aux jambes, traces de l'électricité. Ladislaw Dawbor, Gilberto Luciano Beloque, Litz Benjamin Vieira, Maria de Carmo, les listes seraient interminables. Pourtant le ministère de la Justice déclarait en juillet 1970: «Il n'y a pas de prisonniers politiques au Brésil; la façon dont sont traités les autres ne heurte en rien les principes humanitaires.» (*Estado de São Paulo*.)

C'est précisément en juillet que Marcos Arruda, géologue de vingt-neuf ans, arrêté en mai, devint presque fou à la suite des tortures et en resta à

45. Cf. Témoignage de frère Tito, document 15.

46. Itoh, di. Shim.) Osawa, document

Opération torture

demi-paralysé. Sa mère parle:

«Il est parvenu à me raconter qu'après avoir été atrocement frappé, il à reçu des décharges électriques dans les oreilles, la bouche, les jambes, les testicules. En disant cela, il avait de nouveau de fortes contractions thoraciques et faciales. Une deuxième fois, toujours à l'O.B.A.N., il fut giflé, injurié, menacé tandis qu'il entendait crier la jeune fille torturée dans une salle voisine. Il était repris par ses contractions⁴⁷. »

L'O.B.A.N. à engendre un Centre d'operations de la défense interieure, qui fonctionne (C.O.D.I.) à Guanabara et l'Opération integration (fusion d'elements de l'O.B.A.N. et de la police militaire de São Paulo) destinée à agir dans les limites de l'Etat. L'O.I. s'est chargée en octobre 1969 de l'important groupe de gauche de Ribeirão Preto, suivant les méthodes de l'organisation modèle. Parmi les prisonniers se trouvait sœur Maurina Borges da Silveira, liberée en échange du consul japonais. Elle subit des telles violences que les délégués Ribeiro Soarez et Miguel Lamano furent excommuniés par l'évêque de Ribeirão Preto.

«Ils m'ont attachée à la chaise électrique puis deshabillée et jetée dans une cellule avec un homme dont j'eus à me défendre toute la nuit⁴⁸.

En août 1970, les principaux groupes de lutte armée contre la dictature sont pratiquement demanteles et l'O.B.A.N. reçoit la récompense de son invention:

«Le général Canavarro Pereira, commandant de la II^e armée, à reçu du ministre des Armées un message radio lui communiquant la décision du Conseil de l'ordre du mérite militaire d'attribuer, à l'unanimité, l'insigne de l'ordre du mérite militaire au drapeau de cette grande unité. Le général

Aloisio Guedes Pereira, commandant la deuxième division, prendra la tête de la délégation pauliste. Cette distinction exprime la reconnaissance du gouvernement fédéral pour l'action menée par cette grande unité militaire, au niveau de l'entraînement des troupes et de la lutte contre la subversion, et pour la conduite de son chef⁴⁹ »

Et les ceremonies se succèdent: «Le président-chrecteur général de la Volkswagen, Kurt Lotz, à rendu une visite de courtoisie au commandant de la II^e Armée qu'il à felicité à l'occasion de son anniversaire⁵⁰.

C'est en fait l'O.B.A.N. qui reçoit toujours ces hommages: Le général Vicente Dale Coutinho à salue le général Canavarro Pereira le jour de son anniversaire et au nom de la troupe à dit: «Par son action, Votre Excellence à donné à l'Opération Bandeirantes des structures qui en font un instrument hors pair dans la lutte contre la subversion. »

4. Le jeu de la vérité

Brasilia, octobre 1969. La ville est pleine de militaires et de politiciens. Le nouveau président du Brésil va prendre sa chargé. C'est Garrastazu Médici, un général inconnu jusqu'en 1964. Ne dans le Rio Grande de Sul, peu bavard et passionné de football. Il à été pendant deux ans chef du Service national de renseignements, fournissant des rapports et des avis sur des citoyens à casser, des dirigeants syndicalistes à ecarler et des professeurs d'université à demissionner.

Médici va succéder à la junte provisoire au bout d'une longue période d'un pouvoir con fusement défini et d'où emergea dans les derniers temps

47. Lettre de Lima Penna Sataminni mère de M. Arruda S. au ministre de la Justice. Voir document 17.

48. Times, 27-7-1970.

49. Estado de São Paulo, 15-8-1970.

50. Folha de São Paulo, 8-7-1970.

Opération torture

ce qu'on appelait le «Parti militaire». Pour la première fois le président fut élu par 118 généraux, 60 généraux de brigade et 60 amiraux. Les majors colonels et capitaines furent écartés du vote sous le prétexte de maintenir la hiérarchie militaire. De ce fait, leur candidat, Albuquerque Lima, nationaliste de droite, resta en marge de l'élection du successeur de Costa e Silva.

Le Congrès enterme une fois de plus la nomination du président et obtient en déflage de sa bonne volonté d'être rouvert pour la première fois depuis l'Acte 5. L'esérance va naître, très tenue, d'un relâchement de la dictature. Dans son discours d'investiture, Médici déclare «ouvert le jeu de la vérité» et que les critiques et les suggestions seront acceptées et le dialogue ouvert.

Le jour de la vérité va commencer un mois plus tard, en novembre 1969, avec une dénonciation parue dans *l'Estado de São Paulo*.⁵¹

Le 22 novembre, la police militaire de la 1^{re} Compagnie de l'Armée avait assassiné à la Villa militaire un prisonnier capturé la veille, le militant de guérilla urbaine Chael Charles Schreier, vingt-trois ans. Un de ses parents journaliste parvint à faire un certificat attestant que Schreier est mort des suites des coups qu'il a reçus.

«Cause de la mort: contusion abdominale avec rupture du mésocolon transversal et du mésentère, suivies d'hémorragie interne⁵².» Autrement dit, mort sous les coups. Pendant quelques jours, l'histoire de Chael fut à la une de la presse jusqu'à ce que l'on découvre que l'assassinat était arrivé à la caserne de la police militaire, dans la Villa militaire, où Chael, membre du

groupe d'action armée, «Avant-garde populaire» avait été conduit le soir du 21. Cette nuit-là, l'Institut de médecine légale recevait son cadavre, rendu à la famille quatre jours plus tard.

Médici et son ministre de la Justice, Buzaid, étaient prisonniers de l'appareil de répression et les journaux, après ce premier résultat du jeu de la vérité, furent rappelés à l'ordre par les censeurs, et les nouvelles sur la torture caviardées. Le jeu de la vérité était bloqué. De la prise de possession de Médici, au milieu de 1970, non seulement les tortures deviennent la méthode principale de lutte contre les groupes armés, mais encore les homicides liés à cette pratique se multiplient. En janvier 1970, Mario Alves, chef du parti communiste brésilien révolutionnaire, est pris et tué par le C.E.N.I.M.A.R., sans doute à l'Île des Fleurs. Alves avait été député à la Constituante de 1946; arrêté avec Apolonio de Carvalho (ce dernier libéré en échange de l'ambassadeur allemand séquestré plus tard) sa mort, jamais reconnue par les militaires, fut dénoncée par sa femme, au député Humberto Lubena. En réponse à une demande d'informations, le directeur de la D.E.O.P.S. de Guanabara dit:

«...aucune personne du nom de Mario Alves n'est passée dernièrement par les services de la Police politique du Guanabara.» (*Jornal de Brasil*.)

Ce fut la seule réponse à l'assassinat d'un vieux militant de gauche. En mars et avril, les militants de l'Avant-garde populaire révolutionnaire, Angelo Cardoso da Silva et Avelmar Moreira de Barros, arrêtés par la D.E.O.P.S. de Porto Alegre, sont portés «suicidés». En mai, c'est l'assassinat du militant trotskyste Olavo Hansen, par les policiers de la D.E.O.P.S. de São Paulo. Olavo, âgé de trente-deux ans, arrêté lors de la commémoration du 1^{er} mai organisée par les syndicats de São Paulo au stade Maria-Zelia, et mis dans les prisons du D.E.O.P.S. avec dix-sept autres participants.

51. Quelques journaux, dont la Tribuna de Imprensa avaient tenté auparavant de dénoncer les tortures, mais sans grandes répercussions.

52. D'après la publication, clandestine Torture et mort des prisonniers politiques au Brésil, édition de 1970, les assassinés de Chael furent le colonel Ary Pereira de Carvalho et le capitaine Celso Lactoria. Voir document 24.

Opération torture

Olavo militait depuis très longtemps dans le milieu syndical, il avait été délégué à un grand nombre de congrès par les travailleurs et les étudiants et chargé d'enquête par le journal *Fronte Operaria*, organe du Parti ouvrier révolutionnaire travailliste (tendance trotskyste). Il avait déjà été arrêté et jugs après le coup d'Etat de 1964.

Le 6 mai, Olavo est torturé par le commissaire Josecir Cuoco et son équipe. Il reviendra dans sa cellule avec une rétention urinaire due aux coups qu'il à reçus. Le 8, où l'amène d'urgence à l'hôpital militaire de Cambuci où il meurt avant qu'ou ait pu faire quoi que ce soit pour lui.

La mort d'Olavo Hansen fut dénoncée à la Chambre, avec d'amples détails, par le député Pedroso Horta:

«...Les lésions constatées sur le cadavre prouvent que Olavo Hansen à été pendu au *pau-de-arara*; il s'agit d'une harre de bois où un homme est suspendu, bras et jambes liés; mais ces lésions ne suffisent pas il provoquer la mort de la victime. Après autopsie, les toxicologues ont déclare que la mort avait été produite par un poison connu communément dans le commerce sous le nom de «Paration. »⁵³, insecticide violent (...) qui par action directs sur le sang renal provoque la polynéphrite constatée par le rapport médical (...). Ce produit n'à pu être administré que par injection (...). Vous avez ici le corps du délit que vous nous avez maintes fois réclame (...) par quatre fois l'opposition à demandé la réunion d'une Commission de défense des droits de l'homme sans obtenir jamais satisfaction⁵⁴... »

Les dénonciations de Pedroso Horta et le manifests de protestation des syndicats qui avaient organisé la manifestation au cours de laquelle

Olavo fut arrêté, tout cela obligea le gouvernement à ouvrir une enquête, rapidement classée dès la première déclaration selon laquelle Olavo Hansen se serait suicide.

Dans ce système hiérarchique, il semblait impossible de punir ne serait-ce qu'un simple commissaire de police, même pour calmer l'opinion publique. En 1970, l'appareil tout entier de l'Etat était implique dans le processus des tortures. Le sommet des forces répressives était constitué par le haut commandement des forces armées et le Conseil de sûreté nationale; leurs bases, par tous les commissariats de police et une grande partie des casernes. Leur pouvoir était supérieur à tout pouvoir reconnu. Olavo Hansen ne fut que l'un des treize militants de gauche tués par la torture depuis ce mois d'août 1966 qui avait vu noyer Raimundo Soares dans le Rio Grande de Sul⁵⁵.

Et la D.E.O.P.S. de São Paulo n'était qu'une des chambres de tortures qui des juin 1970 fonctionnaient un peu partout: à la Villa militaire, au C.E.N.I.M.A.R., à la caserne de la 1^{re} Compagnie de police militaire de Rio de Janeiro, sans compter l'Opération Bandeirantes, le Régiment motorisé de São Paulo (R.E.C.-M.E.C.), la caserne du 12^e régiment d'infanterie de Belo Horizonte et les D.E.O.P.S. de toutes les capitales. Pour ne citer que les plus connues.

D'autre part, les prisons étaient bondées de prisonniers politiques attendant indéfiniment d'être jugés, certains sans même avoir été inculpés.

53. De /war, arrêter, et qui traduit sans doute la fin de ('invasion t\$ 111,441•1(*-, (N.d.T.).

54. Voir le discours de Pedroso Horta, document 26 de ('annexe. 1,0 nitwit, .1 de l'autopsie d'Olavo Hansen (doe. 25) et la demande de l'icn du dossier aux archives au document n° 27.

55. Au très militants morts dans des conditions pm claires: s,- veriano Viana Collon, ex-sergent arrêté à Bage, dans l'Etat de p:., et mort entre mai et juin 1969 à la Villa militaire; Eliseu Melo, où vrier; Roberto Cieta, étudiant, qui d'après Torture et mort des in sonniers politiques au Brésil, ed. 1970, sont morts à la caserne de P.F de Guanahara (Tijuca), ainsi que Fouvrier Milton Soares et un bomnDurnomme Fanchini. Tous les noms cites par cette publication son(sujet à caution. L'Estado de Stio Paulo du 1-11-1969 donné aussi le nom de Reinaldo Pimenta qui se serait suicide dans la, prison de (11.1 nabara.

Opération torture

Tous incarcérés dans des conditions inhumaines et illégales. L'Ile des Fleurs, le pénitencier de Naves, la prison Tiradentes, l'Ile du Bagne de Porto Alegre, tels sont les sinistres décors de cette chronique de la terreur en 1970. Désormais, Garrastazu Médici, dont le pouvoir est affermi, et ses généraux, ont les mains libres et peuvent faire en toute tranquillité des projets à long terme dont le principal est l'élaboration de lois qui permettront de formaliser une société stratifiée, ces mêmes lois que réclamaient les intégralistes en 1937. La répression trouvait ici sa parfaite justification.

5. Perspectives

Le régime actuel se différencie radicalement des gouvernements antérieurs, et même de la dictature de *l'Estado Novo*, de par la militarisation en profondeur de l'appareil de l'Etat. Dans une centaine d'entreprises publiques et semi-privées et dans la plupart des ministères, la direction est assurée par des militaires. Simultanément la classe politique est caractérisée par la médiocrité et la servilité et l'organisation des masses est détruite sans qu'aucun progrès se dessine dans le sillon d'un renouveau.

La spéculation politique des milieux bourgeois a été remplacée par la formulation de schémas en vue de solutions à l'intérieur du système militaire, tandis que l'opposition de la gauche et du peuple se réduisait à l'action des groupes clandestins plus proches du terrorisme que de la guérilla.

Cela explique que l'une des grandes questions à se poser (plant aux perspectives de l'actuelle dictature touche à la définition précise des caractères de la classe dirigeante des forces armées et à la possibilité d'une

évolution à l'intérieur de cette couche. Le P.C. brésilien, par exemple, fonde sa stratégie actuelle sur la transformation du corps militaire en groupe nationaliste. Par désespoir ou par opportunisme, des groupes qui se considèrent de gauche partagent la même idée.

Certes, le nationalisme a déjà été un courant important dans l'armée brésilienne et certains événements récents peuvent donner à penser qu'il s'y renforce. Le gouvernement lui-même semble devoir céder aux nationalistes: construction de transamazonien, pour barrer la route à l'influence étrangère; extension des eaux territoriales à 200 miles, sur le modèle péruvien, refus de signer l'accord de non-prolifération des armées nucléaires. Mais une analyse plus profonde montre que ces concessions, importantes sur le plan idéologique, ne représentent rien dans la pratique; le report à 200 miles n'affecte ni les grands groupes internationaux, ni les structures de la pêche brésilienne. Le Brésil n'a pas de projet de construire des armées atomiques et si le transamazonien peut permettre de conquérir l'Amazonie, il en assurera la priorité mix entreprises étrangères qui ont déjà leurs projets d'exploitation géologique.

On peut malgré tout considérer que le nationalisme progresse au sein des forces armées dans la mesure où elle fournit à la doctrine militaire une matière qui a le double mérite de prévaloir sur la lutte des classes et de s'accorder au patriotisme ronflant des casernes. Les expériences péruvienne et bolivienne, et l'évidente inconsistance du modèle de développement adopté par l'actuel gouvernement favorisent également la progression du courant nationaliste.

Mais à l'inverse des années 1950, le nationalisme militaire trouve ses adeptes dans les milieux les plus réactionnaires des forces armées; les leaders actuels du mouvement ne sont autres que Silvio Heck et Albuquerque

Opération torture

Lima, tous deux d'extrême-droite. Les nationalistes sont des colonels de la «ligne-dure» et qui dirigent la totalité de l'appareil repressif des forces armées. Leur participation aux opérations de torture en dit long sur la nature de leur nationalisme. Une analyse faite au niveau de la doctrine montrerait clairement que celle-ci ne résiste pas à la confrontation avec le grand capital étranger; la phobie anticommuniste et même antipopulaire, la peur de la participation des masses et du contact avec les intellectuels «contaminés par les idées de gauche », la mentalité policière caractérisent ce nationalisme qui n'apparaît en fin de compte que comme un vernis superficiel.

La preuve en est que l'actuelle politique économique du gouvernement, stable et sans histoires, n'est qu'un prolongement de la politique de Roberto Campos en 1964 et 1965. Deified Neto, actuel ministre des Finances, qui est un civil, fait une néo-politique d'abandon à l'impérialisme américain qui se traduit par une symbiose totale entre les capitaux étrangers et les capitaux nationaux. Sur le plan des structures internes, il s'agit toujours d'une politique de «développement» partial qui produit des biens de consommation durables pour une clientèle d'élite formée par la petite bourgeoisie montante.

En même temps, Médici met à profit la relative tranquillité politique que lui ont apportée six ans de répression, pour restaurer d'anciennes idées intégralistes comme la transformation des syndicats en associations d'aide sociale, la participation misérable des travailleurs aux bénéfices des entreprises et la sélection dans l'éducation. Les grandes lois du blocage politique (et salarial) font déjà partie intégrante du système juridique du pays: loi de Grève, Fonds de Garantie, loi de la Presse, loi de Sécurité nationale. Le processus électoral ressemble de plus en plus aux «chambres

fascistes» où tous les candidats sont approuvés par le Service national de renseignements, tandis que les deux partis se fondent lentement en un parti unique, la A.R.E.N.A. Avec comme manœuvre finale de diversion le sport (le football) et la loterie (loterie sportive) utilisée en grand à des fins de rabaissement et de corruption de la population. Dans ce domaine artistique sévit le puritanisme étroit des régimes fascistes sans toutefois qu'il s'oppose au déferlement des entreprises que nourrit la pornographie.

La fragilité du système actuel apparaît clairement dans son incapacité à résoudre les grands problèmes sociaux et économiques posés par un pays immense, dynamique, jeune et à la démographie galopante. Les contradictions s'aggravent et le formalisme fasciste ne pourra pas les contenir éternellement.

Les gauches ont affaire à une contre-révolution telle que le Brésil n'en n'a jamais connue, pas même sous *l'Estado Novo* où après le putsch de 1935. La guérilla urbaine semble être sur sa fin après deux ans de résultats désastreux, tant sur le plan politique que sur le plan humain. Mais cette expérience militaire servira à la formulation de nouvelles lignes d'action, toujours clandestine, mais plus proche du modèle classique d'agitation et de propagande. La tradition du putsch et de la terreur dans les classes dominantes du Brésil laisse penser, en tout cas, que la Révolution passera nécessairement par une étape violente.

III

Dossier

Document n°1

Déposition de Reinaldo Duarte, sculpteur, arrêté avec son frère Rogério, alors qu'ils se rendaient à la messe du septième jour de la mort de l'étudiant Edson Luis de Lima e Souto; tous deux torturés du 4 au 12 avril 1968, dans les locaux de la police militaire à la Villa militaire (Rio de Janeiro). Extrait de des Annales de la Chambre des députés, du 15-4-1968:

«... tandis que l'ouï me faisait avancer, dans la plus totale obscurité, une grêle de coups s'abattait sur ma tête, sur la poitrine, le ventre, sur les jambes et je tombai. Et les coups pleuvaient toujours. Par terre, les mains attachées derrière le dos, je ne pouvais prendre une position défensive, seulement baisser la tête pour protéger mon visage; les coups de pied m'atteignaient partout. (...) Ils nous confisquèrent tous les objets personnels et nous insultèrent: communistes, castristes, agitateurs et pédérastes. Ils regrettaient de manquer de temps à cause de l'agitation des derniers jours. On nous colla contre le mur pour nous bourrer de coups. Puis, au milieu des quolibets, où nous donnés pour tout vêtement un vieux caleçon militaire sur lequel ils avaient uriné; soudain quelqu'un demanda une "boîte à cocktail". C'était une boîte noire de 50 cm de large sur un mètre de long, portée par les soldats. Ils l'ouvrirent et Rogério dut y entrer, toujours les mains attachées dans le dos. Ils l'y assirent violemment en forçant sur ses épaules si bien qu'il avait la tête entre les genoux, puis fermèrent. Ils ouvrirent la caisse et lui ordonnèrent de lever la tête, pour la frapper violemment avec la couvercle. "Et maintenant, parleras-tu?" L'interrogatoire commença ensuite et nous avions du sparadrap sur la bouche. Sans arrêt, ils nous demandaient, moqueurs, si nous n'étions pas bien traités. Nous entendions souvent le mot «armée». Les coups de pied

redoublaient quand ils jouaient au football avec nos testicules. Soudain où apporta un appareil à manivelle qui donnait des décharges électriques; elles commencèrent dans le dos, puis sous les bras, derrière les oreilles, sur le visage. C'était une magnéto qu'ils accéléraient quand ils s'irritaient, ce qui augmentait la violence des chocs, en même temps qu'ils prolongeaient le contact. Nous avons passé deux nuits attachés, jetés, nus, sur le sol froid; le quatrième jour nous sommes restés attachés, les yeux bandés; les deux derniers jours furent pires: nous entendions les cris terribles de personnes fouettées, et l'une des voix semblait celle d'un enfant. Les soldats nous conduisaient, attachés, aux cabinets; une fois Rogério vit que nous étions dans un bâtiment de la Villa militaire. Le dernier jour, deux sous-officiers nous obligèrent à signer un papier dactylographié. Ensuite où nous conduisit à travers un bois touffu à la banlieue de Campo Grande, puis mis dans la voiture de Ronaldo, conduite par un des agents qui nous avaient arrêtés, dans la rue.»

Document n°2

Récit des tortures subies par Alduisio Moreira de Souza, président de la Fédération des étudiants de Brasilia (F.E.U.B.), d'août 1968 à octobre 1969. Extrait d'un bulletin de la «Campagne nationale de lutte contre la répression»

...Alduisio fut arrêté à Brasilia le 18 août 1968 avec sept compagnons. Ils passeront la première nuit au D.G.I., bureau central d'enquêtes, puis furent envoyés à la 12^e délégation. Ramené avec un autre étudiant à la D.G.I., il fut soumis une tentative d'intimidation: la police lui montrait des photos

Dossier

de personnes destinées à être assassinées par les policiers; tous deux furent conduits en voiture à 60 km de la pour montrer le lieu de réunion des autres étudiants. La voiture s'arrêta au bord d'une rivière et les prisonniers furent menacés de noyade et de sévices sexuels. Les policiers Schmidt et Ivan conduisaient et restaient en contact radio avec Lincoln Gomes de Almeida, chef de la police fédérale. Ils montrèrent aux étudiants l'ordre qu'ils avaient de les fusiller, puis commencèrent à tirer à blanc, avant de tirer de vraies balles. (...) De retour à Brasilia, les policiers leur promirent la noyade dans le lac Paranoá, mais ne le firent pas non plus. Les étudiants, traumatisés par les tortures, sont jetés dans une cellule froide où ils doivent faire de la gymnastique pour se sécher. Le 21 août, ils reviennent à la délégation et y rencontrent leurs compagnons. Alduisio est conduit, avec un compagnon, au ministère de l'Armée, où il tombe malade et a besoin de soins médicaux. Soigné, il est envoyé, avec un compagnon, au bataillon de gardes présidentiels, et reste en cellule. (...) Libéré le 28 août, il était abattu mais avait bien résisté. Le lendemain, 29 août, il était à l'université quand elle fut envahie par la police. Alors qu'il essayait de fuir par une fenêtre (...) il fut sauvé par quatre députés (Mario Covas, Edgar Matta Machado, Hermano Alves, déchu de leurs droits politiques par la suite, et Brito Velho qui démissionna). Conduit à l'hôpital, à la suite d'une crise nerveuse, il y resta quatre jours avant d'être transféré dans un hôpital psychiatrique, à cause de son délabrement physique et mental. Il fut plus tard ramené chez lui, urinant du sang et déshydraté.

«Rétabli, Alduisio revint à l'université en octobre 1968; il fut convoqué en décembre par la P.O.L.I.N.T.E.R. pour déposer devant une commission chargée de vérifier des dénonciations de tortures infligées aux prisonniers politiques. Il demanda des garanties avant de déposer devant le chef des bourreaux, Lincoln Gomes de Almeida et lui fut confronté en présence du

procureur général de la République, du promoteur et du représentant de l'université. Alduisio dit alors que Lincoln était le chef des bourreaux et ce dernier présenta cyniquement un faux le disculpant. Alduisio dénonça la fausseté de cet alibi et Lincoln Gomes commença à l'insulter. Alduisio lui répondit fermement en le dénonçant comme bourreau. Le promoteur présenta alors à Alduisio un ordre d'incarcération. Alduisio dénonça aux journalistes qui se trouvaient là l'arbitraire et le promoteur renonça à cette tactique. Il pria les journalistes de ne pas ébruiter la chose, mais le *Jornal de Brasil* la rapporta.

«L'identification des bourreaux était prévue pour le 12 décembre 1968. Le promoteur conseilla la fuite à Alduisio lorsqu'il vint au tribunal, à cause des pressions politiques qui poussaient à son incarcération. Le lendemain, le coup d'Etat militaire promulguait l'Acte 5. Alduisio continua à vouloir identifier les bourreaux, en vain. En septembre 1969, il se soigna à Guanabara, quand il fut arrêté avec Jean-Marc van der Weid, président de et quelques étudiants. Ils furent conduits à la D.E.O.P.S. Alduisio reçut deux coups dans les reins puis dut rester dans une position pénible, le corps pesant sur deux doigts appuyés au mur. Le 5 au matin, ils furent tous conduits à l'île des Flours, identifiés et enfermés séparément. Le 6, ils durent assister à la torture de van der Weid. Le 7 et le 8, Alduisio passa à la chambre des tortures. On commença par les coups et les électrocutions, puis il fut accroché au *pau-de-arara* et l'électricité passa dans son corps moïllé, les électrodes pinçant la langue, les oreilles, le sexe et les autres endroits sensibles. En cette occasion on lui appliqua un procédé peu utilisé, il fut attaché au *pau-de-arara* à l'envers, sans que les décharges et les coups cessent un seul instant. Le 11 septembre, était interné, inconscient, à l'hôpital, avec fracture occipitale, lésion et gonflement du cou, petite fracture de la colonne vertébrale, deux côtés fracturés, un poumon

Dossier

comprimé, le sexe à vif à cause de l'électrocution. Il fut soigné par les services du Dr Drumond. Le 23 octobre, il était ramené à l'île des Fleurs où le commandant de la prison et les médecins refusaient de l'admettre à cause de son délabrement physique et psychologique: troubles de l'équilibre, perte de la voix, perte partielle de la vision. Après un nouvel examen à l'hôpital central, il fut ramené à l'île et y resta en cellule avec d'autres prisonniers, en attendant son transfert à la maison de santé judiciaire. A la veille de son internement, la dictature décida de le rendre à sa famille. Depuis il se remet des mauvais traitements infligés par la dictature fasciste.»

Document n°3

Lettre envoyée par la famille de Carlos Lima Aveline et son fils Carlos Cardoso Aveline à la présidence des Nations unies, dénonçant les tortures infligées par la D.E.O.P.S. de São Paulo, le 14 janvier 1969.

«A la présidence des Nations unies.

«Aucun homme ne sera soumis à la torture, ni à un traitement où châtement cruel, inhumain où dégradant.» (Article 5.)

«Aucun homme ne sera détenu où exilé arbitrairement.» (Article 9.)

«Monsieur le Président, nous sommes les membres des nombreuses familles brésiliennes angoissées par le climat d'insécurité qui règne dans notre pays, soumis à la violence policière, à la censure de la presse et à d'autres éléments caractéristiques des régimes dictatoriaux, instaurés par la force, contre la volonté du peuple et de la nation. (...) Nous venons

devant Votre Excellence pour dénoncer les faits qui suivent et solliciter de Votre Excellence les mesures qui pourraient empêcher que continue la situation ici décrite. Les signataires sont les soeurs et files de l'avocat Carlos tint, Aveline, prisonnier les 13 et 14 janvier, au Département de l'Ordre politique et social (D.E.O.P.S.) de l'Etat de São Paulo Deux jours plus tard, un fils mineur du Dr Carlos Lima Aveline, Carlos Cardoso Aveline, âgé de seize ans, fut arrêté par le même organisme policier. L'avocat était passé en jugement. Condamné, il avait fait appel à la plus haute instance du pays et avait obtenu un *Habeas corpus*. Le procès avait été annulé. Malgré cela, il fut arrêté et torturé par les policiers qui non contents de cela, décidèrent de torturer l'enfant sous le yeux de son père. Suspendu par les pieds, nu et garrotté, soumis au supplice de l'électricité, s'évanouit, et le père, devant ce spectacle dantesque, désireux de mettre fin au supplice de son fils, se blessa aux deux bras, et, une artère sectionnée, arrosant de son sang les bourreaux, est conduit à l'hôpital où il reçoit des transfusions à haute dose.

«Monsieur le Président, nous nous adressons à la plus haute instance internationale pour dénoncer ce crime, sollicitant vivement toutes les mesures que cet organisme pourrait prendre, pour éviter que ces deux personnes de notre famille, qui nous sont si chères, continuent à être victimes d'un gouvernement qui s'appuie sur des hommes qui menacent l'humanité. Nous avons des motifs très graves et très sérieux de craindre pour la vie de Carlos Lima Aveline et de son fils Carlos Cardoso Aveline. C'est pourquoi, avec l'angoisse qui est celle de toute famille brésilienne, nous nous dirigeons vers l'Organisation des Nations unies, dont nous attendons qu'elle prenne les mesures en conséquence. »

Signé: Celina Mena Barreto Torres, Emma Lima Aveline, Emery Lima Aveline, Edda Aveline de Oliveira, Emilce Lima Aveline, Emilce Aveline

Dossier

Burger et Tania Aveline de Oliveira.

A Porto Alegre, le 25 janvier 1969.

Document n°4

Interrogatoire de Carlos Lima Aveline devant la première Audience militaire de Porto Alegre.

«Le 23 janvier 1969, en cette villa de Porto Alegre, au siège de la Première Audience de la 3^e région militaire, le Conseil permanent de justice militaire étant réuni, et sous ses membres étant présents, le Dr Reinaldo Madalozzo, promoteur, fit comparaître Carlos Lima Aveline, accusé en ce procès, qui, aux questions de M. l'Auditeur, répondit s'appeler Carlos Lima Aveline, né à Rio Pardo, en cet Etat, âgé cinquante-cinq ans (...). A la question de savoir s'il attribuait l'accusation à un motif particulier, il répondit qu'il la déclarait d'ordre politique. Il dit que, depuis 1964, après avoir été déchu de ses droits politiques, aussi bien lui, l'accusé, que sa famille, sa femme surtout, avaient souffert les tracasseries les plus diverses et les plus cruels; que sa femme avait même été soumise à des pressions et avait rencontré des difficultés à exercer son métier d'avocat et au cours de la requête d'*Habeas corpus* en faveur du déclarant, pour qu'elle dise où il se trouvait; elle fut trois fois arrêtée, et finalement le Tribunal suprême de la Fédération lui accorda, par *Habeas corpus*, le droit de ne pas révéler l'endroit où se trouvait son mari. (...) Détenu à São Paulo, par la D.E.O.P.S., il a été victime de sévices, ainsi que son fils Carlos Cardoso Avelino. Il se souvient par exemple du vendredi 17 janvier, quand, vers 16 ou 17 heures, à la D.E.O.P.S. de São Paulo, en présence de Raul «Careca» et de quatre

autres enquêteurs dont il ignore le nom, il vit son fils pendu au *pau-de-arara* et soumis au supplice de l'électricité. A cette occasion, il protesta et fut brutalement frappé, montrant en ce jour au Conseil des ecchymoses visibles sur la partie inférieure des deux yeux; ce même 17 janvier, avant les sévices, il était dans une salle, sont, puis traversa une pièce où il y avait trois prisonniers; ce même jour, menacé de voir sa femme soumise à la torture, il tenta de se suicider pour libérer sa famille des tourments; pour ce faire, il brisa une vitre et tenta de se couper les veines, parvenant à se sectionner une artère, sans réussir dans son projet. Ces faits sont connus de tous les prisonniers, des délégués fédéraux du député ou ex-député Helio Navarro. Il déclare totalement fausse accusation qui lui est faite dans ce procès. Il laissait rester aux soins de son avocat. Et comme il ne dit plus rien et que rien de plus ne lui fut demandé, l'interrogatoire fut clos dans les formes... »

Suivent les signatures du greffier et des huit membres de l'Audience.

Document n°5

Déposition de Manoel Conceição dos Santos, dirigeant du Syndicat rural de Pindaré Mirim (Maranhão). Incarcéré et blessé à balles le 13 juillet 1968. Publié in Mensagem, n° 186, février 1970, p. 9.

«Moi, Manoel Conceição de Santos, président du syndicat des travailleurs agricoles de Pindaré Mirim, dément les nouvelles publiées par les journaux de São Luis, et tout particulièrement les déclarations du secrétaire à la Sûreté publique, faites le 27 juillet 1968.»

«Au nom de la vérité, je me vois dans l'obligation de déclarer ce qui

Dossier

suit: le 13 juillet dernier, au matin, plusieurs travailleurs attendaient pour recevoir des soins dans un dispensaire du syndicat; une camionnette s'arrêta près de là et sept hommes armés de fusils et de revolvers en descendirent. Le commissaire de police, accompagné d'un soldat, m'appela et je vins vers lui. A ma grande surprise, je fus pris à partie par les soldats qui me tirèrent dessus (je reçus cinq balles dans les jambes) ainsi que, sur les nombreux témoins de la scène, parmi lesquels il y avait des femmes et des enfants. Je fus jeté dans la camionnette comme une bête, puis je duis marcher, grièvement blessé, jusqu'au cachot où j'attendis fut 17 heures pour recevoir les premiers soins; trois jours passerent et mes doigts étaient déjà à moitié pourris quand je reçus de nouveaux soins. Le 17 je fus relâché et pour ne pas mourir j'allais à São Paulo subir l'amputation de la jambe gangrenée.» (San Lois, 30 juin 1968.)

Document n°6

Tortures subies à la D.E.O.P.S. de Belo Horizonte par Maria Imaculada da Conceição, secrétaire du Syndicat des métallos de Belo Horizonte et Contagem. Extraits d'une lettre publiée dans la page syndicale de la Tribuna da Imprensa, à Rio, le 16 décembre 1969.

Monsieur le Rédacteur,

«Cette lettre est un récit véridique et impressionnant qui remplit d'indignation les Brésiliens... Maria Imaculada da Conceição est restée plus de soixante jours au secret, alors que la loi prévoit un maximum de dix jours. Pendant ces deux mois elle a été soumise à de terribles pressions psychologiques, aux tortures et autres «traitements» typiques de

la D.E.O.P.S., du G-2 de la police militaire de l'Etat et du service, secret de l'Armée de l'I.D.-4. Elle fut victime d'un avortement alors qu'elle se trouvait en prison et non seulement elle ne reçut aucune assistance médicale, mais elle fut terriblement maltraitée. Et comme si cela ne suffisait pas, les bourreaux pleins de leur passion homicide pratiquèrent l'avortement dans un local fétide de la D.E.O.P.S., après avoir rassemblé les prisonniers politiques (...), sans anesthésie, ni aucune précaution d'hygiène, sans même les instruments pour un curetage. Quand la victime impuissante criait, les bourreaux hurlaient hystériquement leur joie sadique et insultaient les spectateurs indignés, tenus sous la menace des mitraillettes. »

Document n°7

Lettre des prisonniers du Pénitencier du Minas Gerais, Juiz, de Fora, le 19 décembre 1969.

«...Nous faisons auprès du Conseil de défense de la personne humaine cette dénonciation, dans l'espoir de le voir faire vérifier la teneur des faits rapportés. A cette fin nous nous mettons à son entière disposition pour témoigner ou donner tous les éclaircissements nécessaires. Il nous est extrêmement difficile, à nous les prisonniers de Linhares, de fournir immédiatement des preuves des faits rapportés, mais, dès que l'on voudra faire la lumière, et nous croyons que c'est ce que le Conseil tâche de faire, nous pourrions donner de non veaux témoignages et indiquer les vérifications à faire. De toute façon, tous les témoignages ici présentés, véridiques dédramatisés, prouvent suffisamment l'existence de tels fait.

Dossier

Cela est tellement vrai qu'il nous est pénible de faire cette dénonciation, car nous sommes à la merci de ceux qui nous ont déjà fait tellement de mal. Pourtant, conscients de notre devoir d'aider à l'extirpation de ce cancer qui démoralise, dans les prisons, les casernes et les commissariats, notre jeunesse, nous avons décidé de témoigner et de remettre au Conseil la responsabilité de veiller à tout ce qui pourrait dorénavant arriver aux prisonniers, au physique et au moral. Voici les faits:

» Vers 4 heures du matin, le 29 janvier 1969, furent arrêtés, rue Itacarambu, dans le quartier San Geraldo de Belo Horizonte, Murilo Pinto da Silva, Mauricio Vieira da Paiva, Alfonso Celso Lara Leite, Jorge Raimundo Nahas, Maria Carvalho Nahas, Nilo Sérgio Macedo Meneses et Julio Antonio Bitancourt de Almeida. (...) Tous furent battus, presque tous souffrirent d'entailles dans le cuir chevelu et Mauricio, qui ne pouvait même plus marcher, souffrait de telles contusions à la tête, que plus tard à Police-Secours les médecins se rendirent compte qu'il avait reçu une balle. Déjà dans la maison de la rue Itacarambu, où l'on avait passé les menottes, attaché les poignets et le cou avec un fil de fer, sur lequel les policiers tiraient. Les prisonniers passèrent ensuite à la Délégation de la vigilance sociale (ancienne D.E.O.P.S.), après avoir été jetés sur le porte-bagages d'une jeep Willys. Mauricio, qui avait une jambe raide depuis qu'il avait reçu une balle dans le genou, dut faire le voyage juché sur le dossier arrière, ce qui augmentait ses douleurs. À l'arrivée, ils furent rudement battus, à nouveau. Mauricio, qui saignait depuis une heure, ne put résister à ce traitement et tomba par terre, entravé. Ensuite il fut isolé de ses camarades et resta longtemps gisant, frappé du pied par les policiers qui passaient. À 8 heures, on l'amena à Police-Secours pour qu'il «ne meure tout de même pas» (le délégué Thacio Meneses Sia *dixit*) soit quatre heures après avoir été blessé. Les policiers qui participèrent à l'arrestation et aux

violences sont Luis Soares da Rocha, superintendant de la police générale, de l'Etat du Minas Gerais, les délégués Lara Resende, Mario Candido da Rocha, José Pereira, Haydn Saraiva et José Reis (tous attachés au département des vols et agressions) sans parler des policiers et gardes civils.

«Interrogatoires:

«Les volées de coups commencèrent à l'arrivée à la délégation et ne cessèrent jamais. Les détenus furent placés debout, le visage contre le mur et restèrent ainsi, sans boire ni manger, jusqu'au lendemain. À chaque instant, les policiers civils et militaires venaient les frapper à coups de pied, à coups de matraque, les couvrant d'hématomes; presque tous eurent besoin de points de suture du cuir chevelu; ils eurent en plus à souffrir la torture psychologique, menacés de mort à tout moment. Le délégué Thacio Sia répétait à Murilo Pinto da Silva, la première journée de l'interrogatoire, finirait par le tuer, «comme il l'avait déjà souvent fait, sans que personne le sache». Conduit à l'instruction, Murilo fut tourmenté à la pointe du couteau, durant tout le trajet, par le groupe commandé par le délégué Sia. Mauricio, qui avait été opéré, fut interrogé au poste de secours, ce qui lui valut de ne pas être frappé, mais ne l'empêcha pas d'être menacé de mort, d'être conduit à la D.E.O.P.S. et pendu au *pau-de-arara*. L'auteur de ces menaces était le greffier Ariosvaldo Hora, qui l'interrogeait en présence de Fabio Bandeira. Angelo Pezutti da Silva et Erwing Resende Duarte furent aussi frappés par le délégué Sia, et José Raimundo de Oliveira fut battu et pendu à plusieurs reprises par le cou. Antonio José de Oliveira arriva au poste de secours une semaine après Mauricio, à cause de graves blessures à balles; les policiers l'avaient laissé plus de deux heures dans une cellule de la délégation «en attendant qu'il meure», dirent-ils après l'avoir

Dossier

roué de coups. Deux jours plus tard, Delio Fantini arriva au poste avec un pied et un bras fracturés en plusieurs endroits, le corps tuméfié et le cuir chevelu fendu. Ramené à la délégation, il fut enfermé avec Julio Antonio Betancourt de Almeida, qui le vit reparti à la torture. Betancourt dit que Delio Fantini avait «les dents arrachées, le bras cassé pendant, les doigts de pied défilés, les jambes enflées, deux coupures à la tête, le corps marqué par les coups de matraque et les brûlures de cigarette ». D'après Mauricio, il était dans un tel état que les personnes qui travaillaient au poste de secours furent horrifiées par la sauvagerie des policiers. Ivan Campos, qui venait d'être victime d'un accident d'autobus ayant péri trente personnes (au viaduc das Almas), dix-sept jours après une opération nécessitée par l'éclatement du foie, souffrant d'un abcès post-opératoire, fut placé en cellule à la délégation, sans surveillance médicale et obligé de dormir par terre; il n'eut un lit et des soins qu'au bout de quelques jours et sur intervention du directeur du poste de secours; il ne mangeait pas car on ne lui donnait que du riz cru et des haricots bouillis. Il fut menacé, lui aussi, de passer à la torture.

Bourreaux de la Délégation: Thasio Meneses Sia, Arioswaldo Jora Seoralick, José de Carmo, Joel, Cabo Ferreira, Marcio, José Aparecido, Anesio, Geraldo, Vander, Bicalho.

Les premiers interrogatoires furent faits dans la délégation des vols et agressions de Belo Horizonte; le président de l'enquête était alors Luis Soares de Rocha, superintendant de la police générale de l'État, supérieur des deux délégués Lara Resende et Mario Candido da Rocha. Les présidents qui passèrent par cette délégation furent sauvagement torturés. Angelo Pezzuti da Silva et Erwin Resende Duarte, les premiers interrogés, y furent conduits par deux fois, la deuxième moitié de janvier 1969. Erwin fut

obligé de se mettre par terre, et, nu, fut brutalement frappé et bourré de coups de pied, par Lara Resende, Mario Candido da Rocha, les policiers, Rodrigo, Saraiva, etc. Le capitaine. Gomes Carneiro, militaire ici présent, frappa. Erwin et lui fit le «téléphone». Il eut encore droit à la magnéto, à la raclée à coups de matraque, aux menaces de mort, au chantage sur les parents, etc. Pezzuti pendu au *pau-de-arara* fut battu par José Pereira, qui ensuite, lui faisait avaler de l'eau par le nez, tandis que José Maria le frappait sur la plante des pieds avec une matraque en caoutchouc, et que le sous-inspecteur Cecildes, aidé du délégué Mario Candido da Rocha, le torturait avec la magnéto. En février 1969, les autres prisonniers qui se trouvaient à la D.V.S. (ex-D.E.O.P.S.) où un pénitencier Magalhães Pinto commencent à être interrogés dans cette délégation. Nilo Sérgio Meneses Macedo fut battu plusieurs jours par les délégués Lara Resende, Mario Rocha, les enquêteurs Haydn Saraiva, José Pereira, etc. Il resta soixante-douze heures dans une cellule infecte et puante où d'énormes rats l'empêchaient de dormir (Angelo et Erwin connurent aussi cette cellule). Finalement les bourreaux déjà cités pendirent Milo au *pau-de-arara*, le frapperent sur la plante des pieds, le torturèrent à l'électricité, le suffoquèrent avec l'éponge pleine d'eau. Jorge Raimundo Nehas y fut supplicié par Mario Candido da Rocha, José Pereira, H. Saraiva, José Maria et Pionoro: électricité et matraque. Il en sortit le corps couvert de cicatrices et les ongles arrachés. Pedro Paulo Bretas fut torturé en janvier 1969 par Lara Resende et M. Rocha, Adao, Saraiva, Pereira et d'autres encore. Pendu au *pau-de-arara*, électrocuté, frappé, resta ensuite soixante-douze heures avec les rats.

Conduit à la délégation, Julio Antonio fut mis dans une cellule où il était impossible de respirer à cause de l'état des cabinets et où couraient des dizaines d'énormes rats. Tout le temps il entendit les cris des supplicies.

Dossier

Il vit quinze à vingt personnes dans une cellule de deux metres sur deux. Mauricio Vieira de Paiva, malgré sa blessure et son opération toute récente, fut frappé jusque dans l'infirmerie. Les tortures se pratiquaient dans cette Délégation-la sous les ordres de Luis Soarez da Rocha et des délégués Lara Resende et Mario Candido da Rocha, avec l'accord complice du commandant du C.P.O.R., représenté à divers interrogatoires par le capitaine Almeida. Toujours là, Antonio Pereira Mattos fut pendu au *pau-de-arara*, subit l'électricité pendant douze heures, complétée par le matraquage, le «téléphone» dans les oreilles, les coups de pied, et le supplice de l'eau. Après cela il dut rester aux antibiotiques cinquante jours. On menaçait de le passer «sur le billiard» (d'après les bourreaux, il s'agit d'une table métallique où l'on attachait le prisonnier, manie d'un dispositif qui met le patient en extension tandis qu'on lui racle les côtes avec un long bistouri). João Lucas Alves, ex-sergent d'Aéronautique, arrêté à la fin de l'année dernière à Guanabara, fut amené là, en janvier 1969, après ses prisons de Belo Horizonte. Il y mourut. D'après les délégués et les enquêteurs, fut brutalement torturé parce qu'il niait sa participation aux attaques contre les banques. Il se suicida dans sa cellule, en se pendait avec son pantalon. Après ces interrogatoires, les prisonniers furent mis à la disposition des autorités militaires du pénitencier Magalhães Pinto, avec d'autres prisonniers politiques, et ils y restèrent plusieurs mois, au secret, avec interdiction de parler, dans des cellules aux fenêtres fermées et peintes en noir. Ils n'avaient pas le droit de marcher ou de rester debout: il fallait rester assis sur le matelas (il n'y avait pas de lit). Dès semaines entières ils ne purent lire, tourner, descendre dans la cour prendre le soleil. Pendant ce temps, l'enquête policière et militaire dirigée par le colonel Otavio Aguiar dos Medeiros continuait. Les interrogatoires avaient lieu dans une salle spéciale du C.P.O.R. (12^e R.I.) et les prisonniers étaient soumis à diverses

pressions morales et psychologiques. Pendant les semaines que duraient leurs dépositions, ils restaient en cellule, sans lit, sans can pour se laver. Les responsables de l'enquête ne pouvaient rien attendre de nouvelles tortures car ils disposaient déjà des renseignements voulus. Pourtant, Jorge Raimundo Nahas fut torturé, dans la salle d'éducation physique pour gull confirme sa déposition et donné où «inventé» de nouvelles informations (lieutenant Deimeneses dit). Torture à la magnéto, celle qu'utilise le service des transmissions, il fut obligé de marcher sur des petites boîtes de conserve aux bords tranchants. Les exécutants étaient le capitaine Portela, le lieutenant Delmencses, les sergents Cleber et Averno, le caporal Ayres, le policier Vicente et un civil, sans doute agent du S.N.I., Alfonso Paulino. Les responsables étaient le colonel Medeiros et le capitaine Almeida.

Quand l'enquête fut close à Belo Horizonte, les prisonniers furent envoyés à Guanabara (1^{re} compagnie de l'Armée P.E.) à la demande du colonel Ary, chargé d'enquête, le 18 août 1969. De Belo Horizonte à Guanabara, les six furent entassés à l'arrière d'une voiture patrouille, et entravés en tas. Malades, ils vomirent les uns sur les autres, sans qu'on s'occupe d'eux. A l'arrivée, ils furent extraits de la voiture à coups de pied, deshabillés, torses et mis en cellule, cinq ensemble, un tout seul. Les cellules de brique mesuraient deux metres sur deux et ils y passerent soixante-quatorze jours dans des conditions d'hygiène invraisemblables. On leur interdit de dormir les premières quarante-huit heures, puis ils restèrent debout quatre-vingt-seize heures, arrosés régulièrement par un jet d'eau froide. Ils souffrirent de la faim pendant tout leur séjour, ne recevant qu'une tasse d'aliments (quand ils la recevaient) par jour. De temps à autre, où recommençait à les arroser; deux fois où leur jeta des grenades de gaz lacrymogène, qui faillirent les asphyxier. Sucreries et cigarettes étaient interdites et leur découverte entraînait de nouvelles bastonnades, de

Dossier

nouveaux supplices; les prisonniers, maigrissent si vite, malgré l'inaction forcée, que leurs parents furent épouvantés par ces revenants des camps de concentration. D'ailleurs, les tortionnaires de la répétaient fièrement gulls étaient la «Gestapo brésilienne». Le 8 octobre, dans le cadre de l'instruction de cent sergents, des trois armes, eut lieu un interrogatoire. On commença par torturer Mauricio pour voir si la magnéto «marchait bien» (caporal Mendonga *dixit*). Vers 16 heures, les prisonniers Mauricio de Paiva, Angelo Pezzuti, Murilo Pinto, Pedro Paulo Bretas, Alfonso Celso Lara, Julio Antonio, Irani Campos (ex-P.M. de la G.B.) et un autre prisonnier dit Zezinho furent amenés à la salle de cours. Dêvêtus, ils entrèrent dans la salle où le lieutenant Haylton commentait des diapositives sur les divers types de tortures, leurs caractéristiques et leurs effets, tandis que les sergents Andrade, Oliveira, Rossoni et Rangel, aides des caporaux Mendonça et Povoreli et du soldat Marcelino, torturaient les prisonniers devant les cent militaires. Mauricio fut électrocuté, Bretas cut les doigts passés à l'étau, Murilo marcha sur les boîtes de conserve tranchantes, Zezinho fut pendu au *pau-de-arara*, l'ancien P.M. fut bastonné, tandis que Nilo, les bras en Croix et sur un pied, devait porter des briques. En cet endroit, les prisonniers, quand ils n'étaient pas torturés, entendaient sans cesse les cris des supplices, jour et nuit; ils apprirent à reconnaître le genre de traînée qui était appliquée d'après les hurlements.

Actuellement, nous sommes au pénitencier de Linhares, et bien que nous soyons détenus depuis près d'un an, nous sommes toujours victimes de restrictions absurdes, propres à une rigueur pénitentiaire dont la loi de sûreté nationale nous exempte. Enfermés dans des cellules individuelles dix-neuf par jour, nous n'avons pas droit aux allumettes, aux journaux, aux revues ou à la radio dans la cellule. Nous ne pouvons recevoir de livres, sauf les ouvrages didactiques, les visites sont rendues presque impossibles,

tant de conditions y étant mises, nous ne pouvons voir les avocats en particulier.»

Suivent douze signatures.

Document n°8

Extraits de la déclaration du P. Antonio Alberto Soligo, arrêté par la II^e Armée, à Osasco, le 10 février 1969.

«Je fus arrêté alors que je cherchais à me faire embaucher dans une usine. Ils me passèrent les menottes dans la rue et me conduisirent à la caserne d'Ibirapuera, où je retrouvais des ouvriers qui avaient disparu d'Osasco, tous sauvagement torturés: Cicero, Pedro Tintino, Antonio Selestino, arrêtés, qui chez le boulanger, qui au travail, qui chez lui, au repos. Mon ami Clemens Frederic Augustio Schrague, arrêté chez lui, était là depuis quatre jours, malade, torturé chaque jour durant quatre heures, alors qu'il avait un accès de malaria et une température de 41°, roué de coups et électrocuté.

«Carlos Gilberto Pereira, venu du Goiás pour trouver du travail, avait été aussi arrêté par la force publique, chez lui, avec violation de domicile privé, et j'assistai à son supplice. Comment pouvait-il parler du capitaine Carlos Lamarca, qu'ils cherchaient alors, s'il n'avait jamais entendu son nom? Une semaine plus tard, le P. Jan H. Talpe et Ida Kremen étaient pris chez eux par le 4^e R.I. d'Osasco, en train de discuter sur ce qu'ils pourraient faire pour moi et pour Clemens, le fiancé d'Ida. Les militaires cerneront la rue et mirent trois fois notre maison à sac, volant nos affaires.

Dossier

Ils faisaient de même pour tous les détenus; ils utilisaient les voitures des prisonniers (Pedro Mobo et Dulce de Souza) pour continuer leurs enquêtes et arrêter plus de monde. A la D.E.O.P.S., le P. Jan H. Talpe et moi avons dû porter plainte contre la police militaire speciale pour récupérer nos diets personnels, sans jamais retrouver une radio, une machine à écrire et divers appareils électroniques. Les voisins furent convoqués pour déposer et obligés de donner des renseignements sur notre compte, mais ils nous connaissaient comme des personnes travailleuses, honnêtes et désirant le bien du peuple, alors que la dictature voulait les entendre dire que nous faisions de la subversion. Les valets de la dictature me torturèrent avec d'autant plus de violence, en me criant en chœur «Faux ouvrier, prêtre traître au peuple, au Brésil, à l'Eglise, à Dieu et au Christ, curé communiste.» Ou encore: «C'est pécher que dire un mot, pas vrai, fils de puts?» Je profitais d'un instant pour leur dire: «Vous, les soldats, vous devriez en faire autant.» Cela sulfa pour que les valets de la criminelle dictature militaire me fassent enfler les mains à coups de matraque, et à forcé de coups de poing, de pied, de bâton, ne me fassent éclater le tympan, sortir les yeux de la tête, éclater la rate, le foie, et le sexe. Tels des démons, ils me sautaient à pieds joints sur la poitrine et le ventre. Nu, assis sur une chaise où jeté sur le sol, pieds et poings liés, je subissais le supplice de la génératrice, les électrodes branches aux doigts, aux oreilles, au pénis, à l'anus et au scrotum, pendant quatre heures, de plus en plus violemment. Pour que les décharges soient plus brutales, ils me battaient avec une serviette mouillée et m'arrosaient; je fus torturé en arrivain puis une semaine après, le 18 février 1969, à la «maternelle », ancien casino transformés en chambre des tortures. Les bourreaux, aux ordres du général. Luis Felipe Guedes, du lieutenant-colonel A. Henrique Matos et du capitaine Danilo Mariani étaient: le capitaine Antonio Carlos

Nascimento Pivatto, sous-commandant de la police de l'armée; le sergent Vendramini, oncle d'un de nos séminaristes, dont la famille vit à Joaçaba S.C.; le lieutenant Agostinho et le caporal Marco Antonio Ribeiro, dit Passarinho de passereau) qui me sortit de la cellule n° 1, et me donna un coup de genou dans les parties, devant mes compagnons; un nommé Zancon et d'autres encore. La torturé ne leur donna pas ce qu'ils voulaient puisqu'ils ne nous firent pas perdre confiance dans la victoire du peuple. Au contraire. Je suis toujours resté lucide sous la torturé et j'ai vu les bourreaux comme intimidés, découragés, désespérés comme la dictature qui n'arrive à rien avec les gens. Au contraire, les tortures servaient à les démasquer et à nous fortifier dans la lutte (...). Les tortures continuaient nuit et jour, variant selon les heures, pendant les six mois où je restais entre leurs mains. L'équipe fatiguée était relayée où se reposait quand la victime pendait au *pau-de-arara*. J'ai vu des bourreaux s'excuser devant les victimes qui les affrontaient avec une dignité qui les surprenait. Ils violenterent une mère de famille devant son mari et torturaient les femmes, nues, à côté d'hommes nus également. Une femme enceinte fut suppliciée jusqu'à en avorter, pour mourir ensuite, ainsi que l'enfant. Ils plaçaient des canules dans les vagins des femmes et les anus des hommes. Mère, père, femme, fils où frère étaient pris comme otages et torturés jusqu'à la découverte de la personne recherchée. L'avocat Antonio Expedito Pereira fut torturé avec sa femme, son mecarticien, sa secrétaire et le frère de cette dernière qui avait in liste dos prisonniers qu'il devait défendre. Le médecin Antonio Carlos Madeira avait soigné des personnes qui furent arrêtées par la suite: où l'arrêta, et parce qu'il connaissait beaucoup de monde à São Paulo, où le conduisit à Minas pour le torturer un mois. De même pour l'architecte Faride. Le dessinateur José Paiva, blessé aux côtés, avait auparavant vu torturer sa femme, sa mère et sa sœur José de Jesus,

Dossier

vendeur de billets de loterie, subit le même traitement (il apprit avec nous à lire et à écrire, se faisant du souci pour sa femme enceinte de six mois). L'avocat Marcilo Krieger sortit de la cellule n° 2 à 7 heures du matin et revint à 14 heures, convert d'hématomes, le côté droit enflé, et il resta vingt jours sous la surveillance du médecin prisonnier. Antonio Ubaldino, métallo de cinquante-trois ans, devint sourd à force d'être frappé sur les oreilles. Enfin, tous, nous étions au secret, sans défenseur, sans savoir ce qu'il en serait de nous le lendemain, entre les mains de l'odieuse dictature militaire. Mais presque tous affrontèrent héroïquement et fièrement la torture, sachant qu'il fallait en passer par là pour démoraleiser la dictature, ennemie du peuple, et se préparer aux plus grands sacrifices pour la libération du peuple. Nous vivions en cellule, avec des habits sales, sans couverture, mangeant toujours la même nourriture froide dans des bols de plastique, rarement lavés et rasés (une douche pour cinquante à soixante-dix prisonniers). Le cabinet de la cellule nous valait l'immonde torture des puces et de toute la vermine; parfois ils ne passaient pas vider la poubelle. Six mois sans savoir ce qu'était le soleil, six mois sous la dure lumière électrique sans savoir ce qu'était l'obscurité. Sans nouvelles du peuple. Tous les samedis, les prisonniers demandaient la messe. Ils ne l'eurent jamais. Nous avons célébré la liberté de tout le peuple, à Pâques, enfermés dans nos cellules. Un jour, Talpe et moi, nous sommes montés, attachés, les fusils chargés dans les reins. Un collègue, le P. Alfonso Passos, de la paroisse Notre-Dame-du-B Brésil, nous proposait de célébrer Pâques; nous avons dit que nous acceptions et que les autres prisonniers aussi, nous avons expliqué quelle était notre Pâque et que tous les prisonniers voulaient assister à la messe. On nous répondit alors que l'ouï pouvait faire une exception pour les deux pre très mais pas pour tous les prisonniers, car nous étions au secret. Dès lors nous avons refusé, par solidarité et cela fut notre véritable

Pâque, offerte en sacrifice d'union avec les autres prisonniers. Pour la même raison, nous n'avons pas célébré individuellement la messe, comme nous y avons été autorisés. Nous n'acceptons pas le point de vue du cardinal Rossi, primat de l'Eglise au Brésil, informé, lors de la visite qu'il me rendit, du traitement «religieux» donné par la dictature aux prisonniers. Il nous dit qu'il était déjà au courant par le ministre de la Justice Gama e Silva. Pourtant, il a continué à fréquenter les banquets, en hommage à ces «autorités»...

Je suis resté dans la cellule n° 2 du 27 février jusqu'au 14 août 1969, à 19 h 30. Mes compagnons de cellule qui ont subi les supplices les plus variés sont: le métallo Antonio Ubaldino, le dessinateur José Paiva, le métallo Oswaldo Antonio dos Santos, l'ex-marin de la marine de guerre Otacilio Pereira da Silva, l'ex-sergent Onofre Pinto, le vendeur de billets de loterie, José de Jesus, le médecin Antonio Carlos Madeira, l'avocat Marcilo Krieger, le prêtre et savant Jan H. Talpe, le biologiste Clemens F. Augustio Schrage, le secrétaire d'Osasco, Martines. Certains furent menacés par le délégué Fabio Lessa du «sérum de vérité». Oswaldo A. dos Santos faillit mourir dans la torture par strangulation des jugulaires. J'ai vu Joel of Argonauta Pacheco soigné par le médecin prisonnier, le premier avec le pouce d'un pied abîmé par l'électricité, le second avec les côtés fracturés. Nelson Chaves et Guilherme dos Santos Carvalho, mes compagnons cellule, furent aussi torturés. Dans les autres cellules, José Ebraim, Roque Aparecido, Pedro Lobo Dulce de Souza, Granville Ponce, Botássio et d'autres encore furent torturés. Les soldats Dias, Gomide, le caporal Aristides et le sergent Campos, de la 7^e compagnie de Gardes, chargés de la surveillance, furent leur possible pour améliorer notre sort, en nettoyant, en faisant des achats et en nous procurant des distractions. Ils furent arrêtés, jugés et condamnés, dans leur caserne et au Q.G. Ibirapuera. Les

Dossier

responsables de cette injustice sont le général Luis Felipe Guedes, chargé des enquêtes du D.E.O.P.S., le délégué de D.E.O.P.S., le colonel Enio et l'ex-directeur du D.E.O.P.S., Wanderico Arruda da Morais, commandant de la 7^e compagnie de Gardes, et commandant de la police militaire de la caserne d'Ibirapuera. Je fus relâché au bout six mois, et mon procès suspendu. Mes amis, Iw P. Jan H. Talpe et Clemens F. Augustio Schrague furent expulsés du pays sans jugement, pour avoir commis le crime d'amitié envers le peuple brésilien... Personne ne vaincra la lutte du peuple brésilien. Il vaincra. Mon procès a été mis où ma tite il partir de preuves inexistantes que je dus signer sous la torture; comme cela n'y est pas dit, le document, que je rends aujourd'hui public, est nécessaire. J'ai toujours pu voir que mes interrogateurs militaires voulaient ma condamnation et Alcides Cintra Bueno Filho, du D.E.O.P.S., délégué du culte, qui m'entendit deux fois, m'a donné la même impression, refusant de me donner la possibilité d'élucider des contradictions dans mon témoignage, que je dus signer sous la contrainte, en sachant qu'il était faux.»

Document n°11

Lettre écrite par Elenaldo Celso Teixeira, quand il était en prison à Recife. A Dautom Jobim, président de la A.B.I., le 6 décembre 1969.

«J'ai l'honneur de vous écrire, parce que vous êtes au courant des problèmes de la presse, pour porter à votre connaissance le sort des prisonniers politiques dans ce pays. J'affirme rapporter avec la plus grande honnêteté et le plus grand calme les tortures dont je fus victime avec mon compagnon. J'écris aujourd'hui en son nom parce qu'il ne peut le faire,

étant hospitalisé en ce moment, peut-être infirme pour la vie. Je suis avocat, diplôme à Bahia et mon compagnon, Luis Medeiros de Oliveira, est étudiant des arts et métiers. Le 16 juillet, deux jeeps de la police nous ont emmenés; jusque-là rien de remarquable. Ils disaient nous conduire à la Délégation pour entendre nos déclarations, car nous déions étrangers et, comme tels, suspects. Nous avons été arrêtés le 16 à 17 heures, par trois policiers de Recife, enquêteurs nommes Humberto X..., Rivel Rocha et un troisième inconnu, accompagnés par un sucrier du nom d'Amaro Dutra, escortés par ses deux tueurs. Tous étaient armés. Nous fûmes emprisonnés et notre supplice commença. Menottes aux poignets, ils nous mirent sur la jeep, avec des claques sur la figure et en profèrent de nombreuses menaces. A 17 heures, où commença router; où sortit du municipe d'Escada mais à l'entrée de Recife où fit demi-tour pour retraverser Escada et alter à la raffinerie de M. Dutra. Durant le trajet, ils nous menaçaient de pendaison, de noyade, etc. Cette guerre psychologique laissait aussi le temps à la nuit de tomber. Ils s'arrêtèrent l'usine et dènèrent chez M. Dutra; pendant leur repas, nous sommes restés attachés sur la jeep, les bras accrochés à la capote, entourés par plus de dix hommes de main du propriétaire. Cela dura une heure; après le repas, le voyage reprit et nous, dans la même position, encaissions les cahots sur une route pleine de trous. Ils nous conduisirent à l'usine Liberté, dans le municipe de Cabo. Là, les policiers avaieni déjà décidé, avec le propriétaire, de nous torturer. Le supplice commença vers 21 heures pour durer jusqu'au lends main. Les mains liées, nous fûmes assis par terre, dans les bureaux de l'usine. Les policiers Humberto et Rivet Rocha se relayaient, mais parfois toes les deux nous battaient utilisaient des matraques de caoutchouc, dures et grandes cognaient sur la tête, la poitrine, le ventre, les jambes; l'ull commençait avec la matraque, l'autre continuait avec une courroie de

Dossier

caoutchouc jusqu'à évanouissement de la victime, aussitôt ranimée avec de l'eau froide, pour être à nouveau battue, cognée, frappée à coups de pied. Quand ils se fatiguaient, un troisième policier venait nous conseiller de parler et nous menacer de tortures pires. C'était le psychologue la violence continua au même rythme. Au bout d'un moment, ils nous attachèrent par les pieds, et nous pendirent la tête en bas pour nous frapper à nouveau sur les jambes, le ventre, la poitrine, la tête; au bout d'un long moment, ils détendirent la cords et nous frappèrent par terre; évanouissement eau froide. Nous demandons de l'eau, ils nous en donnent mélangée d'alcool où d'un produit caustique qui nous brûle terriblement l'estomac; et puis le simulacre du coup de revolver dans l'oreille. Il était déjà le matin quand, endoloris de la tête aux pieds, ils nous furent marcher jusqu'à la jeep, et nous pouvions pas marcher, ni rester debout; ils nous mirent sur une brouette et nous amenèrent à la voiture. Là nous avons perdu connaissance pour nous réveiller dans une prison, qu'après nous avons su être celle du commissariat du quartier de Caxangá. Mouillés, en toques, couverts de bleus, nous avons demandé à nous laver, sans même pouvoir nous lever. Deuxième perte de connaissance avant de nous réveiller trois jours plus tard au poste de secours; nous sommes restés sans pouvoir manger, entre la vie et la mort, avec des soins très insuffisants. Après vingt-sept jours d'hospitalisation quand il nous fut un peu possible de marcher, à grand petite, où nous amena au secrétariat de la Sûreté publique, où commença la deuxième étape des tortures psychologiques, des menacés, des interrogatoires incessants; nous sommes restés plusieurs jours, interrogés à tout moment, par des gens aux ordres de Moacyr Salles, délégué de la Sûreté sociale et Gibson Bartolomeu, du département des enquêtes et captures. Nous sommes restés au secret quarante jours, du 26 juillet au 25 août. Seule ma famille, munie d'un ordre du gouverneur de l'Etat, put

me voir. Nous recevions pendant ce temps des menacés directes des deux délégués: «Maintenant la deuxième étape va commencer, vous allez voir les raclées que vous allez recevoir.» Leur action psychologique conduisit sa dureté, Luiz Medeiros de Oliveira à se jeter du premier étage du secrétariat pour échapper à ces tortures.

Il est sans doute infirme pour le restart de ses jours. Quelques instants avant sa tentative de suicide, les policiers avaient demandé à leurs collègues, devant nous, d'aller leur acheter des cigarettes, car il leur en faudrait beaucoup ce jour-là. Luiz Medeiros est encore aujourd'hui à l'hôpital. Centenário, avec fracture de la colonne vertébrale et des membres supérieurs, et diverses blessures, paralysé. De plus, les remèdes demandés par le médecin ont été interceptés par le policiers; un policier à mis plusieurs ordonnances dans sa poche, sans aller à la pharmacie. M. Dautorn Jobim, si je vous donne tant de détails, c'est pour que vous preniez conscience de la gravité de la situation et alertiez l'opinion publique au sujet des traitements cruels et sanguinaires infligés aux prisonniers politiques. Il ne s'agit pas d'un cas isolé et la police emploie de plus en plus les méthodes violentes, les sévices, les tortures, tandis qu'elle.-: trompe l'opinion publique avec ses déclarations cyniques. Dans notre cas, on a pu entendre Moacyr Salles déclarer que nous recevions les meilleurs traitements. Ils masquent ainsi leurs agissements secrets. Il est vrai que, dans notre cas, après nous avoir toturés, ils on dû nous conduire à l'hôpital, améliorer notre nourriture pour éviter les graves conséquences qu'aurait entraînées notre mort, leur crime. Pour conclure, non content de nous avoir extorqué une confession qui nous à vain cinq ans de prison, Moacyr Salles n'à pas eu honte de porter plainte contre nous deux, accusés d'avoir blessé les enquêteurs à Escada. Voila à quel absurde nous arrivons. Arrêtés par six personnes armées, nous deux, sans armés, avons résisté et

Dossier

avons blessé les policiers ! Quel arbitraire ! quelle audace ! Menottes aux poings nous avons blessé les policiers armés jusqu'aux dents ! C'est ridicule. Monsieur, tout ce qui est dit ici est pure vérité; nous avons un certificat médical des lésions qui nous ont été infligées et des attestations délivrées par deux hopitaux de poste de secours de l'Etat et l'hôpital Jaime da Fonte) et communiquées au juge de Escada, en guise de défense. Nous vous remercions du fond du cœur de l'attention que vous voudrez bien nous accorder.

Elenaldo Celso Teixeira. »

Document n°12

Extrait de la déclaration de Mgr Helder Camara, parue dans la revue Mensaje n° 186 (février 1970), à propos de l'assassinat du P. Henrique.

- «1. Nous remplissons un pénible devoir en dénonçant le barbare assassinat du P. Henrique Pereira Neto, perpétré dans la nuit du 28 mars, en cette ville de Recife.
2. Le P. Henrique, âgé de vingt-huit ans, prêtre depuis trois ans et demi, avait consacré sa vie à l'apostolat des jeunes, et spécialement des universitaires. Selon le témoignage de plusieurs familles, il avait participé jusqu'à 22 h 30 à une réunion à Parnamirim (un quartier de Recife) rassemblant parents et enfants, répondant à son désir de rapprocher générations.
3. Ce qui est spécialement grave dans ce crime, c'est raffinement de perversité dans lequel il baigne (entre divers supplices, la victime fut garrottée,

pendue, traînée, avant de recevoir trois balles dans la tête) et la certitude morale que cet attentat brutal n'est que le premier d'une série mûrement préparée, qui a débuté par les menaces et les avertissements.

4. Il y eut d'abord des menaces dérites sur les mers, parfois accompagnées de coups de feu. Le palais archiepiscopal de Mangueiras a été barbouillé d'inscriptions à plusieurs reprises. Jiquiriti (le siège de divers bureaux de l'archevêché) a essuyé des coups de feu, ainsi que la résidence de l'Eglise des Frontières.
5. Suivant les menaces téléphoniques annonçant que les premières victimes avaient été choisies; la première fut l'étudiant Candido Pinto de Melo, en quatrième année des Arts et Métiers, président de l'U.N.E. de Pernambuco. Il se trouve aujourd'hui paralysé, la colonne vertébrale brisée. La deuxième fut un jeune prêtre dont le seul crime fut d'exercer son apostolat en milieu étudiant.
6. Comme chrétiens, à l'exemple du Christ, et du premier martyr, saint Sébastien, nous demandons à Dieu qu'Il pardonne aux assassins, répétant les paroles du Maître: «Ils ne savent pas ce qu'ils font.» C'est pourquoi nous croyons avoir le droit de protester, pour qu'au moins ce nouvel escadron de la mort ne continue pas sa sinistre tâche.
7. Que l'holocauste du P. Henrique obtienne de Dieu la grâce que se poursuive le travail pour lequel il a donné sa vie, et la conversion des bourreaux.

Recife, le 27 mai 1969. Helder, archevêque de Recife et Olinda, José Lamartine, évêque auxiliaire et vicaire général, Mgr Arnaldo Cabral de Souza, vicaire épiscopal, Mgr Isinaldo Alves de FONSECA, vicaire épiscopal, Mgr José. Hernani Pinheiro, vicaire épiscopal.

Document n°13

Dépositions de Gilse Maria Conzenza Avelar, Loreta Kiefer Valadares, Delcy Gonçalves de Paula, Maria de Rosário Cunha Peixoto et Laudelina Maria Carneiro. Prisonnières politiques détenues en juin de 1960 au pénitencier régional de Juiz de Fora, en attendant de passer en jugement devant l'Audience militaire de la IV^e Région. Relâchées au milieu de 1970.

Liste des principaux militaires bourreaux ou spectateurs:

Armée: lieutenant-colonel Waldyr Ferreira Goés (président de l'enquête), capitaine Jofre Lacerda, cap. Sebastião G. Paixão, cap. Lacerda, cap. Gomes Carneiro, lieutenant Marcelo, sergent Costa.

Police Militaire: sergent Léo Machado, cap. Jésus, cap. Pedro Ivo, Ten. Pádua, Ten. Machado, major Teixeira, major Rubens, lieutenant Franklin et lieutenant Praxedes, colonel Drummond, colonel Helos.

Témoins des tortures et de leurs effets:

docteurs: Nahylida et Altemar, médecins du Pénitencier pour femmes.

fonctionnaires: Maria José Araujo, Adelina, Natalia, Georgina, Justina, Genny, toutes du pénitencier.

Le directeur du pénitencier, Edson Cavalieri.

Minas Gerais, le 1^{er} janvier 1970.

Gilse Maria Cozenza Avelar, Brésilienne, mariée, née le 28 décembre 1943, à Paraguassu, M.G., demeurant 196, rue Leopoldina à Belo Horizonte, assistante sociale, sortie du Service social de l'Université catholique en 1967. A une fille, née le 27 février 1969. Arrêtée le 17 juin 1969, frappée et giflée, conduite à la Délégation, où se trouvaient des dizaine de prisonniers. Soumise, durant les dix jours où elle y resta, à de terribles pressions psychologiques de la part des officiers qui l'interrogeaient

et menaçaient sa fille, fragile jumelle prématurée, âgée alors de trois mois. Le témoin était sorti récemment de l'hôpital où sa fille était sous sérum et transfusion constante. Les enquêteurs disaient qu'ils allaient la chercher et la laisser sans manger, sous les yeux de la mère, la plonger dans l'eau froide, etc. Le 28 juin, elle fut transférée, avec les autres prisonnières, à la prison pour femmes Estevão Pinto et mise au secret dans une des cellules décrites à la fin de ces dépositions. Dans la cellule n° 5, où elle resta deux mois, il y avait une ampoule de cent watts, aveuglante, et une seule et minime ouverture. Elle ne put dormir pendant des nuits entières à cause de la lumière aveuglante et cela entraîna chez elle des troubles nerveux et visuels, qui l'empêchent aujourd'hui de travailler. Le 23 août, à 17 h 30, elle fut conduite au lieutenant-colonel Waldyr Teixeira Goés, au 12^e régiment de la IV^e Région. S'y trouvaient le capitaine Jofre Lacerda et les prisonnières politiques Delcy, Laudelina et Loreta. Le lieutenant-colonel lui dit qu'elle allait être confiée aux bourreaux Jésus et Léo, capitaine et sergent de la P.M., qui se chargeraient de la bastonner, de la pendre, de s'amuser d'elle avant de la violer. Tout cela pour l'obliger à signer «la confession» des prétendus crimes politiques que les militaires voulaient prouver, et obtenir des renseignements, num lancer de nouvelles inculpations contre d'autres personnes. Sa résistance lui valet d'être livrée aux bourreaux. A 19 heures, les deux policiers la menèrent, en jeep, à Un poste de police isolé, qu'il n'a pas été possible de localiser (le témoin ne connaît pas les environs de Belo Horizonte et il faisait déjà nuit) Mais il s'agit d'une petite bâtisse de trois où quatre pièces, au bord de la route, dans la forêt, en direction du chemin de Neves. Le sergent Léo disait: «Ici nous pouvons travailler à notre gré parse que personne n'entend crier. Je vais demander définitivement ce local.» La, elle fut torturée 8 heures du soir jusqu'à 5 heures du matin, par les deux policiers aidés d'un troisième homme, non identifié. violemment

Dossier

déshabillée, elle fut livrée au bon plaisir des policiers, neuf heures durant, du samedi soir au dimanche matin.

1. Passage à tabac: coups sur tout le corps, coups de karaté dans la ventre et sur le cou, gifles, coups sur les oreilles, coups de matraque, torsion des mamelons.
2. «Téléphone»: coups sur les deux oreilles en même temps.
3. Electricité. Placée sur une table, elle était immobilisée par un policier tandis que l'autre la bâillonnait; le troisième tournait la manivelle de la génératrice branchée sur ses doigts de pied. Ils ne s'arrêtaient que lorsque la victime perdait presque connaissance, dans les spasmes, les tremblements et les contorsions.
4. «La Conserve»: pieds nus, elle a dû rester de longues séances, debout, sur une boîte de conserve (de saucisses) ouverte, ou sur deux boîtes de hauteur différente; bien vite les boîtes commençaient à s'enfoncer dans la plante des pieds, les muscles des cuisses se durcissaient, ce qui provoquait une douleur très grande; quand elle perdait l'équilibre, elle était battue, puis remise en place. Ne pouvant rester en équilibre toute seule, elle était soutenue par le sergent Léo, qui lui tordait en même temps les bouts des seins et augmentait la torture en la caressant par tout le corps.
5. *Pau-de-Arara*: elle dut mettre ses bras enchaînés autour de ses genoux pliés et ils glissèrent entre l'intérieur des coudes et des poplités. Le bâton fut mis à l'horizontale, un mètre du sol, appuyé sur une table et sur une pile de tireurs sur une chaise; elle fut pendue la tête en bas et le capitaine Jésus faisait marcher la magnéto, tandis que le sergent Léo la frappait avec une matraque sur les fesses, jambes et la plante des pieds. Parfois le sergent Léo arrêtait la bastonnade pour l'agresser sexuellement; quand les bourreaux la voyaient près de défaillir, ils lui levaient un peu la tête, pour reprendre aussitôt la torture.
6. Tortures sexuelles: Nue toute la nuit, elle fut soumise à tous les attentats

à la pudeur et la seule chose que fit pas le sergent Léo fut l'acte sexuel complet. Quand elle était sur les boîtes où pendue au *pau-de-arara*, ils la tripotaient par tout le corps. Le capitaine Jésus sortait de temps en temps pour laisser plus de liberté au sergent Léo, spécialement excité par les souffrances infligées aux femmes. Le capitaine Jésus et le capitaine Jofre Lacerda, tous deux de la commission d'enquête, ont d'ailleurs reconnu que le sergent était un sadique. Le capitaine Lacerda a dit le 22 août: «Je vais vous donner un conseil parce que vous êtes une femme mariée, mère d'un bébé de trois mois, et que je ne veux pas que soit exécuté ce qui se trame. Dites au capitaine Goés ce qu'il veut entendre, parce que sinon il vous livrera au sergent Léo et vous ne pouvez pas savoir ce que cela veut dire. C'est un homme incroyablement violent, un sadique qui éprouve du plaisir à torturer; je ne voudrais pas pour travailler avec moi, car si on ne le surveille pas constamment, il est capable de tout.» et est donc facile d'imaginer le reste; il la toucha, l'embrassa, la mordit de telle manière que l'on comprend qu'elle n'ait pas eu le courage de le mettre par écrit dans sa lettre. Pour les mêmes raisons, elle ne rapporte pas les commentaires qu'elle entendait dans le plus grossier des argots, qu'elle dut entendre pendant toute la torture. A 5 h 30 du matin, elle fut ramenée au pénitencier et reçue par la doctoresse Maria José Araujo, chef de service, qui peut témoigner avec Justina, autre employée, de son état, puisqu'elles se soutinrent jusqu'à la cellule. Comme témoin, il y a encore Georgina (qui l'avait vue partir, en bon état, le samedi soir et la trouva sans connaissance, dans son vomit, dans la cellule. Elle appela la doctoresse; trois jours de suite Georgina l'aidera à marcher pour aller aux toilettes et il se sanna de bains), la doctoresse Naylde, appelée d'urgence le 24 août, à 8 heures du matin. Elle l'examina, apprit les raisons de son état, ordonna des analgésiques pour l'état général, pour les oreilles, l'estomac, des calmants, et dit à Georgina de s'occuper d'elle. Il y a aussi les prisonnières Delcy, Loreta, Emily (étudiante en psychologie à l'université catholique de l'État), Elza, avocate, en cellule avec la victime. Sans compter celles qui ont été avec elle dans le dortoir collectif: Delcy,

Dossier

Conceição de Oliveira, Ione Grossi, Emilia Kita, Laudelina, Loreta, Maria Imaculada Diniz, Maria Nahas, Maria Mendes Barbosa, Maria de Rosário. Pour sa part, elle porte témoignage des tortures infligées à Delcy Gonçalves de Paula, Loreta Kieffer Valadares, Laudelina Maria Carneiro et Maria de Rosario Cunha Peixoto, toutes mal en point après le supplice.

Il faut préciser, pour finir, que les dires absurdes enquêteurs quant aux prétendus crimes politiques du témoin n'ont pas été «prouvés» comme ils le prétendaient, pas même après les barbares tortures ordonnées par les chefs. Les actes du témoin, au cours de sa vie étudiante, quand elle était dirigeante au D.C.E. de l'Université catholique du Minas Gerais, sont connus de tous ceux qui vécurent avec elle, et sont illustrés par son histoire. Ses idées de la libération du peuple brésilien et sa détermination à lutter contre la dictature militaire, la répression et l'oppression, n'ont jamais été un secret pour personne. Elle maintient cela à travers toutes les tortures car sa vie est uniquement vouée à cette cause.

Loreta Kieffer Valadares

Porto Alegre le 1^{er} mai 1943, Brésilienne, mariée avec Antonio Melgaço Valadares, avocate formée à la faculté de droit de l'université fédérale de Bahia; arrêtée le 16 juin 1969, alors qu'elle dormait dans la maison d'une amie, Vera Magalhães, rue Estevão Pinto, à Belo Horizonte. L'équipe de capture obéissait au capitaine Portela et comptait dix hommes armés de mitraillettes. Se trouvaient aussi dans la maison, Luis Machado, ancien dirigeant de l'U.N.E., et une personne qu'elle ne connaissait pas. Tous furent jetés du lit et les deux jeunes gens brutalement frappés; où les

conduisit au commissariat central (G.2), place de la Liberté. A ce moment-là ils ignoraient son nom. Arrivés à G.2, vers deux heures du matin, elle resta jusqu'à quatre heures dans la salle, avec plusieurs prisonniers. Puis, à coups de pied, coups de karaté dans la bouche, le ventre (elle disait pourtant souffrir d'un ulcère d'estomac), sur les seins, la giflant et lui tirant les cheveux, les capitaines Portela et Pedro Ivo, le lieutenant Pádua de la P.M.G.G., la conduirent dans une pièce, où venaient d'être torturées les prisonnières politiques Delcy, Laudelina et Maria de Rosario. Là, le capitaine Portela et le sergent Léo lui appliquèrent l'électricité¹. Le 28 août, elle fut conduite, avec d'autres détenues, au pénitencier pour femmes Estevão Pinto, pour passer quarante-cinq jours en cellule, dans des conditions très précaires. Le 15 juillet, elle subit le supplice de «la conserve», dans l'infirmerie de pénitencier, infligé par le capitaine Schubert, sur ordre du lieutenant-colonel Goés. On remplissait une baignoire d'eau froide où l'on menaçait de la noyer. Dans la pièce à côté, Laudelina Maria Carneiro subissait la même chose, de la part du capitaine Lacerda. Le 23 juillet, vers 15 heures, elle quitta le pénitencier, en compagnie de Delcy Gonçalves de Paula, et toutes deux furent conduites au 12^e R.I., puis, sur ordre du lieutenant-colonel Goés, escortées par le capitaine Jésus, de la P.M., au collège militaire. Elle y fut suppliciée physiquement, moralement et sexuellement par le capitaine Gomes Carneiro en présence du lieutenant Marcelo et du capitaine Jésus. Il la caressait sur tout le corps et lui parlait doucement à l'oreille et, soudain, la frappait selon le karaté à l'estomac, et sur les oreilles, ce qui lui a rendu presque sourde. La docteresse du pénitencier, le Dr Naylde, a constaté des lésions et un état général inquiétant. Son ulcère s'aggrava si bien qu'il fallut la nourrir toutes les deux heures et que le docteur envisagea la nécessité d'une perfusion. Ces

1. Même séance que pour le témoin précédent.

Dossier

faits sont connus du directeur du pénitencier, M. Edson Cavaliere, des fonctionnaires Adelina, Maria José Araujo, Genny, Natalia, Georgina. Finalement le capitaine Jésus vint la chercher au pénitencier, le 1^{er} août, et la conduisit au 12^e R.I., pour voir bastonner son mari, deux heures durant (il fut battu jusqu'à 19 heures). Les bourreaux étaient le lieutenant Pádua, le sergent Léo et vela se pass devant le lieutenant-colonel Goés, le capitaine Lacerda et le capitaine Jésus. Son mari out des fractures de la cheville, six côtés, et de nombreuses lésions. Il resta deux mois à l'hôpital militaire. Toujours au 12^e R.I., elle vit, en mauvais état, pieds nus et torso nu, les menottes aux poings, les ouvriers Enio Seabra, Mario Bento, l'avocat José Alfonso et Ricardo Angelim. Après la torturé, ce furent les pressions psychologiques pour extorquer la «confession» des délits tombant sous le coup de la loi de sûreté nationale.

Delcy Gonçalves de Paula

Née à Pote (M.G.), le 4 novembre 1943, Brésilienne, célibataire, institutrice et étudiante en sciences sociales an la faculté de philosophie de l'université fédérale du Minas Gerais. Arrêtée dans la rue, le 14 juin 1969 et conduite au pénitencier pour femmes de Belo Horizonte. Sortie du pénitencier le 15, à 20 heures, elle fut amenée dans une maison inconnue, quartier de la Renaissance, pour y être dénudée par le capitaine Pedro Ivo (de la P.M.) et battue. Coups de karaté à l'estomac, dans les reins, sur la poitrine; coups de pied dans la figure. Quand elle fut menacée d'être brûlée à la Bougie, sur seins, ses cris furent tels que le capitaine Portela, craignant d'éveiller l'attention du voisinage, ordonna d'arrêter. Dans maison, elle

assista à la bastonnade de Laudelina et Maria de Rosario (elle apprit leur nom par la suite, en prison)².

La rossée s'arrêta quand arrivèrent d'autres prisonniers politiques, dont Luis Raul, dirigeant de l'U.N.E. Puis elle reprit. Le capitaine Portela et le major Rubem lui tiraient les cheveux, l'étranglaient, la frappaient sur les côtés à coups de revolver, la couvrant de contusions et d'hématomes. Puis elle fut conduite dans une autre pièce, où Maria de Rosario, absolument révoltée, recevait l'électrocution à haute tension, tombant par terre si grande était la violence des décharges, pour y être bourrée de coups de pied. Le capitaine Portela et le sergent Léo, en présence du capitaine Pedro No et du major Rubem, du major Vicente Teixeira et du lieutenant Praxedes (P.M.), étaient les bourreaux. La séance prit fin à 4 h 30, mais reprit aussitôt dans une autre maison, rue Oswaldo Cruz. Après le «téléphone», les coups de karaté, etc., le capitaine Portela commença à lui stirrer les seins, jusqu'à les faire saigner. Il était assisté par le capitaine Ivo et le sergent Léo, sous l'œil du major V. Teixeira, du soldat Vicente (chauffeur du major Teixeira), du lieutenant Pádua, du lieutenant Praxedes et du major Rubem. A 9 heures, elle fut ramenée au commissariat central, puis à in délégation, à 14 heures, avec d'autres prisonniers. Elle resta 24 heures à la Délégation, assise sur des cartables, malgré son mauvais état physique (côte et fesses en particulier). Le 18 juin, à 16 heures, le sergent Léo et le lieutenant Pádua la ramenerent au commissariat central pour de nouvelles tortures.

Le 16 juillet, les responsables de l'enquête commencèrent les interrogatoires, toutes les nuits, de 19 heures à 7 heures, pendant trente jours, pour connaître les «délits politiques ». Elle disait clairement défendre

2. Même séance que dans les dépositions antérieures,.

Dossier

les droits des étudiants et du peuple brésilien, et être pour un régime libre, démocratique et populaire, débarrassant le pays des dictateurs militaires et des exploiters et pillards nord-américains. Ces affirmations ne suffisaient pas aux militaires qui voulaient tirer d'elle des aveux sur des choses qu'ils avaient dans leurs têtes malades. Mais metric la torturé ne pouvait y parvenir. Les maux tomes par les tortures antérieures avaient mis le témoin dans un tel état, qu'il n'était pas encore guéri au moment des interrogatoires: insensibilité de la zone mammaire, absence absence de contrôle émotionnel, coliques stomacales, vomissements, insomnies. Le 14 juillet, elle fut soignée par le docteur Altemar, du pénitencier, qui lui injecta un somnifère pour qu'elle dorme vingt-quatre heures. Le 21 juillet, à 20 heures, elle fut mise en présence de sa sœur, Zuleika G. Drumond, détenue au 12^e R.I. depuis 3 heures du matin. Sa sœur était mariée, mère de cinq enfants, vivant dans des conditions financières très précaires, travaillant á domicile comme laveuse et confiseuse. Elle dut signer sa déposition sans en avoir pris connaissance. Puis le témoin fut mis sur les boîtes de conserve, pendant deux heures et demie, par le sergent Léo (P.M.) en présence du capitaine Sebastião Geraldo de Paixão, greffier. Toute l'équipe des enquêteurs se trouvait au pénitencier, y compris le président, colonel Wladyr Teixeira Goés, qui assista à une partie des tortures. Cela eut lieu á 21 heures, côté du bureau du directeur et l'employée de service, Maria José Araujo, entendit crier le témoin, et vit ensuite l'état de ses pieds. Peuvent aussi en témoigner les prisonnières politiques Fernanda Colas Arantes, Emyli, Neuza Marcondes, le médecin du pénitencier, Mme Nahylde, qui la soigna le 22, et l'infirmière Helena. Loreta Valadares: fut torturée le même jour. Finalement, le 23 août, elle vit tous les tourments infligés à Gilse Cozenza Avelar, ramenée piteux état au local

des prisonnières. Tout cela ne servit qu'à asseoir les positions du témoin et á prouver le sadisme du système d'enquêtes imposé par les militaires aux détenus politiques.

Maria de Rosario da Cunha Peixoto

Née le 16 mai 1943 à Almenara, municpe de Jequitinhonha (M.G.), Brésilienne, célibataire, institutrice, en train de terminer des études d'histoire á l'université catholique du Minas Gerais. Elle fut arrêté le 15 juin 1969, par le sergent Léo Machado, de la P.M., à 21 heures, quand elle arrivait chez elle. Empoignée par le major Rubem et le lieutenant Pádua, brutalement deshabillée par le capitaine Portela et le capitaine Pedro Ivo, grossièrement insultée, elle fut battue coups de karaté dans l'estomac et la poitrine, giflée suite visage, frappée sur les oreilles de manière assourdissante. Ils lui pinçaient et tordaient le bout des seins. Laudelina Maria Carneiro était battue dans la pièce d'à côté et á 21 heures arriva une autre prisonniere, dont elle sut plus tard qu'elle s'appelait Delcy Gonçalves de Paula, qui fut frappée par le capitaine Ivo et le capitaine Portela. A 23 h 30, elle fut amenée au G.2 et le colonel Drumond la menaça de mettre sa famille en prison avec des obsédés sexuels. Elle fut aussitôt livrée au capitaine Portela, qui déshabilla furieusement, pour la trapper du soulier et du ceinturon, tandis que le major Rubem l'immobilisait. Puis le capitaine Ivo la battit. Ensuite le capitaine Portela, le capitane Ivo et le sergent Léo la supplicierent à l'électricite jus qu'à quatre heures du matin. Après une pause, la bastonnade et l'electricité continuèrent, dans le même local. Le 29 juin, elle fut transférée, avec d'autres, au pénitencier pour femmes, et mise au secret, en cellule, dans les pines conditions.

Dossier

Elle y resta deux mois, interrogée toutes les nuits de 19 heures à 5 heures. Les interrogatoires avaient lieu dans une salle de bains, aux portes fermées, à coups de pied et coups de karaté. Le 21 juillet, le sergent Léo la soumit à la «conserve», en présence du capitaine Schubert, du capitaine Jésus, du lieutenant-colonel Goés. Quelques jours après, un mercredi, elle fut à nouveau interrogée par le sergent Léo qui lui porta des coups de karaté sur la clavicule et sur le tympan. Le 16 août, à 15 heures, dans la même salle de bains, elle fut soumise à des caresses intimes, sous sa robe, infligées par le capitaine Jésus, qui lui embrassait le visage, la bouche, lui mordait les seins, tandis que le capitaine Lacerda la tenait. Le lieutenant-colonel Goés vint ensuite participer à la séance et la menacer de l'exécution complète de l'acte sexuel. Le lendemain, dimanche, elle fut soumise à in même torturé, toute la nuit, par ses trois bourreaux. Le mardi 18 août, le capitaine Jésus la conduisit au 12^e R.I. où l'attendaient le capitaine Lacerda et le sergent Costa (de l'armée), le sergent Léo et le lieutenant-colonel Goés. Elle fut pendue au *pau-de-arara*, mal sa déviation de la colonne vertébrale, et violemment déshabillée. A tour de rôle ils la caressaient, l'embrassaient, lui mordaient les seins, mettaient leurs doigts dans son vagin. Le sergent Léo y ajoutait des coups sur les fosses et les pieds et cela dura toute la nuit. A 7 heures du matin, elle revenait au pénitencier, à midi elle était mise avec les autres prisonnières qui constataient son état physique et moral, et appelaient la doctoresse Nahylde. Deux jours après son arrivée, elle sut la prisonnière Emilia Emiko Kita avait été conduite dans un poste hors de la ville et pendue au *pau-de-arara* avec Gilse Gonzaga Avelar.

Laudelina Maria Carneiro

Vingt-deux ans, Brésilienne, sortie de l'école du Service social de l'université pontificale catholique de São Paulo. Arrêtée le 15 juin 1969, chez elle, 479, rue Helium, où elle habitait avec son amie Maria de Rosario da Cunha Peixoto. La maison fut envahie par l'équipe du capitaine Portela, du capitaine Pedro Ivo, du lieutenant Pádua, du sergent Léo et du major Rubem. Au milieu des cris et des insultes, ils la déshabillent, la conduisent dans la cuisine et la rouent de coups, à l'estomac, dans les reins, les chevilles, etc. Puis le capitaine Ivo l'amène dans une chambre, la frappe au visage, qu'il lui met en sang, et lui écrase une cigarette et me allumette sur la peau du ventre. A 20 h 30, elle fut conduite au G.2, à nouveau déshabillée par les officiers, tandis que le capitaine Portela voulait qu'elle fasse un strip-tease. Portela la travailla à la magnéto cette nuit-là (l'appareil portait: U.S. ARMY). Pendant quinze jours, elle resta couverte d'hématomes, les chevilles enflées, incapable de marcher. Cela fut constaté par les autres prisonnières (Vera Magalhães, Maria de Espirito Santo, Emily, Loreta, Maria de Rosario et Gilse), les militaires (colonel Helos, commandant de la délégation, colonel Drumond, capitaine Cicero, caporal Matias Martins, lieutenant Ribera), et les infirmiers Wanderley et Andrade. Le médecin qui la soigna, et rencontra son avocat, fit faire des radios des chevilles, à l'hôpital militaire, craignant des fractures. Elle fut soumise tout le temps à des tourments physiques et à la torture sexuelle, commentée avec un luxe de détails par le lieutenant Ribas, au cours de «conversations amicales», à table. Transférée le 28 juin au pénitencier pour femmes, elle resta soixante jours au secret dans une cellule immonde. Le 18 juillet, les tortures recommencèrent, dans l'infirmerie: la «conserve» sous les yeux du capitaine Jofre Lacerda et du capitaine Schubert, en présence

Dossier

de l'inspecteur José Perpétuo de Rezende. Le 19, même scène, avec en plus le capitaine Sebastião Geraldo da Paixão. Le 29, ils remplirent la baignoire pour immerger la victime, nue. Menaces, chantage, tortures duraient toute la nuit. On la menaçait d'arrêter et supplicier sa mère et son fiancé, sous ses yeux. Le lieutenant-colonel Waldyr Teixeira Goés donna même l'ordre de chercher la mère, mais une autorité supérieure y mit obstacle; cela ne l'empêcha pas de menacer la mère, chaque fois qu'elle venait voir sa fille, et il l'interrogea pendant dix heures, en présence du capitaine Lacerda et de l'enquêteur. La mère de la victime, femme de quarante-six ans, qui n'avait pas d'autre enfant, était enceinte et ces tourments psychologiques la firent avorter. Le 14 septembre 1969, Laudelina, dans les beaux du 12^e R.I., fut torturée jusqu'à 3 h 30 du matin, par le capitaine Lacerda, le capitaine Sebastião Geraldo da Paixão, à la magnéto. Ils ne s'arrêtaient que lorsqu'elle perdait connaissance et tombait de sa chaise. Témoins de son départ et de son retour au pénitencier: les employés Maria José Araujo, Laurentina, Adelina, Justina et Georgina. La victime a été témoin des tortures infligées à Maria de Rosario da Cunha Peixoto, Delcy Gonçalves de Paula, Loreta Kiefer Valadares et Gilse Gonzaga Avelar. Il n'y a pas d'autre raison à leur emprisonnement que le désir désespéré des militaires d'arracher des confessions, pour poursuivre les enquêtes contre les étudiants, les ouvriers, les paysans. Ils frappent indistinctement jeunes et vieux et utilisent tous les procédés possibles et imaginables. Malgré cela, la fermeté généralement démonstrée par les victimes fait reculer les inquisiteurs, qui ne s'attendaient pas à la résistance digne et fermée de ces jeunes filles et jeunes gens, défenseurs de notre liberté pour une démocratie nouvelle.

Les conditions des cellules du pénitencier Estevão Pinto, à Belo Horizonte, ne permettent pas, en temps normal, d'y séjourner plus de

quelques jours, et jamais en tout cas les soixante jours qu'y passeront la majorité des prisonnières (Maria Joés Nahas y resta cent cinquante jours). Il y a neuf cellules, dont une seule possède une douche (elle sert donc de salle de bains). Une cellule mesure 2 mètres sur 1,70 m. La moitié est cimentée et la se trouve le cabinet (la chasse est actionnée de l'extérieur). Dans le mur, à côté du cabinet, il y a presque au ras du sol, un petit robinet. Du côté gauche, un bandeau de ciment, qui se prolonge sur la partie cimentée, mesure 1,60 m x 0,60 m: il porte un matelas infect; les cellules sont hermétiquement closes; la porte de fer est munie d'un guichet de 30 cm, toujours fermé, sauf pour passer la nourriture et regarder les prisonnières. Dans le mur du fond, tout en haut, une ouverture rectangulaire, grillagée, mesure 60 cm de côté. Le soleil ne peut pas entrer à cause de son exigüité et de l'existence d'une marquise extérieure; les cellules sont donc très froides; à 17 heures les lampes (de 60 à 100 watts) sont allumées pour ne plus s'éteindre avant 7 heures du matin. Comme les murs sont peints en blanc, la réverbération lumineuse ne permet pas le repos, ce qui entraîne de graves troubles nerveux et auriculaires (cas de Gilse et Imaculada Diniz). Par ailleurs, il est interdit d'envoyer le linge sale à la buanderie où aux familles et les prisonnières doivent laver par terre; comme la rivière coule derrière la prison et qu'il n'y a pas de chasse dans les cellules, il y a invasion de vermine et grande puanteur.

Alors, que les prisonnières déjà dans le local commun jours avant leur départ pour Juiz de Fora, elles furent remises dans les cellules individuelles, après tirage au sort. Les neuf désignées furent Maria José Carvalho Nahas, Conceição Imaculada de Oliveira, Maria Mendes, Loreta K. Valadares, Delcy Gonçalves de Paula, Gilse Maria Gonzaga Avelar, Laudelina Maria Carneiro, Maria Imaculada Diniz, Ione Grossi. Cette dernière, depuis un accident, souffre d'une déviation de colonne vertébrale et ne devrait jamais

Dossier

rester exposée au froid et à l'humidité. Elle doit même porter un appareil. Un nouveau séjour de huit jours en cellule provoqua une crise et elle était presque paralysée en arrivant à Juiz de Fora, où elle resta longtemps alitée. Le sort voulut que Maria Imaculada Diniz tombe dans la cellule de la douche, aux murs et au sol ruisselants. Le 1^{er} octobre 1969, les neuf prisonnières et Maria de Rosario partirent pour la délégation et passèrent la nuit sous la menace des mitraillettes. Au matin du 2, elles furent conduites, enchaînées les unes aux autres, dans un grand déploiement de forces, au pénitencier de Juiz de Fora, où elles attendent actuellement leur jugement.

Document n°14

Récit autobiographique d'un prisonnier politique, arrêté par l'Organisation Bandeirantes, en septembre 1969 et envoyé ensuite au bagne Tiradentes.

J'ai été arrêté le 31 août 1969 par l'O.B., dans la rue, en face d'une maison déjà occupée par la police, puis aussitôt conduit au siège de l'organisation, dans la caserne du bataillon de Reconnaissance motorisé de l'Armée, à Ibirapuera, à côté de la caserne de la police de l'armée. Il était déjà tard quand ils me mirent en cellule et je ne connaissais aucun prisonnier. J'attendis, dans mon coin, appuyé au mur. Je savais ce que allait venir. Au bout d'un quart d'heure, on vint me chercher pour me conduire, attaché et les yeux bandés, à la salle de tortures. Avant de me demander quoi que ce soit, ils me donnèrent une dégelée de coups de poing, de matraque, de bâton; ils m'ordonnèrent de me déshabiller; je refusai et les cinq enquêteurs marchèrent sur moi. Je me défendis et réussis à tenir

tête, sous les coups, pendant quelques minutes, frappant les attaquants. D'autres inspecteurs, attirés par le bruit, vinrent à la rescousse et à dix ils m'assommèrent. L'un d'eux me marcha sur le cou, me coupant la respiration, un autre resta debout sur mon estomac, tandis qu'un troisième me tordait les testicules. Alors ils me dévêtirent et me pendirent nu au *pau-de-arara*, je tombai par terre, immobilisé par la douleur insupportable des muscles soudain relâchés, après cette tension terrible. Cela ressemble à une terrible crampe des bras et des jambes. La bastonnade continuait, avivant la douleur musculaire: matraque sur la plante des pieds et dans la paume, cassetête de bois pour les muscles des bras et des jambes. La technique était toujours la même: cris, insultes, questions. Soudain, le rythme tombe; ils amènent un compagnon prisonnier pour qu'il m'identifie. Alors, un policier, que je n'avais pas encore vu, entre et, arrêtant la râclée, me parle sur un ton paternel et «plain de bonté». Il simule la compassion et dit que les autres ont déjà parlé et propose de mettre fin à la bastonnade si j'accepte de «collaborer». Devant mon mutisme, il donne l'ordre de reprendre et et ironise. Il dit que j'ai été bien entraîné à résister à la torture, que je sais que lui «bon père», qui simule l'amitié pour rendre «service». Il ajoute que l'on a dû bien m'apprendre à me méfier de cette méthode et à résister sus propositions de «pacification». Puis, riant, il m'annonce que j'ai laissé passer une occasion et que vais dorénavant tout raconter, pendu au *pau-de-arara*. La bastonnade continue jusqu'à l'arrivée d'un autre prisonnier qui me succède et où me ramène en cellule. Je n'ai rien vu de plus, en ce premier jour, à propos de l'O.B. La violence des coups et de la torture m'empêchèrent de noter autre chose. Il me fut impossible de dormir, car toute la nuit arrivaient de nouveaux prisonniers, aussitôt torturés. Le lendemain, ils m'annoncent que je vais servir à tendre un piège à un compagnon et gulls ne vont pas m'«interroger» pour que je puisse sortir.

Dossier

Ils me traitent bien. L'enquêteur qui vient me chercher, un type colossal, fort, face de bouledogue, des yeux petits et cruels, dépourvu d'intelligence, essaie de me mettre en état de sortir dans la rue. C'est difficile car mes jambes sont necrosées, je ne peux marcher, je me traîne avec peine. Il me conduit à la salle de bains pour dissiper mon étourdissement, il me donne de quoi me raser, en me surveillant de près. Puis je passé, avec difficulté, sous la douche froide. Vingt recrues assistent à l'opération et me regardent comme si j'étais une bête curieuse. La présence de «terroristes» dans la caserne provoque toujours cette réaction, tous veulent voir les monstres terribles qui menacent la sûreté nationale. Le visage boursoufflé et sanglant, vêtus de loques sanglantes, titubant sur nos jambes, nous ne devons pas être si terrifiants, puisque au bout de quelques jours, Itie les recrues qui ont accès aux cellules nous achètent des cigarettes, nous parlent, essaient d'améliorer notre sort. L'un d'eux fut sévèrement puni pour nous avoir prêté, une nuit froide, quelques couvertures. Nous n'avons jamais su son nom. Après la douche, je fus conduit au logement des enquêteurs, près la base de l'O.B. quand je fut arrêté, j'avais une valise de vêtements avec divers objets personnels. Les gens de l'O.B. raflèrent tout, de même que ma voiture, pourtant enregistrée. Les policiers me donnèrent un déjeuner qu'il me fut difficile, dans mon état, d'avalier puis ils me laissèrent dans une salle, le temps de mètre au point leur embuscade. J'eus ainsi l'occasion de voir en action une équipe de capture de l'O.B. Les chefs (délégués ou officiers des trois armées) se réunissent autour d'une grande carte de la région en question. Ils discutent de l'opération qui met en branle beaucoup de monde, un armement conséquent et même un groupe de motoristes du D.E.T. Ils se préparèrent une ou deux heures, expliquant à chacun son rôle, repartissant armés et munitions, mettant au point les détails. Trente hommes étaient mobilisés, armés de mitraillettes Schmeiser, fusils de 12,

pistolets mitrailleurs Mauser, en plus d'un armement individuel (pistolets Colt 45, Luger, Walther). Certains policiers avaient deux pistolets, en plus de leur arme lourde. Tout cela pour attraper un homme que je devais appater. Je savais que leur embuscade échouerait et je me préparais déjà aux conséquences ! Le chef était un jeune officier, maigre, nerveux, aux gestes vifs; visage acéré, nez effilé, cheveux noirs et courts. Il était déguisé en vendeur de fruits, avec tablier et bonnet blanc, poussant une carriole d'oranges. Sous le tablier, deux revolvers. On me dit de ne pas essayer de filer, si je ne voulais pas être abattu. Et qu'il valait mieux pour moi que ça réussisse. L'équipe perdit toute à son embuscade, pour mon plus grand plaisir, et, comme je l'avais prévu, sans résultat. On me ramena et sur la banquette arrière de la Volkswagen, deux inspecteurs me passaient à tabac; à côté du chauffeur, le chef m'insultait. A l'O.B., où me conduisit à la base et j'y fus cogne par cinq membres du commando, qui, à ce moment-là, ne cherchaient rien à découvrir, et se défoulaient simplement. Cette nuit, je passai pour la deuxième fois à la torture complète: magnéto, *pau-de-arara*, etc. Après la torture, je fus longuement interrogé jusqu'au lever du soleil. Quelques jours plus tard, je fus interrogé par deux officiers du service secret de l'Armée. Ils m'amènèrent dans un autre endroit: une petite pièce avec un fauteuil et une petite table au milieu; un des officiers était trapu et petit, de type nordestin; l'autre, grand et maigre, semblait être du Para, d'après sa physionomie et d'après plusieurs allusions qu'il fit. Ils me traitèrent bien, mettant ma volonté à l'épreuve, me donnant du café et des cigarettes; ils dirent ne rien avoir à faire avec les tortures et vouloir parler avec moi, qui ne devais pas les craindre. Ils essayèrent de me mouiller politiquement pendant des heures. Ce furent les seuls membres de l'O.B. que je connus dotes d'un niveau culturel élevé, faisant preuve de connaissances politiques et possédant une vision du monde. Toute leur argumentation était fondée

Dossier

sur les concepts géo-politiques de l'École supérieure de guerre: ils parlaient de la division du monde en blocs idéologiques, disant que le Brésil devait appartenir au bloc occidental, et classant la guerre révolutionnaire au Brésil comme une guerre de conquête de la Chine, qui utilisait les communistes brésiliens à son compte. Emaillant leur conversation de questions, ils essayaient de savoir si je connaissais les hiérarchies supérieures des organisations révolutionnaires, si je connaissais divers révolutionnaires importants, dont ils me montraient les photos...

Document n°15

Deposition du Frère Tito de Alencar Lima, O.F.P., vingt-quatre ans.

«Je fus conduit de la prison Tiradentes à l'Opération Bandeirantes, le 19 février 1970, un mercredi, à 14 heures. Le capitaine Mauricio, qui me chercha en compagnie de deux policiers, me dit: «Vous allez connaître une annexe de l'enfer.» Ils me passerent les menottes et me jetèrent dans le coffre de la camionnette. En route, les sévices commencèrent: coups de couteau sur la tête et le cou, simulacre de tir; arrêté en novembre 1969, j'avais déjà été torturé à la D.E.O.P.S.; en décembre, la audience militaire de la 2^e région militaire avait décrété mon incarcération préventive et m'avait placé, sous la responsabilité du juge Nelson Guimarães, ce dernier avait autorisé mon transfert à l'O.B., sous «garanties d'intégrité physique». A l'arrivée, je passai à la salle d'interrogatoire et l'équipe du capitaine Mauricio me confronta à deux personnes. L'affaire concernait le congrès de l'Ibiuna, en octobre 1968. Ils voulaient que je fasse la lumière sur des événements de l'époque et insistaient, quand je dis ne rien savoir, pour que

je me «confesse» Ils me mirent au *pau-de-arara*, nu, et m'électrocutèrent, avec une pile, les tendons des pieds et la tête. Ils étaient six qui m'abreuyaient d'injures en me faisant le coup du «téléphone». Cela dura une heure. Après un quart d'heure de repos, ils recommencèrent: mêmes questions, mêmes estafilades, mêmes menacés. Plus je niais, plus ils frappaient. Jusqu'à 22 heures. Je sortis, le corps couvert d'ecchymoses, le visage enflé, la tête endolorie et un soldat me porta jusqu'à la cellule 3, où je restai seul. Elle faisait 3 m sur 2,50 m et la vermine grouillait dans la pauteur. Il n'y avait pas de paille, ni de couverture. Le ventre, vide, je dormis sur le ciment froid et sale. Le jeudi, je fus monté à 8 heures à la salle d'interrogatoire, où l'équipe du capitaine Homero m'attendait, avec les mêmes questions. A chaque réponse négative, je recevais des estafilades sur la tête, les bras, la poitrine; ils continuèrent jusqu'à la tombée de la nuit, quand on me donna, pour la première fois depuis quarante-huit heures, à manger: haricots, et un bout de viande ! Le prisonnier de la cellule voisine me donna une couverture, un verre, de l'eau; je m'endormis avec l'avis du capitaine Homero, que «l'équipe sérieuse» m'attendait. Le vendredi, trois policiers me cherchèrent à 8 heures et je partis sans manger à l'interrogatoire. Un capitaine, et son équipe, posait les mêmes questions. Il cria: «Tu parleras, sinon tu ne sortiras pas vivant d'ici !» Il n'exerçait pas. Ils m'assirent sur «la chaise du dragon », m'électrocutant les membres, les oreilles, in tête. A chaque déchargé, je tremblais comme si mon corps allait se disloquer, deux fois branches aux mains, un troisième à l'oreille gauche. Puis ils me pendirent au *pau-de-arara*. Electricité, coups de bâton sur la poitrine et les jambes. Une heure après, le corps en sang, je perdis connaissance. Détaché et ranimé, je fus mis dans une autre cellule où l'on me dit qu'avant de mourir je serai branché sur du 220 volts; ils n'allèrent pas jusque-là, mais recommencèrent à me questionner, à me matraquer les

Dossier

mains, qui enflèrent tellement que je ne pouvais plus distinguer. Nouvelle bastonnade. Je ne pouvais plus disangrier les parties de mon corps et même si j'avais voulu je n'aurais pu répondre à leurs questions, car tout se brouillait dans ma tête et je n'avais que le désir de perdre connaissance. Cela dura jusqu'à l'arrivée (du capitaine Albernaz, à 10 heures. Il dit «Notre affaire est spéciale (il branchait les fils sur mes membres), quand je viens à l'O.B., je laisse mes sentiments chez moi et rien ne m'empêche de luer un terroriste; à la guerre comme à la guerre, fuir ou être tué. Vous devez connaître X ou Y (il nommait des prisonniers qu'il avait torturés), je vous donnerai le même traitement: le jus tout le jour et à chaque *non*, une décharge électrique plus forte.» Il y avait trois militaires l'un d'eux cria qu'il voulait les noms, les organisations, les adresses. Je dis que je l'ignorais et reçus une décharge très forte, provenant directement de la prise, et cessai de contrôler mes sphincters. Le capitaine voulait savoir où était Frère Ratton; mon ignorance me valut quarante minutes de décharges; il voulait des noms de dominicains de São Paulo, Rio ou Belo Horizonte, «impliqués dans la subversion», puis passa à l'insulte: «Dis-moi quel prêtre ont des maîtresses? Pourquoi l'Eglise ne vous pulse-t-elle pas? Qui sent les autres curés terroristes?» Il déclara que l'interrogatoire à la D.E.O.P.S. avait été bâclé et que tous les religieux prisonniers iraient déposer une deuxième fois à l'O.B., pour recevoir le même traitement. Il dit que l'Eglise était corrompue et affairiste, que le Vatican était le plus grand trust du monde. Mes dénégations entraînaient les décharges, les coups. Puis le capitaine me dit d'ouvrir la bouche pour recevoir «l'hostie consacrée» et brancha un fil. J'en restai la bouche enflée, ne pouvant plus parler. Ils criaient horreurs contre l'Eglise: que les curés étaient tous pédérastes, puisqu'ils ne se mariaient pas. La séance prit fin à 14 heures. On me porta dans la cellule et je restai par terre. A 18 heures, je ne pus manger, car ma bouche n'était

qu'une blessure. Peu après ils vinrent me chercher pour «une explication». Je retrouvai Albernaz et tout recommença. Le capitaine dit que ma résistance prouvait que j'étais un maquisard et que je cachais ma participation à des attentats et hold-up et voulut que je confesse tout cela: électricité, coups de pied dans les parties et l'estomac, matraquage, brûlures à la cigarette. J'écopai pendant cinq heures. A la fin, ils m'aviserent que c'était «l'étreinte» que recevraient les autres dominicains; ils voulaient me pendre toute la nuit au *pau-de-arara*, mais le capitaine dit: «Ce n'est pas la peine; nous allons le soigner pendant quelques jours, et s'il ne parle pas, il restera brisé intérieurement car nous savons faire des choses qui ne laissent pas de traces visibles; s'il survit, il n'oubliera jamais le prix de sa vaillance.» Je ne pus dormir: la douleur enflait sans cesse, ma tête me faisait trois fois plus mal que le reste du corps, j'étais angoissé à l'idée de ce qui pouvait attendre les frères; il fallait en finir; je sentis que je n'allais pas résister plus longtemps. Il n'y avait qu'une solution: mourir. Dans les ordures, je trouvai une boîte vide et je commençai à l'aiguiser sur le ciment; le prisonnier d'à-côté entendit et comprit. Il avait souffert plus que moi (on lui avait écrasé les testicules) sans désespérer, mais moi je voulais épargner ces souffrances à d'autres et dénoncer à l'opinion comme à l'Eglise ce qui se passait dans les prisons brésiliennes. Seul le sacrifice de ma vie pourrait y parvenir, pensai-je. Il y avait un évangile dans la cellule et je lus un passage selon saint Matthieu. Le Père avait exigé le sacrifice du Fils pour l'amour des hommes. Je m'évanouis, plein de douleur et de foi. Le samedi, un policier me réveilla. Il y avait à côté de moi un nouveau captif, un jeune Portugais qui pleurait à cause des tortures subies pendant la matinée. Le policier dit: «Vous avez jusqu'à demain pour vous décider à parler; sinon c'est in même équipe et ils perdront patience; ils sont déjà disposés à vous tuer à petit feu.» Je repris le cours de mes pensées; j'avais marqué aux

Dossier

poignets l'endroit à couper, je continuais à aiguiser le fer blanc. A midi, ils me cherchèrent pour me raser, me ramenèrent; un soldat passait à qui je demandai une lame pour terminer de me raser. Le Portugais dormait, je tranchai au creux du coude gauche; le jet de sang artériel gicla par terre; j'allai au-dessus des cabinets pour laisser couler plus vite. Je me suis reveillé à l'hôpital des Cliniques. Le jour même, ils me transfèrent à l'hôpital militaire. Dans le couloir, le capitaine Mauricio, désespéré, disait au docteur: «Il ne faut à aucun prix qu'il meure; il faut tout faire, sans quoi nous sommes perdus.» L'O.B. laissa deux gardes dans ma chambre. Le samedi commença la torture psychologique: l'Eglise va vous expulser, etc. Ils ne me laissaient pas parler, ils parlaient sans cesse et me racontaient d'étranges histoires. Je compris qu'ils voulaient me rendre fou, pour échapper à leur responsabilité et se disculper. Le soir, je reçus la visite du juge, accompagné d'un prêtre du couvent et d'un évêque auxiliaire de São Paulo; ils avaient été prévenus par les détenus politiques de Tiradentes. Un médecin de l'hôpital m'examina devant eux, montrant mes cicatrices, les hématomes, les points de suture, la marque des tortures. Le juge déclara que c'était une «stupidité» et qu'il allait rechercher les responsables. Je lui demandai de ne pas me laisser retourner à l'O.B.; il me le promit. Je fus, de fait, bien traité par les militaires de l'hôpital, à l'exception des deux gardes de l'O.B. Les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul s'occupaient de moi. Pour-tant la promesse du juge ne fut pas tenue. Le samedi 27, au matin, je fus ramené à l'O.B. et restai sans manger toute l'après-midi, en cellule. Je me sentais faible et dolent, car j'avais perdu beaucoup de sang et les blessures commençaient à peine à se cicatriser. Le soir, je repartis pour Tiradentes. Mon cas n'a rien d'exceptionnel. C'est la règle. Rares sont les détenus politiques qui n'ont pas connu la torture et beaucoup, comme Chael Charles Schreier et Virgilio Gomes da Silva, sont

morts dans la salle des tortures. D'autres en sont sortis sourds, infirmes, paralysés. La seule espérance de ces prisonniers, c'est l'Eglise, seule institution échappant au contrôle des militaires. Elle à pour fin la défense de la dignité humaine et l'homme qui souffre, c'est le Maître souffrant. Le moment est venu que nos évêques disent: Assez! aux tortures et aux injustices perpétrées par le régime, avant qu'il ne soit trop tard! L'Eglise ne peut se dérober. Nous portons la preuve des tortures dans notre corps et si l'Eglise se tait qui pourra parler? Ou peut-être aurait-il fallu que je meure? En un moment tel, le silence est omission. Parler est peut-être un risque, c'est surtout un témoignage. L'Eglise est sacrement et signe de la Justice de Dieu dans le monde: «Nous ne voulons pas, frères, que vous ignoriez la tribulation que nous avons eue. Nous avons souffert au-delà de toute mesure au-delà de nos forces, et nous avons été, proches de perdre l'espérance d'en racheter en vie. Nous sentions déjà en nous la sentence de mort: cela est survenu pour que nous sachions mettre notre confiance, non en nous, mais en Dieu, qui ressuscite des morts³.» Se lance cet appel, je fais cette dénonciation pour que l'on n'apprenne pas la triste nouvelle: un homme de plus est mort sous la torture. »

Document n°16

Lettre de Shizuo Osawa, écrite à Mexico, racontant ses tortures à la D.E.O.P.S. de São Paulo et à l'O.B., du 27 février au 14 mars 1970, date de sa libération avec quatre prisonniers et trois enfants (Sœur Maurina Borjes, Diógenes Carvalho, Otavio Angelo, Delamaria Lucena, veuve de Raimundo Lucena, et ses trois petits enfants).

3. Saint Paul, II^e épître aux Corinthiens, 1/8-9.

Dossier

«Je fus arrêté le 27 février, un samedi, à São Paulo, à 5 h du matin. Se conduisais et j'ai eu un accident de voiture; dérapage sur la chaussée mouillée. Je me suis réveillé à Police-secours; je n'avais que des égratignures au visage. Comme il y avait des munitions dans la voiture, ils m'arrêterent. Je restai jusqu'à 10 heures à la délégation de Sacomã, puis je fus conduit à la D.E.O.P.S., après être passé, comme l'exigeait le délégué de Sacomã, à l'Institut médico-legal, qui se trouvait en face de l'hôpital des Cliniques. Il est vrai que la D.E.O.P.S. veut tromper l'opinion et faire croire que mon état physique est dû à l'accident, et non aux tortures. Il serait bon d'obtenir copie du constat de l'I.M.L. commencèrent les pires tourments que l'homme puisse connaître. Ils me déshabillèrent sous les coups et me pendirent au *pau-de-arara*. Décharges, bastonnade sur la tête, la plante des pieds, le genou gauche (j'avais eu une ostéomyélite), coups de pied. Après de brefs instants de répit, ils me remettaient au *pau-de-arara*, intensifiant les décharges et les coups sur les oreilles. Ils voulaient que je dénonce les autres compagnons et que je dise ce que j'ignorais. La séance dura jusqu'à minuit, avec de brèves interruptions. Quand ils me décrochèrent, je ne pouvais plus marcher; ils me promenèrent en voiture, dans des coins déserts, et me menaçaient de mort. Ils disaient qu'ils allaient me transformer en «jambon» (terme utilisé par l'Escadron de la Mort), dire que j'étais mort dans l'accident et me mettre à la fosse commune. Puis ils me menèrent, masqué, dans un hôpital et me firent une injection de penthotal et une autre pour que je reste éveillé toute la nuit, pendant les tortures. A deux heures, nous étions de retour à la D.E.O.P.S. et, avec une interruption d'une demi-heure, je restai au *pau-de-arara* jusqu'à 9 h 30. Décharges sur tout le corps, surtout sur les oreilles, les doigts, le sexe, l'anus, les seins. Ils me bâillonnèrent pour étouffer mes cris, m'arrosaient pour intensifier les décharges électriques et cherchaient à m'étouffer en

me versant de l'eau dans le nez. Ils étaient de quatre à dix à me torturer. A un certain moment je devins assez fou pour leur demander à boire pour calmer ma soif: ils me forcèrent à manger du sel pur et à grand renfort de coups et de décharges m'obligèrent à en prendre trois verres. Je pus en cracher un peu mais j'en ai avalé quelque 200 grammes. A 9 h 30, quand ils mirent fin à cette agonie, j'étais semi-comateux, déshydraté, les jambes paralysées et tout le corps enflé. Je ne pouvais pas rester assis dans un fauteuil. Ils m'embarquèrent en voiture pour aller à la recherche des compagnons... Ramené à l'O.B., je n'avais plus aucune résistance physique, je crachais du sang et du sel, j'avais des coliques terribles, tout brûlé à l'électricité je ne pouvais marcher, marque sur tout le corps en particulier aux reins, par les coups de bâton, sourd de l'oreille gauche, la moitié gauche du visage enflée. Ma langue était coupée et je devais avoir une lésion de l'œsophage. Je ne pus rien prendre, durant cinq jours, sauf du lait et de l'eau. Ils me conduisirent alors à l'hôpital militaire Le Cambuci, pour que je ne meure pas, et où me fit du sérum. Puis vint la libération, mais je ne peux oublier que des centaines d'autres braves compagnons souffrent où souffriront plus que moi. »

Après avoir dit le scandale causé dans le monde par la découverte des méthodes de la dictature, Chizuo demanda si sa famille n'est pas victime de représailles. «Quand ils me torturaient, ils menaçaient d'aller chercher mon père et ma mère pour les supplicier devant moi. Ils l'ont déjà fait pour d'autres, tourmentant même des bébés de dix mois. C'est terrible. Mais je n'abandonne pas la lutte. Je souffrirais beaucoup si nos liens familiaux, dont je ne peux faire abstraction, entraînaient de nouvelles cruautés, mais je ne peux rien faire. Les responsables sont les dictateurs et leurs valets.»

Document n°17

Lettre adressée au ministre de la Justice par madame Lima Penna Sattamini, mère de Marcos Arruda, arrêté et torture par l'O.B.-S.P. le 8 août 1970.

«...Votre Excellence à déclare, dans le *Jornal de Brasil*, dimanche dernier, n'y à pas de tortures des prisonniers au Brésil, qu'il n'y aucune répression contre les critiques et l'opposition. Voila donc mon histoire Brésilienne, divorcée, interprète de ma profession, residant aux Etats-Unis où je travaille comme interprete au State Département, à l'agence pour le developpement international depuis douze ans, j'ai cinq fils, vivant tous au Brésil. Mon fils aîne, Marcos Arruda, vingt-neuf ans, géologue, fut arrêté et ma mère me téléphona le 12 mai à New York pour me prevenir. La famille fit tout, vingt-quatre heures durant, pour retrouver Marcos, à la D.E.O.P.S., à l'O.B., à Tiradentes. Ce n'est que le 6 juin, grace à des amis influents, qu'ou l'à trouvé à l'hôpital de la 2^e région militaire, á São Paulo. Ma mère y courut et apprit qu'on l'y avait amene dans un état desesperé. Sa première parole fut pour demander un prêtre. Quatre agents de la D.E.O.P.S. étaient la pour scouter la confession, que le prêtre refusa dans ces conditions, lui donnant l'absolution *in extremis*. On demanda á ma mère s'il était epileptique, où exigea l'électro-encéphalogramme de toute la famille, car le mal était «hereditaire ». Par des canaux non officiels nous avons appris que Marco avait été sauvagement torturé et que lorsqu'il fut à bout, entrant en convulsions, ils l'attachèrent pour assister aux tortures des deux autres. On l'accusait de terrorisme et pourtant jusqu'à aujourd'hui tout ce que l'on peut dire c'est qu'il travaillait dans une usine. Ma mère le visitait chaque jour et où lui permettait de lui porter des fruits, vetements,

un peu de soutien moral. Malgré tout, il reste au secret, en violation de la loi. Nous savons qu'il est très faible, avec des troubles neuro-moteurs et qu'il est soigné par un psychiatre, un neurologue et un specialists en traumatologie Ses paupieres tombent of il marche mal. Le 8 juillet, en arrivant á l'hôpital, ma mère apprit qu'il était parti, appuyé sur une canne, pour l'O.B., écrire sa déposition et assister à une confrontation. Il revint à l'hôpital deux où trois jours plus tard. On dit simplement à ma mère qu'il avait une petite rechute provoquée par l'effort de l'écriture et l'emotion d'être confrontée á la jeune fille (qu'il aimait disaient-ils). Ma mère, voyant la preoccupation des personnes qui s'occupaient de lui, finit par apprendre allait mal. Je vins alors au Brésil (...) le mercredi 3 août, je fus au Q.G. avec mon héroïque maman, âgée de soixante-quinze ans, qui connaissasait déjà du monde en cet endroit. Je leur dis que j'arrivais exprès des Etats-Unis pour voir mon fils. Grâce au général Airoso, qui parla aussitôt au général Canavarro, je pus aller le voir, quand il en était à son quatre-vingt-septième jour de secret.

Monsieur le Ministre, mon fits est invalide ! La jambe gauche paralysée, la paupiere gauche fermée et la droite miclose; il souffre de mouvements convulsifs du thorax, avale difficilement et prononce tous les r à la française, sans pouvoir les rouler. Un médecin serieux, qui ne l'à pas vu, d'après ma description, avarice l'hypothese d'un epanchement cérébral provoque par les coups. Voici ce que nous nous sommes dit, mon fils et moi: «Il faut aller mieux pour venir aux Etats-Unis avec moi et to soigner.» — «Comment pourrais-je guerir? Peu m'importe la santé, je veux seulement savoir quand où va cesser de me battre et de me torturer. Pour prouver que quelqu'un n'est pas terrorists, ils le tuent, pas vrai lieutenant?» Personne ne répondit...

Dossier

Marcos à toujours été en excellente santé. Il à fait du scoutisme, de l'alpinisme, de la natation, il était bon musicien et peignait bien. Il n'à jamais eu la moindre manifestation d'épilepsie, de psychose ou d'affection cérébrale. Il à fait ses études dans des colleges catholiques, il à été seminariste deux ans et je peux vous jurer qu'il n'à jamais été, qu'il n'à jamais songé, à être un terroriste. Il est contre la violence et admire Gandhi... Aujourd'hui, le 6, nous avons eu la permission de le revoir. Il s'est plaint d'étourdissements et de maux de tête; il à réussi à dire que, la première fois, non contents de le bastonner, ils l'ont électrocuté aux oreilles, aux jambes (d'où la paralysie de la jambe gauche) à la bouche et aux testicules. Quand il parlait, les contractions secouaient plus, violemment son thorax et son visage. La deuxième fois, à l'O.B., il fut battu, injurié, menacé et à la fin il entendit crier une petite fille dans la salle voisine. Il se plaint beaucoup des hurlements qui la nuit provoquaient une terrible tension nerveuse. Alors tout son corps se contractait. Le lendemain, il se souvenait de peu de chose.

Il était tombe dans la torpeur, la dépression, sans réaction, amnésique. Il à reçu beaucoup de sérum et de médicaments pour survivre. Pendant des jours il se croyait sur un bateau, puis en 1966 et c'est seulement au troisième électrochoc qu'il est revenu au présent. (...) Je cité maintenant des phrases éparses que j'ai entendues durant ces trois jours et qui sont éclairantes: «S'il n'y avait pas eu la grand-mère qui à tant combattu pour Marcos, vous n'auriez pas votre fils vivant.» «Il au alt mieux vale pour lui perdre un membre que de rester ainsi, car le cerveau n'est pas facile à soigner.» «Quand Marcos est arrive ici pour la deuxième fois, nous ne lui donnions pas deux heures à vivre.» «Votre fils à développé une psychose vis-à-vis de la police; s'il en entend parler, il est pris de panique.» «Vous croyez que la police des autres pays ne frappé pas? mère aux Etats-Units! puisque ce sont nos maîtres.»

Je viens donc, Monsieur le Ministre, au nom de la Justice que vous représentez et des droits de mon fils, en tant que Brésilien et en tant qu'homme, faire appel à vous pour le sauver de ces barbares. A l'hôpital, je sais qu'il est bien traité et qu'où ne veut que sa guérison, mais il vit dans la terreur de retourner au supplice. Le médecin à recommandé le contact familial, car la dépression ne permet aucune amélioration. Je viens vous demander une intervention urgente pour qu'il soit libéré, compte tenu de son invalidité, pour qu'il puisse être soigné dans le calme et la tranquillité, avec l'amour d'une famille. Je suis convaincue, bien que je ne sois pas médecin, qu'il faudra au moins deux ans de convalescence, dans le calme absolu, loin de la crainte des tortures, pour qu'il puisse redevenir quelqu'un. Je suis sûre que, sans motivation et sans motif d'espérer, il ne récupérera jamais, car il ne connaît que la peur et l'humiliation. La vie de mon fils est entre vos mains.

São Paulo, 8 août 1968. Lina Penna Sattamini.»

Document n°18

Lettre de douze femmes prisonnières à l'île des Fleurs, du 8 décembre 1969, adressée au cardinal-archevêque de Rio de Janeiro, Mgr Jaime de Barros Câmara.

Au moment où la nation indignée apprend les atrocités que se, commettent dans les prisons de ce pays contre les prisonniers politiques, au moment où la nation hésite à croire à la possibilité de tels crimes, nous, les prisonniers de l'île de Fleurs, affirmons: LA TORTURE EXISTE AU BRÉSIL ! TOUT CE QUI SE DIT PROPOS DE LA TORTURE EST

Dossier

PEU DE CHOSE A CÔTÉ DE LA REALITÉ. Nous avons été victimes, nous sommes témoins et considérons de notre devoir, pour le bien de la justice et de la vérité, le rapporter à la nation les faits concrets qu'elle réclame.

1. Ziléia Resnik, 22 ans, arrêtée le 1^{er} 1969, lors de l'enquête sur ledit M.R.-8, 45 jours au secret (35 de plus que ne permet la loi), bastonnade généralisée.
2. Rosane Resnik, sa sœur, 20 ans, arrêtée le 27 juin 1969, déshabillée par les mêmes enquêteurs, rouée de coups, électrocutée partout, même sur les seins.
3. Ina de Souza Medeiros, 20 ans, femme de Marcos Antonio Faria de Medeiros, arrêtée le 6 juillet 1969 à Curitiba, toujours dans l'affaire du M.R.-8. Assista à la torture de son ami Milton Gala Leite, pendu au *pau-de-arara*, au son d'une messe tonitruante, pour couvrir ses cris. Arrive à l'île dos Fleurs, torturée comme les précédentes et menacée de sévices sexuels, après avoir dû se déshabiller. Au D.E.O.P.S. de Curitiba où lui apprit que son mari, arrêté deux mois plus tôt, était décédé, ce qui l'épouvanta. L'information fut démentie plus tard.
4. Maria Candida de Souza Gouveir, 22 ans, arrêtée Curitiba, le 3 juillet 1969, dans la même affaire, battue et piétinée, obligée de se dévêtir, pieds et mains tordues.
5. Marta Mota Lima Alvarez, 20 ans, arrêtée le 9 juillet 1969, à Rio, dans la même affaire, déshabillée, battue (fracture d'un doigt). Voir photographiés de l'époque, parues dans la presse, à propos de l'affaire dite M.R.-8.
6. Marijane Vieira Lisboa, 22 ans, arrêtée le 2 septembre à Rio, lors de l'enquête sur l'Action populaire, forcée de déshabiller, battue, électrocutée, s'évanouit à cause d'un malaise cardiaque aggravé par les décharges.
7. Marcia Savaget Fiani, 24 ans, arrêtée le 2 septembre 1969 à Rio (affaire

de l'A.P.), obligée de se dévêtir, battue, électrocutée, passée sous la douche froide pour augmenter l'effet; partiellement paralysée des doigts de la main. 14 jours au secret.

8. Solange Maria Santana, 25 ans, arrêtée le 2 septembre, à Rio (Action populaire, déshabillée, battue, électrocutée, mouillée, à perdu pour un temps la raison.
9. Ilda Brandel Siegel, 25 ans, arrêtée le 29 octobre 1969, à Rio, mêmes tortures que les précédentes. Électricité sur les seins.
10. Maria Elodia Alencar, 38 ans, arrêtée le 30 octobre, Rio, mêmes sévices, début de pendaison; fait exceptionnel, elle fait une partie sa déposition finale sous magnéto. On la menaçait de torturer son fils de 15 ans devant elle.
11. Priscila Bredariol, 23 ans.
12. Vania Esmanhoto, 24 ans.
13. Vitoria Pamplona, 26 ans, arrêtée le 31 octobre à Rio, battue, menacée de tortures plus graves, obligée d'entendre les cris des suppliciés — Celso Bredariol (mari de Priscila) et Geraldo de Azevedo (son fiancé), dans une salle voisine, à la C.E.N.I.M.A.R.
14. Dorma Tereza de Oliveira, 25 ans, arrêtée le 30 octobre à Rio; en plus du reste, pendue, étouffée, blessée aux seins griffés et percés, avec introduction d'aiguilles sous les ongles.
15. Marta Maria Klagsbrunn, 22 ans, arrêtée le 2 septembre 1969 à Rio, menacée plusieurs fois de voir torturer son mari, Victor, quand il était pendu au *pau-de-arara*.
16. Arlinda de Tal, arrêtée le 14 novembre 1969, au secret jusqu'à ce jour (8 décembre).

Nous connaissons d'autres cas, dont celui du dirigeant étudiant Jean-

Dossier

Marc van der Weid, battu, pendu an *pau-de-arara*, életroucuté sur la tête, des jours d'affilée, ce qui lui à valu une perforation du tympan et des complications neurologiques dont il souffre toujours. Et celui de Celso Bredariol, Mario Fonseca Neto (le deuxième à connu en plus le supplice de «la galette», combinaison de *pau-de-arara* et de feu par en dessous, aussi employée pour Milton Gaia Lete)... Chose plus scandaleuse, le viol de Maria Luiza Garcia Rosa, 18 ans, dont l'innocence fut ensuite reconnue (elle à été relachée).Les tortures ont lieu à l'île dcs Fleurs, au siège de la C.E.N.I.M.A.R., au ministère de la Marine, à la D.E.O.P.S. de Rio. Les bourreaux de la C.E.N.I.M.A.R. nous sont connus sous leurs pseudonymes (Ils se masquent ainsi de pour de la justice): Dr Claudio, comte Mike, ou Alfredo ou Paulo Roberto, Dr Alberto, Dr Breno, etc. Des soldats sont aussi impliqués: le sergent Alvaro et le soldat de première classe Sérgio. Les bourreaux continuent de venir il l'île nous narguer effrontement, Le comte Clemente et José Monteiro Filho s'occupent de l'enquête de l'A.P, comme interrogateurs et bourreaux. Nous savons que notre dénonciation pourra nous valoir des représailles (il y à le precedent de l'entrevue accordée à la presse par les prisonniers du M.R.-8 en présence de leurs bourreaux par les «garantir» la vérité officielle). Nous craignons que ce ne soit pas la première fois que l'ou annoncera «tentative de fuite» ou un «suicide », pour couvrir la vérité. Nous chargeons tous ceux que préoccupé la vérité de chercher et de punir les coupables et pour cela nous sommes disposées tout subir. Mais, plus que jamais, il nous faut l'appui de la nation.Faisant confiance à tous ceux qui aiment la justice, la liberté, le respect de la personne humaine, et qui sont la majorité du peuple, nous sommes surs qu'ils exigeront la verification des faits et l'arrestation des criminels. Nous esperons que cette lettre leur sera utile à ces fins.

Ile des Fleurs, 8 décembre 1969.

Marta Maria Klagsbrunn, Prescila Melillo de Magalhães Bredariol, Marta Alvarez, Rosane Resnik, Vania Santarosa Esmanhoto, Dorma Tereza de Oliveira, Vitoria Lucia Martins Pamplona Monteiro, Ina de Souza Mcdeiros, Marcia Savaget Fiani, Ilda Brandel Siegl, Maria Elodia de Alencar, Solange Maria Santana, Marta Candida de S. Gouveia, Marijane Vieira Lisboa, Zileia Resnik.

Nouvelle lettre de 34 prisonniers de l'île des Fleurs, d la même époque.

«Ayant appris dans la presse qua le président de la République à décidé d'examiner le nombre croissant de dénonciations contre les tortures policières, les détenus politiques de l'île des Fleurs confirment publiquement ces dénonciations en rapportant le traitement par eux subi. Les tortures ont frappé la majorité des politiques, variables salon le degré de résistance physique où psychologiques uns et des autres. La torturé va de la simple pression morale (menacés à là victime à sá famille) jusqu'au ritual barbare de la bastonnade et de l'électricité qui petit durer des jours et des semaines jusqu'à ce que les bourreaux se persuadent que la victime n'à plus rien à dáre où reussissent à lui faire accepter leurs insinuations. Les formes de torturé varient selon l'imagination sadique des bourreaux. La plus fréquente reste la magnéto dont les décharges sont plus fortes que celles du courant ordinaire; elle est branchée sur la victime nue, an sexe, à l'anus, à là langue, aux bras attachés, aux jambes, la colonne vertebrale, au bout des seins, etc. Les séances d'électricité vont généralement de pair avec le *pau-de-arara* où la victime pendue doit subir toutes sortes de tourments. On pratique aussi «le téléphone », «l'etouffament, les brûlures parties sensibles à la cigarette. On s'efforce de ne pas lairs, de traces visibles et généralement la victime à les yeux bandés. Après la séance, la victime est livrée aux interrogateurs et si ces derniers ne sont pas satisfaits, ils ordonnent de nouveaux supplices. D'après l'expérience personnelle de nous tous et d'autres compagnons, la torture est pratiquée à l'île des Flours,

Dossier

au premier district naval (C.E.N.I.M.A.R.), à 1^{re} compagnie de police de l'Armée (Villa militaire), D.E.O.P.S., à la police de l'Armée de Tijuca. Nous voulons encore signaler les conditions de vie des prisonniers de l'île des Fleurs, par rapport au décret 38.016, du 5 octobre 1955, qui fixe les droits et le règlement des prisonniers politiques. Le décret dit:

«1. Hébergement, alimentation, recreation convenables. Si le logement est collectif, où permettra aux reclus, chaque Lois que possible, leur organisation en groupes.» Au lieu de cela, les prisonniers passent leurs journées dans des cellules closes de 7 metres sur 5, qui renferment de une à six perpersonnes, selon la décision du commandement. Les portes sont fermées toute la journée et ne s'ouvrent que pour laisser passer les prisonniers à la salle de bains. La lumière électrique bride vingt-quatre heures sur vingt-quatre sans permettre de lire facilement. Outre ces cellules normales, il existe des cellules speciales pour les gens au secret où en cours d'interrogatoire, que l'on appelle les «baignoires» où «la guerite », qui font 1 m sur 3 m. L'alimentation, servie dans des plats crasseux, peu variée et peu nourrissante; elle arrive toujours froide aux derniers, d'autant que le manque de cuillères ralentit le service (fourchettes et couteaux sont interdits). Les conditions d'hygiene sont précaires puisqu'il existe deux robinets deux cabinets pour quarante prisonniers. La recreation dure une heure, quand les prisonniers sont reunis au soleil, sur un triangle de 100 metres carrés, entoure de barbelés, sous le canon des mitraillettes et la garde des chiens policiers.

«2. L'usage de leurs vêtements permet aux prisonniers et à l'établissement de conserver leur dignité.» A l'île des Fleurs, les prisonniers politiques doivent porter l'uniforme, chemise et bermudas bleus, qu'ils supportent où non le soleil.

«3. Assistance de leurs avocats, sans restrictions, durant l'hioraire normal de ces derniers.» Cela ne vaut pas pour les del enus au secret (tr(trenteurs et plus pendant lesquels ils restent à lá merci des interrogateurs).

«4. Visite des parents et amis selon l'horaire fixé.» Les visites sont limitées à deux heures par semaine, le jour établi, et ne peuvent jamais compter plus de quatre personnes.

«6. Droit d'envoyer et de recevoir librement de la correspondance.» Il y a censure sur le courrier et interdiction de radio où télévision.

«7. Pratique religieuse aussi assidue que possible.» Cela il'existe pas.

«8. Assistance d'un médecin prive.» L'assistance medicale est mal assurée, faute de moyens, par les médecins et les infirmieres du pénitencier; l'hospitalisation n'est accordé que pour les urgences; les soins dentaires sont insuffisants, à peine donnees pour les urgences.

«10. Transport different de celui des droits communs.» Le transport se fait pour tout le monde à bord d'un bateau de débarquernent militaire, d'où il est difficile de descendre, á cause de la hauteur du bord. Il arrive que les prisonniers, les mains entravées, se fracturent la jambe.

Après avoir decrit les conditions de vie des prisonniers politiques, nous pouvons conclure que le principal allie juridique des tortionnaires, c'est nous sommes de contacter directement nos avocats, et l'inexistence de *l'Habeas corpus*. Nous sommes á la disposition du Conseil de défense des droits de l'homme pour confirmer, personnellement, les affirmations incluses dans cette lettre. Nous en sollicitons la communication au Tribunal militaire su.perieur, au ministre de la Justice, au Conseil de défense des droits de l'homme, á l'Ordre des avocats, etá la presse nationale et étrangère. A partir de sa publication, nous les prisonniers politiques de l'île des Fleurs, nous plaçons, pour des motifs evidents, sous la responsabilité du ministre de la Justice et du Conseil de défense des droits de l'homme, notre integrite physique.

Suivent 34 signatures.

Document n°19

Copie d'une lettre signée par: Alipio Raimundo, Vianna Freire, Carlos Alberto L. Christo (Frei Beto), Carlos Guimarães de Penafiel, Jacob Gorender, Jorge Batista Filho, Jesse Adolfo de Granville Ponce, Luis Roberto Clauset, Magnus Dadona, Vera Lucia Xavier de Andrade, Sinval Iticarambi Leao et Elza F. Lobo, et adressée aux membres du XIII^e Congrès notional des journalistes professionnels tenu à Salvador, Etat de Bahia.

«Ce document représente la contribution des prisonniers politiques journalistes actuellement incarcérés à la prison Tiradentes de São Paulo, au mite Congrès national des jour profcsionnels qui se tiendra dans la capitale de de Bahia le 23 de ce mois. Son authenticite est garantie par des lettres autographes envoyées au Syndicat des journalistes professionnels de São Paulo, à la Fédération nationale des journalistes professionnels, au Conseil de défense des droits de l'homme et aux tribunaux de guerre de la 2^e Région militaire, en même temps que cet original également signé. L'original et les copies des lettres ont été transmis par voie legale, par l'intermediaire du directeur de cette prison.

«Nos premières paroles sont d'encouragement; le simple fait de vôtre congrès, avec un tel programme, revele l'opposition et la décision de lutter contre l'état de choses regnant dans notre pays. Il nous donné conscience que *la démocratie vraie ne s'exercer qu'avec la liberté entière de la presse et que cette dernière, comme toutes les libertés aux quelles l'homme à droit et aspire, n'est possible que dans un Etat fondé sur le droit.*

Nous saluons donc les congressistes tout en leur souhaitant en plein succès, car nous souhaitons que notre position, contre' l'oppression et

l'arbitraire qui etouffent notre profession, comprise comme la propagation de la vérité, y soit affirmée hautement, avec fermeté et équilibre.

Les auteurs du texte sont des prisonniers politiques, dont certains sont enfermés depuis plus de dix-huit mois; il y en a qui ont commis le délit d'opinion; d'autres qui n'ont même pas fait cela. A *priori* condamnés pour «terrorisme», ils n'ont pas eu droit à la condition de politiques et se trouvent en train d'accomplir des peines de prison, sans même avoir été jugés. Or, c'est une règle fondamentale du Droit universel que c'est l'accusateur de prouver sa dnonciation et que l'accusé reste innocent jusqu'à preuve du contraire. Deux seulement des signataires sont déjà condamnés, sun in base de vagues dénonciations de supposes debts, admissibles seulement l'll vertu des dispositions draconicnnes de la loi de Sûreté nationale.

Quand aux dénonciations que nous défions le gouvernement d'autoriser la visite (delà demandée et niée) des prisonniers politiques enfermés dans tout le Brésil, par la Croix-Rouge internationale. La vérité surgirait nue of lane, comme voudrait rêtro ce document.

Nulls vonlons prouver qu'avec la censure de la presse, un régime de forcé peut commettre les plus grandes iniquites sans que l'opnion publique, mal informée, puisse exprimer sa coulfmumlion et son refus.

Nous passons à l'enumeration des illegalités et des actes arbitraires commis au niveau judiciaire, au cours des procès menés dans le mépris des délais legaux, au detriment de la défense, avec les délits d'abus et d'omission de la part des autorités responsables.

1. Au moment de rédiger ce document, certains prisonniers politiques *attendant depuis dix-huit mois leur jugement, sans espoir d'être jamais juges un jour.*

Dossier

2. Soupçonnées au cours des enquêtes, il leur arrive d'attendre plus d'un an avant la dénonciation, puis, quand les interrogatoires commencent, ils sont immédiatement interrompus — sans que les présumés coupables soient entendus — pour que l'on entame de nouveaux procès, à leur tour mis en panne. La prorogation systématique est le but poursuivi travers cette illégalité.
 3. Toutes les démarches des avocats, soit pour obtenir la relaxation après l'expiration du délai de garde, soit pour obtenir des certitudes et procéder en recours auprès d'une instance supérieure, sont systématiquement mises en panne.
 4. Les illégalités commencent avant le procès, à cause de l'aboulie des autorités judiciaires. Cela commence par la prison qui est un véritable séquestre, quand elle ne devient pas une tentative d'exécution sommaire. Que dire des flagrants délits, puisque les coups donnés en pleine rue sont fréquents, tout comme les offenses et parfois la détention des parents des victimes. Il y a eu des cas d'arrestation de jeunes enfants, emprisonnés avec leurs parents à l'O.B., qui doivent passer la nuit couchés sur le ciment froid, entendant les cris d'épouvante de leurs parents torturés.
 5. Détenu à la D.E.O.P.S. où dans les beaux de Tarméc, le prisonnier reste au secret des mois durant, alors que le délai maximal prévu par le Code de procédure militaire est de trois jours (article 17), et celui de la loi de Sécurité nationale en vigueur de dix jours (art. 59, § 1). Si un avocat se risque à chercher à localiser son client (l'exercice de sa profession n'est pas toujours simple), il est menacé, maltraité et parfois arrêté. Ce n'est pas un hasard si très peu d'avocats se chargent des prisonniers politiques...
 6. Un grand nombre de dépositions sont signées sans que les intéressés en aient lu le contenu.
 7. Le nombre des politiques de cette prison détenus de puis des mois sans que l'information ait été faite où la prison préventive décrétée, atteint des dizaines.
 8. Enfin, les avocats ne s'entretiennent jamais librement avec leurs clients. Il y a toujours un fonctionnaire et les documents de l'audience sont toujours censurés par des fonctionnaires non qualifiés.
- En ce qui concerne les conditions de la détention, l'illégalité pas moins grande.
1. Promiscuité avec les droits communs, jusque dans les cellules.
 2. Surpeuplement des cellules; prévues pour quatre, elles logent dix-huit prisonniers, entassés sur d'infestes paillasses jetées par terre. On ne peut pas bouger et l'humidité qui suinte des murs provoque des miasmes insalubres; le manque d'hygiène favorise la prolifération de la vermine. Les portes sont toujours fermées et il est interdit de visiter les autres cellules.
 3. L'alimentation est infecte et souvent pourrie; comme elle est immangeable, les familles se chargent de nourrir les prisonniers, ce qui aggrave une situation financière déjà branlante, sinon catastrophique.
 4. Tension permanente provoquée par la possibilité menaçante d'un retour à la D.E.O.P.S. où à l'O.B. pour de nouvelles tortures, même pour les prisonniers bénéficiant théoriquement de l'immunité attachée à la détention préventive. À la simple demande des policiers auprès de l'Audience (et même sans cela), ils peuvent, n'importe quand, exiger un prisonnier. Ajoutons-y les fouilles et les cris désespérés des prisonniers maltraités fréquemment.
 5. Le «bain de soleil», nécessité vitale du prisonnier, la deux heures à la semaine, dans un petit endroit où l'on ne peut marcher, à cause du nombre, et où les rayons, vu l'heure, ne parviennent pas.
 6. A, Les visites des familles ont lieu une fois par semaine. Trois personnes sont autorisées au préalable, mais tout peut être suspendu sous prétexte du «mauvais temps». Les visiteurs sont fouillés de manière humiliante, les vieilles femmes et les bébés ne sont pas épargnés, qui doivent parfois se

Dossier

déshabiller. Parfois, ils souffrent des provocations de la part des soldats sont retenus longtemps après la visite, sous un prétexte quelconque.

7. Absence totales de soins médicaux et dentaires. Le peu qui existe (traitement dentaire d'urgence) est le fait de professionnels détenus. Quant à l'assistance religieuse, signalons que les innombrables clercs prisonniers n'ont pas le droit de célébrer, la messe (Rant considérée comme une réunion politique subversive).

8. Dans l'aile des femmes, où se trouvent des signataires du document, la situation est identique; en plus il y a des mares qui ne peuvent voir leurs belles qu'une fois par semaine, durant la courte durée de la visite officielle. Parmi ces cinquante femmes, il en est de plus de soixante ans.

Passons maintenant au chapitre scabreux de la torturé. La mort du journaliste Mario Alves, de l'étudiant Chael Charles Schreier, du sergent Severiano Viana. Colton, entre les mains des bourreaux du Guanabara, colic du sergent João Lucas Alves, à Belo Horizonte, des deux ouvriers Olavo Han-seta et Virgilio Gomes da Silva, à São Paulo, celle d'Alvernai Moreira de Barros et du sergent Manuel Raimundo Soares, Porto Alegre, toutes prouvées comme suite des tortures, manifestent que les cas connus ne sont pas des accidents isolés, mais le résultat des méthodes d'interrogatoire, dont la violence atteint des niveaux extrêmes. Pour le souligner, nous déclarons que les prisonniers détenus ici (400) ont été torturés, à un degré, où à can attire.

À São Paulo, les tortures ont lieu au siège de l'O.B., organisation dirigée et composée par les militaires de l'armée de terre, dans un vieux commissariat de police, au 921 de la rue Tutóia, quartier d'Ibirapuera, et au troisième étage de la célèbre D.E.O.P.S. Cela va de la bastonnade pure et simple, la plus brutale qui soit, jusqu'à l'électricité et la question (eau dans le nez). Les bourreaux ont parfois des inventions croyables: mettre

un bout de roseau dans l'anus d'un homme pendu, nu, au *pau-de-arara*, allumer à l'autre bout une de coton imbibée d'essence et obligée la femme enceinte assister au supplice de son mari. Il est normal de pendre les femmes nues à côté de leurs maris et d'électrocuter leurs sexes, au milieu des pines obscénites. Les enfants sont tués quotidiennement devant leurs parents et vice-versa séances durent en fonction des capacités de résistance des victimes, parfois des jours entiers.

Nous devons souligner la présence active des gens Commandos de chasse aux communistes (C.C.C.) dans les salles de tortures de l'O.B., ce qui démontre l'infiltration la couverture de cette organisation terroriste de droite. Ce sont eux qui, aujourd'hui, dirigent la C.R.U.N.A. (Croisade nationaliste).

Il n'est pas nécessaire d'être plus long. Cela suffit à démontrer la violation absolue, par les autorités responsables, des principes les plus élémentaires du respect de l'homme, des textes internationaux signés par le Brésil et inclus dans la Constitution, au chapitre des droits et des garanties individuelles.

Compagnons, voilà une situation qui ne peut durer que par la censure de fer imposée à la presse. Ne manquent pas d'autres raisons, mais celle-ci suffit, l'iniquité du traitement infligé aux prisonniers politiques au Brésil, justifiera notre lutte, énergique et convaincue, pour la liberté de la presse dans notre patrie.

Que ce document puisse contribuer, d'une manière ou d'une autre, à cette lutte.

Nous terminerons par un appel à nos collègues: qu'ils restent vigilants et dénoncent les représailles qui pourront s'abattre sur nous, à cause de ce document.

Prison Tiradentes, août 1970.

Document n°23

Lettre envoyée au ministre de la Justice, Alfredo Buzaid, par l'avocat Leopoldo Heitor, dénonçant les tortures auxquelles Il assista, lors de son emprisonnement à la D.E.O.P.S. de São Paulo.

«Rio. de Janeiro, décembre 1969.»

«...les récentes déclarations faites par Votre Excellence, sur la responsabilité des bourreaux éventuels, ont ému la nation, spécialement les hommes de loi. Réellement, le gouvernement, qui «annonce le jeu de la vérité» et assure au peuple sa volonté de remettre le pays dans la pratique de la démocratie, ne pouvait agir autrement. En même temps, Votre Excellence faisait savoir qu'à ce jour aucune dénonciation des tortures ne vous était parvenue. Convaincu de la sincérité des propositions de Votre Excellence, je me sers de cette lettre pour vous faire part d'une désagréable expérience personnelle, et je le fais à travers un journal pour qu'elle parvienne sûrement à votre connaissance, et en même temps (pie se définisse ma responsabilité et celle des autorités à ma situation et ma sûreté. Monsieur le Ministre, je n'ai jamais fait de politique. Malgré cela, et parce que je suis un avocat consciencieux, désireux de faire son devoir, j'ai passé quinze jours en prison, à la D.E.O.P.S. de São Paulo, au secret, en cellule commune, avec un bain par semaine et une nourriture indigne des cochons, que je n'ai jamais pu avaler. Le responsable de ma détention, le délégué Sérgio Fleury, déclare aujourd'hui à la presse qu'il m'a traité très bien au cours des dix minutes qu'il a passées avec moi et me menacé de poursuites si je dénonçais des tortures. Jusqu'où va l'audace du fondateur de l'Escadron de la Mort ! Voici peu qu'il se vantait de ses atrocités,

mais depuis les déclarations de Votre Excellence, il se dédit et menacé de poursuivre ses victimes. Tant mieux. De fait je n'ai pas été torturé, sauf peut-être psychologiquement, mais ce par quoi j'ai passé pesera peu en face de ce que les autres passeront. Voici les faits dont j'ai eu connaissance, de diverses manières, à la D.E.O.P.S. de São Paulo.

1. Mme Ana Vilma, compagne d'un autre prisonnier surnomme Penafiel, à été grandement torturée et prend divers médicaments (j'ai contribué à leur achat) pour se guérir. (Elle souffre de l'utérus, entre autres.) Son mari a aussi été torturé et pendu au *pau-de-arara*; d'ailleurs les instruments de torture sont là, à dessein, pour diminuer notre courage.
2. Tous les prêtres ont été pendus par les pieds, battus, électrocutés, et le P. Agustin à brava les bourreaux invoquant l'exemple du Christ, au cours du supplice.
3. Dans la cellule n° 1, à côté de moi, il y avait une femme malade, marquée aux pieds par les décharges électriques, encore jeune, appelée Vera, de São José de Rio Preto, dont le mari, dans une autre cellule, se trouvait dans un état encore pire, d'après ce que j'ai entendu. Le mardi, ils relâchèrent ce couple dont le crime était de connaître une personne recherchée par la police politique. Mais la femme ne put partir que le 25, le mercredi de la semaine suivante, tous deux restant tout ce temps-là sous assistance médicale. D'après un geolier, «battre e'était bien », mais il fallait savoir le faire; un de ses collègues «inexpert» avait demandé ce privilège et comme il n'avait pas l'habitude...
4. Pendant mon séjour, arriva, en bonne santé et sur ses jambes, normalement, un ancien étudiant physicien, expulsé de la faculté pour subversion, pris quelque part à Goiania, d'après la police, parce qu'il était en rapport avec Marighela. Il revint du premier interrogatoire porté par les policiers; il était tout enflé, les mains et les pieds comme des masses. Soigné plus tard à l'hôpital des Cliniques, où il dit que c'était le résultat des

Dossier

tortures, il avait les quatre membres brisés. On le soignait pour l'envoyer à Brasilia.

5. La rumeur dit qu'un certain Jonas à été torturé à mort.
6. Sebastiana était soignée, dans la cellule 4, pour un trouble mental provoqué par les tortures.
7. Les prisonniers restent au secret tout le temps de leur détention à la D.E.O.P.S. et le délai legal n'est pas observe. La détention à São Paulo, la of sont trans feres les prisonniers, dure jusqu'à ce que soit décidée la prison préventive. La justice militaire sait-elle cela?
8. Les prêtres détenus ont du enregistrer leurs déclarations sous la menacé.
9. Le délégué Fleury est critique même par ses collègues; c'est la terreur des détenus. Il est connu comme le fondatcur de l'Escadron de la Mort à São Paulo. Ill m'à déclare tranquillement que l'Habeas corpus n'existe pas.

Ces faits, Monsieur le Ministre, peuvent se vérifier des l'instant que les déterms échappent à l'autorité de Fleury, des l'instant qu'i.ls ont des garanties; et le cas de Jeova sera très facile à constater. Je me mets à vôtre entière disposition, et á celle de n'importe quels autori Le bien intentionnée, pour plus ample information. Logiquement, à partir de maintenant, mon intégrite physique et mon droit á la liberté tombent, pour des raisons evidentes, sous la responsabilité de Votre Excellence.

Avec l'espoir que cette dénonciation sera comprise comme l'accomplissement de mon devoir d'avocat, l'expression de mon grand desir que la stirete nationale ne soit plus un prétexte utilise par quelques-uns pour satisfaire leurs instincts sauvages et compromettre ainsi la sûreté nationale, comme une contribution pour que le gouvernement sachc ce que certains agents de la loi font en son nom.»

Document n°24

Certificat de deces de Chael Charles Schreier, assassiné la caserne de la police de l'Armée, à la Villa militaire, le 22 novembre 1969.

«Periminio de Carvalho Asfora, officier du registre civil des personnes de la 9^e circonscription, 5^e zone, paroisse de São Cristovao, ville de Rio de Janeiro, Etat de Guanabara; certificat de décès.

Certifie que la feuille 211 du livre C-304, porte, sous le le 86.524 du registre des décès, celui de: «Chael Charles Schreier, décédé le 22 novembre 1969 (en toutes lettres) à ... heures, ... minutes, de sexe masculin, de couleur blanche, fils de Ary Schreier et Emilia Schreier, á l'âge de 26 ans; profession: étudiant; état civil: célibataire; domicile ... natif de São Paulo. Causa mortis: contusion abdominale avec rupture du mesocolon transvers et du mesentaire avec hemorrhagie interné; médecin certifiant: Dr Rubens Pedro Macuco Janini. Lieu de sépulture: cimetière de São Paulo, Etat de São Paulo. Declarant: Mendel Delman. Acte dresse le 26 novembre 1969. Observations: le defunt ne laissé ni enfants, ni biens. Je soussigne, dûment assermenté, certifie copie conforme. Rio de Janeiro, l'officier d'état civil.»

Document n°25

Examen du corps du de,lit sur le cadavre d'Olavo Hansen, dirigeant syndicaliste, assassiné par des policiers de la D.E.O.P.S. de Scio Paulo, le 9 mai 1969.

Dossier

« (...) après expertise, passeront à dieter l'acte suivant: Nous avons examine et autopsie aujourd'hui à 16 heures à la morgue de l'Institut medico-legal de l'Etat, un corps qui nous à été dit être celui d'Olavo Hansen, 32 ans, celibataire, blanc, programmeur d'I.B.M., Brésilien, natif de São Paulo (capitale), fils de Herald Hansen et Borborcma Hansen, qui habitait au 9 de la rue 6, Mana, trouvé mort à l'hôpital central de l'Armée, le 9 mai 1969 à 10 heures. Historique: Constate settlement qu'il fut trouvé mort à l'hôpital central de l'Armée. Vetements: portait un short de coton fantaisie, bleu clair, chemise tergal bleue, pantalon de casimir noir (...). A l'examen nous avons note: 1. Blessure contuse de deux centimètres sur un, de formé ovale, et arrachement des poils et des cellulaires sous-cutanées, dans la région interne supérieure de la jambe droite. 2. Ecorchures localisées sur la face interne du genou droit. 3. Petite ecorchure circulaire, mesurant un centimetre de diamètre au centre du mollet de la jambe droite. 4. Ecorchure rectiligne mesurant 5 cm localisée au tiers median de la face interne de la jambe gauche. 5. Petite ecorchure circulaire sur la face anterieure, au tiers supérieur de la jambe gauche. 6. Ecorchure de trois centimètres, rectiligne, dans la région scrotale gauche. 7. Petite ecorchure circulaire de 8 mm de diamètre sur la face externe du coude gauche. 8. Ecchymose de 3 cm de diamètre, circulaire, localisée dans la région pre-cordiale. Examen interne: Thorax et abdomen... les organes thoraciques et abdominaux conservent leurs proportions respectives et leurs relations anatomiques. Inten ne presentant un interde medico-legal. Crane... nous avons note à peine un hematome du cuir chevelu localise dans la région fronto-pariento-temporale du côté droit... De ce qu'il à été dit et observe, il ressort que la nature et le lieu des lésions signalées ne suffisent pas à expliquer la cause de la mort. L'examen interne fut negatif du point de vue de l'anatomie pathologique et de la médecine

légal. Le résultat de l'examen anatomo-pathologique fut le suivant: Reins: diagnostic, polynephrite aigue. Poumons: diagnostic, congestion passive chronique. Foie: diagnostic, congestion passive chronique. Coeur: diagnostic, hypertrophie musculaire. Cerveau: sans alterations. Le résultat de l'examen toxicologique s'est révélé positif: insecticide PARATHION. En ces termes nous concluons à un decès par empoisonnement. Rien d'autre ne se presentant, nous avons conclu cet acte...

Dr Geraldo Rebello et Dr Paulo A. de Queiros Rocha, experts.

Vu: chef de section administrative, Helena Leone Medeiros.

(Extrait du certificat de corps du délit, fourni par le secretariat de la Sûreté publique, Institut médico-legal de São Paulo, S.P. Secretariat de l'I.M.D.: Emilio Marcondes Monteiro.)

Document n°26

Discours du député fédéral Pedroso Horta à la Chambre fédérale, analysant la mort d'Olavo Hansen et réponse du leader gouvernemental, Clovis Stenzel. (Extrait des Annales de la Chambre des députés, 30 juillet 1970.)

Pedroso Horta: (...) les Ecorchures trouvées sur le cadavre prouvent qu'Olavo Hansen, en vie, fut soumis au dit paude-arara, c'est-à-dire qu'il fut attaché, nu, par les bras et les pieds à une barre de bois. Ces lésions n'étaient pourtant pas suffisantes pour entrainer la mort de la victime. Ce document nous consterne et nous afflige. Le garçon de trente ans qui va à une fête sportive, n'emporte pas sur lui le poison qui lui permettrait de se tuer; il à été arrêté au stade: des dizaines de personnes peuvent témoigner

Dossier

sur son arrestation. On l'a fouillé, naturellement, comme le sont tous les déterms; le jour même de son arrestation il fut transféré dans une des salles de la D.E.O.P.S. Les témoins disent qu'il en revint inconscient, vomissant son sang. Huit jours plus tard, il était mort; il n'avait rien qui puisse le tuer rapidement. Retourne au baraquement il y resta deux jours et son geolier, effrayé, le fit conduire à l'hôpital central militaire, où il mourut. Après autopsie, les toxicologues attribuent la mort à un poison connu dans le commerce sous le nom de Paration, insecticide très dangereux. Comment à-t-il pu avaler ce poison? Par la bouche? Ce n'a pas été le cas. L'autopsie révèle que la trachée était propre, l'oesophage propre, l'estomac propre. Alors? Il nous faut imaginer. Le poison n'a pu que lui être injecté, parce que l'insecticide parvenu au sang se fixe dans les reins et provoque, ce que mentionne le rapport, une polynephrite aiguë. Sans soins, il est mort. Voilà le corps du délit, que l'on nous a réclamé tant et tant de fois et que nous n'aurions pas dû aller chercher dans les constats de l'Institut médico-légal, car, selon l'ordre impératif du président de la République, ils devraient être remis aux autorités à des fins d'enquête, pour que l'on trouve et punisse les coupables de la mort de ce garçon.

P. Horta insista sur le fait que ce n'était pas la tache. Le de l'opposition que de découvrir l'assassin d'Olavo Hansen: «Cela revient à la police, c'est pour cela que nous la payons, c'est sa raison d'être; elle doit nous protéger et nous n'avons pas à nous méfier d'elle, à la craindre, à la fuir. Qui a tué? (...) Par quatre fois l'opposition a demandé une réunion du Conseil de défense des droits de l'homme, et ce Conseil ne s'est plus réuni depuis février, alors qu'il devrait le faire deux fois par mois (...). En revanche, nous voyons au Brésil des policiers, dirigés par leurs officiers, fêter leur centième jambon» (les morts de l'Escadron de la Mort) comme ils disent, s'acharnant sur les pauvres morts et posant pour les journaux, qui mettent

leurs rires stupides en première page...

Clovis Stenzel: commence par souligner «qu'il s'agit de présomptions, de déductions intelligemment formulées par un grand avocat. L'empoisonnement a provoqué la mort. Nous pourrions répondre qu'ils sont nombreux ceux qui s'empoisonnent dans les prisons, mais l'opposition affirme qu'il a été empoisonné par un tiers. Une fois de plus je demanderai l'opposition de fournir la preuve de ce qu'elle avance. (...) Que cherche-t-on? On veut que le cas Olavo Hansen à l'I.P.M. (enquête policière et militaire) devienne le procès de l'I.P.M. Encore faudrait-il commencer par établir cette prémisse: le crime à-t-il été politique? Olavo Hansen était-il un terroriste? Était-il dangereux pour la survie des institutions du Brésil? Alors seulement le gouvernement pourra connaître ce crime. Dans le cas contraire, l'affaire revient uniquement à (l'État de) São Paulo. (...) Nous, dans ce Congrès, ne pourrions répondre que si vous disiez que la victime était politique, à fin de pour des agissements politiques, brutalisée à cause de ses agissements politiques, et que la responsabilité en incombe au gouvernement fédéral. Tant que cela n'aura pas été prouvé, notre présence à Cate tribune sera inutile. »

Document n°27

Demande de classement de l'affaire Olavo Hansen, sur l'affirmation vague de «suicide» par le procureur Durval A. Illoura (0 Estado de São Paulo, 10 septembre 1969).

«...le procureur Durval A. Moura, au nom du Ministère public, sollicite de l'Audience de la II^e région militaire le classement de l'enquête ouverte

Dossier

après la mort de l'ouvrier Olavo Hansen, survenue le 9 mai à l'hôpital général de São Paulo, II^e. armée. Demande que les conclusions soient remises au ministère de la Justice et au président du Congrès national, parte que l'affaire à a éveillé l'intérêt du gouvernement fédéral et du parlement. Le Ministère public dit qu'il n'à pas été établi que la mort avait une origine criminelle où devait être imputée des tiers. (...) La présente enquête à été ouverte à la demande du secrétaire de la Sûreté publique de l'Etat de São Paulo, pour trouver les causes du décès d'Olavo Hansen, survenu le 9 mai, passé à l'hôpital général de São Paulo, deuxième armée... Il à été prouvé qu'Olavo Hansen à été arrêté le 1^{er} courant, avec d'autres personnes, à la place des Sports de Vila Maria Zelia, lors de la Fête du Travail, quand ils distribuèrent des tracts, des écrits et des journaux subversifs, en conséquence de quoi ils furent l'objet d'une enquête policière, pour crime contre la sûreté nationale (feuilles 74/79). Après être passé par le 1^{er} bataillon policier et l'Operation Bandeirantes (O.B.), Olavo à été entendu par la D.E.O.P.S., le 4 mai, le Dr Ernesto Milton Dias s'étant chargé des interrogatoires préliminaires et ayant constaté qu' «il ne montrait aucun signe de sévices où mauvais traitement ». (...) Le 8 mai, se sentant mal, Hansen demanda un médecin. Le Dr José, Gerald^o Ciscato ordonna son transfert à l'hôpital général de São Paulo où il fut interné et soigné convenablement. Le 9, vers 6 heures, il vint à décéder, le certificat de la morgue militaire portant, comme cause de la mort, une insuffisance rénale liée à un processus chronique subitement devenu aigu. Le certificat du corps du délit élaboré le 9, conclut que l'examen interne fut négatif du point de vue anatomico-pathologique du cerveau, des reins, du foie, des poumons, du cœur et du sang... L'examen toxicologique à révélé l'être positif pour l'insecticide Paration (tiophosphate de diéyle paranintropheline) (f. 32)... Lors de son arrestation, Olavo travaillait

dans une usine de Industria Agro Pecuaría (f. 85) où l'emploi des insecticides et le Paration dans certaines formules (f. 89) ... Le décès d'O. Hansen se produisit dans un local dépendant des autorités militaires, ce qui laissait à la justice militaire fédérale la charge d'apprécier les faits.»